

HM  
13  
C714  
1981

# ACTES DU COLLOQUE

RECHERCHE	ACTION
RECHERCHE	ACTION
RECHERCHE	ACTION
RECHERCHE	ACTION
RECHERCHE	ACTION
RECHERCHE	ACTION
RECHERCHE	ACTION
RECHERCHE	ACTION



Université du Québec à Chicoutimi



Université du Québec à Chicoutimi

Bibliothèque

OCTOBRE  
1981

8350073

BADADUQ

600-000-0000 en e  
000-000-0000 région

Bibliothèque nationale du Québec  
Dépôt légal, 1er trimestre 1982.

## Remerciements

L'événement scientifique et universitaire qui s'est déroulé à l'UQAC, les 8 et 9 octobre 1981, est le fruit de l'intervention combinée et successive des intervenants suivants:

- Le comité de la recherche du département des sciences humaines de l'UQAC.
- Le comité coordonnateur du Groupe d'Etude et d'Intervention Régionales de l'UQAC, (le GEIR).
- Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et le doyen des études supérieures et de la recherche de l'UQAC, Messieurs Jean-Marc Denommé et Guy Collin.
- La présidence de l'Université du Québec.
- Le comité technique exécutif responsable de la réalisation matérielle et logistique du colloque.

Le texte d'introduction précise le rôle, la composition et une brève mise en situation de la contribution de chacun.

Nous tenons enfin à souligner de façon particulière, le travail consciencieux et professionnel de Madame Christiane Gagnon, agente de recherche et de Madame Nicole T. Bergeron, secrétaire.

Ce ne fut pas une mince tâche que de consigner et d'intégrer écrits et dires, de relancer les retardataires jusqu'au fond de leur cellules de travail, d'harmoniser toutes les étapes de fabrication d'un outil collectif multiforme et multivarié.

Ce n'est que patience de bénédictine qui a permis d'aligner ces quelques milliers de lignes, -sans tiret- jour après jour, durant ces six semaines d'attention et de répétition incessante. L'appui moral et matériel de Madame Andrée Morrier, secrétaire du département des sciences humaines a également beaucoup contribué à rendre ce chantier à terme.

Que tous ceux et celles qui auraient été oublié-e-s dans ce court rappel, nous pardonnent et soient remercié-e-s au même titre que tous les autres collaborateurs.

Jean Désy





## TABLE DES MATIERES

MOT DE BIENVENUE, Jean Désy.....	1
ALLOCUTION D'OUVERTURE, Jean-Marc Denommé.....	3
 <u>PREMIER VOLET</u> .....	 6
Présentation, DE QUELQUES SIGNIFICATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION, Gérald Fortin.....	7
Communication, LA RECHERCHE COOPERATIVE COMME RECHERCHE-ACTION, Henri Desroche.....	9
Appendice, AUTOUR D'UN SYMPOSIUM FRANCOPHONIQUE PUBLIE AU QUEBEC, Henri Desroche.....	49
Communication, QUELQUES CONDITIONS PRATIQUES DE LA RECHERCHE-ACTION DANS LES UNIVERSITES, Fernand Gauthier.....	55
Communication, QUELQUES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA RECHERCHE MILITANTE, Yves Vaillancourt.....	62
 PERIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES.....	 73
 <u>DEUXIEME VOLET</u> .....	 79
<u>Sciences humaines</u>	
Intervention, LA RECHERCHE-ACTION AU DEPARTEMENT DES SCIENCES HUMAINES: UN PREMIER BILAN, Jean Désy.....	80
Intervention, LA RECHERCHE-ACTION AU PROGRAMME DU BACCALAUREAT EN SCIENCES SOCIALES, Gilles Bergeron.....	91
Intervention, UNE RECHERCHE-ACTION AU SERVICE D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE, Gilles Dubois.....	95
 <u>Sciences économiques et administratives</u>	
Intervention, UNE RECHERCHACTION EN HABITATION COOPERATIVE,.....	99
Le cadre de l'intervention, Michel Belley.....	103
Un peu d'histoire, Roland Charbonneau.....	112
Les intervenants, Paul Prévost.....	115
Intervention, UN CAS DE RECHERCHE-ACTION EN PAYS TIERS-MONDE, Gilles Comtois.....	126
Intervention, RECHERCHE-ACTION A LA COOPERATIVE DES ARTISANS DE LA MER DE LA HAUTE COTE-NORD, Serge Tremblay et Ginette Villeneuve.....	133
 PERIODE DE QUESTIONS.....	 133



### Sciences fondamentales

Intervention, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA SERRICULTURE NORDIQUE, George Gallagher.....	138
QUESTIONS A GEORGES GALLAGHER.....	140

### Sciences de l'éducation

Intervention, LA RECHERCHE-ACTION: UN PROCESSUS HEURISTIQUE DE CONNAISSANCE ET DE CHANGEMENT (ETAT ACTUEL DE NOTRE REFLEXION), Samuel Amégan, Louis-Philippe Boucher, Gilles-A. Bonneau, Rodolphe Gagnon, Jeanne-d'Arc Girard, Joseph Morose, André Ouellet.....	143
Intervention, UNE RECHERCHE-ACTION A L'ECOLE ST-JOACHIM (CHICOUTIMI), Gilles Bonneau.....	150
Intervention, LE PROJET OPERATION HUMANISATION (OH), Louis-Philippe Boucher, Joseph Morose.....	153
PERIODE DE QUESTIONS.....	158

### Arts et Lettres

Intervention, L'ACTIF D'UN DISCOURS SUR LA RECHERCHE, Ghislain Bourque.....	163
Intervention, ETUDE DE CAS: ACTION CORRECTIVE DU FRANCAIS, Yves St-Gelais.....	167
PERIODE DE QUESTIONS.....	172

### Sciences religieuses

Intervention, BILAN DE LA RECHERCHE-ACTION AU DEPARTEMENT DES SCIENCES RELIGIEUSES, Raymond Girard.....	175
Intervention, LE SAPICC, UN PROJET DE RECHERCHE-ACTION EN SCIENCES RELIGIEUSES, Simon Dufour.....	182
Intervention, LE SACREMENT DE LA RECONCILIATION REDECOUVERT PAR LA COMMUNAUTE CHRETIENNE, Robert Dufour.....	189
PERIODE DE QUESTIONS.....	193

### TROISIEME VOLET

TABLE RONDE D'INTERVENANTS ACTIFS DANS LA RECHERCHE-ACTION AU QUEBEC: SYNTHESE DES DELIBERATIONS ET BREFS EXPOSES.....	196
Intervenants: Gilles Lemieux.....	197
Hugues Dionne.....	199
Gérald Fortin.....	203
Yves Vaillancourt.....	204
Fernand Gauthier.....	208
Henri Desroche.....	212



ECHANGES.....	217
PROSPECTIVES ET ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION A L'UQAC ET DANS LES UNIVERSITES QUEBECOISES.....	222
Intervenants: Paul Prévost.....	222
Gérald Fortin.....	224
Michel Dumas.....	226
Guy Collin.....	232
Yolande Côté.....	237
ECHANGES.....	240
ALLOCUTION DE CLOTURE, Jean Désy.....	243
ANNEXE I: NOTES ET REFERENCES.....	244
ANNEXE II: LISTE ALPHABETIQUE DES PARTICIPANTS AU COLLOQUE.....	250

\*  
\*   \*  
\*



## MOT DE BIENVENUE

Jean DESY  
Université du Québec à Chicoutimi

Au nom du comité organisateur du colloque recherche-action de l'Université du Québec à Chicoutimi et de cinq départements, il me fait plaisir de vous souhaiter la bienvenue.

Il y a un an, le département des sciences humaines décidait de mettre sur pied un colloque sur le thème de la recherche-action et soumettait pour ce faire un projet de subvention à la constituante de Chicoutimi dans le cadre des projets spéciaux. Ce projet, accepté et encadré financièrement par le Décanat des études avancées et de la recherche, permettait ainsi d'amorcer les préparatifs. Au cours de l'été le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche réussit à décrocher une subvention réseau de \$35,000. pour un projet intitulé: modèle d'un système cohérent d'intégration de la recherche-action au milieu socio-économique. De cette somme, \$9,000. seront affectés à la réalisation du colloque et à ses suites. Donc le comité organisateur doit des remerciements particuliers à M. Jean-Marc Denommé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et à M. Guy Collin, doyen des études avancées et de la recherche et à l'organisme mécène, l'Université du Québec Réseau.

Sur les entrefaites, la responsabilité du colloque passe des mains du comité de la recherche en sciences humaines aux mains d'un comité organisateur plus large et plus adapté à la vocation du colloque. Ce comité est composé des membres d'un ex-comité ad hoc récemment dissout qui venait de déposer son rapport appuyant la création d'un centre d'étude et d'intervention régionales. Ce centre ou ce projet de centre s'inscrivait dans le prolongement d'efforts soutenus depuis plusieurs années par plusieurs professeurs et instances de l'Université du Québec à Chicoutimi afin de mettre sur pied un deuxième axe de développement reposant sur des problématiques de développement et d'intervention régionales. Les longs et très houleux débats de la Commission des études autour de ce projet ont finalement permis la mise sur pied, non pas d'un centre, mais d'un groupe d'étude et d'intervention régionales, encore informel et chargé de faire la preuve de sa viabilité, sinon de sa raison d'être dans les prochaines années. Peut-être dans deux ou trois ans ce groupe pourra-t-il accéder à une maturité de centre.

Pour l'instant ce comité, ayant permis la réalisation de

ce colloque, fonctionne toujours. Il est composé de représentants délégués de cinq départements. Ce sont:

en sciences économiques et administratives, Paul Prévost,  
en sciences de l'éducation, Louis-Philippe Boucher,  
en sciences religieuses, Raymond Girard,  
en sciences humaines, Roland Charbonneau et Jean Désy,  
en arts et lettres, Thomas Lavoie.

Les sciences fondamentales ne siègent comme pas comme tel sur ce comité mais quelques professeurs participent en tant qu'individus. Finalement, un comité technique de l'organisation du colloque, composé d'étudiants de la maîtrise en étude des sociétés régionales, a permis la réalisation matérielle de l'événement. Il s'agit de:

Marine DeFreminville-Boutin,  
Jeanette Girard,  
Jorge Negrete,  
Denis Potvin.

Cette collaboration étudiante nous apparaît importante, significative de l'intérêt porté pour la recherche-action et prometteuse aussi d'un changement de mentalités dans les futurs apprentissages.

Ce colloque peut donc marquer "une étape historique importante" dans l'évolution de la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi, mais aussi dans le Réseau et les autres universités québécoises. Les chercheurs fonctionnent déjà sur le principe de la recherche-action, mais souvent isolés, sans stratégie commune d'intervention et d'autre part, sans bien se connaître. D'un autre côté, leurs recherches-actions ne sont guère valorisées dans leurs tâches, ni par les collègues, ni par les instances administratives, ni par les organismes subventionnaires. C'est donc à ce double défi de cohésion interne et de crédibilité que ce colloque veut tenter de répondre, bien sûr, à la hauteur de ses moyens et dans le difficile contexte de démarrage de la recherche-action. Alors souhaitons-nous bonne chance!



## ALLOCUTION D'OUVERTURE

Jean-Marc Denommé  
Université du Québec à Chicoutimi

Monsieur le modérateur,  
Distingués invités,  
Chers participants,

Au nom de notre Université, je désire vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues à ce colloque sur la recherche-action. Nous sommes honorés de la présence de personnes-ressources, de conférenciers qui sont présentement fort impliqués dans le domaine de la recherche-action. La participation de plusieurs professeurs-chercheurs, d'étudiants d'études avancées, soit de notre propre université, soit en provenance d'autres universités québécoises, démontre l'intérêt pour un style de recherche qui est en train de se définir et de se réaliser.

Vous me permettrez d'insister sur l'importance de ces deux jours de réflexion qui portera sur la recherche-action. Le thème de notre colloque s'inscrit dans les préoccupations du monde universitaire contemporain. Au niveau de l'Université du Québec, le Conseil des études, lors de sa dernière réunion, a abordé certaines questions reliées à la recherche-action et s'est montré fort intéressé à la tenue du présent colloque à Chicoutimi. Nul doute que les discussions, les considérations et les conclusions de notre colloque pourront avantageusement alimenter une réflexion plus approfondie de cet organisme académique de première importance pour l'ensemble de l'Université du Québec.

Le colloque sur la recherche-action constitue, pour notre université, une démarche tout à fait souhaitée en fonction des orientations qu'elle s'est déjà tracées. En effet, le plan triennal de développement de notre institution (1979-82) indique nettement que les études et interventions régionales seront, outre le Moyen-Nord, un axe privilégié de l'UQAC. Située en périphérie, appelée à desservir une collectivité sur un territoire bien identifié, notre université se doit de remplir une mission bien particulière, de répondre à des besoins d'enseignement et de recherche auprès d'une communauté régionale qui réclame l'intervention des professeurs et chercheurs universitaires. L'Université se doit d'être présente au milieu, de se rapprocher des gens, de se sensibiliser aux problèmes de la collectivité.

Dans cette optique, l'UQAC, au plan de l'enseignement a complété plusieurs programmes de formation ou de perfectionnement qui insistent particulièrement sur le rôle de l'intervention. Tels sont, au premier cycle, le baccalauréat en sciences sociales et plusieurs programmes de certificats, au deuxième cycle, la maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations, la maîtrise en étude des sociétés régionales.

Au plan de la recherche, plusieurs projets ont été mis de l'avant, projets qui cherchent à rejoindre davantage le milieu soit de l'industrie, soit des PME, ou des organismes publics et para-publics. Il y a une volonté manifeste de notre université de se lier davantage au milieu. Désireuse de concrétiser encore davantage une telle préoccupation, l'Université du Québec à Chicoutimi a songé pour un moment à la création d'un centre de recherche en études et interventions régionales. Le projet a rapidement provoqué un certain affrontement à l'intérieur de notre université entre les tenants de la recherche dite scientifique et les protagonistes de l'intervention. Deux écoles de pensée semblaient créer un divorce entre l'"étude" et l'"intervention" selon que les uns insistaient davantage sur la recherche, les autres sur l'action. Le problème était posé d'emblée.

Il nous a alors semblé que la recherche-action, tout en étant à ses premières armes au sein de l'université, constituait une démarche quelque peu ambiguë et peu valorisée. De fait, connaissons-nous les notes et les caractéristiques de ce concept de la recherche-action? Ne serait-il pas valable d'en exposer quelques réalisations dans notre propre milieu? Quelle place la recherche-action occupe-t-elle à l'Université? Quel en est son avenir? Plusieurs autres questions nous viennent sans doute à l'esprit: la recherche-action privilégie-t-elle la recherche ou l'action? la recherche-action à l'université s'identifie-t-elle à un service à la collectivité? la recherche-action est-elle assimilée à un savoir scientifique ou à un savoir populaire? Voilà autant de réponses que nous espérons obtenir durant ce colloque.

Le souhait que je désire formuler au début de ces deux jours de réflexion est que nos échanges sur le thème de la recherche-action soient des plus enrichissants. Qu'ils vous permettent de mieux saisir la place, la valeur de ce type de recherche au sein de nos activités universitaires.

Nul doute qu'un tel colloque est de nature à aider notre université à se sentir encore davantage plus régionale, à être au service de la collectivité, et à mieux concrétiser son axe de développement, soit les études et interventions régionales.

P.S. M. Denommé a prononcé cette allocution à partir de notes. La version écrite a été établie d'après l'enregistrement sonore qui en a été fait.



PREMIER VOLET



## DE QUELQUES SIGNIFICATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION

Gérald FORTIN  
INRS-Urbanisation, Montréal

Nous allons maintenant entrer dans le vif du sujet, la recherche-action. Malgré ce qu'en disait le vice-recteur, c'est un thème qui est très à la mode dans les universités et on en parle dans tous les sens. Je vais essayer d'énumérer quelques significations du terme recherche-action, sans élaborer comme le feront les conférenciers. A mon avis, le sens véritable de la recherche-action implique la recherche d'une solution pour le groupe où le chercheur milite. Ça ne veut pas dire que ça ne pose pas de problèmes. Ça pose des problèmes entre la théorie et la simplicité du résultat, entre l'appareillage compliqué et la nécessité d'arriver à une solution rapidement. L'autre définition employée, c'est de la recherche avec un groupe pour le faire évoluer. Le chercheur n'est pas nécessairement militant mais il est sympathisant. Il a des idées sur ce que devrait devenir le groupe. Il est accepté comme sympathisant par le groupe et celui-ci lui demande de faire de la recherche. Ce qu'il faut voir là-dedans, c'est une sorte d'intervention où le chercheur joue un rôle très actif. Les autres définitions sont peut-être un peu plus faibles mais se rapprochent quand même de la recherche-action. C'est de la recherche pour un commanditaire, de la recherche appliquée ou applicable.

Il est important de remarquer, quelle que soit la définition qu'on donne, qu'il y a toujours un engagement idéologique du chercheur. Avec un commanditaire, c'est très difficile de travailler avec lui si on n'est pas au moins un peu d'accord avec ce que le commanditaire veut faire (ministère, entreprise, coopérative). Donc, il y a toujours un engagement avec l'idéologie du destinataire. Je pense que ça repose, au niveau de la science, le vieux problème connu par les sociologues, qui est celui de la neutralité de la science. En sociologie, on sait depuis longtemps qu'on est pas neutre. Les autres sciences, avec la recherche-action, vont être obligées de découvrir que leur intervention est non seulement scientifique mais idéologique.

Ça ne va pas sans conflits. Je voudrais citer l'exemple d'un collectif de recherche qui travaillait avec les syndicats et les groupes populaires de Montréal. Il y avait un conseil d'administration formé par un groupe de syndicalistes et de chercheurs. Ce collectif a décidé qu'il voulait l'auto-gestion. Il n'était plus question alors d'être

soumis aux demandes du conseil d'administration. Il se disait mieux placé que les groupes populaires pour savoir ce que ceux-ci voulaient en recherche. Donc, là aussi il peut y avoir des conflits.

En sciences, que je n'appellerais pas humaines, on est habitué à la recherche-action. Il y a deux prototypes: l'ingénieur qui est par définition quelqu'un qui travaille à l'application et à l'intervention. Et l'autre image - que nous donnent parfois les films d'horreur - le "mad scientist", celui qui utilise mal la science pour contrôler le monde. Du côté de la science, il y a aussi des problèmes idéologiques qui commencent à se poser, par exemple, l'application militaire. Il va falloir aussi que les scientifiques commencent à penser que la science n'existe pas seulement pour la science mais pour la société.



## LA RECHERCHE COOPERATIVE COMME RECHERCHE-ACTION

Henri DESROCHE

Ecole des Hautes études en sciences sociales de Paris

Un récent symposium francophonique, publié au Québec, a tenté de définir le champ et les limites de ce que, de plus en plus et un peu partout, on nomme une Recherche-Action (=R-A), c'est-à-dire une recherche dans laquelle les auteurs de recherches et les acteurs sociaux se trouvent réciproquement impliqués: les acteurs dans la recherche et les auteurs dans l'action. A la limite, ces deux rôles tendraient même à s'identifier dans une seule et même instance d'opération. La plupart du temps cependant cette identification se combine avec une distinction voire une distanciation des deux rôles. Mais quoi qu'il en soit, dans la recherche-action les acteurs cessent d'être simplement un objet d'observation, d'explications ou d'interprétations; ils deviennent des sujets parties prenantes à la recherche, à sa conception, à son déroulement, à sa rédaction, à son suivi: d'où parfois - pas toujours - l'assimilation de cette recherche-action à une recherche dite "participative" (participatory research).

Un compte rendu extensif de ce symposium prend place ici en appendice.

Ces nouveaux horizons d'une recherche-action ne sont pas indifférents aux recherches dites "coopératives" soit que la première interpelle les secondes, soit que les secondes participent ou incorporent la première.

D'ores et déjà, et de facto, se laissent discerner deux profils de "recherches coopératives". En effet, une recherche peut être "coopérative" en deux sens: in actu specificato, in actu exercito. En clair: une recherche peut être et est coopérative: soit par la spécification de son objet, soit par son mode d'exercice et de fonctionnement. On a déjà aperçu ce discernement.

On peut encore l'éclairer par deux comparaisons avec d'autres champs opérationnels, également coopératifs.

Soit par exemple une coopérative de consommation. Deux manières pour sa distribution d'être coopérative. D'une part, distribuer des produits spécifiquement "Coop", fabriqués dans ses usines, conditionnés sous son contrôle, certifiés par son label. D'autre part, distribuer coopérativement toutes

productions - Coop ou pas Coop - mais selon les règles économiques de son propre exercice.

Autre comparaison: des coopératives scolaires. Egalement deux manières pour ces écoles ou pour ces classes d'être coopératives. D'autre part, insérer au programme la matière coopérative comme "matière d'enseignement" spécifique et dispenser cet enseignement selon les canaux habituels de la communication didactique. D'autre part, incorporer l'exercice coopératif (c'est-à-dire un parcours en coopération et non plus seulement un discours sur la coopération) dans le fonctionnement de la communication, moyennant contenu d'un tel exercice, aussi bien un contenu "coopératif" que tout autre contenu culturel, artistique ou scientifique..

C'est cette ambivalence qui interroge les "recherches coopératives". Se limitent-elles à des recherches académiques classiques, assurées par des spécialistes et assumées comme telles, du moment qu'elles prennent pour cibles des coopératives ou des coopérateurs? Ou bien entament-elles une décisive extension en érigeant ces coopérateurs comme co-auteurs de leurs propres recherches? Et la question devient fondamentale si la production ou la co-production d'une telle recherche ainsi étendue est envisagée comme l'instrument d'une Education des Adultes en régime d'Education Permanente. Encore plus fondamentale si, selon les recommandations du Directeur de l'UNESCO aux Universités, la participation des populations est retenue comme instrument obligé de leur développement endogène et auto-centré comme de leur créativité culturelle.

Depuis une vingtaine d'années, nous avons eu la bonne fortune de pouvoir expérimenter cette alternative et une session ad hoc à Chicoutimi (8-9 octobre 1981) se trouvait même prise en sandwich entre deux autres sessions sur le même thème de la "recherche-action": l'une antécédente à Caracas (Venezuela) en juillet 1981, l'autre subséquente à Dijon en avril 1982. Notre communication chicoutimienne a puisé dans les retombées du premier dossier et dans les anticipations du second. Elle est ci-après reproduite.

Dans la dernière étape de son oeuvre, l'anthropologue français (et franco-brésilien) Roger Bastide avait braqué son projecteur sur ce qu'il nomme dans un titre Anthropologie Appliquée, ce que sous ce titre il commente comme une "Anthropologie praticienne" et ce que dans un article

contemporain il circonscrit comme une sociologie impliquante différenciée d'une sociologie explicative ou d'une sociologie applicable...(1)

Explication. Application. Implication: on peut retenir ces trois degrés de la recherche pour situer "l'enquête et le type de recherche dont le présent ouvrage plaide le dossier. Ces trois degrés régulent en effet des rapports variables et variés entre la recherche et l'action ou plus précisément entre la recherche et l'action ou plus précisément entre l'auteur (ou les auteurs) d'une recherche et l'acteur (ou les acteurs) d'une péripétie ou d'une opération sociales.

## 1. GRILLE PREALABLE

Toute une partie de la recherche sociologique - celle qui s'engrange dans les recherches plus fondamentales - serait plutôt une recherche hors-action. C'est même peut-être la partie la plus émergée. Dans sa perspective, l'action comme opération d'acteurs sociaux prétendument conscients et libres se trouve surtout perçue comme déterminée par des nécessités plus ou moins inconscientes, déterminations qui subordonnent le phénomène social soit aux pré-déterminismes de phénomènes naturels et à leurs infiltrations dans les phénomènes sociaux, soit aux pré-destinations d'une Providence et de ses grâces. Et donc apparemment des sciences sociales aux sciences physiques ou/et à des sécularisations théologiques. Ce n'est pas par hasard que des pionniers de la sociologie ont quêté une loi sociale de la gravitation universelle (Fourier et ses précurseurs), assimilé la sociologie naissante à une "Physique" ou une "Physiologie" sociales (Saint-Simon) dont il s'agirait de découvrir les "lois" cachées (A. Comte), les "modes de production" (K. Marx), les "types idéaux" (M. Weber), les "formes élémentaires" (E. Durkheim). Et quel est le sociologue dont la nostalgie n'aura pas été de révéler le déterminant "en dernière instance" d'une société ainsi produite et reproduite de l'extérieur d'elle-même dans les démarches mêmes où elle croit se produire ou se reproduire à l'intérieur d'elle-même.

Postulat implicite ou explicite: une telle découverte sera d'autant plus pertinente qu'elle sera plus pure, c'est-à-dire d'autant plus explicative qu'elle sera plus distanciée, d'autant plus en recul ou en surplomb qu'elle sera moins empêtrée dans l'application et a fortiori dans l'implication.

Thésaurus irréversible et inaliénable. Surtout ne pas

tuer cette poule aux oeufs d'or.

Cependant, comme Marx l'avoue au moins occasionnellement, même si c'est dans des circonstances déterminées éventuellement déterminantes, "ce sont les hommes qui font leur propre histoire" et leur action n'est pas sans surdéterminer les déterminations de leurs systèmes de contrainte. Et même pour un marxiste récemment dubitatif: "L'heure de la dernière instance ne sonne jamais". Ou comme interpelle Francis Jeanson: "de quelle façon et selon quels ressorts les hommes doivent s'y prendre pour surconditionner ce qui les conditionne?" Car "il est parfaitement vain de s'interroger de mieux en mieux sur l'homme si c'est au prix de s'en entretenir de moins en moins avec des hommes". Déjà E. Durkheim avait affirmé que la sociologie ne vaudrait pas "une heure de peine" si elle n'avait pas d'utilité pratique. Et Marcel Mauss, qui se réfère à cet aphorisme convie ses collègues "à sauter ce dangereux pas: le vide qui s'étend de la science sociale à la direction de l'action". Ce serait là, précise-t-il, "poser le problème de la sociologie appliquée". Car "si la sociologie doit rester pure, elle doit se préoccuper de son application". Même si cette application s'avère aventureuse: "Tout en refusant de sacrifier à une recherche du bien un instant qui ne serait pas exclusivement consacré à la recherche du vrai, il faut évidemment que les sociologues remplissent leur devoir social... Il y a en effet tout un domaine à mi-chemin de l'action et de la science dans la région d'une pratique rationnelle où le sociologue peut et doit s'aventurer".(2)

Ce sont de telles aventures qui désormais fraient de nouvelles pistes, fomentent une nouvelle thématique, amorcent peut-être une "nouvelle sociologie". Nouvelles pistes où chemineraient conjointement auteurs de recherches et acteurs sociaux. Nouvelle thématique: celle d'une interaction entre recherche scientifique et pratique sociale pour esquisser non plus tellement une sociologie de l'action mais plutôt -d'une certaine manière- une actionnalisation de la sociologie, en tout cas l'intégration ou la réintégration d'acteurs sociaux comme auteurs ou co-auteurs d'une performance heuristique (3). "Nouvelle sociologie", habilitant ou réhabilitant:

- la culture des acteurs devant les pouvoirs de leurs obédiences(4)
- la créativité des acteurs devant les contraintes des systèmes(5)
- la voix des acteurs devant le regard chercheur(6)
- la compréhension des acteurs devant l'explication de leurs conditionnements(7).

Et - pour passer de notre hexagone à la mappemonde - ces prémisses théoriques correspondent à une praxéologie universitaire pathétiquement recommandée par l'actuel directeur de l'UNESCO:

"Participer à des tâches collectives, apprendre des populations autant que par des études savantes devrait donc constituer une des fonctions nouvelles de l'Université."

"Mais il lui faut pour cela renoncer à la position à laquelle elle s'est parfois tenue de citadelle où, telle une garnison retranchée à l'abri des hautes murailles, un petit nombre de détenteurs du savoir s'isolaient, semblant refuser de partager la connaissance qui fondait leur pouvoir".(8)

C'est dans ce décor théorique que se déroulent les scénarios de la Recherche-Action et ses procédures maintenant foisonnantes: l'enquête participante, le "séminaire opérationnel" (UNESCO), les groupes coopératifs de recherche-action (GCRA) promus par notre Université Coopérative Internationale, l'"expérimentation sociale" esquissée par l'anthropologie bastidienne, nonobstant des procédures autrement raffinées par l'un ou l'autre des initiateurs ci-dessus évoqués (9) et qui, toutes, préludent à la métamorphose d'une sociologie en sociopraxie.

Cette recherche-action, il serait tentant de l'inscrire dans une matrice sur la recherche sociologique selon que celle-ci s'accomplit soit sans soit dans des rapports avec l'action, d'une part, et, d'autre part, selon que ces rapports-dans configurent une recherche: sur l'action (et ses acteurs) pour l'action (et ses acteurs), par l'action (et ses acteurs). Cette tentation, j'avoue y avoir succombé dès l'été 1980, à Caracas, et m'être avéré relaps l'été suivant en 1981. Et voici que je vais récidiver.

Que suffisent au présent préambule trois approximations sur cette grille ou cette matrice de la recherche-action.

1. Elle est une recherche dans l'action, c'est-à-dire une recherche

- portant sur des acteurs sociaux, leurs actions, leurs transactions, leurs interactions

- conçue pour équiper d'une "pratique rationnelle" leurs pratiques spontanées

- assumées par ces acteurs eux-mêmes (auto-diagnostic et auto-pronostic) tant dans ses conceptions que dans son exécution et ses suivis.

2. Visant à être simultanément: sur, pour et par, elle n'est

- ni une recherche appliquée tributaire d'une simple observation participante (de type recherche-sur). Elle relèverait plutôt d'une participation observante sans être pour autant une manipulation expérimentale. Car elle opère in situ, en vraie grandeur, sur le terrain et non plus dans un laboratoire visible ou à partir d'un laboratoire invisible.

- ni une recherche subalternée à une militance idéologique, à une firme économique ou à un pouvoir administratif de type recherche pour d'autres destinataires que ceux par qui s'accomplit conjointement la "conscientisation".

3. Enquête ainsi "auto-gérée", ses aléas n'en résident pas moins dans les incertitudes de sa co-gestion entre "conscientisants" et "conscientisés" surtout si les premiers correspondent aux chercheurs professionnels et les seconds aux praticiens sociaux. Excès d'identification par défaut de distanciation; excès de distanciation par défaut d'identification...(10). Dans les deux cas, risques complémentaires: récupération des chercheurs par les acteurs; manipulation des acteurs par les chercheurs. Dans ce second cas, les acteurs deviennent main-d'oeuvre des chercheurs et leur pratique sociale est succursalisée par idéologies ou méthodologies dominantes. Dans le premier, les chercheurs deviennent les intellectuels fallacieusement organiques des acteurs (leurs "intellectuels de service") et leur épistémologie s'aplatit dans des stéréotypes ou slogan sous alibi qu'ils sont "endogènes". Charybde et Scylla.

Le présent dossier navigue entre ces deux écueils, cap sur un horizon "grand large" où la ferveur des pratiques sociales serait jointoyées à la rigueur d'une démarche heuristique pour faire aussi bien ou même mieux que d'autres procédures empiriques. Y compris dans sa contribution à une "sociopraxie" généralisée qui, pour être applicable et appliquée, impliquée et implicante n'en serait pas moins explicative. C'est un défi. Le défi n'était pas sans risque. Le risque est encoré. Mais comme le soupirait Platon: "Kalos gar o kindunos", "le risque est beau".

## 2. QUATRE CONNOTATIONS

Ces connotations sont sans portée pour tout le stock des sciences portant sur des phénomènes dont les lois échappent à

toute interférence d'un acteur social quelconque. Un prototype de telles sciences est, par exemple, l'astronomie et ses lois ou prétendues lois d'une "gravitation universelle". Dans ce système de gravitation, l'acteur social n'est guère susceptible de modifier le cours des astres, d'où "l'astronomie". Et même, inversement, c'est plutôt la conjoncture astrale qui, à la limite, serait candidate à configurer les destins de personnes ou sociétés humaines. Point n'est d'ailleurs besoin de recourir à "l'astrologie" pour exemplifier ce cas de figure. Toute une tradition des sciences sociales -c'est même une tradition originelle- s'est complue, on vient de le remarquer, à imaginer la sociologie sous le signe d'une "Physique sociale", soumise précisément à une théorie de la gravitation universelle. Ce fut une nostalgie de Saint-Simon ou même de Charles Fourier, et avant eux de plusieurs précurseurs savamment répertoriés dans les annales du pré-positivisme (11). Enfin, cette ascendance n'est pas elle-même sans descendance, en particulier dans tout le corpus théorique selon lequel les destinées de l'homme et de ses sociétés sont prédéterminées, quelle que soit l'accentuation -idéaliste ou matérialiste- de cette prédétermination.

Mais les destinées -personnelles ou collectives- conjuguent -de facto- ces pré-déterminations d'un système avec les auto-déterminations des acteurs. En contraste ou en conflit avec les "nomies" (=socionomies), il y a les praxies (donc une sociopraxie); les logies (dont la sociologie) se promènent quelque part entre ces deux polarisations. On en est même à se demander si, compte tenu de cette bi-polarisation, nous n'assistons pas à l'émergence de quelque chose comme une "nouvelle sociologie".(12).

C'est dans ce no man's land que s'insère une question de plus en plus insistante: celle des rapports de la recherche et de l'action (du moins dans les sciences sociales) et, dans ces rapports, la question corollaire des rôles respectifs: ceux du ou des chercheurs, ceux du ou des acteurs. Un scénario classique conférerait volontiers au chercheur le rôle d'auteur et aux acteurs le rôle d'objet de la recherche. Cependant, et de plus en plus, ces rôles stéréotypés se trouvent mis en question et -bénéficiaires ou victimes- soumis à une redistribution.

D'une part, le ou les chercheurs, de par la logique interne de leur recherche, sont conviés ou même s'exhortent à pondérer leurs distanciements par des modalités de participation au champ des acteurs. D'autre part et inversement, sous la fermentation de leurs opérations, les acteurs sont conduits -et même ils le revendiquent- à

pondérer leurs implications par des modalités d'explication, référées au champ des chercheurs.

C'est dans cette double émergence que tente de se former et même de se formaliser -per trial and error, qui pourrait en douter?- ce qu'on nomme de plus en plus une recherche-action. Lui ont déjà été dédiées maintes considérations ou reconsidérations, théoriques ou pratiques, enthousiastes, voire dithyrambiques ou réticentes voire allergiques. Attention donc! Achtung! Le terrain est truffé de mines à retardement.

Pour, si possible, le déminer par quelques premiers repérages, voici du moins, sur cette recherche-action, quatre prudentes connotations

- Sur son profil
- Sur sa trajectoire
- Sur sa typologie
- Sur sa dialectique

## 2.1 SUR SON PROFIL

Une première distinction s'impose selon que cette recherche-action s'avère

- ou personnelle
- ou collective.

Apparemment, une recherche classique étant le fait d'un chercheur ou d'une équipe de recherche (celui ou ceux qui signent l'ouvrage où cette recherche est consignée) traite une pluralité ou une collectivité d'acteurs (une ethnie, une secte, une église, un quartier, un village, une entreprise, une coopérative, un syndicat, une organisation, un mouvement social), bref, une population de faits, de textes ou de chiffres témoins d'une population de sociabilités. De temps à autre, le ou les auteurs adoptent certes comme coadjuteurs un ou des acteurs, vg. une personnalité d'informateur ou une collectivité pénétrée par observation participante. Il reste que le chercheur est le sujet-auteur de la recherche, tandis que les acteurs en deviennent l'objet surplombé.

Par opposition, une recherche-action se signale par une certaine socialisation de cette formalisation heuristique. Le collectif des acteurs -soit qu'on lui offre, soit qu'il le demande- se trouve induit à devenir, en quelque sorte et de quelque façon, co-auteur de la recherche, même si,



simultanément, il en demeure la cible ou le destinataire.

Cependant cet infléchissement ne suffit pas à camper et cerner une recherche-action. En effet:

- d'une part, une recherche dite participative, participante ou participée peut n'être guère une recherche-action si, par exemple, les acteurs sont seulement conviés et de fait confinés à des rôles subalternes au titre d'informateurs, de traducteurs, d'introducteurs, de fournisseurs, d'escorteurs, de diffuseurs, etc... dans une recherche dont la formalisation, la maîtrise, le contrôle, le diagnostic et le pronostic demeurent l'apanage voire le monopole des décideurs de la recherche.

- d'autre part et inversement, une recherche-action pourrait à la limite, n'être pas forcément une recherche participative. Elle peut être une recherche personnelle, voire une recherche "en solitaire", comme on le dit de certaines traversées sportives des Océans. Pourquoi pas? Surtout si le chercheur expérimente sur lui-même, sur son corps ou/et sur son esprit. La recherche est comme le sport: il y a des performances en équipe, en double, en relais et en simple. Il peut y avoir similairement une recherche... en simple, et qui n'en serait pas moins une recherche-action. Telle l'aventure de Castaneda aux pays de la transe. Ou celle de Gandhi, telle qu'elle est relatée dans son "Histoire de mes expériences avec la vérité". Celle de Bernard Palissy, celle d'Arthur Rimbaud, celle d'Alain Bombard. Et combien d'autres qui se sont accomplis non seulement sans participation d'un environnement mais contre un environnement réfractaire à toute participation. Autre comparaison, si l'on veut: il en va de la recherche-action comme des pratiques de la vie religieuse; elle a certes ses cénobites, elle a aussi ses anachorètes, sa vie conventuelle mais aussi sa vie érémitique, et les ermites peuvent être soit sédentaires soit itinérants, y compris celui que la conjoncture médiévale nommait un "goliard" ou celui que, de nos jours, Gramsci étiquetait comme un "intellectuel vagabond".

Au contraire, l'intellectuel-chercheur "participatif" inclinerait plutôt à devenir un "intellectuel organique", toujours dans la terminologie Gramsci. Non sans risques, inverses de ceux du "vagabond". Mais aussi non sans cautions ni sans précautions. Déjà en 1974, A. Touraine donnait une consigne de "dégagement": "Le sociologue doit-il être engagé dans le mouvement qu'il étudie? Engagé dans le mouvement, oui, mais dégagé de son organisation". (13)

Au colloque vénézuélien sur la recherche-action (juillet

1981 à Caracas), l'un des participants (A. Blackwell) méditait longuement sur son dilemme: Créativité solidaire dans une compénétration d'acteurs-chercheurs en gésine d'une meilleure société? Ou bien créativité solitaire en escomptant que cette solitude est la porte étroite pour entrer dans l'exaucement. Sola Beatitudo! Beata silitudo! Que du moins les prestiges de la participation n'évacuent pas les fastes de la distanciation. Et pour éviter les stratagèmes d'une sociologie du flic, ne pas tomber dans les enfermements d'une sociologie du gang. (14)

## 2.2 SUR SA TRAJECTOIRE

Deuxième distinction, selon le sens confié au trait d'union qui préside au label de recherche-action. Ou bien sortir de l'action pour entrer dans la recherche. Ou bien partir de la recherche pour entrer dans l'action.

Le second trajet est celui qui a le plus d'ancienneté, sous le signe d'une recherche appliquée: anthropologie appliquée, économie appliquée; des géographies appliquées ont même poussé des pointes en direction d'une "géographie de l'action" et Roger Bastide à plusieurs reprises a évoqué l'éventualité d'une "anthropologie praticienne". (15) Quant à une sociologie appliquée, ne trouve-t-on pas certaines prémisses d'une sociologie délibérément praticienne (et en ce sens d'une "sociopraxie") et dans une sociométrie et dans une socio-analyse et dans certaines sociologies cliniques ou sociothérapies, pour ne pas parler de sociologies ou psychosociologies expérimentales et de leurs "manip" en laboratoire. Enorme stock de procédures souvent raffinées où des recherches retiennent et détiennent comme instruments une panoplie d'actions-sur ou d'actions-avec des contingents d'acteurs dûment sélectionnés, traités, comparés voire manipulés, dans une manipulation au sens scientifique du terme, c'est-à-dire du meilleur aloi. Autrefois, Stuart Chapin avait tenté de sérier et de formaliser ces "desseins expérimentaux", y compris "ex post facto". (16). Et j'avais moi-même commis une adaptation française de l'oeuvre de Henrik Infield, basée sur une sociométrie communautaire et communautarisée.

Il reste que, dans l'ensemble de ces trajets entre une "logie" et une "praxie", l'homme de la logie demeure le maître d'oeuvre, celui qui formalise la recherche. Les gens de la praxie en sont la matière, le champ, la cible, l'instrument, même s'ils sont conviés à être matière agissante ou réagissante. A fortiori n'entrent-ils guère dans cet état de créativité endogène -quelque chose comme une

"sociurgie"- par laquelle une collectivité se surpasse, voire se concélèbre et en laquelle E. Durkheim apercevait "les formes élémentaires" d'une société et de la sociabilité. Autrefois encore, nous avons eu là-dessus avec un ami, H.P. Deconchy, un échange mémorable... demeuré en suspens.(18)

C'est peut-être pourquoi le premier trajet -sortir de l'action pour entrer dans la recherche- a de plus en plus affirmé puis confirmé sa revendication. Des acteurs aspirent à traiter eux-mêmes leur propre action en se distanciant de leur participation à cette action elle-même. Sans cependant s'en déconnecter, ils tentent une sortie pour l'interroger, la mettre en question, la comparer, la référer à des ailleurs ou à des autrefois, la diagnostiquer voire la pronostiquer pour un "ne pas encore", selon les consignes de Ernst Bloch.

Il en va de cette autorecherche comme des autodidaxies. On a certes savamment glosé la fragilité des autodidactes, et l'obsolescence de leurs "universités populaires". Mais dans une enquête récente et avertie, Marcel David (19) est amené par la logique des réponses à discerner une population semble-t-il, inédite: "celle des travailleurs qui accèdent à la formation de manière informelle et qui de plus en plus conservent la maîtrise tout au long de son déroulement". Et, ajoute-t-il, évoquant l'éventualité d'une extension de cette population: "Si cette éventualité était la bonne, toute la politique éducative serait mise en question".

Similairement, voici qu'émerge une population de praticiens adultes, ceux qui accèdent à la recherche de manière informelle et qui de plus en plus en conservent la maîtrise tout au long de son déroulement... Si cette population venait à s'étendre... toute une politique de la recherche ne serait-elle pas mise en question? C'est à ce point et à ce moment que précisément une recherche-action frappe à la porte.

Son ambition ne va pas sans une nostalgie utopique. Et même cette utopie est parfaitement repérable: c'est celle de la Nouvelle Atlantide de F. Bacon, celle d'un peuple tout entier chercheur, cousine germaine de la Cité du Soleil de Campanella ou de la Christianopolis de J.V. Andreae... Mais précisément on a pu démontrer qu'une telle utopie n'avait pas été vaine pour la justification de la Science et même la multiplication de sociétés savantes.(20) Et les postulats actuels d'une "recherche-développement" n'inclinent -au contraire- ni à récuser ni à interrompre cette seconde trajectoire.

### 2.3 SUR SA TYPOLOGIE

Je proposerais volontiers de typer la recherche-action en empruntant quelques prémisses à Roger Bastide et en les sèriant selon qu'elles s'apparentent à

- une recherche d'explication
- une recherche d'application
- une recherche d'implication
- ... ce qui, au surplus, sera de nature à circonscire un déjà dit en préambule.(21)

- une recherche d'explication ou la recherche-sur, c'est-à-dire une recherche sur l'action mais sans action. Comme l'écrivait A. Touraine (loc.jam cit.): "La seule question que l'acteur n'a pas le droit de poser à l'analyse est: que feriez-vous si vous étiez à ma place? S'il y était, il serait acteur, non analyste". L'explication en effet a pour tâche nécessaire et suffisante -ce qui n'est plus et qui n'est guère facile- d'élucider les réponses à une double question.

1. L'action étant ce qu'elle est, quelles sont les causes dont elle est l'effet ou, pour être moins prétentieux, quels sont les déterminants selon lesquels elle est déterminée. Vg. Le suicide est une action, les cultes de transe en sont une autre, une autre la généralisation des tracteurs, une autre un revirement électoral... Autant d'actions, qui sont des aboutissants dont la recherche explore les tenants. Ce qui peut d'ailleurs n'être pas sans interférence pour une action alternative, selon le vieil adage: Ponita causa ponitur effectus, sublata causa tollitur effectus. Mais la décision de telle ou telle alternative n'incombe pas au chercheur, elle relève de l'acteur.

2. L'action étant ce qu'elle projette d'être, quels sont les effets dont elle serait la cause? Effets bénéfiques ou maléfiques, effets escomptés et effets inattendus et dans l'inattendu soit effets gratifiants (l'histoire écrit droit sur des lignes courbes) soit "effets pervers" (les bonnes intentions dont l'enfer est pavé). Là encore la recherche d'explication ne préjuge pas des décisions d'action. Tout ce qu'elle peut et doit avancer, c'est une variété de scénarios dont le meilleur n'est pas garanti et dont le pire n'est pas toujours sûr. Le philosophe ne devient pas roi pas plus que le roi ne devient philosophe tant sont énigmatiques les jeux et les enjeux des libertés. Tout au plus, selon une parabole du P. de Sertillanges (22), une recherche paralytique seconde

une action aveugle, et réciproquement. Et il n'est pas dit qu'à tous les coups l'on gagne.

- une recherche d'application ou la recherche-pour. Là aussi c'est l'acteur qui dispose. Mais le chercheur propose. Il y a par exemple toute une tradition d'anthropologie appliquée qui va de Radcliffe-Brown (1930) à Evans-Pritchard (1945) pour rebondir dans la plus récente contribution de Roger Bastide (23)

- soit applications escomptées et calculées pour pourvoir à des politiques d'actions diverses, d'attestations ou de contestations; d'éducation formelle ou non formelle; de planification centrale ou décentralisée; d'aménagement ou de déménagement; d'abrogation ou de prohibition; de natalité ou de birth-control; d'émigration ou d'immigration; de fiscalisation ou d'exonération, et., etc... Ayant opté pour un type d'explication, la recherche opte pour un type de scénario. A ses risques et périls. Si la bataille est gagnée, c'est l'action qui a gagné. Si la bataille est perdue, c'est la recherche qui l'a perdue (à moins que ce ne soit le contraire).

- soit applications détournées et insolites, comme en témoigne la remarque d'Evans-Pritchard "Le Dr Mead a compris à Samoa les problèmes des adolescents américains: Malinowski, en étudiant l'échange d'objets rituels chez les Trobriandais, a éclairé certains problèmes des motivations de l'industrie britannique, et je crois, pour ma part, avoir réussi à comprendre quelque chose de la Russie Soviétique en étudiant la sorcellerie chez les Azande".(24). Comme quoi "l'application" n'est pas sans feed-back sur des explications.

- une recherche d'implication ou la recherche-par. Soit par implication des chercheurs dans l'action des acteurs. Soit par implication des acteurs dans la recherche des chercheurs. L'un ou l'autre. Parfois, l'un et l'autre. Soit que les auteurs d'une recherche deviennent co-acteurs d'une opération. Soit que les acteurs d'une opération deviennent co-auteurs d'une recherche. Et quel que soit le guidage qui préside soit à cette co-recherche soit à cette co-opération. C'est évidemment le type de recherche-action qui serait le plus prometteur. C'est aussi le plus acrobatique et probablement le plus piégé par Charybde et Scylla: Charybde d'une domestication de la recherche par l'action; Scylla d'une évanescence des densités de l'action dans l'évaporation des recherches. J'ai moi-même souvent observé et parfois encouru l'un ou l'autre de ces écueils. Le dossier est trop complexe pour ne pas le prolonger quelque peu.

La recherche-action étant souvent assimilée, comme il a été dit, à une recherche participative (participatory research), (cf. l'ouvrage récent, jam cit. de G. LeBoterf), on pourra méditer sur ces prolongements en spéculant sur le tableau ci-joint, lequel "imagine" des types de participation variables, selon les variations suscitant des combinaisons possibles entre les trois types de démarches qui viennent d'être cloisonnées. En effet, les cloisons ne sont pas étanches et la classification utile doit être relayée par une nécessaire combinatoire

1. Participation intégrale. La recherche se fait sur les acteurs et leur action. Elle se fait par eux: ce sont eux qui la prennent en charge et qui la gèrent. Elle se fait pour eux dans une stratégie de défensive, c'est-à-dire de parti pris ou d'offensive, c'est-à-dire de prise à partie.

2. Participation appliquée. La recherche est telle que les acteurs peuvent en être les bénéficiaires (ou les victimes). Elle est faite pour eux, pour les conditionner, voire pour les manipuler, pour les gratifier ou pour les agresser, pour les activer ou pour les inhiber. Mais elle n'est pas faite par eux, même si elle est faite sur eux, à partir d'une "logie" (socio.. ethno.. psycho.. anthropo...) C'est à partir d'une recherche fondamentale que s'inaugure consécutivement la recherche appliquée.

3. Participation distanciée. La recherche est faite sur les acteurs et ceux-ci sont associés collectivement à l'unité ou à l'atelier de recherche: celle-ci se trouve donc conjointement faite par eux. Mais elle n'est pas pour autant faite pour eux et pour leur action, du moins immédiatement. Prioritairement et primordialement, elle est faite pour produire une recherche ou un nouveau type de recherche, qui n'est pas pour autant sur eux.

4. Participation informative. La recherche ne s'accomplit ni pour ni par les acteurs. Mais étant faite sur eux, ils en sont plus ou moins informés par les auteurs qui les ont observés, analysés, interrogés, auscultés. Et éventuellement ladite information va jusqu'à s'activer dans des procédures d'animation ou de formation inculquée par des formants à des formés, par des animants à des animés (fût-ce seulement par le biais de la publicité donnée aux résultats d'une enquête d'opinion).

5. Participation spontanée. Une action et des acteurs sociaux se cherchent et s'arc-boutent sur leur agir pour s'éclairer. Comportement romantique ("je suis une force qui va") ou

-pourquoi pas?- blondélien (cf. M.Blondel, L'Action). Postulat implicite: il faut agir pour savoir. même si en agissant on ne sait encore guère sur quoi ni pour quoi on agit... Et même si l'action est une recherche où les réflexes l'emportent sur la réflexion.

6. Participation usagère ou, si l'on veut, utilitaire. Le cas limite en est la recherche-marketing gravitant autour du lancement d'un produit économique ou culturel sur le marché. Elle peut être de type commercial. Elle peut être aussi de type Agit-Prop (agitation-propagande). Elle porte sur le produit et la diffusion de sa vente. Quant aux acteurs auxquels il est destiné, s'ils sont les éventuels consommateurs du produit, ils ne sont pour rien dans la production de cette recherche. Ils en sont seulement les candidats usagers captés, envoûtés ou conditionnés.

7. Participation militante. Sans passer par le détour d'une laborieuse recherche-explication-sur, la recherche est faite par les acteurs et pour eux. Ils en sont les auteurs et les destinataires. Une chance: son mordant en prise directe. Un risque: l'escamotage de l'explication au bénéfice d'une implication dans l'auto-légitimation.

TABLEAU I  
Recherches-Actions et Typologie de Participations

RECHERCHE				TYPE DE PARTICIPATION
	D'EXPLICATION SUR (Sans Action) et ses Acteurs	D'APPLICATION POUR Pour l'Action et ses Acteurs	D'IMPLICATION PAR Par l'Action et ses Acteurs	
1	+	+	+	INTEGRALE
2	+	+	-	APPLIQUEE
3	+	-	+	DISTANCIEE
4	+	-	-	INFORMATIVE
5	-	-	+	SPONTANEE
6	-	+	-	USAGERE
7	-	+	+	MILITANTE
8	-	-	-	VAGABONDE

8. Participation vagabonde. Celle de l'auteur (ou/et de l'acteur), "Intellectuel vagabond" livré à une improvisation où s'emmêlent la créativité et la fantaisie, l'aventure et la génialité, le sérieux et le baroque. Il n'a pas prémédité et choisi une recherche. C'est la recherche qui, un beau matin, l'a choisi. Il ne cherche ni sur ni par. C'est par surcroît que lui sont données une explication, une application, une implication qui n'avaient pas été cherchées. Chercheurs de hasard, au hasard ou par hasard. Et pourtant c'est parfois lui qui trouve.

Nomenclature grossière, arbitraire et rudimentaire, elle-même de type plutôt spontané voire vagabond. Elle n'est surtout pas axiologique. La recherche-action en général, comme chacun de ses trois types, comme chacune de ses huit "participations" est un peu comme la langue d'Esopé: le meilleur et le pire... virtuellement ou factuellement...

#### 2.4. SUR UNE DIALECTIQUE

Nonobstant la réitération dûment diagrammée et équipée de ses sophistications combinatoires (cf. Tab.I), on peut avancer une ultime connotation sur la dialectique, c'est-à-dire le dialogue, sinon entre personnages du moins entre rôles représentés respectivement par

le ou les Auteurs d'une Recherche = AUT

et le ou les Acteurs d'une Action = ACT

Comme l'a fait remarquer un exégète récent (de E.Durkheim), une seule lettre -U versus C- sépare les deux termes qui désignent ces rôles, ceux de l'aUteur, ceux de l'aCteur.

Cette dialectique AUT versus ACT n'en génère pas moins une série de variables. Ramenons-les à une demi-douzaine en me prenant comme cobaye, c'est-à-dire en prélevant quelques exemples dans mon répertoire.

##### 1. AUT sur AUT - selon que des auteurs pratiquent une recherche sur d'autres auteurs.

Là, je n'ai que l'embarras du choix. Par exemple: recherche sur Saint-Simon ou sur Fourier, s'agissant de recherches publiées. Ou s'agissant de recherches en tiroir: sur P. Kropotkine ou sur R. Bastide. L'auteur que je suis pratique une recherche sur d'autres auteurs. Il écrit un



texte sur leurs textes. Il ne serait pas difficile de manifester que cette procédure -même si c'est par un détour- n'est pas sans retour sur l'action ou des actions dans lesquelles j'étais impliqué.

2. AUT sur ACT - selon que des auteurs pratiquent une recherche sur des acteurs.

Egalement au choix, et par exemple Recherche junior sur une secte nord-américaine (Shakers), soit quelque 15 000 acteurs et 150 ans de péripéties. Recherche senior sur "sociétaires et compagnons" dans les associations ouvrières françaises pendant un siècle et demi. Ou récemment, en collaboration avec Y. Chevallier, recherche collatérale sur un millier d'acteurs (en 12 ans), bénéficiaires d'un programme UNESCO (programme SYTWELL). Je ne suis pas Shaker. Je ne suis pas ouvrier sociétaire d'une SCOP. Je ne suis pas un client de SYTWELL. Ce sont des recherches d'auteurs sur des populations d'acteurs. Non d'ailleurs sans choc en retour, me dit-on, sur la mémoire ou l'imagination de telles actions et de leurs acteurs.

3. AUT-ACT - selon que l'auteur et l'acteur s'identifient et amalgament les deux rôles dans la même personne.

Ici je n'ai d'autre choix qu'un ouvrage futurible: celui que j'écrirais (ou j'écrirai) sur une des seules opérations dans lesquelles j'aurai joué le rôle de l'acteur principal: l'invention, le développement, la gestion de l'entreprise UCI. J'en suis, pour ce faire, à accumuler les matériaux. Il est vraisemblable que cette recherche d'auteur-acteur sera sur certains points plus performante qu'une autre signée par un outsider, mais il n'est pas douteux que cette autre, sur d'autres points, exciperait d'une autre valeur.

4. AUT + ACT - selon que ces deux personnages en demeurant distincts entrent en synergie de rôles.

C'est ce qui m'est arrivé dans la synergie avec mon ami Zvi Gat pour la production de "Opération Mochav". Il était un acteur émérite, longuement familier de la planification rurale de ces villages israéliens. J'ai été l'auteur qui a tenu la plume, moyennant des observations conjointes, de longues journées d'entretiens et de confrontations, des discussions réitérées sur le fond et la forme. Auteur et Acteur s'étaient compénétrés. Et la recherche a été publiée sous notre double signature.

5. ACT sur AUT - selon que des acteurs pratiquent une recherche sur des auteurs.

Ce serait mon cas si, acteur-opérateur de Collèges Coopératifs (celui de Paris et quelques autres de par le monde) j'entreprenais une recherche sur les andragogies écrites en référence à cette utopie concrète-pratiquante et pratiquée; sur ces auteurs d'utopies écrites plus ou moins collégiales, j'ai seulement commis un article, hélas à la va-vite et incomplet pour un numéro spécial de la revue Esprit.

6. ACT sur ACT - selon que des acteurs pratiquent une recherche sur d'autres acteurs.

Ce sera mon cas si, comme acteur de L'UCI, et après avoir procédé au montage 3 (cf. supr.) je me livre à la recherche que je médite sur Charles Gide, non pas comme auteur mais acteur de plusieurs opérations: Le Pacte d'Unité de 1912, le manifeste coopératif des intellectuels français en 1921, la suscitation en 1931 d'un Institut International des Etudes Coopératives (I.C.E.E.).

Comme on peut le voir par l'inspection du tableau I, cette première distribution de rôle est encore grossière. Telle quelle, elle peut du moins suggérer la variété des cas de figure sur lesquels la "recherche-action" jette son accolade.

Ce diagramme -quelque peu cryptogramme- porte à huit le nombre des entrées en colonne. C'est que, en effet, sur les six combinaisons qui viennent d'être énumérées, deux d'entre elles se dédoublent, la 3 et la 4, selon qu'elles s'opèrent dans un sens ou dans l'autre: de l'acteur à l'acteur, de l'acteur à l'auteur. Et par ailleurs, ces huit combinaisons en colonne se multiplient chacune par quatre entrées en ligne selon les jeux du singulier et du pluriel. D'où 32 cases numérotées en conséquence.

Il est hors de question d'exemplifier ces 32 cases. Pour la défense et l'illustration de quelques-unes, voici du moins quelques cas:

Un groupe d'ouvriers de l'usine LIP se constitue en ateliers de recherche-action, en liaison avec notre réseau collégial. Après le lock-out, l'occupation, l'enrayage, le redressement aléatoire de la situation, ils méditent sur une industrie autogestionnaire. Et ils tombent sur le fameux roman d'Emile Zola: Travail. C'est alors que la recherche de ces acteurs rédhibitoirement impliqués prend pour objet cet auteur et cette oeuvre, qu'ils rééditent avec leur commentaire. Ils sont plusieurs acteurs pour un auteur. C'est la case n° 73.

TABLEAU II

Variétés de la Recherche-Action selon les variations des rôles  
entre AUTEUR(S) et ACTEUR(S)

	COMBINAISONS	Singulier Singulier	Singulier Pluriel	Pluriel Singulier	Pluriel Pluriel
1	AUTEUR(S) sur AUTEUR(S)	AUT sur AUT 11	AUT sur AUTS 12	AUTS sur AUT 13	AUTS sur AUTS 14
2	AUTEUR(S) sur ACTEUR(S)	AUT sur ACT 21	AUT sur ACTS 22	AUTS sur ACT 23	AUTS sur ACTS 24
3	AUTEUR(S) - ACTEUR(S)	AUT - ACT 31	AUT - ACTS 32	AUTS - ACT 33	AUTS - ACTS 34
4	ACTEUR(S) - AUTEUR(S)	ACT - AUT 41	ACT - AUTS 42	ACTS - AUT 43	ACTS - AUTS 44
5	AUTEUR(S) + ACTEUR(S)	AUT + ACT 51	AUT + ACTS 51	AUTS + ACT 53	AUTS + ACTS 54
6	ACTEUR(S) + AUTEUR(S)	ACT + AUT 61	ACT + AUTS 62	ACTS + AUT 63	ACTS + AUTS 64
7	ACTEUR(S) sur AUTEUR(S)	ACT sur AUT 71	ACT sur AUTS 72	ACTS sur AUT 73	ACTS sur AUTS 74
8	ACTEUR(S) sur ACTEUR(S)	ACT sur ACT 81	ACT sur ACTS 82	ACTS sur ACT 83	ACTS sur ACTS 84

. Un vieux militant autogestionnaire, et pour le nommer mon ami Marcel Mermoz, après une trentaine d'années dans les communautés de travail françaises, entreprend, à l'instigation de J.M. Domenach, de restituer les annales de cette aventure collective. D'où le produit de sa recherche-action aux Editions du Seuil: "L'autogestion c'est pas d'ta tarte". C'est un acteur, et même chevronné, dont la recherche porte sur d'autres acteurs. Case n° 82.

. Un prêtre-ouvrier français se trouve au labour depuis une dizaine d'années dans le Nordeste brésilien, de fazenda en

favella et de solidarités conviviales en questionnements culturels. Il prend une année sabbatique pour se recycler, après maintes péripéties. Il s'impose de prendre du recul pour mieux ausculter en particulier traditions et conjonctures afro-brésiliennes. Et il choisit pour recherche-action de restituer la version française originale (elle avait été perdue) d'une ancienne enquête de Roger Bastide: Le Nordeste mystique en Noir et Blanc. C'est un acteur et sa recherche n'est qu'un intermède entre une action antécédente une action subséquente. Roger Bastide est un auteur, et quel auteur! Case n° 71.

. Un instituteur rural marocain a passé une vingtaine d'années à mettre sur pied et mettre en oeuvre un prototype d'école alternative, devenue aujourd'hui un complexe intergénérationnel de développement micro-régional. Il a, dans une action quotidienne et ingrate, inventé concrètement une réponse à la fameuse question: "Quelle Ecole pour quel développement?" Son action même pâtit d'être sinon méconnue du moins peu connue et guère reconnue. Sur concertation collégiale, il s'adonne à une recherche-action pour surmonter cette reconnaissance ou cette méconnaissance. C'est un acteur devenant et même devenu auteur. Case 41. Et depuis lors, c'est même un auteur devenu acteur. Car la recherche-action lui a donné un second souffle.

. Un autre instituteur rural de Haute-Volta (Yatenga) a, lui, inventé un dispositif post-scolaire et pré-coopératif pour des adolescents et adolescentes en provoquant une reviviscence des organisations traditionnelles de classes d'âge datant du temps où le Yatenga était encore une "société sans école", ce qui n'empêchait pas les adolescents de ce temps-là "d'apprendre à être". Dans la foulée se fomentent des opérations coopératives: périmètres maraîchers après forage de puits, et forages après aménagement de barrages par technologie hydraulique appropriée (technique de gabions fabriqués sans ciment, sans fuel, sans électricité), technologie pour laquelle il est rejoint par un ingénieur hydraulicien qui dédie son troisième âge à l'anti-désertification sahélienne. Ce sont des acteurs. On les invite à une recherche traitant une telle action mobilisatrice de centaines d'acteurs paysans et artisans. S'ils s'y dédient, ce sera la case n° 84; s'ils s'en remettent à un auteur-chercheur, ce sera la case n° 22; et s'ils s'en remettent à plusieurs, ce sera la case n° 24.

. Un collègue et néanmoins ami, sociologue rural émérite, de par un double jeu de circonstances -de famille et de terroir-devient le fomentateur d'une réactivation intervillageoise dans une région française. C'est fondamentalement un auteur

de recherches, qu'il a même insignement publiées. Mais son implication dans l'action se développe et s'amplifie jusqu'à lui faire assumer des responsabilités notoires et dans des fonctions municipales et dans des gestions entrepreneuriales liées un réveil économique et écologique de sa micro-région. On l'incite à traiter lui-même cette implication. Il renâcle, bien sûr, mais s'il obtempère, sa recherche ira se colloquer à la case n° 32.

. Au Québec, on pourrait glaner plusieurs cas et la session de Chicoutimi (oct.81) n'a pas manqué d'en aligner quelques-uns. En voici deux, antécédents à cette session. Presque au hasard, prélevés sur mes propres dossiers. Je viens de recevoir une recherche dont les acteurs sont des chercheurs universitaires et dont l'objet concerne coopératives et coopérateurs de production en voie ou en nostalgie de se fédéraliser. La recherche est même un prologue à cette fédéralisation. Ce sont des auteurs (au pluriel) dont la recherche porte sur une pluralité d'acteurs et même recherche-sur + pour, voire élémentairement par, du moins en participation informative. Case 34.

Ailleurs, dans une région périphérique, une équipe de réalisateurs pionniers a suscité une coopérative d'élevage, laquelle, après une vingtaine d'années de soubresauts, maintient dans cette micro-région un bon millier d'emplois. Pour sauver des oubliettes la mémoire collective de cette aventure, décision est prise de détacher un vétéran pour une recherche-action de nature à restituer cette mémoire, en escomptant que cette remémoration nourrira la mémoire collective comme l'imagination collective de l'entreprise. Le préposé à cette tâche se colloque aussi bien dans la case 41 que dans la 82 ou même dans la 74, étant donné la collégialité qui règne sur son travail.

. A Madagascar, récemment, nous avons démarré une recherche-action collective sur la gestion des coopératives. Les quelque trente participants sont familiers d'une telle action (en moyenne quinze ans d'implication), le tiers d'entre eux étant plutôt versant recherche (enseignants), les deux autres tiers plutôt versant action (opérateurs de terrain). Nous avons ensemble déjà produit deux tomes pour jalonner les premières étapes de cette recherche conjointe. On peut lui donner rendez-vous sur plusieurs cases: à la case 12 pour ma propre contribution; à la case 34 pour la contribution d'enseignants; à la case 54 pour la contribution des opérateurs de terrain. Ce qui n'empêche pas d'avoir noué la gerbe.

Tout un chacun, selon la recherche-action qui lui est

familière, peut jouer le jeu sur les 32 cases de ce damier. Il peut même le sophistiquer, en croisant ledit damier, avec la matrice qui précède. (Tableau I).

### 3. RETOUR A L'OPERATION COOPERATIVE

La Recherche-Action, on l'a vu, se drape dans de multiples costumes: recherche participative, recherche conscientisante, analyse institutionnelle, recherche militante, sociologie d'intervention ou parfois -ce qui n'est pas la même chose- anthropologie praticienne, "action-research", sans parler des appareillages revendiqués pour les dynamiques de groupe, les séminaires opérationnels ou les techniques de créativité.

Il demeure que la clef de la plupart de ces opérations réside dans l'énigme du trait d'union Recherche - Action, c'est-à-dire dans la co-opération sinon entre deux types de personnages du moins entre deux types de rôle: celui d'un auteur de recherches, celui d'un acteur social. Selon les tendances ou les humeurs on retient ce trait, les uns pour disjoindre et d'autres pour conjoindre ces rôles. Les meilleurs ou les plus obstinés s'évertuent et à disjoindre et à conjoindre.

C'est en ce sens que d'aucuns inclinent -et j'en suis- à considérer une recherche-action optimale comme une recherche co-opérative.

Non pas, assurément, que toute recherche-action doive porter sur des phénomènes coopératifs ni au sens strict ni même au sens large. Ils peuvent aussi porter sur des phénomènes conflictuels, et certains accordent même à ce champ une préférence méthodique. Inversement, bien des recherches dites coopératives -parce que le phénomène coopératif est leur objet- ne le sont guère dans leur démarche, car si elles sont recherches sur, elles ne sont pas toujours pour et à peu près jamais par les coopératives et leurs coopérateurs. Mais peu importe.

Ce qui importe, c'est la nature de la coopérativité entre le ou les Auteurs de recherches et le ou les Acteurs d'Action. Et cette importance recommande deux conduites pour que, à la limite et ad libitum, soit l'Auteur devienne co-acteur, soit l'Acteur devienne co-auteur.

Côté chercheurs: une conduite de maïeutique. Je n'ai

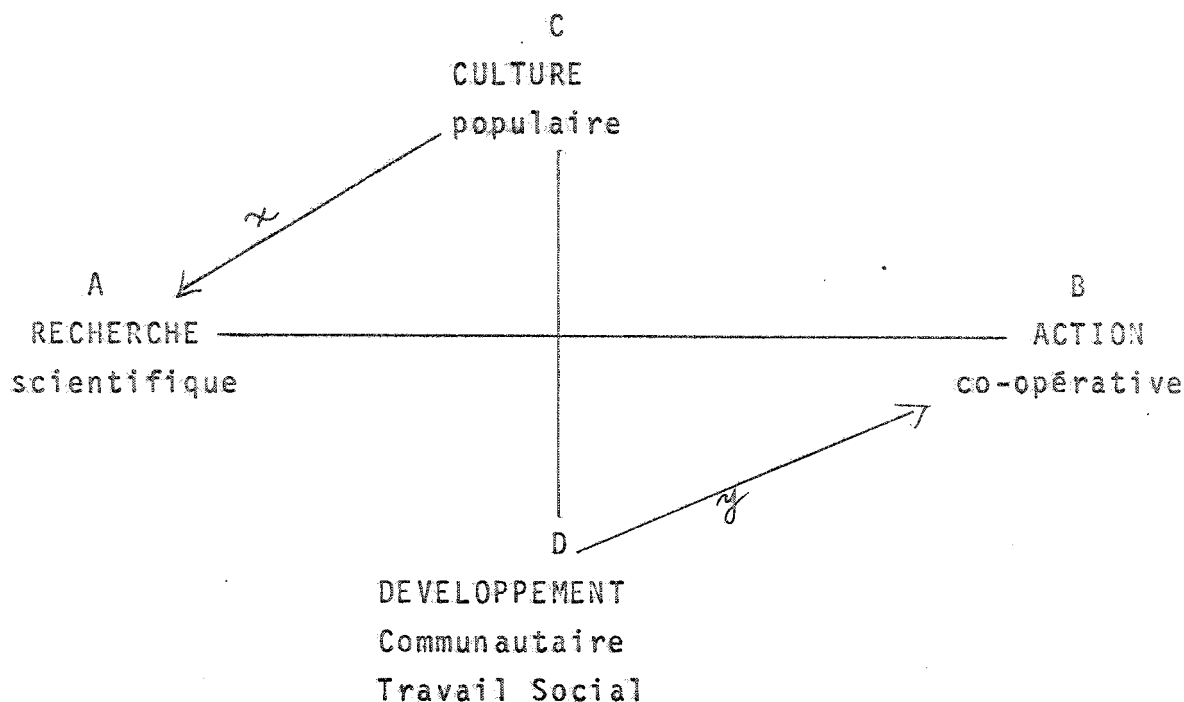
pas trouvé un meilleur terme que cette référence socratique pour nommer ce type d'intervention, similaire en effet à un accouchement mental avec ou sans douleur (généralement avec). D'autres collègues préféreraient d'autres termes, comme celui de "facilitateur" diffusé par Carl Rogers ou celui d'assistant pour une auto-recherche assistée, homologue de "l'auto-formation assistée" (B. Schwartz). Allergie en moins ou empathie en plus, c'est dire finalement la même chose sous divers mots. L'essentiel est de passer du dire au faire où se révèlent les connivences. "Le faire, cela va sans dire", opinent certains. Eh bien non! Ce faire ne va pas de soi. Nous nous en sommes aperçus lorsque, dans une semaine UCI (à Dijon), nous avons traité le thème "Des Nouveaux métiers universitaires en Education des Adultes". A fortiori, nouveaux métiers dans l'accompagnement universitaire d'une recherche-action assumée par un ou des adultes. Ce sont des métiers qui s'apprennent et cet apprentissage ne court pas les rues, encore moins les campus.

Côté acteurs: une conduite de créativité et même d'une double créativité -d'une part une créativité solitaire, personnalisée et personnalisante pour affronter un parcours de recherche qui s'apparente à un parcours du combattant où à une course d'obstacles, à pied ou à cheval. Nous en sommes à repérer les phases cliniques des risques d'abandon ou des chances de rebondissement (25)  
- d'autre part une créativité solidaire, car si toute recherche-action repose sur le self-help, elle s'équilibre dans un mutual aid, c'est-à-dire dans des groupes ad hoc où la coopération entre acteurs se double d'une co-opération avec des chercheurs. Et qui plus est, la maïeutique y est réciproque et bilatérale, chercheurs et acteurs étant tour à tour maïeutisants et maïeutisés. C'est pourquoi je réclame une recherche coopérative et je m'en réclame.

Quelques inductions peuvent être risquées à partir d'un triple dossier:

- le dossier francophonique collecté par le Forum analysé ici en Appendice (26)
- le dossier vénézuélien présenté à Caracas (juil.81) et répertorié en N.UCI 5 (suscitation d'un projet conjoint de recherche-action à partir d'une quinzaine d'agences de culture populaire)
- le dossier franco-africain cultivé par notre Collège Coopératif sur un axe Nord-Sud depuis plusieurs années.

Sans pouvoir ni vouloir en fournir la démonstration statistique, j'inscrirais volontiers des variables d'approches dans le diagramme suivant



Précision: j'écarte ici le public de chercheurs candidats à une Recherche-Action et je me centre sur un public d'Acteurs.

Dès lors on discerne deux types d'agents:

- en C des agents de culture populaire, c'est-à-dire d'alphabétisation, d'animation, de vulgarisation, de formation, de promotion, de perfectionnement, d'éducation, de rééducation, ou plus largement de créativité culturelle à tous les niveaux des classes d'âge et pour les deux sexes
- en D des agents de travail social au sens large du terme et en accentuant le terme travail, c'est-à-dire y compris agents de développement communautaire, de l'équipement socio-sanitaire, de réseaux mutualistes ou solidaristes, d'opérations pré-coopératives de types divers (agricole, agro-industriel,



distributif, bancaire, artisanal, micro-industriel, etc...).

Et les uns comme les autres entendaient ou prétendaient faire de la recherche-action une forme préférentielle d'une recherche participative: on doit même stipuler que certaines de ces recherches ont été excellentes.

Mais dans l'ensemble tout se passe comme si un important contingent de cette population dominante demeurerait plus ou moins confinée sur l'axe vertical C-D: la pratique des opérateurs sociaux tend à demander sa théorie à des argumentations de culture populaire; et inversement, les plates-formes de culture populaire demandent leur emmembrement dans une pratique des champs de travail social et de développement communautaire... D'où le risque d'une double marginalité, d'ailleurs épinglée à plusieurs reprises dans le Forum commenté en Appendice.

C'est réitérer que, sic rebus stantibus, deux apprentissages -je n'ose dire deux noviciats- semblent requis pour suites à donner à des recherches-actions encore embryonnaires. Ce sont ceux qui sont fléchés en x et en y.

En x: un apprentissage scientifique méthodique

Une contribution au Forum (jam cit.) en annonce tous les aléas, étant donné le profil des populations adultes et praticiennes qui se placent sur la ligne de départ: déviance par rapport aux normes universitaires dominantes, éducation non formelle dispensée au fil de la vie quotidienne, allergie à la réflexion conceptuelle, inclination à sentir plutôt qu'à penser, handicaps de la lecture et à fortiori de l'écriture, réticences à la théorisation, etc. etc. (loc. cit. p.54). Il n'est pas fortuit que cette contribution s'intitule "L'ambiguïté des universitaires face à la recherche-action"... Cela postule en effet non pas un apprentissage académique classique, celui que, spontanément ou arbitrairement, l'universitaire ou le chercheur professionnel inclinait à infliger, mais un apprentissage approprié dont on trouve la clef dans une méthodologie de recherche-action: "Dans le domaine de l'Education des Adultes, seule une démarche de recherche-action risque de conduire à des résultats pertinents". J'ai moi-même esquissé une telle méthodologie où la consommation des "connaissances professorales" est strictement subordonnée à la production d'une "recherche-étudiante", et le regretté Roland Barthes avait bien voulu souligner l'urgence et l'intérêt de cette nouvelle rhétorique.(27). Depuis cette rédaction, l'expérimentation a galopé et elle nous a confirmé qu'un tel Apprentissage n'est pas seulement nécessaire. Il est possible

dans son ordre et dans ses limites. Il est désirable objectivement. Et il est désiré subjectivement pour peu qu'on se préoccupe de désocculter, désinhiber, défouler ce fil du Désir.(28)

En y: un apprentissage économique opérationnel

C'est à mes recherches et implications coopératives que je dois d'avoir mis la main et sur la nécessité et sur la désirabilité et sur la possibilité d'un tel apprentissage. Trop souvent la recherche-action se blottit dans des niches, des interstices ou des franges de la vie sociale. C'est un peu normal puisqu'elle s'adresse généralement à des victimes de l'exclusion, contestataires d'une telle situation et postulateurs d'une alternative pour eux-mêmes, pour leur milieu, voire pour la société globale. Mais ce serait assurément une anomalie que de rester confiné à cette surface de réparation que sont des doléances, des revendications, des agitations- des propagandes, des animations, des services de rattrapage ou de récupération, des suppléances, des assistances, des dépannages, des manifestations épisodiques ou d'interminables récriminations, et toutes manières de dire ou de redire la société pour en médire, s'en dédire ou la maudire.

L'Education Permanente a dénoncé depuis longtemps l'équivoque qui ferait d'elle la roue de secours de l'Education classique. D'autre part, le travail social se refuse de plus en plus au rôle de comparse illustré par un film de Charlot: celui du vitrier qui répare la casse tandis que, avant lui son co-équipier casse les vitres. Et l'animation rurale africaine a buté sur le dilemme: ou bien embrayer sur des opérations économiques ou bien en demeurer à une phraséologie débrayée des situations.

Il y a donc un transit du travail social ou du développement communautaire dans des opérations d'entreprise, au sens économique et gestionnaire du terme. Ce transit ne s'improvise pas. Il demande à être équipé par un apprentissage, même si cet apprentissage se fait sur le tas. A partir d'un réseau d'activation dans des comunidades (et dans des barrios) nous avons -à Caracas- analysé à quelques-uns une vingtaine d'unités de production issues de cette activation sociale et culturelle. Et la conclusion était claire: les improvisations laissent présager des désastres. Nous avons même, pour y pallier, inventé un programme d'apprentissage ad hoc et précisément selon le fléchage Y. Biaisé, comme je l'étais, par ma spécialité sociologique, je bats ma coulpe d'avoir si longtemps attendu pour entériner cette dimension.

En ce sens, l'expérience malgache a été décisive - en 1981. Il s'agissait de construire un cycle en "Sciences de Gestion", tant pour des enseignants universitaires que pour des acteurs sociaux. Nous avons, d'un commun accord, voulu le construire comme une cellule de recherche-action. Et au fil des jours nous avons conduit à toutes les préparations de cet auto-apprentissage. C'est d'ailleurs pourquoi la conclusion de cet exposé sera empruntée à cette petite expérimentation.

Pour schématiser l'impact de la R-A (recherche-action) sur la R-C (recherche-coopérative) et inversement, on peut aligner trois horizons.

En dépit des aléas qui l'obèrent, quelles que soient les controverses ou les susurrements sur de tels aléas, et une fois délestée de ses propres surenchères, la recherche-action est de nature à amorcer une triple alternative pour la démarche universitaire pour l'action coopérative, pour un développement participé.

- En démarche universitaire. La recherche-action est susceptible d'équiper adéquatement une Education des Adultes en régime de Formation Continue, en tout cas plus adéquatement que des services d'extension si ceux-ci se bornent à transférer dans le temps (cours du soir ou de week-end), dans l'espace (campus avancés), ou dans l'espace-temps (la sophistication des médias), la relation autoritaire et hiérarchique qui préside -trop souvent hélas!- aux stratégies de formation initiale. On a cité déjà les recommandations de l'UNESCO à Nairobi (1976) ou les objurgations de l'AUFELF. Et on pourrait appeler à la rescousse toute une gerbe d'autres cautions, en particulier le prochain congrès international de l'ICAE (International Council for Adult Education). (29) Comme l'a stipulé Nairobi: "les relations entre l'adulte en formation et l'éducateur adulte doivent s'établir sur la base du respect mutuel et de la coopération", car "chaque adulte en vertu de son expérience vécue est porteur d'une culture qui lui permet d'être simultanément l'enseigné et l'enseignant dans le processus éducatif auquel il participe". Ceci n'ira pas, ne va pas sans mutation. Mais cette mutation est facile et qui plus est facilitante et facilitatrice. Elle a été tentée par les pédagogies Freinet et un certain nombre d'opérations de la "Coopération à l'Ecole". Elle est en passe de s'attester dans une andragogie où Piaget et Rodgers se donnent curieusement rendez-vous, et dans un certain nombre d'opérations de "la Coopération à l'Université".

- En action coopérative. Si doit ressusciter d'entre les morts une authentique culture coopérative, l'action coopérative devra cultiver et sa mémoire collective et sa conscience collective et son imagination collective; ne plus laisser en friches et ne pas "encarcanner" la convivialité poétique de ces trois Facultés dans les pratiques prosaïques du seul et simple "business". Béance entre Animus et Anima. Et cette béance ne saurait être comblée par des insufflations exogènes, soutirées à des intellectuels, des experts voire des prophètes.. "de service". Symptômes rassurants: l'éclosion de plus en plus fréquente de groupes de recherche-action dans le sein même des organisations coopératives établies: et parfois des réactions en chaîne ou, comme disait Durkheim, des "contagionnements". Aux horizons de l'an 2000, concélébrés au XXVII<sup>e</sup> congrès de l'ACI- il y a place pour le créneau d'un nouveau secteur coopératif: celui de coopératives d'éducation profilé déjà par une semaine UCI-81 à Nantes (30) et leur prolongement dans des coopératives de recherches, cellules fondamentales d'une recherche-action, comme instrument spécifique de promotion pour l'une ou/et l'autre des quatre populations coopératives: administrés, administrateurs, administratifs ou administrants. C'est une hypothèse qui depuis cinq ans a été suffisamment validée pour qu'elle s'avère et crédible et fiable.

- En développement participé. Au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, un risque social assez catastrophique est encouru: l'absence, l'obsolescence, la récession, l'évanescence de ce que les classiques ont nommé "la société civile". Entre l'anomie ou la torpeur des quotidiennetés privées, d'une part, et d'autre part le triple concasseur des centralisations étatiques, des capitalisations économiques et des satellisations technologiques, les sociétés un peu partout en viennent à manquer de cet oxygène qui se respire seulement dans l'espace social d'une société civile (son Droit social, son Economie sociale, ses socialisations volontaires) propice à des créativité volontaires ou/et solidaires. Gesellschaft contre Gemeinschaft ou, comme on dit à Madagascar, Fanjakana contre Fokonolona. Appareils contre réseaux. "Established" contre "Grass-roots". Exogène contre Endogène. Dominances contre émergences. Transferts technologiques contre technologies appropriées. Centre contre périphéries. Capitalisations cumulées (de l'avoir, du pouvoir, du savoir)... dans la capitale contre socialisations économiques, écologiques ou culturelles. Ou comme le résume un titre UNESCO: Domination ou partage? (31)

D'où, par contre-coup et en réaction, de haut en bas ou de bas en haut, des portes entrouvertes ou ouvertes à des

stratégies de participation. Le dossier en est si copieux que le thème en est trivialisé. Face aux offres ou aux demandes d'une telle participation, les opérations coopératives catalysées dans des recherches-actions ne seraient-elles pas de nature à formuler des demandes en réponse aux offres, des offres en réponse aux demandes?

C'est là une urgence pour les pratiques sociales d'une pensée coopérative, à condition qu'elles soient innovatrices.

#### 4. CONCLUSION: PRATIQUES SOCIALES ET PENSEE COOPERATIVE

Le texte de cette conclusion risquait d'être contaminé par un virus spéculatif. Si contamination il y a -et il y a-, du moins sera-t-il vacciné puisqu'il est emprunté à une démarche opérationnelle. Il a été en effet produit par une petite recherche-action, à Madagascar, et dans les circonstances que voici.

L'Université Malgache ayant décidé de se décentraliser, conformément à la Charte de 1975, elle a donné naissance à des CUR: Centres Universitaires régionaux diversement spécialisés. L'un de ces CUR, celui de Tamatave (Toamasina), a reçu comme spécialité les Sciences de la Gestion, spécialité autour de laquelle galope la croissance de son campus. Et en décembre 1980 ce CUR se trouvait impliqué dans deux démarches:

- pourvoir à l'amorçage d'un 3e cycle en Sciences de Gestion, selon plusieurs options dont les deux premières avaient été fixées -gestion des entreprises socialistes, gestion des entreprises coopératives-, nonobstant d'autres options en gestions spécialisées (financière, comptable ou commerciale). La première option (entreprises socialistes) serait escortée par un accompagnement de professeurs soviétiques; la seconde serait corroborée par un accompagnement français, sollicité de notre réseau intercollégial

- préparer un deuxième cycle pour praticiens adultes, cycle offrant une alternative ajustée à leurs profils, à leurs aspirations, à leurs disponibilités, donc en régime de formation continue parallèlement ou synergiquement au deuxième cycle de formation initiale, déjà équipé sur ce campus d'une maîtrise ad hoc. Complémentairement, enfin, conjuguer la

progression des deux cohortes ainsi suscitées en deuxième et en troisième cycles, l'une plutôt d'acteurs sociaux, l'autre plutôt de chercheurs universitaires.

Selon cette prévision et autour de l'option "gestions coopératives", deux sessions de deux à trois semaines chacune, l'une en avril, l'autre en août, ont déjà expérimenté la pratique socio-éducative offerte ou demandée par cette double programmation. Cette pratique, conformément à d'autres expériences en UCI, s'est configurée dans une coopérative de recherches, productive des instruments de cette auto-formation assistée. Et chaque session s'est soldée par la co-production d'un tome d'une série baptisée: FARIFIKATANATAMA c'est-à-dire selon les termes malgaches ainsi contractés:

FARIMBONASA = Coopérative  
FIKAROHANA = Recherche  
ASA = Action  
ANTANARARIVO = Tananarive  
TOAMASINA = Tamatave

Tana-Tama, car les sessions de travail se sont déroulées alternativement à l'Université de Tananarive et au Cur de Tamatave

Le tome II (Gestions coopératives en recherches-actions) est encore à l'atelier de finition. Quant au tome I, il a atteint le stade du produit fini, sous le titre un peu pompeux: Praxéologie du développement et gestion des entreprises coopératives (soit 338 pages collectées ou rédigées, calligraphiées, dactylographiées ou photocopiées, éventuellement découpées et collées avant d'être finalement ordonnées et paginées, et après avoir été, liasse par liasse, concertées et connotées).

C'est à la conclusion de ce tome II qu'est précisément emprunté le texte qui se présente en conclusion. Lui aussi a été discuté dans une journée de travail élargie d'enseignants ou coopérateurs de Tamatave, sous la présidence d'un professeur polonais, responsable du tronc commun transoptionnel.

Cette conclusion, si elle revient sur le problème des gestions coopératives insère ce problème dans une problématique de "gestions comparées" et pour autant incline à cadrer la pratique coopérative dans une stratégie de pratiques sociales corrélatives, contrastées ou complémentaires. La réflexion est certes centrée sur le cas malgache, cas spécifique mais assez exemplaire de par conjonctions ou disjonctions entre les persistances du Fanjakana (appareil étatiques) et les persistances du Fokonolona (réseaux communautaires), y compris ses

perspectives ouvertes ou fermées de la "révolution tous azimuts" de 1975. Cette "malgachination" du traitement n'empêche pas ce traitement d'être généralisable à d'autres cas, y compris, toutes choses égales d'ailleurs, le cas québécois.

Au long de cette décade malgache -qui a été en fait une quinzaine- et de ces 60 heures -qui ont atteint plutôt 120 heures-, je n'ai cessé d'interroger et de m'interroger sur ce programme de recherche initié par le DEA et sa première option, l'option "Coopérative", interrogation du genre:

- quelle gestion pour quelles entreprises?
- quelles entreprises pour quelle économie?
- quelle économie pour quels emplois?
- quels emplois pour quelle population?

Et quelles sont ces populations, c'est-à-dire ces quelque 8 millions de Malgaches pour lesquels la Charte de 1975 postule: "Le développement de tout homme et de tout l'homme", tout en prenant acte des 85% de ces populations "en majorité paysanne", subsistant dans des conditions de paupérisation?"

C'est dire que l'arbre d'un DEA et encore moins l'arbuste de notre "Gestion Coopérative" ne doivent pas nous cacher la forêt.

En particulier, nous ne devons pas succomber à la tentation de ce qu'on appelle aujourd'hui une "économie duale"; ce n'est pas par hasard que la même Charte de 1975 annonce et dénonce pour Madagascar un triple "dualisme économique et social exacerbé":

- dualisme inter-sectoriel
- " " sectoriel agricole
- " " géographique régional

Sur cette "dualisation" en général existe et s'amplifie aujourd'hui un très copieux dossier... d'autant plus copieux qu'il concerne aussi, et de plus en plus, les économies des pays du Nord (ainsi, récemment, un numéro spécial de l'hebdomadaire "Le Point" sur "La France à 2 vitesses", et un énorme dossier collecté récemment par le Commissariat au Plan.)

De quoi s'agit-il?

D'une dualité qui semble s'établir entre 2 types d'entreprises économiques: celles qui seraient technologiquement performantes et celles qui seraient sociologiquement conviviales. Ce dualisme avait donné lieu déjà à des dénonciations assez classiques. Mais il y a un fait nouveau. C'est que, jusque là, la stratégie du développement s'avérait assez unilatéralement linéaire: développer, c'était purement et simplement passer du second modèle au premier, c'est-à-dire de la convivialité sociale à la performance économique. Mais on s'est aperçu que, d'une part -et ce faisant- c'est aussi développer le sous-développement et que d'autre part la véritable performance devait aussi être un développement convivialisé ou du moins reconvivialisé.

Sans entrer dans les détails de controverses aujourd'hui plus virulentes, disons que, pour le moins, l'économie, un peu partout, se présente comme un iceberg: le premier type d'Entreprise en est la partie émergée. Le second type la partie immergée. Et comme on le sait, la loi du genre stipule que l'émergé ne représente guère que le 1/8 du volume total, les autres 7/8 demeurant immergés.

Si j'évoque et cette image et cette référence, c'est pour m'adonner à quelques libres propos -il y en aura 7- sur notre programme de recherches en Sciences de Gestion... et ses éventuels futuribles.

10- Une première question globale: Nos, "vos" Sciences de Gestion ne sont-elles pas captieusement mobilisées sur la partie émergée de l'iceberg? C'est-à-dire sur les Entreprises -publiques, privées ou mixtes- qui passent pour être ou vouloir être technologiquement performantes, du fait de leur capitalisation technologique, organisationnelle ou financière (et peu importe que ces capitaux et cette capitalisation soient privés ou publics, socialistes ou non). Cette mobilisation ainsi biaisée s'autorise de -et se cautionne par- une conception ad hoc de l'Entreprise mais une sémantique d'un tel terme ne révélerait-elle pas que c'est un "panier d'auberge espagnole": on n'y trouve à déguster que ce que,



précisément, on y a fourré et apporté pour une telle dégustation. Autrement dit, de même qu'on parle de "Famille restreinte" et de "Famille élargie", ce qui n'empêche pas de parler de "la" famille dans l'un et l'autre cas, ne conviendrait-il pas d'envisager l'entreprise comme une accolade englobant aussi bien l'entreprise au sens restreint du terme que l'entreprise dans son sens élargi? (Pour cet élargissement, je suggère entre autres la genèse culturelle de cette forme d'entreprise dite moderne (cf. M. WEBER - TAWNEY - W. SOMBARI - J. NEF - P. BERNARD). En tout cas, s'agissant d'entreprises dites élargies, j'aperçois deux élargissements: l'un plutôt synchronique, l'autre plutôt diachronique.

20- Dans une coupe synchronique - par exemple, l'économie malgache et ses entreprises à discerner selon cette coupe - il y a, certes, l'économie entrepreneuriale, celle qui fixe priorités et prédilections aux susdites "Sciences de Gestion" et - encore une fois - que ces entreprises soient à capitaux privés, publics ou mixtes: il suffirait de collecter, de parcourir et de ficher la cinquantaine de mémoires déjà livrés sur le marché du CUR, pour, confirmer et configurer et cette priorité et cette prédilection. Celles-ci sont d'ailleurs circonstanciées par la genèse de l'entreprise moderne (cf. résidences supra)... Mais il y a aussi l'économie administrative proprement dite singulièrement donneuse d'emplois (surtout dans les pays Sud-sahariens) et elle relève d'une autre gestion, pour ainsi dire une "Administratique", qui ne se confond pas avec la gestion proprement entrepreneuriale: cf., par exemple, les différences de programme entre un I.A.E. (Institut d'Administration des Entreprises) et un Institut d'Administration Publique (I.A.P.). Et il y a enfin l'économie sociale: celle qui se propose comme une économie, disons, initiatique avec ses entreprises de droit social: entreprises coopératives, certe, mais aussi entreprises mutualistes, solidaristes, associatives, populaires au sein desquelles des acteurs sociaux, volontaires initient - et s'initient à - une libre socialisation dont ils prennent l'initiative.

Ce découpage général induit à une remarque sur l'ordonnance du DEA, l'une à son actif, l'autre à son passif.

1. A son actif. - Il a retenu deux spécialisations "gestionnaires", celle des entreprises "socialistes", laquelle s'apparente plutôt à une gestion administrative - ou plutôt administratique - celle des entreprises coopératives, lesquelles sont la tête de pont d'une économie sociale initiatiquement socialisante. Et nous nous réjouissons que cette seconde spécialisation ait eu la chance de prendre son

départ la première. Les leçons qui précèdent se sont efforcées de discerner, commenter, éplucher cette spécificité. Il resterait à lui jointoyer et l'économie mutualiste et l'économie associative et une certaine économie communautaire ou communaliste et pourquoi pas "fokonoloniste" pour découper dans l'économie malgache ce secteur de l'économie sociale moyennant la différenciation avec les secteurs privés et/ou secteurs publics.

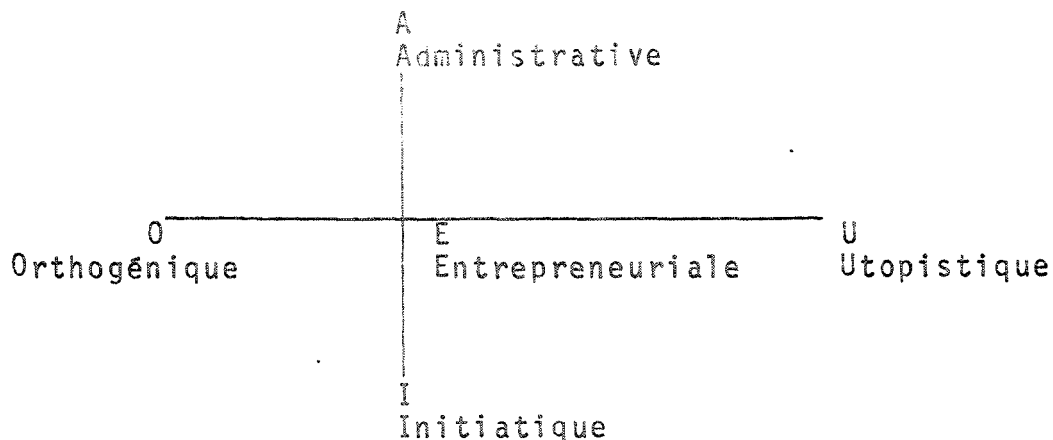
2. A son passif.- Deux autres options, "Gestion financière et comptable", "Gestion commerciale et Marketing" entendent faire la part à l'Economie entrepreneuriale proprement dite mais on peut se demander si ce découpage du DEA ne risque pas de disjoindre ce qu'il conviendrait plutôt de conjointre. En fait, dans l'économie malgache on trouve -moyennant des pondérations à préciser - et des entreprises du secteur public (entreprise "socialiste") et des entreprises du secteur privé (entreprise "capitaliste") et des secteurs sociaux (coopératives et assimilées) et à ces trois secteurs d'entreprise s'appliquent des régulations spécifiques de gestion financière, comptable et commerciale. On pourrait même ajouter "de gestion technologique et de gestion sociale et de gestion culturelle; ce qui conduit à remplacer la table du DEA à entrée unique par une table à double entrée.

Gestion \ Economie	Admin. publique	Entr. Privée	Coop. Sociale
Financière	x	x	x
Comptable	x	x	x
Commerciale	x	x	x
.....			
Technique	x	x	x
Sociale	x	x	x
Culturelle	x	x	x

Deux questions se posent à tous:

A)- Convient-il ou non de traiter économie par économie, secteur par secteur les types de gestion sans que désormais il y ait place pour une "gestionnologie générale" qui s'avérerait inapplicable à un secteur quelconque étant donné la spécificité de celui-ci?

B)- Ou bien au contraire existe-t-il une théorie et une pratique générale de la gestion applicable à tous les secteurs moyennant des modulations? Mais, si oui, il n'y a dès lors plus guère place pour des spécialistes, celles-ci étant ventilées d'une part dans la théorie générale, d'autre part dans les spécialisations sectorielles. J'opinerai volontiers pour cette théorie, voire cette praxéologie générale; mais alors elle devrait entériner et intégrer un deuxième élargissement diachronique.



En effet, selon un trajet diachronique, voici que, croisant l'axe vertical ci-dessus évoqué, un axe horizontal fait discerner dans le champ d'une praxéologie gestionnaire deux nouveaux types d'entreprises. L'économie entrepreneuriale quel que soit son niveau sur l'axe vertical de l'espace social (Madagascar 1981) a pour caractéristique d'être polarisée par le présent social dans lequel, ad libitum, elle improvise ses planifications ou planifie ses improvisations. Mais dans ce type social, ce présent social a un passé et un futur relevant respectivement d'une mémoire collective persistante et d'une imagination anticipative.

30- Du passé mémorisé relève une économie, disons, orthogénique, celle qui inscrit des persistances et des résistances dans un temps cyclique d'éternel retour et dans des entreprises dites tour à tour traditionnelles, endogènes, communautaires, pour ne pas dire folkloriques; mais ce sont aussi des entreprises au sens large même si leurs règles, leurs comportements, leurs calculs relèvent d'une autre rationalité que la rationalité entrepreneuriale dont elle s'écarte; et ces écarts concernent aussi bien les règles de rémunération que les règles d'investissement, la consommation et l'épargne, le travail et le loisir, la technologie et les échanges. L'entreprise en ce sens "restreint" relève d'une science actuelle en essor: l'Anthropologie économique.

laquelle baptise de noms divers cette économie "orthogénique" économie "du don", économie "d'oblation", économie "sacrificielle", économie "du potlatch", économie des "prestations ostentatoires", économie "de la consommation" (G. BATAILLE).

40- Inversement, du futur imaginé relève une autre économie que nous dirons utopistique, celle en particulier qui inscrit ses postulats ou ses requêtes dans les incertitudes ou les vraisemblances d'une "société post-industrielle", c'est-à-dire dans une économie entrepreneuriale du gain, désormais relayée par une économie "du bonheur", de "la qualité de la vie", "du plaisir", de l'"agrandus", d'un temps de travail, soit miniaturisé dans un coin de la vie, soit généralisé à une expression de toute la vie; une économie écologisée; une économie intégralement associative; enfin, en terme de science de gestion, une économie authentiquement auto-gestionnaire. Vers ces horizons se sont envolées depuis toujours des imaginations utopiques. Mais le fait nouveau est que, maintenant, prennent leur départ des rationalisations utopistiques et celles-ci, à leur tour, s'écartent des rationalisations classiquement entrepreneuriales. Dans le sens d'entreprise au sens large, elles seraient même plutôt empathiques aux rationalités "orthogéniques", si bien que leurs imaginations ont parfois l'allure de reminiscences. En tout cas, pour autant que le présent est en grossesse de l'avenir, cette futurologie aligne ses traités, ses essais, ses sciences-sociales-fictions, ses argumentaires, ses énergies renouvelables, son agriculture biologique, ses technologies légères intermédiaires, appropriées, ses "communautés" sédentaires ou nomades, plutôt urbaines ou plutôt rurales... et, tout compte fait, non seulement futurologie écrite mais aussi vécue dans autant de niches qu'il y a de fissures dans les économies présentes, qu'elles soient administratives, entrepreneuriales ou coopératives. Comme le réitérait une commission préparatoire au 27e Congrès coopératif de 1980, il y a une gestion "grass-roots" qui champignonne déjà au-delà et au-dedans des gestions "established". En tout cas, un cinquième champ gestionnaire sous le signe de l'autogestionnaire.

50- Récapitulons donc ces cinq gestions selon le type des cinq économies décelées. Je ne dois pas dissimuler que si, pour les nommer, j'ai eu recours à des termes tarabiscotés, c'était avec une arrière-pensée: celle de les aligner sur les cinq voyelles de l'alphabet: a, e, i, o, u.

Types d'économie	Types de gestion
A - administrative, publique voire socialiste si le socialisme est étatique	A = Administrative
E - entrepreneuriale au sens génétique de l'entreprise classique, soit entreprise personnelle, soit en société	E = Entrepreneuriale
I - Type d'économie sociale c'est-à-dire englobant des entreprises solidaires de type coopératif mutualiste, associatif	I = Initiatique
O - Type d'économie traditionnelle communautaire, plutôt d'auto-subsistance sans emprise déterminante d'un marché extérieur, et en ce sens maximalelement endogène	O = Orthogénique
.....	.....
U - Type d'économie imaginée voire imaginaire mais annonçant déjà une société post-industrielle moyennant techniques et structures innovatrices	U = Utopistique

Soit avec soit sous les 5 voyelles de l'alphabet, on aurait pu imaginer des couleurs pour donner cette typologie à 5 types les cinq colorations (cf. le sonnet de Beaudelaire).

On pourrait aussi, et ce serait plus représentatif, faire concorder cette quintuple identification avec les 5 pièces majeures du jeu d'échec: A= roi, E= reine, I= cheval, O=tour, U= fou.

Ce serait une bonne comparaison sur la gestion générale posée ci-dessus.

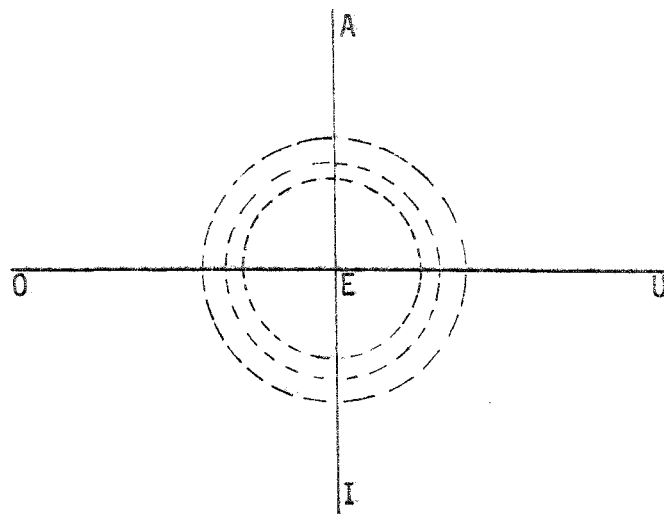
En effet, la praxéologie générale de gestion correspondrait aux règles du jeu d'échec et à l'apprentissage de sa codification. Les gestions spécialisées correspondraient aux mouvements de chaque pièce, différents des mouvements des autres mais jouant le même jeu dans une même partie.

Il faudrait compléter par deux remarques:

- Si les règles du jeu et les mouvements de pièces sont toujours les mêmes, jamais une partie ne ressemble à une autre partie.

- On ne devient pas un maître en jeu d'échec en se contentant d'apprendre de façon didactique les règles. On peut même être remarquablement érudit sur les règles du jeu ou sur la diversité des coups et cependant s'avérer un joueur lamentable.

6<sup>0</sup>- Voici finalement le diagramme récapitulatif avec les places respectives de cette quintuple gestion.



Au centre la Gestion E, la gestion entrepreneuriale, celle qui fait les délices des sciences de Gestion; en effet sa scientificité est plutôt redevable aux péripéties des entreprises capitalistes du secteur secondaire et tertiaire de l'économie, et elle tend même par cercles concentriques à imposer ses lois, ses régulations, ses critères aux quatre autres champs économiques.

Au sommet, la Gestion A identifiable aux gestions administratives routinisées ou efficaces, aux planifications

centrales et centralisatrices, aux règlements et aux régulations d'entreprises publiques ou assimilées (y compris "socialistes").

A gauche, la Gestion O: celle qui, coutumièrement et sans règles écrites, régit organisation, fonctionnement, contrôle des sociétés traditionnelles et de leurs "Entreprises communautaires" (y compris familiales et inter-familiales).

A droite, U: la gestion utopistique, un enfant encore dans les langes car il en est aux vagissements de l'autogestion, ou plus généralement des autres entreprises qui entreprendraient "autrement", mais qui pourrait assurer que cet enfant devrait fatalement périr de mortalité infantile?

A la base, I: la gestion dite initiatique car c'est en elle que le vaste contingent des Entreprises populaires a reçu l'initiation et a pris l'initiative d'Entreprises volontaires et solidaires: Coopératives, Associatives, Mutualistes.

70- On aurait pu bâtir un tout autre diagramme en plaçant A au milieu et en supposant, voire en escomptant, que par cercles concentriques ce type de gestion absorberait et remplacerait progressivement l'ensemble de quatre autres. C'est une stratégie qui est loin d'être absente dans la conjoncture actuelle.

Autre diagramme: celui qui placerait au centre la gestion I, celle qui a fait l'objet de cette quinzaine. Ce serait prétentieux, même si cette prétention a été courtisée par quelques imaginations ou prospections d'une République coopérative intégrale. Cette prétention est d'ailleurs partagée par les théoriciens (s'il en reste encore) du "déperissement de l'Etat". Mieux vaut laisser I là où il est et où il est bien: en bas et à la base.

Mais retenons que cette économie initiatique, qui est le fait des entreprises coopératives, n'est pas sans devoir s'expliquer et parfois s'impliquer et avec A et avec E et avec O et avec U.

Si tous les autres pôles gestionnaires en faisaient autant pour s'expliquer ou s'impliquer les uns avec les autres, peut-être le moment approcherait-il d'une praxéologie générale de gestion

- qui confinerait à une authentique stratégie du développement, c'est-à-dire un Développement aménageant et non pas ou non plus un développement déménageur

- et où s'intégrerait non seulement une pensée coopérative et ses pratiques sociales mais aussi et peut-être surtout une pensée coopérative des pratiques sociales.



## AUTOUR D'UN SYMPOSIUM FRANCOPHONIQUE PUBLIE AU QUEBEC

Henri DESROCHE

Ecole des Hautes études en sciences sociales de Paris

Collectif. La Recherche et l'Action. Enjeux et Pratiques.  
Numéro spécial de la Revue Internationale d'Action  
Communautaire (International Review of Community Development),  
5, 45, Printemps 81, 202 p.

Cette revue étant publiée par un "Forum International d'Action Communautaire", elle est donc un lieu de convergences (ou de divergences (cf. pp. 3-6 "D'un conflit. (...) à la recherche-action) entre quatre équipes: québécoise, française, belge, suisse, ce qui nous vaut une vingtaine de contributions (Québec: 5, Suisse: 3, France: 6, Belgique: 6) nonobstant quelques additifs.

Il existait déjà pas mal d'ouvrages ou articles sur la recherche-action en général ou des recherches-actions en particulier. C'est sans doute une première mondiale que d'avoir collecté et noué une gerbe aussi libéralement variée dans ses approches, ses pratiques, ses concepts et ses interrogatoires et même ses prises de position. Sans doute la gerbe est-elle plutôt aux couleurs de la francophonie et par exemple le champ latino-américain ne s'y trouve guère ou pas visité. La collecte francophonique elle-même ne fait guère état des références théoriques ailleurs épinglées (cf. ASSCOD 48, "La recherche et l'action. Vers une nouvelle sociologie?", pp. 107-120) sauf pour "l'intervention sociologique" initiée par A. Touraine et qui trouve ici sa paraphrase (pp. 115-122). Mais on ne pouvait tout faire et la moisson est déjà opulente.

"Pratiques et enjeux", sous-titre la livraison: ce qui appelle deux auscultations:

I. La première -sur les pratiques- ne peut qu'être brève. Les pratiques décrites ou avouées sont en effet trop nombreuses et trop complexes pour se résumer et, d'autre part, il serait fastidieux d'en offrir la nomenclature. Il est suffisant de relire le sommaire et il sera nécessaire de s'enfoncer dans la jungle un peu prolixe des analyses. Le volume lui-même n'a procédé ni à une classification ni à une

typologie des recherches-actions ainsi alignées ou alléguées. Tout au plus prend-il ici ou là ses distances: "Je pense à des pratiques que l'on est tenté de ranger aujourd'hui, elles aussi, sous le nom de recherche-action parce que le chercheur y est mêlé à l'action, bien qu'elles n'aient rien de commun avec les pratiques inaugurées par Lewin", Franck, p. 161. Ou inversement: "Il faut bien reconnaître avec R. Barbier (allusion à l'ouvrage de R. BARBIER, La recherche-action dans l'institution éducative. Gauthier-Villars 1977) que Kurt Lewin ignore totalement un autre type de recherche-action, celui qui, axé sur le changement social a des visées radicales de transformation des structures sociales et politiques, comme par exemple

"l'enquête conscientisante, cf. C. HUMBERT et S. MERLO, L'enquête conscientisante, 1978

"l'analyse institutionnelle, cf. M. SEGUIER, Critique institutionnelle et création collective, 1976

"l'intervention sociologique, cf. A. TOURAINE, La Voix et le Regard, 1978. P. GRELL et A. VERY, p. 126.

C'est d'ailleurs cette même contribution qui offre un fragment prometteur d'une opération classificatoire. La voici, car on devra y revenir

"Dans le cadre d'une recherche-action et contrairement à la démarche classique en sociologie, l'objet de la recherche est construit sur la base d'une négociation entre le chercheur et les personnes directement concernées.

"Les objectifs de la recherche sont de contribuer à la solution de problèmes auxquels sont confrontés les intéressés tout en contribuant à l'élaboration de modèles théoriques. Cette recherche doit donc faire face à deux objectifs, c'est-à-dire être à la fois une investigation systématique d'un donné et un facteur d'action, double objectif dont l'un ne saurait se faire au détriment de l'autre.

"La recherche est une oeuvre collective entre différents partenaires et le chercheur, elle s'effectue non pour eux ou par eux mais avec eux. Il ne s'agit pas de recherches sur mais avec" (Id. p. 124).

Une seule réserve, il est vrai, majeure: l'ambiguïté de cet avec, selon qu'il s'agit d'une recherche sur, d'une recherche pour, d'une recherche par. Ce sera l'objet de

quelques combinaisons proposées ultérieurement (cf ASSCOD 59) Mais, du coup, les enjeux sont précisés: ce sont ceux de l'interaction entre la recherche (ou les chercheurs) et l'action (ou les acteurs). C'est la cible de ma seconde auscultation.

II. Citant et discutant M. WEBER (Essai sur la théorie de la Science, Plon, 1965), une contribution française (M. STEFFEN, p. 89 et s.) affirme: "Toute science s'est toujours voulue utile et efficace. Au delà de l'efficacité dans la sphère des connaissances, l'utilité sociale est recherchée et ceci sous un double aspect: comme application et comme légitimation de l'activité scientifique. Toute science est donc amenée à se concevoir comme science-action" (p.89).

Et une contribution belge (R. FRANCK) surenchérit: "Les quelques secteurs universitaires où subsiste une recherche apparemment étrangère à l'action ne doivent pas nous faire oublier que la plus grande part du travail scientifique est commandée et financée par le secteur public ou par le secteur privé, dans le cadre des programmes économiques, militaires, politiques et sociaux. Partir en croisade pour rapprocher la recherche et l'action est donc une démarche un peu anachronique" (pp. 164-65).

Le même R. Franck précise l'enjeu: "Lorsqu'on écrit RA avec ou sans trait d'union (R-A) l'enchantement grandit encore. Mais la formule est équivoque: il existe diverses manières de relier la recherche et l'action" (p.160). Et de poser la question "ailleurs"... "comment la recherche qui a jusqu'ici répondu à l'attente des milieux qui dominent la vie économique et politique peut-elle être utile aujourd'hui à l'action de simples citoyens ou d'organisations militantes ou de populations défavorisées et exploitées?" (p.165).

Point de vue secondé par un chercheur de Grenoble (B. JOBERT): "Les spécialistes des sciences sociales (...) devraient porter l'essentiel de leur effort d'analyse sur la connaissance (...) scientifique des forces sociales -classes, organisations, administrations- qui s'opposent au projet du mouvement collectif" (p.81). Plus radical encore, un chercheur québécois (R.B. ZUNIGA) dénonçait dans telle ou telle recherche-action "une réaction défensive qui n'essaie pas tant de renverser la structure idéologique des rapports de force que de gagner "une place au soleil", un petit droit à l'existence marginale pour des conceptions, des pratiques et des acteurs résignés à leur marginalisation sociale et politique" (p.36). Cette radicalité tend à préconiser une

stratégie de cheval de Troie (p.39) pour mettre en cause les scientificités dominantes et "ramener les acquis de la périphérie en un centre dans lequel on peut déjà trouver des alliés" (p.43). Pourquoi pas? Après tout, fanfare théorique en moins et circonspection fiable en plus, le Directeur et même des Conférences de l'UNESCO ont proclamé en d'autres mots à peu près les mêmes choses sur les pourquoi de la recherche-action. A la lecture de cet opus, on n'est cependant pas certain que de tels pourquoi fassent l'unanimité du Forum.

Par contre, une certaine unanimité semble bien se dégager sur les comment, c'est-à-dire -plutôt que sur les enjeux- sur les jeux de cette recherche action. Et même deux unanimités: une unanimité contre, une unanimité pour.

A. Unanimité contre une fusion de la recherche et de l'action, par identification intégrale des chercheurs et des acteurs

"Défendre l'idée de la recherche-action n'est-ce pas sacrifier au mythe d'une fusion possible de la théorie avec la pratique? N'est-ce pas faire comme si la recherche ou l'action ne devait pas finalement l'emporter sur l'autre dans la démarche qui les réunit?"(p.58)

"Le projet d'une fusion de la recherche et de l'action nous paraît utopiste et dangereux". (p.80)

"Ce que je veux dénoncer ici n'est qu'une tendance parmi d'autres de la recherche-action: celle qui voudrait que fusionnent la recherche et l'action, mais elle est bien, semble-t-il, la tendance la plus forte et la plus influente. (p.164).

"L'espoir d'une réconciliation entre recherche et action, observation et participation est fortement mise en doute"...et etc. etc.

B. Unanimité pour une interaction de la recherche et de l'action dans une distanciation des rôles des chercheurs et acteurs.

La charte initiale (Présentation pp.7-9) entend bien trouver un chenal entre deux "logiques" ou deux "mondes": "celui de la production (académique) d'un discours scientifique; celui de la production d'un discours de la légitimation par des groupes d'action"(p.7) Et de multiplier les passerelles pour que deviennent unies ces deux logiques demeurant distinctes:

"action qui met en rapport un groupe constitué et un chercheur  
"processus d'interaction entre un groupe et un détenteur des connaissances  
"interaction groupe-chercheur productive d'une connaissance nouvelle". etc...(p.8)

Thème réitéré voire récurrent au long des pages:

"Une interaction entre travailleurs et scientifiques à toutes les étapes de la recherche (...) de cette problématique découle une méthodologie qui est centrée, elle aussi, sur l'interaction".(p.14)

"Développer des pratiques de recherche-action dans ce no man's land entre les pratiques habituelles des institutions d'enseignement supérieur et les pratiques habituelles des collectivités qui visent une prise en charge de leur avenir". (p.33)

"La solution pourrait être de faire éclater les institutions de la formation traditionnelle pour créer des lieux polyvalents de production d'un savoir "fusionné" à la fois théorique et pratique. Cette utopie paraît aujourd'hui la seule réalisable, la seule permettant une négociation permanente".(p.61)

"La recherche-action se définit comme une pratique nouvelle et la recherche comme l'action sont les deux pôles d'une même unité".(p.63)

"(...) reconnaissance mutuelle des savoirs (...) le savoir du chercheur comme le savoir de tel ou tel acteur de terrain sont des sources de savoir spécialisé (...). Ces savoirs ont ..." à se reconnaître mutuellement et à mûrir ensemble afin de se féconder". (p.83)

"Une démarche commune de recherche et d'action entre groupes situés différemment dans la division sociale du travail: chercheurs (...) professionnels praticiens (...) "intéressés"(...). (p.89)

"(...) la mise en interrelation des chercheurs et des acteurs concernés aboutit à l'instauration d'un va et vient entre l'analyse et l'action, entre les chercheurs et les acteurs (...) De quoi s'agit-il? (...) très sincèrement de constituer deux groupes (...)" (p.115)

"(...) que s'établisse un rapport contractuel entre le

chercheur et les gens auprès desquels il souhaite mener une recherche-action (...) il faut négocier un contrat (...) Il subsiste un écart entre l'action du chercheur et celle de son public-cible".(pp.162-63)

Unanimité qui ne va pas sans laisser subsister une ambiguïté, et même deux:

- ambiguïté entre une participation distanciée (distanciation réciproquement affirmée) et une participation impliquante
- ambiguïté entre une implication opérationnelle (celle du chercheur dans l'action) et une implication heuristique (celle de l'acteur dans la recherche).

Ces ambiguïtés combinées expliquent peut-être que le point final de la livraison soit -ad libitum- un point de suspension ou un point d'interrogation apposé par A. MEISTER ("Quelques doutes à propos de la recherche-action" pp.186-89).

Doutes sur la participation impliquante: "l'espoir d'une réconciliation entre recherche et action, observation et participation est fortement mis en doute". Ce disant, c'est rejoindre (cf. supr.A) toute une cohorte anti-fusionniste et du moins préférer une distanciation déclarée: "En face d'une recherche-action et d'une sociologie participante qui s'efforce de nier ou de contourner les ambiguïtés, pourquoi ne pas délibérément afficher les différences et les distances qu'on sait ne pas pouvoir surmonter?" (...) Ce qui serait plutôt rejoindre une aile de l'unanimité pour l'interaction "polyvalente", "contractuelle", "différenciée"...

Mais doutes aussi sur la participation distanciée: "car si la sociologie participative ne réussissait pas souvent à faire de bonne sociologie, à cause de son besoin militant de manifester sa sympathie, il n'est finalement pas plus certain que le recul et la distance permettent de comprendre et de bien expliquer (...)".

Et même doutes sur ces doutes: "Je dois dire que je conserve tout de même quelques doutes sur cette mise en doute et cela d'autant plus que par le passé je me suis senti attiré par la recherche-action".

"Et comme toujours quand on n'en sait rien on peut s'en tirer en écrivant: "à suivre" (Id. Ib.)

Ce dossier, présenté par C.BEAUCHAMP à la session AVIA de Caracas (juillet 1981) aura été remis sur le métier de Chicoutimi (octobre 1981) et il rebondira en ASSCOD 59 avant de reflourir et, espérons-le, à la session de mai, en Dijon II.

## QUELQUES CONDITIONS PRATIQUES DE LA RECHERCHE-ACTION DANS LES UNIVERSITES

Fernand GAUTHIER  
Université de Montréal

### 1. VISEE DE LA RECHERCHE-ACTION

Il n'y a pas de visée commune chez l'ensemble des chercheurs-praticiens qui, dans les universités du Québec, reconnaissent être impliqués dans des recherches-actions. Cette absence de visée commune subsiste, même parmi ceux qui s'entendraient pour désigner comme recherche-action leurs tentatives de rendre plus accessibles les résultats de recherches déjà effectuées ou encore chez les chercheurs qui privilégient comme objet de recherche les problèmes rencontrés par des groupes de la population. Il n'y a pas plus d'unanimité d'orientation chez un troisième ensemble d'universitaires qui effectuent des recherches-actions en interaction intégrée avec des groupes de la population comme partenaires actifs d'une recherche orientée vers la prise en charge de secteurs de leur vie collective.

Dans les propos qui suivent, quand je parle de certaines conditions pratiques de la recherche-action à l'Université, je me réfère à des activités du troisième type auxquelles collaborent des universitaires. Il s'agit donc alors d'un processus de communication dialogale, un processus conjoint d'apprentissage pour tous les participants, un processus dans lequel, à la fois, on crée et on étudie des changements et des actions (1) ; en plus de ces caractéristiques, je me réfère à un processus d'étude qui vise explicitement le développement de connaissances validées intégré à une action de prise en charge collective.

Est-il opportun et pertinent de s'interroger sur la validité des recherches-actions effectuées selon un tel mode? Une bonne proportion des chercheurs-intervenants avec lesquels j'interagis estime que, dans cette activité, les questions de définition, d'orientation et de méthode ne sont pas primordiales. Par ailleurs, dans toutes les recherches-actions auxquelles j'ai participé, il y eut toujours des moments-clés où à tout le moins une question comme la suivante s'est posée de façon pertinente: "si c'était à refaire, que ferions-nous de différent, à l'une ou l'autre étape de la recherche?". Ce retour appréciatif sur l'approche choisie et sur la méthode employée serait évidemment inutile si on n'en tirait que des jugements purement circonstanciels; mais tel ne fut jamais

le cas. Ces rares moments m'ont toujours permis d'extraire du flot des événements des ébauches de structures méthodiques réemployables.

## 2. LE CONTEXTE UNIVERSITAIRE

Si l'on traite des conditions pratiques d'un certain type de recherche-action auquel participent des universitaires, il est utile de rappeler quelques éléments contextuels pertinents propres à l'université qui jouent, soit positivement, soit négativement, dans la mise en oeuvre des recherches-actions.

Ainsi, plusieurs bilans (2) portant sur le fonctionnement des universités au Québec, en particulier sur l'exercice de leur fonction sociale, ont signalé ces dernières années, l'importance pour celles-ci d'augmenter la pertinence de leurs interventions de formation et de recherche, et ceci tout autant pour certaines collectivités de citoyens dont elles sont habituellement distantes que pour certains groupes qu'elles desservent déjà.

Ces bilans rendent compte publiquement d'une tendance très active quoiqu'encore voilée dans le travail quotidien de plusieurs universitaires. Ceux-ci qui travaillent pour la plupart à la formation ou au perfectionnement d'intervenants dans divers secteurs de la société, sont à la recherche de moyens qui augmenteraient la qualité et la pertinence sociale de la formation pratique que l'université assume déjà avec divers groupes (v.g. travailleurs sociaux, enseignants, architectes, orthophonistes) ou encore qu'elle pourrait développer avec des regroupements de citoyens préoccupés d'intervenir dans certains secteurs de leur vie collective. Ainsi, c'est souvent face à des problèmes particuliers rencontrés dans la formation pratique d'intervenants sociaux que ces universitaires développent et mettent en application des modèles de recherche-action qui leur permettent, comme formateurs, de travailler conjointement avec des étudiants et des groupes d'action, d'allier dans ce travail la pensée théorique à l'intervention pour en arriver à prendre des décisions éclairées relativement aux secteurs de vie collective ainsi analysés.

Par contre, comme d'autres chercheurs qui entreprennent des recherches dans le domaine de l'intervention sociale, ils ont parfois à réagir aux limites et aux contraintes d'un modèle de recherche encore



dominant. Surtout s'ils font appel à des subventions de recherche pour financer leur projet, ils auront parfois à justifier de façon rigoureuse les raisons qui les amènent, par exemple, à ne pas fixer dans un calendrier les diverses phases de leur plan de recherche, de même qu'à ne pas exercer de contrôle préalable sur des caractéristiques particulières ou encore sur le groupe avec lequel ils interviennent. Ces exigences qui sont particulières au modèle de recherche expérimental indiquent alors que ce modèle est encore dominant, à tout le moins dans certains champs d'étude portant sur l'intervention sociale; même s'il n'est pas le modèle le plus souvent employé, il est celui qui sert habituellement de référence pour juger de la valeur d'autres plans de recherche, quelle que soit sa pertinence vis-à-vis le contexte de l'étude.

Même si ce débat sur la méthode ne surgit pas du terrain où se déroule la démarche de recherche-action, il n'en demeure pas moins important pour les chercheurs universitaires qui ont à faire reconnaître par leurs collègues le caractère scientifique d'une étude menée de concert avec des praticiens, sans aucun des contrôles propres aux méthodes expérimentales ou quasi-expérimentales. Il est pourtant clair que les plans expérimentaux (ou quasi-expérimentaux) fournissent un cadre de travail qui vise uniquement à déterminer les effets d'un traitement bien identifié. Quand une recherche-action vise à comprendre des processus ou des conditions antécédentes qui sont perçues par un groupe comme des problèmes à résoudre, et ceci sans que l'universitaire impliqué ne puisse ou ne veuille manipuler ces conditions, il n'est plus approprié d'employer le cadre de recherche expérimental ou tout autre accommodement à ce modèle de recherche particulier.

Ceci dit, il n'en demeure pas moins que les questions de validité, de fidélité et de rétractabilité peuvent demeurer importantes pour le chercheur en recherche-action même si ces critères scientifiques se définissent différemment.

Il ne s'agit plus, pour ce chercheur, de se garder, par diverses mesures méthodiques défensives, des sources d'erreurs que d'autres êtres humains ou que l'histoire peuvent introduire dans ses données; il s'agit plutôt pour lui, tout en favorisant la contamination de son approche scientifique, de sa méthode et des données qu'il collige, par la situation où il évolue, de tenir compte que les personnes avec lesquelles il interagit dans son projet sont elles-mêmes créatrices de phénomènes nouveaux et de connaissances nouvelles.

Ainsi, les critères habituels de la science ne sont pas

oubliés mais ils sont redéfinis pour s'ajuster aux caractéristiques particulières d'une étude intégrée à l'histoire d'une prise en charge d'un devenir collectif.

Cette redéfinition des critères scientifiques pourrait prendre diverses formes:

- 1) Une première piste s'inspire surtout d'une démarche empruntée par certains chercheurs en recherche évaluative (3). Il s'agit pour ceux-ci de développer un ensemble intégré de critères scientifiques et de critères pratiques. Cet ensemble d'exigences vise, à la fois, à développer des moyens permettant une compréhension d'un ensemble de phénomènes en termes d'un nombre limité de concepts pertinents, tout autant qu'à permettre à des groupes impliqués dans la démarche de prendre des décisions éclairées relativement aux problèmes analysés.
  - . Les modalités de la recherche permettent-elles une correspondance étroite entre la situation examinée et l'information recueillie à ce sujet (validité interne)?
  - . La méthode suivie permet-elle d'inventorier un échantillon de situations qui assurent une transposition à des événements, à des décisions et à des actions encore à venir (validité externe et prédictive)?
  - . Les précautions prises lors des activités d'observation et de description assurent-elles une stabilité dans les informations colligées (fidélité)?
  - . Y a-t-il des moyens pris pour savoir si différents témoins peuvent s'entendre sur le sens à donner aux informations recueillies (impartialité)?
- 2) Une autre piste plus récente (4) consiste à redéfinir les quatre critères employés habituellement en recherche (validité interne et externe, fidélité et objectivité) en revenant dans un premier temps aux sources d'erreurs contre lesquelles les méthodes de recherche "contrôlantes" veulent se prémunir (facteurs cachés, variance situationnelle, dérivation instrumentale et prédilections du chercheur). Dans un second temps, ces quatre catégories d'obstacles à la fiabilité sont redécrites comme divers éléments dont une méthode de recherche plus "naturaliste" peut tenir compte (structuration factorielle, unicité situationnelle, vie et changement des instruments, préférences du chercheur). Diverses actions peuvent alors être inventées durant le processus de recherche et une fois celui-ci terminé pour produire

des résultats à la fois crédibles et plausibles, pertinents et transférables, sûrs et stables, ouvertement orientés et corroborables.

- 3) Une troisième voie (5), plus radicale sur le plan épistémologique, pourrait être développée pour établir les critères scientifiques de la recherche-action. Il s'agirait ici d'examiner le processus de recherche scientifique en mettant l'accent sur le processus de connaissance du chercheur lui-même et d'élaborer les critères en fonction des exigences inhérentes aux modalités d'interaction des phases de ce processus (quatre phases peuvent être définies en fonction de la dominance d'un niveau d'opérations: faire l'expérience, comprendre, juger, décider).

Sans pouvoir développer davantage, pour le moment, je vous ai rapidement décrit trois pistes d'étude dont l'approfondissement m'apparaîtrait pouvoir renforcer certaines conditions d'exercice de la recherche-action, surtout pour répondre aux exigences du contexte universitaire.

### 3. L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE-ACTION A L'UNIVERSITE

Il est clair, par ce que je viens à peine d'esquisser, que les problèmes d'exercice de la recherche-action à l'université ne peuvent être réduits aux contraintes propres à l'organisation de ces recherches. Il n'en reste pas moins qu'en réfléchissant sur des expériences antérieures de recherche-action où du personnel universitaire était impliqué, certaines pistes apparaissent qui pourraient réduire les difficultés organisationnelles dans l'accomplissement d'un tel type de recherche.

- 3.1. En pratique, dans les universités, chaque instance responsable d'enseignement de recherche ou de services à la collectivité considère les équipes de recherche-action, dans les limites strictes de leur juridiction particulière et parfois leur reproche d'en déborder. L'ensemble des activités exercées par des personnes engagées dans de tels projets n'est habituellement pas reconnu complètement par l'une ou l'autre des unités administratives auxquelles les chercheurs sont rattachés; ainsi, lorsqu'il y a des décisions administratives difficiles à prendre, aucune des instances impliquées ne reconnaît avoir juridiction

complète pour prendre une décision. Il faudrait que le rattachement administratif des universitaires impliqués dans une recherche-action soit déterminé d'une façon réaliste et fonctionnelle, et que leur position dans l'organisme corresponde à l'ensemble des activités qu'ils poursuivent.

- 3.2. Les ressources humaines nécessaires à la constitution des équipes de recherche-action ne sont pas déjà regroupées dans l'université et souvent elles n'y sont même pas. Il faut donc compter sur la bonne volonté d'un grand nombre de personnes pour réunir, de façon stable, des professeurs, des étudiants, des permanents d'organismes externes ou des membres d'associations, des professionnels, des cadres et des techniciens qui tous voudraient travailler sur un même projet de recherche-action.

Ce qu'on observe d'ordinaire, c'est que les personnes qui acceptent de consacrer du temps régulier à un projet de recherche-action le font le plus souvent à leurs risques et périls, au détriment des fonctions, qui, elles, seront retenues pour fin d'évaluation. De véritables dégagements d'autres tâches pour fin de recherche-action (intégrant formation et recherche) sont, à toutes fins pratiques, quasi inexistantes.

Pour ce qui est des ressources financières, les quelques rares sources où de maigres sommes peuvent être obtenues, nécessitent l'emploi d'expédients parfois embarrassants: il rapporte plus de présenter les projets d'équipes de recherche-action, pour fins de subvention, selon le cadre des recherches expérimentales (même si ce modèle de recherche est ici inadéquat), ou bien, il faut faire comme si l'équipe aura plein contrôle sur le déroulement de son action en employant un modèle de cheminement fonctionnel propre à une action bureaucratique déjà institutionnalisée.

- 3.3. Les équipes de recherche-action qui ont réussi à opérer, durant quelques mois, voient habituellement se dégager diverses lignes de raccordement de leur projet avec l'ensemble des activités du système universitaire où ils se rattachent: e.g. choix d'option dans un programme d'enseignement régulier, lieux de stages, expansion de recherches effectuées dans les unités administratives régulières selon des modalités reconnues.

En pratique, les négociations entreprises pour établir ces liens doivent se satisfaire d'ententes d'individu à individu (souvent les mêmes professeurs qui passent des activités de recherche-action aux activités régulières de l'institution). Les responsables des activités régulières d'enseignement ou de recherche, quand ils ne se sentent pas personnellement menacés, vont tout au plus considérer ces actions comme celles de professeurs qui veulent améliorer leur enseignement ou qui veulent assurer un rayonnement social au produit de leur travail. A ce niveau de la vie quotidienne dans l'institution, les équipes de recherche-action n'existent tout simplement pas d'une façon reconnue, si ce n'est dans la tête de ceux qui y oeuvrent.

Donc, même s'il peut parfois arriver que des projets de recherche-action soient nommément mentionnés dans des documents officiels de l'institution, lorsqu'elle annonce ses orientations et ses politiques de développement, il suffira qu'un vent de restriction budgétaire se mette à souffler pour qu'on désorganise, de façon définitive, les équipes qui gèrent ces projets.

#### 4. CONCLUSION

L'accomplissement des recherches-actions se fait le plus souvent en marge des institutions qui ont pour mission l'avancement et la diffusion du savoir. Pourtant, la recherche-action est tout autant porteuse de découverte scientifique que n'importe quelle recherche fondamentale ou empirique, sauf qu'ici l'action sert de "laboratoire", et les tentatives couronnées d'erreur y sont moins bien tolérées.

Par ailleurs, pour bien fixer l'horizon de développement de la recherche-action dont il a été question, il est important de rappeler que savoir apprendre, reconnaître et théoriser les acquis populaires constitue une voie fort distincte de ce qu'on désigne habituellement, dans les institutions d'éducation, par les termes "services à la collectivité"; il ne s'agit pas plus ici de vulgariser certains savoirs que de fournir une couverture officielle pour des intellectuels à la conscience malheureuse qui veulent se rapprocher de communautés populaires.



## QUELQUES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA RECHERCHE MILITANTE (1)

Yves VAILLANCOURT  
Université du Québec à Montréal

Pour à la fois me situer par rapport au concept de recherche-action dont l'élasticité n'apparaît pas mince et être bien sûr de parler d'un sujet que je connais un peu plus d'expérience, je compte, dans le présent exposé, me référer fréquemment à l'expression recherche-militante. La recherche-militante, pour moi, je m'expliquerai sur cette question plus loin, représente une forme de recherche-action parmi d'autres.

Dans la présente communication, mon objectif principal consiste à partager, avec des chercheurs et des militants qui s'intéressent à la recherche-militante, un certain nombre de difficultés, d'écueils, que j'ai rencontrés dans mes pratiques de recherche au cours des dix dernières années. En termes plus constructifs, il s'agit pour moi d'apporter une contribution au chapitre de ce que nous pourrions appeler les paramètres à surveiller ou les conditions à réunir pour faire de la recherche-militante de plus en plus solide et pertinente au Québec. Mais avant d'entrer directement dans cette question, je me dois de faire quelques précisions d'ordre pratique et théorique.

### 1. QUELQUES NOTES PRELIMINAIRES

#### A- La recherche-action n'est pas l'apanage des progressistes!

Dans plusieurs milieux, le concept de recherche-action a des résonances immanquablement progressistes. On a de la difficulté à concevoir spontanément que la recherche-action puisse être pratiquée à l'intérieur des organismes gouvernementaux et patronaux. Et pourtant, ne serait-il pas intéressant de se demander si Monsieur Jacques Parizeau, alors président du Conseil du trésor, n'a pas révélé qu'il nourrissait un vif intérêt pour la recherche-action lorsque,

dans le but de renforcer la position de négociation de l'Etat-employeur dans la lutte contre les travailleurs syndiqués du Front commun, il a fait appel à maintes reprises aux contributions de recherche d'une équipe de chercheurs en 1978-1979? Ne serait-il pas pertinent de se demander si les dossiers utilisés par Monsieur Ghislain Dufour, porte-parole chevronné du Conseil du patronat du Québec (CPQ) pour freiner les hausses du salaire minimum, par exemple, ne sont pas également produits par des assistants de recherche qui s'adonnent à la recherche-action? Et que penser de ces médecins de compagnies qui, pendant si longtemps et jusqu'à tout récemment au Québec, ont multiplié les démarches de recherche dans le but de fournir des munitions aux propriétaires des mines d'amiante désireux de prouver qu'il n'y avait pas de rapport entre les poumons détériorés des mineurs de l'amiante et le fait que ces derniers travaillaient précisément dans l'extraction de l'amiante depuis des années? Est-ce que ces médecins ne faisaient pas eux aussi de la recherche-action?

#### B- Recherche-action et recherche-militante

J'ai mentionné plus haut que je voyais la recherche-militante comme une forme de recherche-action. Ceci implique que, pour être en mesure de caractériser ce que j'entends par recherche-militante, je dois au préalable préciser ce que j'entends par recherche-action.

Je définirais la recherche-action une pratique de recherche désireuse de s'inscrire à la manière d'un apport et d'un support pour l'action collective d'un acteur social ou d'une coalition d'acteurs sociaux plus ou moins organisés. Cette définition implique, dans une société capitaliste comme la nôtre, caractérisée par des rapports sociaux de domination/exploitation opposant d'un côté le pôle des classes populaires dominées et, de l'autre côté, le pôle du bloc au pouvoir soit des classes dominantes (la bourgeoisie et ses alliés des couches supérieures des petites bourgeoisies):

1) que la recherche-action est située quelque part dans les rapports sociaux, soit du côté des forces sociales dominées, soit du côté des forces sociales dominantes;

2) que la recherche-action s'apparente à une praxie, soit à des rapports pratique-théorie-pratique, la réflexion théorique s'apparentant à une systématisation enracinée dans



la pratique sociale et devant être vérifiée par la pratique sociale;

3) que la recherche-action peut être faite pour promouvoir les intérêts soit des classes populaires dominées, soit des classes capitalistes dominantes; autrement dit, que la recherche-action peut être pour ou contre le changement social pertinent, pour la promotion des intérêts des classes populaires;

4) que la recherche-action n'est pas gratuite ou désintéressée mais implique que le partenaire chercheur a un parti-pris, de la sympathie, pour le projet social et politique global d'un ou de plusieurs acteurs sociaux situés dans un camp (à l'intérieur des rapports sociaux) auquel projet il s'identifie,

Maintenant que j'ai caractérisé quelque peu ce que j'entends par la recherche-action, il m'est possible de dire ce que j'entends par recherche-militante. La recherche-militante est une forme de recherche-action dont la spécificité est de s'inscrire ou de vouloir s'inscrire en solidarité avec le pôle des classes populaires organisées à l'intérieur des rapports sociaux capitalistes d'exploitation/domination. C'est un type de recherche qui implique un lien organique, dans un projet de transformation sociale structurelle des rapports sociaux, entre des militants plus identifiés à la composante recherche et d'autres militants plus identifiés à l'intervention transformatrice. La recherche-militante, à la différence de la recherche-action ne peut trouver son oxygène et ses conditions de réalisation qu'à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire.

#### C - Quelques expériences personnelles de recherche-militante depuis 1970

Les expériences de recherche-militante sur lesquelles je m'appuierai pour dégager un certain nombre de points de repère utiles pour développer dans les années '80 des pratiques plus satisfaisantes de recherche-militante sont entre autres les suivantes:

1) Mon expérience au Centre coopératif de recherche sur les politiques sociales (CCRPS) de 1971 à 1974. Le CCRPS, précisément, se définissait comme une coopérative de recherche progressiste dans laquelle les groupes membres étaient une

majorité d'organismes du mouvement ouvrier et populaire et une minorité d'organismes universitaires. C'est au CCRPS que j'ai fait avec d'autres mes premières armes dans le domaine de la recherche-militante en travaillant à des projets de recherche entre autres sur les politiques sociales, sur le chômage, sur les coopératives ouvrières de production, etc.

2) Mon expérience de recherche en collaboration avec Michel Pelletier dans le projet "Les politiques sociales et les travailleurs". Cette démarche de recherche a donné lieu à la production de quatre Cahiers totalisant 1300 pages et diffusés à 2000 exemplaires dans un format artisanal.

3) Mon expérience de recherche-militante faite dans le cadre d'organismes chrétiens progressistes situés à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire. Je pense entre autres à des pratiques de recherche faites dans le cadre du Réseau des Chrétiens Politisés sur "La social-démocratie et les militants chrétiens".

4) Mon expérience de recherche-militante faite dans le cadre du Comité question nationale du Centre de formation populaire de 1977 à 1981 et ayant donné lieu à la production d'une dizaine de documents dont certains seront reproduits sous forme de livre (aux Editions Nouvelle Optique) au début de 1982.

5) Des expériences de recherche-militante menées à l'intérieur du courant politique socialisme et indépendance et, particulièrement, celles sur la conjoncture faites en collaboration avec d'autres militants et militantes dans le cadre de la démarche du Regroupement pour le socialisme et ayant donné lieu à la production de deux publications ("La conjoncture au Québec au début des années '80" publié en 1980 et "Socialisme et indépendance au Québec" publié en 1981).

6) Une expérience de recherche en cours depuis deux ans dans le cadre du Groupe de recherche sur les politiques sociales (GRPS) et devant aboutir à la production d'un "Guide sur les politiques sociales".

7) Mon implication dans la démarche de recherche collective sur le "travail social et les classes populaires" menée avec d'autres collègues professeurs au département de travail social de l'UQAM.

## 2. QUELQUES DIFFICULTES A GERER DANS LES PRATIQUES DE RECHERCHE-MILITANTE

En m'appuyant sur ma pratique de recherche-militante accumulée au cours des dix dernières années, j'aimerais identifier un certain nombre d'écueils à surveiller, d'exigences à réunir, si nous voulons que la recherche-militante atteigne à plus de qualité au cours des années à venir au Québec. Je le fais en pensant au fait que les acquis et les erreurs des chercheurs-militants des années '70 devraient permettre aux chercheurs-militants des années '80 de s'épargner quelques détours et culs-de-sac inutiles. La plupart des points qui suivent concernent les rapports, dans la recherche-militante, entre le ou les chercheur(s) et le groupe d'intervention.

### A- Savoir se lier aux luttes sans se laisser totalement absorber par elles

L'expérience des années '70 nous révèle que l'une des contradictions les plus difficiles à gérer dans la pratique quotidienne du chercheur-militant renvoie à cette question de l'équilibre à trouver entre, d'une part l'énergie à consacrer à la liaison organique avec les luttes organisées par le mouvement ouvrier et populaire et, d'autre part, l'énergie à consacrer au travail de recherche en tant que tel. En mettant l'accent sur l'un ou l'autre des deux volets de cette contradiction, nous pouvons, comme chercheurs-militants vivre deux situations opposées pas moins insatisfaisantes l'une que l'autre:

1) A un extrême du balancier, le chercheur-militant privilégie le volet recherche et néglige de participer minimalement aux luttes du mouvement ouvrier et populaire; par là, il sauve en apparence du temps et de l'énergie pour se consacrer plus complètement à la recherche, mais, en se coupant trop des luttes, il n'arrive pas à développer une connaissance sensible des enjeux liés aux actions et revendications des organismes qu'il veut épauler.

2) A l'autre extrême du balancier, le chercheur-militant consacre tellement d'énergie à s'impliquer dans toutes les luttes et débats dans le mouvement ouvrier et populaire qu'il finit par perdre complètement la possibilité de prendre du recul pour enquêter, se documenter, lire, réfléchir, écrire. Dans cette situation, le chercheur-militant développe peut-être une bonne connaissance sensible des enjeux liés au sujet de recherche, mais il n'arrive plus à faire de la recherche.

Pourtant, à gauche comme à droite, l'aboutissement de toute démarche de recherche exige une bonne dose de discipline. Pour déboucher sur de la production, le chercheur-militant se doit, en plein coeur des sollicitations militantes qui fusent quotidiennement de toutes parts, de parvenir à harnacher un horaire de travail et à réunir des conditions de travail lui permettant de se concentrer. La recherche-militante n'est pas toujours facile et agréable. Elle oblige à se cacher dans des bibliothèques; à demeurer de nombreuses heures, journées et semaines à une table de travail loin du bruit; à dire non à des sollicitations pour des réunions et autres activités intéressantes. A un moment ou l'autre, le chercheur-militant aura à faire la preuve de sa capacité de produire. C'est peut-être une évidence, mais il y a néanmoins des quantités de recherches-militantes qui n'ont pas abouti à des produits au cours des années '70.

#### B- Dépasser le mercenariat de gauche

Dans des contextes où, souvent, en raison en partie de la jeunesse de la tradition de la recherche-militante au Québec, le travail de recherche n'est pas toujours compris et estimé à sa juste valeur à l'intérieur des organisations du mouvement ouvrier et populaire, le chercheur-militant se trouve parfois attiré par la voie de la facilité qui consiste à se transformer en pigiste servile et suiviste et à se mettre à la remorque des autres militants de l'organisme, dans un type de relations à l'intérieur duquel il abandonne toute autonomie. Momentanément, de telles attitudes peuvent plaire. Mais elles alimentent des malentendus et des déceptions; elles n'aident pas les intervenants des organismes à accéder à une meilleure compréhension de la place et des exigences de la recherche. Le chercheur-militant qui est trop complaisant à l'endroit des dirigeants et militants des organismes syndicaux et populaires pour lesquels il fait la recherche-militante, se joue un mauvais tour à lui-même et dessert les organismes au lieu de les soutenir. A mon sens, sans pour autant avoir à tomber dans tous les travers de celui qui joue à l'expert, le chercheur-militant doit se préoccuper d'assumer son identité de chercheur. Dans les étapes de la définition et d'opérationnalisation d'un processus de recherche, le rapport entre le chercheur-militant y gagne à être un rapport égalitaire et dialectique. L'ouverture du chercheur-militant aux apports des autres militants ne signifie pas qu'il doit finir par oublier ses propres idées et expériences. Il n'appartient pas au

chercheur-militant de se transformer en propagandiste de la mode du jour; il lui appartient plutôt d'apporter son spécifique dans l'organisme où il fournit une contribution militante au même titre que tous les autres militants. A ce moment-là, la recherche-action pertinente peut contribuer à secouer les routines limitatrices et à faire surgir de nouvelles questions insécurisantes et stimulantes dans les organismes où elle est menée. L'apport de la recherche-militante y gagnera à être traversé par la recherche de la vérité et par le souci de démontrer et de vérifier. La recherche-militante n'est pas de la prédication!

### C- Dépasser l'individualisme petit-bourgeois

Autant la relative autonomie du chercheur-militant peut permettre à ce dernier, par le biais de ses apports au niveau de la recherche, de contribuer à secouer parfois des routines dans lesquelles peuvent s'installer les organisations du mouvement ouvrier et populaire, autant la trop grande autonomie où le penchant individualiste du chercheur-militant demeurent d'autres travers à surveiller. Pour cela, les bonnes intentions ne suffisent pas et des mécanismes simples et souples peuvent aider grandement.

Le chercheur-militant risque de "rater le bateau" s'il songe à se rapprocher des organismes militants et à solliciter leur encadrement seulement au milieu ou à la fin d'un processus de recherche. Le chercheur-militant est plus qu'un expert qui contacte les groupes après avoir travaillé tout seul pour les faire profiter de ses découvertes. La liaison organique avec les groupes est indispensable à l'origine même des projets de recherche, si on veut que les résultats des démarches de recherche soient pertinents et utilisables. Un mécanisme utile pour favoriser les liens réguliers entre le chercheur-militant et d'autres militants plus identifiés à l'intervention réside dans la création de ce que nous appelions dans le temps, au CCRPS, un "comité de recherche élargi" comprenant une majorité d'intervenants et une minorité de chercheurs et capable d'influencer et d'encadrer le chercheur-militant dans les divers moments de la définition et de la réalisation du projet. Le comité de recherche élargi peut s'avérer un instrument utile pour faire en sorte que le processus de recherche, du début à la fin, soit marqué par les objectifs, le programme de travail, la tradition, les activités, la clientèle de l'organisme d'action concerné. Ce mécanisme constitue un lieu de vérification et d'ajustement où le

chercheur-militant peut, dans le débat, sans pour autant perdre son identité, vérifier constamment la pertinence sociale du travail de recherche qu'il est en train d'accomplir pour l'organisme. Evidemment, l'utilité du comité de recherche en question est liée aussi à la disponibilité du chercheur à recevoir les critiques et suggestions, à modifier au besoin le plan de travail, à reprendre deux, trois et quatre fois l'écriture d'un même texte. Un projet de recherche-militante parviendra plus difficilement à s'avérer utile pour les intervenants de l'organisme destinataire, si ces derniers ne sont informés du projet qu'une fois que le départ est pris, c'est-à-dire une fois que les thèmes, objectifs, étapes et méthodes ont été définis. La production de recherche aura plus de chance d'être claire, compréhensible et utile pour les organismes si ces derniers sont mis dans le coup du projet dès le moment où l'enlignement initial est en train d'être pris. Il ne faudrait pas confondre ici le souci de produire des instruments clairs et utiles avec une conception de la science à rabais comme le suggèrent souvent les canons de l'orthodoxie universitaire. L'effort pour conférer à l'écriture clarté et simplicité n'enlève rien à la rigueur de l'analyse. N'est-ce pas souvent au nom de l'idéologie de la "scientificité" qu'on a souvent vu certains rapports de recherche devenir alourdis par un "jargon" qui les rendait dépersonnalisés et incompréhensibles.

D- Aller chercher ses sources sur le terrain du bloc  
au pouvoir autant que sur celui des classes  
populaires

On a parfois tendance à confondre la recherche-militante au service des intérêts des classes populaires avec une démarche de recherche qui invite le chercheur à se cantonner strictement au terrain des classes populaires et à se servir quasi exclusivement de matériaux recueillis sur ce terrain. Le chercheur-militant n'est pas un chercheur qui fait seulement de la recherche sur les pauvres. Il y a déjà suffisamment de chercheurs bourgeois qui se spécialisent dans ce genre de recherche. La recherche-militante susceptible de contribuer efficacement à la promotion des classes populaires et au progrès de leurs luttes passe aussi par l'enquête sur le terrain des classes dominantes. Tout en étant conscient de certains pièges à surveiller pour ne pas se faire récupérer, le chercheur-militant doit d'être capable d'aller chercher des "munitions" (données, informations, statistiques) du côté

d'organismes gouvernementaux et patronaux. Il doit avoir le réflexe de décoder les sources bourgeoises comme Statistiques Canada, Business Week, The Financial Post, Le Journal des affaires, etc. Il s'appauvrit s'il se contente seulement de voir et de lire la production de ses amis idéologiques! Il doit s'efforcer de décortiquer les stratégies gouvernementales sans perdre de vue les rapports dialectiques qu'elles entretiennent avec les stratégies et ripostes des classes populaires. Tout cela implique, évidemment, de la méthode et de l'audace.

E- Ne pas s'enfermer dans un modèle unique

Il n'y a pas qu'un seul modèle de recherche-militante, même si, dans certains milieux on tend souvent à la séduire, à partir de préoccupations "immédiatistes", à des projets de recherche à court terme susceptibles de s'avérer utiles, dès le lendemain, pour orienter des stratégies d'intervention. Pourtant, la recherche-militante peut fort bien référer aussi à des projets de recherche à plus long terme; elle peut faire appel à la recherche fondamentale autant qu'appliquée, à la recherche à caractère plus théorique autant qu'à la recherche à caractère plus pratique.

F- Trouver un équilibre entre le théoricisme et l'empiricisme

Le chercheur-militant doit se tenir à l'abri d'un certain perfectionnisme qui empêche de sortir une production et de la soumettre à la critique des destinataires, sous prétexte que cette production n'est pas encore parfaite. Il nous semble important de tenter d'acquérir la discipline et l'humilité permettant de produire avant d'avoir atteint la perception. Il ne s'agit pas ici de plaider pour les recherches bâclées mais d'entrevoir la nécessité de prendre le risque de rendre service, sans être pour autant parfait. A cet égard le chercheur-militant qui prétendrait attendre d'avoir affiné un cadre théorique parfait avant de procéder à des analyses appliquées choisirait précisément le meilleur moyen de s'enliser dans un théoricisme stérile offrant les meilleurs alibis pour reporter aux calendes grecques l'analyse des processus concrets et d'enrichir la théorie à travers des pratiques de mise à l'épreuve de la théorie. Toutefois pour utile et nécessaire que soit cette confrontation avec le terrain via notamment le processus

de recherche, il importe de rappeler que la pratique à elle seule, ne peut constituer une information suffisante et on doit signaler l'importance du travail théorique sans quoi on tombe dans l'empirisme le plus plat. Ce serait oublier que le travail théorique rigoureux ne peut pas avancer si la systématisation théorique n'est pas vérifiée constamment par la pratique et ne mise pas sur l'apport d'intervenants (destinataires de ses travaux de recherches-militantes) capables en critiquant notre production de nous faire avancer aussi au niveau théorique.

- G- Garder le gouvernail dans nos rapports avec des organismes gouvernementaux, universitaires ou privés susceptibles de subventionner nos recherches

Nous savons bien que la recherche-militante est souvent financée soit par une institution privée (style Centraide) soit par un organisme gouvernemental ou para-gouvernemental. Les relations du chercheur à ce type d'institutions oscillent habituellement entre l'indépendance relative et la sujétion totale. Toutefois nous croyons que c'est une erreur que de penser que la recherche-militante, tout comme d'autres activités militantes, par ailleurs, perd sa pureté et est récupérée, dès qu'elle est financée en partie ou en totalité par un organisme extérieur au mouvement ouvrier et populaire. Il est vrai cependant que plusieurs projets de recherche-militante peuvent dévier et être récupérés à partir du moment où les contraintes et normes des organismes subventionneurs imposent un glissement des objectifs et caractéristiques de ces projets. Il y a donc lieu de surveiller un certain idéalisme dans les rapports avec les organismes gouvernementaux et autres auxquels on a l'habitude de s'adresser pour obtenir de l'aide financière. Les aspects tactiques, voire diplomatiques, liés à chaque démarche pour obtenir des subventions et recherches peuvent être gérés adéquatement et sans compromissions seulement si les chercheurs-militants pensent d'abord à bien définir leurs objectifs de recherche liés aux orientations et au programme d'activités des organismes avant de se tourner vers les organismes subventionnaires et de commencer à faire de l'autocensure et des compromis inacceptables. Les projets de recherche définis et présentés d'abord aux organismes subventionnaires pourront difficilement être par la suite redéfinis dans des perspectives de recherche-militante. Il sera trop tard!



H- Favoriser l'émergence de lieux souples où des chercheurs-militants peuvent sortir de leur isolement et s'entraider

La tradition de recherche-militante au Québec est relativement mince et pauvre. Dans le moment présent, les chercheurs-militants sont souvent isolés les uns des autres et travaillent dans des contextes plutôt difficiles et ingrats. Cette situation d'isolement représente une faiblesse qui contribue à miner leur motivation. Il serait important dans les années à venir qu'un nombre croissant de chercheurs militants partageant des orientations politiques convergentes, trouvent des lieux et des mécanismes simples pour se solidariser, s'échanger des informations, se parler des projets dans lesquels ils sont impliqués ou veulent s'impliquer. Cela aurait pour effet de maximiser le potentiel de chacun en termes de recherche-militante. Plus que toute autre forme de recherche, la recherche-militante exige des lieux où le chercheur peut se sentir soutenu, aidé et critiqué.

M. Vaillancourt:

Vous qui n'êtes pas un petit bourgeois, vous qui êtes un "prolo"! lorsque vous faites vos recherches-action, avez-vous le même salaire que les acteurs? les mêmes conditions de vie? les mêmes contraintes psycho-sociologiques? la même éducation? que tous les acteurs?

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25

## PERIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Animateur, Gérald Fortin

### C. Odile Ménard à Fernand Gauthier

Je constate que les promoteurs de la recherche-action développent un esprit de persécution. Or, nous en tant qu'étudiants de la maîtrise en P.M.O., nous avons regardé les programmes où il y avait un mémoire de recherche-action. On a décidé en connaissance de cause; on a choisi notre mémoire non pas en recherche fondamentale mais en recherche-action. Il ne s'agit pas d'homologuer une action pour en faire une recherche. Or nous on est des clients, c'est vendu aux clients et on s'aperçoit que dans les hautes sphères ce n'est pas homologué. Je voudrais que ça se fasse, les hautes sphères sont plus en retard que nous.

### C. Denis Trottier

J'ai trouvé très intéressant l'exposé de M. Vaillancourt à savoir qu'il se fait de la recherche-action militante. J'aimerais émettre un souhait: que dans notre maîtrise en étude des sociétés régionales, le volet intervention soit mis de l'avant. Il serait grand temps que ce volet-là soit offert à l'UQAC.

### C. et Q. Gilles Lemieux à Fernand Gauthier

M. Denommé a mentionné, bien entendu, une des vocations des constituantes de l'UQ comme étant personnalisante, soit à l'écoute du milieu. Cela s'est fait jusqu'à maintenant, par le biais des services à la collectivité. Ma question est la suivante: quelle serait l'étape à suivre dans les mois qui vont suivre pour revaloriser cette action de recherche-action, qui se fait actuellement dans les constituantes? Ceux qui font de la recherche-action sont obligés de se réfugier dans la tâche professorale des services à la collectivité. Cependant, les services à la collectivité ne sont pas tout à fait perçus comme regroupant des actions valables dans le milieu, mais comme du bénévolat ou passe-temps de la part des chercheurs. Est-ce qu'on va devoir revaloriser les services à la collectivité et même les faire considérer lorsqu'on fait des demandes

de subvention ou si c'est le volet recherche qu'on va élargir pour faire accepter la recherche dite action?

R. Fernand Gauthier

Brièvement, des distinctions que l'on fait à l'intérieur de l'UQ entre les 3 types de tâches - recherche, enseignement, service à la collectivité - aucune des trois ne m'apparaît pouvoir coiffer aisément, au moment de la pratique organisationnelle, les pratiques de la recherche-action. La recherche-action m'apparaît devoir être considérée comme un type d'étude que l'université est en droit de développer, regroupant très souvent à la fois des pratiques de formation de recherche et de service à la collectivité. Comme dans la plupart des institutions ces trois catégories sont quasiment hermétiques les unes aux autres, surtout dans les moments de conflits. Il serait mieux de penser quelles sont, à Chicoutimi ou ailleurs, les équipes qui tentent de surgir en recherche-action, et quels sont leurs besoins organisationnels? Pour le moment donc, tenter de tailler sur pièce (ad hoc) plutôt que de tenter d'adopter le cadre organisationnel.

C. Henri Desroche

Dans notre pratique, la recherche-action intervient comme modèle de formation, comme modalité de recherche et comme modalité de service à la collectivité. Les trois choses à la fois: mode de formation surtout en éducation des adultes où la formation se fait précisément par la production d'une recherche par soi-même plutôt que par la consommation des enseignements d'un autre. C'est un nouveau mode didactique, pédagogique, éducatif. Par le mode de recherche, par le fait que les secteurs de recherche traditionnelle - fondamentale et appliquée - s'arc-boutent, s'accompagnent, se confrontent, s'affrontent avec un autre type de recherche mais qui a aussi sa noblesse. Et au service à la collectivité parce que normalement la recherche-action mémorise, restitue et sort de l'oubli les actions antécédentes, anticipent des actions subséquentes. C'est un tronc commun des trois missions assignées à l'université. D'où la position inconfortable de la recherche-action. On ne sait pas où la loger: on se renvoie la balle de ping-pong et les trois autres jouent à la raquette avec elle.

C. Gilles Lemieux

Si vous me permettez une dernière analogie boiteuse, certains chercheurs ont l'impression que la recherche-action qui se fait actuellement dans les universités a autant de difficultés à avoir ses lettres de noblesse que les mères de famille en rapport avec le travail qu'elles font au foyer.

Q. Raymond Girard à la tribune

J'aimerais savoir si à partir de votre expérience et de la réflexion que vous y avez apportée, si le terme recherche-action sera défini de façon univoque ou si c'est sa richesse de le garder avec de multiples facettes? Pour nous, il y a un malaise qui se poursuit face à l'équivocité ou l'univocité.

R. Fernand Gauthier

J'ai dit qu'il faudrait que l'organisation devienne inventive, mais il ne s'agit pas non plus d'inventer un quatrième volet, qu'on appellerait recherche-action. Il s'agit d'institutionnaliser, à l'intérieur des cadres existants de l'université, des modalités permettant à des groupes de recherche-action de survivre, ou à tout le moins de ne pas nuire à leurs actions pendant qu'elles se développent. Cependant, il faudrait prendre conscience qu'il y a des limites dans l'organisation de la recherche-action à l'université. Elle doit être faite en concertation et en équilibre avec un groupe qui n'est pas universitaire et alors il est difficile de prévoir les moments où l'une ou l'autre phase de recherche-action méritera d'être appliquée. Il y a donc des précautions importantes à prendre par rapport à la structuration, malgré toute l'importance qu'elle a.

Q. Gérald Fortin à Yves Vaillancourt

J'aurais un dernier commentaire à faire et une question à poser. Dans le temps où je faisais beaucoup de recherches-actions à l'université, il fallait que je les fasse pendant mes soirées, en fins de semaine. Ce que je me demande, avec la liste que Monsieur Vaillancourt nous a donnée de ses sept collectifs avec lesquels il

fonctionne, est-ce que c'est en relation organique avec l'université ou ça s'adonne que lui est à l'Université du Québec à Montréal?

R. Yves Vaillancourt

J'ai la chance d'être d'une part à l'UQAM, et d'autre part en travail social dans une discipline professionnelle qui a défini son objet d'étude d'une manière qui est soutenante. Je ne dirais pas que tous les problèmes sont réglés de par la définition du champ d'étude qu'on donne dans un département donné. Quand je dis que j'ai la chance d'être dans un département de travail social, ça renvoie au fait que c'est une discipline d'intervention. En travail social, on forme des intervenants aux prises avec des problèmes sociaux, lesquels sont vécus prioritairement par les classes populaires. Qu'on soit à droite ou à gauche, ça nous donne une chance énorme pour avoir des contenus d'enseignement et de recherche qui sont moins éloignés des pratiques militantes que j'ai évoquées tout à l'heure. Quand tu travailles sur le social, que tu formes des intervenants, tu te préoccupes de recherche, c'est même indispensable que tu aies les pieds à quelque part dans la société et les luttes sociales pour être un bon professeur, un bon chercheur.

Q. Jean Désy à Henri Desroche

M. Desroche, dans votre exposé, vous avez employé les termes SUR, POUR et PAR. Ce sont des prépositions. Comment se fait-il que la préposition AVEC ne soit pas intervenue? Est-ce un lapsus?

R. Henri Desroche

Il y a plusieurs sortes d'AVEC qui viennent interférer avec le SUR, PAR et POUR. On en a mentionné une en particulier dans le POUR. On peut faire une recherche POUR le commanditaire, le problème du commanditaire est fondamental, ou POUR les commandités. Mais vous avez raison, j'ai beaucoup réfléchi à l'AVEC. D'autant plus que Gabriel Marcel a écrit, autrefois, une métaphysique de l'AVEC. Mais je ne l'ai pas fait intervenir car ça aurait rendu encore plus compliqué le tableau. Je préfère PAR. L'AVEC est soit dans le SUR, le POUR et/ou le PAR. L'ethnologue qui a besoin d'un interprète pour sa recherche, c'est un AVEC de coadjuteur. La question

fondamentale, à mon avis, c'est qui signe la recherche? Il y a très peu de recherches-actions qui sont signées par les acteurs. La plupart du temps dans ce qu'on appelle la recherche-action, elle n'est pas près du type pur, où l'acteur social est à la fois celui SUR QUI, celui POUR QUI elle se fait, celui PAR QUI elle s'est faite. Monsieur Vaillancourt a montré tous les dangers d'une recherche militante qui céderait à ses sept péchés capitaux. Il a pris toutes sortes de précautions méthodologiques pour préserver la recherche militante du discours d'auto-légitimation, dans lequel le chercheur n'est plus un intellectuel au service de. Dans l'agencement, c'est là que se posent les problèmes capitaux de méthodologie, de comportements, de pratiques concrètes. Comment se fait la redistribution des rôles et l'articulation des rôles entre le chercheur dans la mesure où il est partie prenante et l'action dans la mesure où il est le parti pris?

R. Yves Vaillancourt

J'ajouterais, dans le même sens que ceux qui ont travaillé à la Revue internationale d'action communautaire sur la recherche-action, que l'hésitation que vous venez d'évoquer, demeure en quelque sorte dans ce numéro. Il y a des contributions qui indiquent d'une part l'impossibilité de la recherche-action - je pense à l'article du professeur Meister - ou d'autre part des pratiques comme celles de Fernand Gauthier et Donna Mergler qui sont carrément décrites et valorisées. A travers cela, il faut se poser la question de la définition de recherche-action, car ce qui n'est pas défini clairement et rigoureusement finit par servir à tout, sauf à ceux qui en ont besoin. Je trouverais intéressant que le colloque permette de cerner davantage la définition de ce concept. Est-ce que l'intervention sociologique de Touraine, telle que décrite par deux de ses disciples dans cette revue, c'est de la recherche-action?

C. Henri Desroche

Et puisque vous parlez de la Revue Internationale d'action communautaire, dont j'ai d'ailleurs recommandé la lecture, il y a tout de même une unanimité, indépendamment des doutes que Monsieur Meister a émis. Il y a unanimité contre la fusion de la recherche et de l'action qui identifient intégralement les chercheurs et les acteurs. Je la partage en partie, car je crois que

c'est très rare qu'un même personnage puisse être à la fois l'auteur d'une recherche et l'acteur d'une action. Le bouquin où je serai cela reste encore à écrire. C'est le bouquin que je pourrai écrire sur l'Université Coopérative Internationale. Ça fait cinq ans que je la construit, j'en suis l'acteur principal, j'en deviendrai peut-être l'auteur. Pratiquement il y aura toujours deux rôles remplis par des personnages distincts. La question c'est celle de la coopération entre l'auteur et l'acteur. De là tient l'énigme de la recherche-action de définir coopérativement ce type d'interaction.

\* \* \*



DEUXIEME VOLET



## LA RECHERCHE-ACTION AU DEPARTEMENT DES SCIENCES HUMAINES: UN PREMIER BILAN

Jean DESY  
Université du Québec à Chicoutimi

### NOTE LIMINAIRE

Les quelques observations et réflexions qui suivent sont la synthèse: 1) d'une rencontre exploratoire avec quelques professeurs pressentis, soit en leur qualité de chercheurs en ce domaine, soit comme représentants d'une équipe disciplinaire;

2) des renseignements compilés dans: "l'inventaire des projets de recherche du département des sciences humaines", publié par le comité de la recherche du même département, en mai 1981;

3) des textes, notes ou commentaires fournis par les collègues contactés.

Je remercie donc ces co-rédacteurs de l'article qui suit:

Roland CHARBONNEAU, sciences sociales  
Brenda DUTIL, sciences santé  
Jacques KURTNESS, affaires sociales  
Gilles LEMIEUX, géographie.

### INTRODUCTION

L'essentiel de la recherche-action produite au département des sciences humaines, du moins selon une interprétation quelque peu rigoureuse, se concentre pour l'instant en sciences sociales et en géographie. Elle est toutefois l'objet de préoccupations, sinon d'expérimentations embryonnaires au sein des autres disciplines, de même qu'au groupe de recherche en études amérindiennes, greffé au CRMN (Centre de recherche du Moyen-Nord de l'UQAC).

Cette structuration de la recherche-action au département des sciences humaines nous suggère donc la démarche suivante:

1. Une très brève présentation des équipes disciplinaires actuelles.
2. L'explication des critères retenus pour la sélection et l'analyse.

3. Les projets de recherche-action en géographie.
4. Les projets de recherche-action en sciences sociales et dans les autres disciplines.

## 1. LES EQUIPES DISCIPLINAIRES ACTUELLES

Le département des sciences humaines à l'UQAC comprend les disciplines suivantes:

1. Activité physique (7 professeurs)
2. Affaires sociales (Travail social, animation, réadaptation sociale) (3)
3. Géographie (7)
4. Histoire (6)
5. Sciences santé (5)
6. Sciences sociales (7)

Parmi ceux-ci, quelques chercheurs travaillent à des projets de recherche au sein du CRMN, plus spécifiquement aux études amérindiennes, et au groupe socio-économique du CRMN.

Au plan académique, chacune de ces disciplines alimente de un à trois programmes d'études. Toutefois, la maîtrise en étude des sociétés régionales fait appel aux services d'historiens, de géographes et de spécialistes en sciences sociales. Les équipes disciplinaires varient en moyenne de cinq à sept professeurs. Le caractère complémentaire de quelques disciplines n'apparaît pas comme une évidence et il faut plutôt parler dans plusieurs cas de juxtaposition disciplinaire que d'interdisciplinarité, malgré l'existence et le fonctionnement actif d'un comité départemental de la recherche. Notons enfin que la recherche-action est partie prenante du programme de premier cycle en sciences sociales. Un exposé spécifique en fera plus longuement état.

## 2. LES CRITERES RETENUS POUR LA SELECTION ET L'ANALYSE DES PROJETS DE RECHERCHE-ACTION

La récente publication d'un numéro thématique de la Revue internationale d'action communautaire, portant sur la recherche-action,<sup>(1)</sup> a été reçue par la communauté scientifique québécoise, les organisateurs du colloque et le

département des sciences humaines, comme un événement majeur à plusieurs points de vue: l'ouvrage rassemblait une somme importante de recherches-actions menées surtout au Québec, en France, en Belgique et en Suisse, permettait une réflexion critique de cette méthodologie et enfin, soumettait une série de critères sélectifs adoptés par le comité de rédaction de la revue pour le choix des articles.

Cette dernière contribution du numéro à la définition systématique des contours précis d'une recherche-action, nous a semblé constituer un point de référence fort utile à notre démarche actuelle.(2)

C'est pourquoi nous nous permettons de reproduire intégralement les huit critères retenus, lesquels ont effectivement servi, du moins pour quelques disciplines, à l'analyse des projets de recherche-action en sciences humaines, et plus globalement, à l'évaluation de leur lien de parenté plus ou moins fort avec la recherche-action en tant que telle.

1. "Elles relatent une expérience d'action effectivement réalisée qui met en rapport un groupe constitué et un chercheur.
2. Conformément aux objectifs de la revue, les expériences relatées se situent dans des rapports vécus de domination de la part du groupe qui est partenaire de l'intervention (on "part" d'une situation de domination).
3. Les expériences relatent un processus d'interaction entre un groupe et un "détenteur de connaissance" (chercheur, formateur). Les méthodologies sont définies en interaction, non en vase clos. C'est une forme d'apprentissage collectif.
4. Le groupe est préexistant au chercheur. Il est généralement le demandeur de l'intervention, mais pas nécessairement. (A la limite, le groupe est capable de se définir sans l'action du chercheur). C'est plus une action-recherche qu'une recherche-action.
5. Dans ce processus, le groupe se manifeste comme porteur d'une volonté de prise en main, de contrôle, de participation à l'égard de sa situation.
6. L'expérience décrit comment le groupe acquiert une conscience critique de sa propre situation, détermine une stratégie pour la modifier (élément politique), produit une dynamique différente en rapport avec l'intervention du "détenteur de connaissance". Le groupe a également une conscience critique de son propre fonctionnement interne, par rapport à ses propres mécanismes de domination interne.

7. L'expérience décrit comment l'interaction groupe-chercheur est productive d'une connaissance nouvelle en ce qui concerne le problème étudié (objet de l'intervention) (savoir populaire, expérimentiel vs. savoir académique) mais aussi en ce qui concerne les options et les stratégies du groupe (connaissance politique). Elle remet en question l'appareil conceptuel du chercheur. Il y a remise en question de la division du travail intellectuel. Le chercheur devient lui-même sujet de la recherche puisque son savoir (et son statut) se trouve modifié.
8. L'expérience relatée doit connaître une certaine durée et ne peut pas être purement événementielle (par exemple une session intensive de formation)."

Signalons en terminant ce point que l'application rigoureuse de ces critères conduirait presque inévitablement à un taux de rejet élevé des projets inscrits sur une première liste intuitive. C'est pourquoi nous soumettons ces critères comme points de repère et leur accordons l'importance relative qu'ils doivent conserver à ce stade-ci de notre évolution.

### 3. LES PROJETS DE RECHERCHE-ACTION EN GEOGRAPHIE

L'implication de plusieurs membres de l'équipe des géographes dans des problématiques de développement régional, remonte déjà à plusieurs années. On peut qualifier ces implications de recherche appliquée, recherche-intervention ou recherche-action, selon l'évaluation plus ou moins sévère que l'on accorde à l'un ou l'autre critère.

Identifions d'abord les quatre projets retenus:

1. L'aménagement des monts Valin.
2. L'archipel de Mingan et la Minganie.
3. L'autoroute 70: nécessité ou chimère?
4. Une recherche double: -perception des espaces verts dans la conurbation du Haut-Saguenay;  
-berges, monts et ravins dans la conurbation du Haut-Saguenay.

Commentons brièvement chacun de ces projets:

#### 3.1. L'AMENAGEMENT DES MONTS VALIN.

Cette problématique de recherche, depuis longtemps inscrite dans le contentieux opposant la région et le

gouvernement québécois, a été l'objet d'une recherche appliquée, dès 1974 (3) et impliquant des géographes et un climatologue de l'UQAC en plus d'un ingénieur, professeur au CEGEP de Chicoutimi.

Après un temps de répit, le débat refait surface en 1978: on suggère la création d'un centre écologique au mont Valin, (4) mais surtout, en 1980, on met sur pied un "comité du consensus" des différents intervenants régionaux, déjà impliqués dans le dossier:

- La Société d'expansion économique du Saguenay;
- L'Association touristique régionale;
- Les Amis du Mont Valin;
- La Société d'aménagement du mont Valin;
- Le Conseil régional des loisirs;
- Le Conseil métropolitain du Haut-Saguenay;
- L'Université du Québec à Chicoutimi.

Ce comité avait pour mission de répondre à une proposition du MTCP (actuellement MLCP: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche), relative au développement d'un parc de conservation sur ce territoire litigieux. Deux géographes, sans représenter formellement l'UQAC, ont cheminé durant quatre mois dans cette dynamique, parfois pénible et douloureuse, d'un comité formé d'intervenants aux intérêts souvent divergents. Un rapport (5) et une nouvelle corporation unifiée (6) en sont issus. Cette recherche-action se poursuit encore, notamment par l'élection d'un membre sur le CA de cette corporation, à un poste de coordination à l'aménagement.

### 3.2. L'ARCHIPEL DE MINGAN ET LA MINGANIE

Le module de géographie organisait en 1977 et 1978, deux "camps d'automne" ou stages d'une semaine sur la moyenne Côte-Nord pour les étudiants de 2<sup>ième</sup> année du baccalauréat. Selon la tradition, chaque stage s'élabore autour d'une thématique de recherche ancrée le plus fidèlement possible aux problèmes-clé de développement régional du territoire. Le récent désenclavement routier de la Minganie et en particulier de Havre-St-Pierre, posait toute la question des choix, voire des modèles de développement s'offrant à la collectivité locale, notamment pour l'archipel de Mingan, espace naturel privilégié par la nature à maints égards. Devrait-on s'orienter vers la protection intégrale des îles, vers une exploitation minière dominante ou encore une solution mixte dosant développement et conservation si cela était possible?

Déjà, un organisme du milieu, "Comité action moyenne et Basse Côte-Nord", militait en faveur d'une conservation intégrale. Le premier contact de septembre 1977 permettait de faire naître pour l'année suivante, un thème de recherche précisément axé sur les besoins du comité en données rigoureuses et contrôlées à l'appui de leur thèse, et en scénarios plausibles de développement. Ainsi, quelque 25 étudiants et cinq professeurs ont sondé les paysages et les coeurs pendant une semaine, afin de fixer réalité physique et perception sociale de cet espace, pour enfin livrer à la population, convoquée au sous-sol de l'église, le résultat de cinq jours d'inventaire et d'enquête, et échanger avec elle sur l'avenir de l'archipel et de la côte. Ce travail préliminaire fut repris et poli au cours de la session par les étudiants et le responsable du camp, donnant lieu à diverses productions: rapports d'équipes, mémoire conjoint(7), article(8). Des contacts sporadiques se poursuivent par ailleurs depuis, entre le comité et des membres de l'équipe.

### 3.3. L'AUTOROUTE 70: NECESSITE OU CHIMERE?

A l'automne 1978, deux cultivateurs du rang Ste-Anne à Jonquière, crient au secours: le tracé projeté de l'autoroute 70 traverse leurs terres de plein fouet, terres à haute productivité, partie prenante du riche patrimoine agricole régional. Leur voix est entendue à quelques reprises sur les ondes de CHOC-MF, leur mémoire(9) est lu dans certains milieux et ils sont invités au cours d'aménagement du territoire pour exposer leur problème. A l'hiver 79, plusieurs étudiants inscrits à un concours de géographie des transports et communications, choisissent l'autoroute 70 comme travail long. Parallèlement, le Comité de protection du patrimoine se crée, formé de professeurs et étudiants de géographie, mais également de personnes extérieures. Ce comité réalise trois recherches et actions: 1) Avec l'appui technique du Service à la collectivité de l'UQAC, il permet aux cultivateurs de gagner leur point en convainquant le ministère des Transports d'épargner les terres menacées en déplaçant le tracé non loin de l'actuelle route 170, sur des terres déjà improductives.

2) Avec l'appui financier du Décanat des études supérieures et de la recherche (\$500.00), il produit et diffuse un mémoire(10) qui démontre l'impact illusoire et inquiétant d'un tel projet sur le développement régional et l'aménagement du territoire.

3) Le comité suscite enfin la création du F.O.P.A. 70. (Le Front d'Opposition au Projet d'Autoroute 70),



qui depuis l'été 80, coordonne les forces d'opposition. Ce nouveau regroupement se compose, de façon informelle:

1. Des centrales syndicales de la FTQ et de la CSN régionales.
2. Des comités d'environnement de Chicoutimi et d'Alma.
3. De la radio communautaire de Jonquière.
4. Du groupe Environnement-Jeunesse.
5. Du comité de protection du patrimoine originel.
6. De membres "sympathisants", individus ou organismes.

La dynamique engendrée par cette recherche-action a inspiré un autre mémoire<sup>(11)</sup>, un rapport critique du Conseil métropolitain du Haut-Saguenay mettant en doute le bien-fondé de l'autoroute<sup>(12)</sup>, de même qu'un large débat public à l'échelle régionale, par le biais des média.

3.4. UNE RECHERCHE DOUBLE: .PERCEPTION DES ESPACES VERTS  
DANS LA CONURBATION DU HAUT-SAGUENAY; <sup>(13)</sup>  
.BERGES, MONTS ET RAVINS DANS  
LA CONURBATION DU HAUT-SAGUENAY; <sup>(14)</sup>

Ces deux problématiques de recherche sont complémentaires tant au plan du cadre spatial de référence que par leurs finalités: il s'agissait d'évaluer, de mesurer le temps de dégradation de cet espace urbain, le 3ième en importance au Québec, d'inventorier le potentiel de ses espaces verts et de déterminer la nature des correctifs nécessaires à la création d'un milieu de vie plus humain. Une enquête sur la perception individuelle du potentiel d'aménagement de ces espaces verts a permis un contact plus direct entre chercheurs, citoyens et étudiants impliqués dans cette démarche.

Des échanges ponctuels avec le comité d'environnement de Chicoutimi, lors de symposiums, d'assemblées générales, de rencontres informelles..., ont permis de baliser le cheminement de la recherche, et d'alimenter conceptuellement par la suite, des opérations d'aménagement de sentiers urbains, menées par ce même comité. Il est donc difficile de qualifier de recherche-action au sens strict, cette démarche scientifique qui par ailleurs, est récupérée en bonne partie par un organisme du milieu pour la réalisation d'une partie de ses objectifs.

Ces projets participent donc dans l'ensemble:

1) d'une volonté de protection, de mise en valeur et d'aménagement écologique du territoire, soumis aux intérêts prédominants, sinon dominants, des institutions de planification;

2) d'une démarche relativement commune des chercheurs avec des citoyens déjà conscientisés à l'environnement, et regroupés en associations sans but lucratif (pour la majorité d'entre eux), autour d'objectifs précis;

3) d'une insertion relativement constante des chercheurs à la vie même de l'organisme et à ses objectifs (comités, CA, conférences de presse, colloques, symposiums, etc.);

4) de réajustements épistémologiques ou méthodologiques réguliers, fruit des contacts, échanges et travaux réguliers avec les collectivités du milieu régional;

5) d'une volonté d'intégration enseignement-recherche, soit directement dans le cadre de cours par le biais de travaux pratiques, soit indirectement dans des activités para-scolaires.

Ce sont là les traits marquants des recherches-actions au sens strict ou au sens large, telles que vécues en géographie depuis plusieurs années. La piste est désormais ouverte à des expériences renouvelées, beaucoup plus articulées aux besoins et au mode de fonctionnement des collectivités locales, encore plus conformes à l'esprit profond de la recherche-action.

#### 4. LES PROJETS DE RECHERCHE-ACTION EN SCIENCES SOCIALES ET DANS LES AUTRES DISCIPLINES

##### 4.1. EN SCIENCES SOCIALES

Les quatre années d'existence de cette discipline à l'UQAC ont surtout porté sur la conception, la mise sur pied et l'expérimentation de ce nouveau programme, dont une partie intégrante s'appuie solidement sur la recherche-action, par le biais des stages et des "Ateliers de recherche-action", auxquels participent pleinement tous les professeurs de ce champ d'études. Au-delà de cette dimension pédagogique de la recherche-action, un professeur de l'équipe et un ex-chargé

de cours du programme, s'inscrivent depuis plusieurs années dans un projet interdisciplinaire portant sur le logement coopératif, i.e. SALU Saguenay (Société pour l'Amélioration du Logement Urbain au Saguenay).

On retrouvera aux pages 90 et 102, le texte des communications soumises sur ces deux aspects de la recherche-action en sciences sociales.

#### 4.2. EN SCIENCES SANTE

L'équipe des professeurs en sciences de la santé amorce depuis peu la recherche de ce côté, intérêt nouveau qu'il faut également mettre en relation avec l'âge de ce programme d'études à caractère professionnel. Relevons toutefois les titres de projets qu'on peut ranger dans la catégorie de recherches appliquées:

- L'évaluation du niveau de risque aux maladies coronariennes des membres de l'UQAC;
- l'évaluation de la condition de santé des étudiants du module des arts de l'UQAC;
- approche globale de soins initiée par l'infirmière, auprès des clients atteints d'infarctus du myocarde.

Deux autres projets de recherche actuellement embryonnaires (à la phase du relevé littéraire), ont une portée pratique immédiate auprès d'individus atteints d'aphasie et de douleur. On relève donc dans ces projets quelques critères de recherche-action, mais dont le poids qualitatif et quantitatif suggère plutôt une démarche de type intervention ou appliquée. L'équipe préconise bien l'implication dans le milieu afin de promouvoir la santé, mais le plus souvent, ce sont les chercheurs qui pressentent les besoins et non l'inverse. Enfin, notons une récente demande de la part d'une directrice de soins infirmiers pour favoriser l'implantation d'un modèle conceptuel en nursing dans un hôpital. Cette demande peut être le début d'une véritable recherche-action.

#### 4.3. EN HISTOIRE

L'histoire se prête probablement mal à la recherche-action. C'est pourquoi tout projet dans ce sens

doit faire appel à l'interdisciplinarité. C'est le cas d'un projet important de recherche, davantage fondamental qu'appliqué au total, mais cité ici pour ses incidences concrètes sur des interventions cliniques possibles. Il s'agit du programme de recherche sur les maladies héréditaires(15). Notons enfin que les auteurs eux-mêmes identifient ce projet à une recherche d'abord fondamentale.

#### 4.4. EN AFFAIRES SOCIALES

On compte peu de professeurs dans ces disciplines, donc peu de recherche. Les seules qui apparaissent au fichier de l'inventaire ont certes une portée pratique, de type pédagogique, mais ne peuvent s'identifier à la recherche-action. En voici quelques exemples:

- Enquête sur l'analyse des besoins de formation auprès de la clientèle visée par une formation en relations humaines.
- Enquête auprès des finissants afin d'évaluer le programme de certificat de 1er cycle en animation de l'UQAC.

#### 4.5. EN ACTIVITE PHYSIQUE

Cette équipe de professeurs, encore en voie de consolidation, est surtout orientée vers des recherches liées à l'obtention de diplômes de doctorat, c'est-à-dire vers des recherches fondamentales, pédagogiques ou à la limite, appliquées. La recherche-action figure toutefois parmi leurs préoccupations des prochaines années.

#### 4.6. AUX ETUDES AMERINDIENNES

Ce groupe de recherche ne produit pas encore de recherche-action, mais nombre de projets et de réalisations sont en étroite interaction avec les groupes montagnais de Pointe-Bleue et des localités similaires voisines:

. programme d'études adaptées aux difficultés spécifiques d'insertion des autochtones aux programmes et au milieu académiques des blancs;

. comparaisons inter et intra-culturelles, effectuées sur la base d'enquêtes-participation, visant à permettre à l'amérindien de mieux se situer et mieux agir dans un contexte d'acculturation avancé -(i.e. identifier des modèles d'adaptation conformes à leur dynamique culturelle).

## 5. CONCLUSION

La recherche-action en sciences humaines à l'UQAC commence à peine à émerger sous une forme consciente, bien qu'elle existe depuis de nombreuses années dans deux ou trois disciplines. Tous les secteurs actuels présentent un potentiel immédiat de développement dans cette direction, mais particulièrement la géographie, les sciences sociales et les sciences santé, de même que les études amérindiennes.

Nous osons enfin espérer que recherche et enseignement sauront converger dans cette même direction.



## LA RECHERCHE-ACTION AU PROGRAMME DU BAC. EN SCIENCES SOCIALES DE L'U.Q.A.C.

Gilles BERGERON  
Université du Québec à Chicoutimi

La brève réflexion qui suit se situe dans le cadre de la constante remise à jour du programme du bac. en sciences sociales, un programme créé en 1976 à l'UQAC, avec beaucoup de bonne volonté mais avec des moyens limités. Elle s'alimente d'une expérience de travail très riche et diversifiée. Elle ne cherche pas à élaborer des règles qui, par leur rigidité, paralysent l'action mais s'interroge sur la possibilité de tirer profit de l'expérience vécue et d'enrichir l'expérimentation nouvelle. Elle touche particulièrement la recherche-action qui se fait dans le cadre du bac. sans aborder les travaux particuliers de chacun de nos professeurs.

### LE PROGRAMME DU BAC. EN SCIENCES SOCIALES

Le programme du bac. en sciences sociales est un programme de 3 ans qui veut donner à ses étudiants une formation pluridisciplinaire de base dans les sciences sociales, tout en les initiant au travail concret dans le développement. Il propose "une formation de type professionnel, solidement articulée à des fondements théoriques appropriés". Il veut conduire soit à des études de 2<sup>e</sup> cycle, soit à un travail dans le champ du développement régional.

Ce programme est né de la volonté de répondre aux besoins des diverses régions du Québec. Les objectifs socio-économiques mis de l'avant lors de la création du programme en témoignent très clairement. Ce programme veut répondre à un besoin de renouvellement apparu sur le marché du travail dans le cadre de la régionalisation et de la création de nouveaux organismes travaillant, à partir du dynamisme du milieu, à mieux organiser la vie des collectivités régionales. Il veut aussi favoriser l'engagement social de l'UQAC dans la région en apportant son support aux organismes et groupes qui travaillent au développement communautaire.

## LA FORMATION DES ETUDIANTS

La formation des étudiants repose d'abord sur des cours fondamentaux en sociologie, en économie, en politique et en recherche. Ces cours sont donnés durant les deux premières années du programme. La troisième année est réservée à des stages dans les organismes régionaux et à des ateliers de recherche-action sur des problèmes concrets.

Vouloir faire acquérir les fondements théoriques appropriés dans chacune des sciences sociales dans un temps aussi limité est certes téméraire. Cela nous oblige à remettre sans cesse à jour les connaissances diffusées et à nous interroger sur leur pertinence. Ce critère de pertinence, qui situe la science au service de l'apprenant et de la collectivité qui utilise le savoir, permet de faire des choix que nous espérons salutaires. Il nous éloigne en tout cas de certaines sophistications exagérées dont il faut parfois douter de l'utilité et de la pertinence.

Même si nos cours théoriques se veulent proches de la réalité, ce sont surtout les stages et les ateliers de recherche-action qui se situent dans le champ de la recherche-action tant par les préoccupations sociales qui y sont véhiculées, que par les méthodes de travail utilisées.

Tel que décrit dans le Guide du stage, "le stage est une expérience pratique accomplie sous supervision dans le but de mieux asseoir la formation professionnelle du futur diplômé. Il se déroule dans un organisme public, para-public, ou privé et se répartit sur une période de quinze (15) semaines consécutives. Durant le stage, l'étudiant a l'occasion de mettre son savoir à l'épreuve. Il accomplit des tâches concrètes, participant pleinement à la vie de l'organisme en ce qui a trait au travail qu'il accomplit." (Extrait du Guide de stage, programme de bac. en sc. sociales, février 81, page 6).

L'étudiant choisit lui-même son stage. Une banque d'organismes est disponible au module et peut l'aider dans son choix. L'évaluation du stage tant du point de vue de sa pertinence pour l'organisme que du travail de l'individu, est faite par le tuteur dans l'organisme et le professeur superviseur. La fin du stage s'accompagne d'un retour sur l'expérience vécue.

Les ateliers de recherche-action poursuivent le même but et se situent souvent dans la continuité des stages. Ils



laissent souvent une marge de jeu et de liberté plus grande pour l'individu car l'encadrement de l'organisme y est moins grand. Ils peuvent ainsi permettre au chercheur de faire une analyse plus radicale des problèmes et de développer davantage d'initiatives.

## LA RECHERCHE-ACTION

Pour faire une analyse systématique et critique du travail accompli, il nous faudrait étudier en détail le contenu des travaux réalisés dans le passé. Ces travaux ne sont malheureusement pas disponibles actuellement au Module et il nous faudra procéder à un rapatriement du patrimoine avant de pouvoir en faire un dépouillement systématique. Nous pensons que ce travail doit être fait. Mentionnons au passage la participation à la fondation et au fonctionnement d'organismes tels que la librairie étudiante, Choc-FM, Centraide, etc.

Nous connaissons les organismes qui ont reçu nos stagiaires depuis le début du programme soit en 1978-79-80 et 81. Cinq (5) de ces organismes sont à caractère privé, vingt (20) à caractère public, seize (16) coopératif, deux (2) syndical, vingt-quatre (24) communautaire, vingt-trois (23) para-public et neuf (9) sont des organismes de recherche. Dans plusieurs cas, les groupes touchés sont des groupes à caractère communautaire qui portent un projet plus ou moins novateur de société. Les méthodes de travail font une large place à l'interaction entre le groupe et le chercheur, les résultats de la recherche sont propriétés de l'organisme et l'autonomie du groupe de même que son dynamisme sont largement protégés. Plusieurs organismes reçoivent d'ailleurs des stagiaires sur une base régulière et expriment leur satisfaction pour le travail accompli.

L'expérimentation des années passées doit-elle se continuer sur la même base? Sans paralyser l'initiative créatrice, nous pensons qu'une synthèse des acquis passés doit être faite de façon à préciser le concept de recherche-action, de même que nos méthodes de travail. Cette synthèse, accompagnée d'une réflexion critique, permettrait d'encadrer et de préciser davantage ces activités de formation et de recherche, de même que de leur donner une plus grande cohérence. Les étudiants de même que les tuteurs dans nos organismes d'accueil devraient être associés à cette recherche et réflexion critique.

Serait-il souhaitable d'être plus sélectif dans le choix des organismes qui reçoivent nos stagiaires et dans le contenu des projets de travail?

Serait-il souhaitable de préciser davantage les méthodes de travail?

Y a-t-il possibilité, tout en préservant la liberté et le dynamisme des individus, de créer des effets synergiques plus importants en intégrant ces projets individuels dans la démarche d'un organisme de recherche?

Voilà certes quelques questions qui seront soumises à des discussions. Espérons que le résultat sera positif.

En effet, la place de la recherche-action est particulièrement importante dans la situation de crise économique que nous connaissons et dans la mise en oeuvre des moyens pour en sortir. La croyance voulant que le bien-être des collectivités et des individus qui les composent passe par l'accélération de la croissance économique accompagnée d'une bureaucratie envahissante est soumise à un questionnement intense. C'est de plus en plus vers des mesures visant à accroître la qualité de la vie et reposant sur le dynamisme des individus et des groupes que se tournent les espoirs nouveaux. Il y a là, nous le croyons, une place inespérée pour la recherche-action dans le champ des sciences sociales. Avec des efforts persistants et avec des ressources humaines accrues, nous espérons y apporter notre contribution.

## UNE RECHERCHE-ACTION AU SERVICE D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE

Gilles DUBOIS

Université du Québec à Chicoutimi

Dans les prochaines lignes, je tenterai de cerner l'expérience d'une recherche-action, tenue à la session d'hiver 1980, à la Radio Communautaire de Jonquière.

Les points suivants seront abordés:

1. Situation de la recherche-action
2. Présentation de l'organisme
3. Historique et objectifs de la recherche-action
4. Quelques mots sur la méthode
5. Les résultats
6. Quelques commentaires en guise de conclusion

### 1. SITUATION DE LA RECHERCHE-ACTION

La présente recherche-action fut réalisée dans le cadre du programme de baccalauréat en sciences sociales de l'UQAC. Cinq (5) étudiants y ont participé. Quatre (4) de deuxième année et un (1) de troisième. Soulignons que ce dernier faisait partie de l'organisme depuis deux mois en tant que membre du Conseil d'administration.

### 2. PRESENTATION DE L'ORGANISME

La Radio Communautaire de Jonquière s'est donnée, dès le début, en février 1975, un but qui lui est propre:

"La Radio Communautaire, par son caractère essentiellement populaire, a pour but de permettre aux secteurs les plus défavorisés de la population, dans l'utilisation des mass-média, l'acquisition d'un médium de communication dont ils sont les seuls responsables. Par conséquent, elle se définit comme un outil d'information, d'animation et d'organisation pour ces travailleurs et les groupes populaires de la ville de Jonquière." (Extrait de la Charte).

### Quelques précisions supplémentaires:

- La Radio Communautaire de Jonquière (CHOC-FM) diffuse depuis avril 1977 (4 ans);
- Son rayonnement lors de la recherche-action était limité à la seule ville de Jonquière (60,000 habitants);
- Six (6) permanents(es) y travaillaient ainsi qu'une quarantaine (40) de bénévoles;
- La Radio s'apprêtait à augmenter sa puissance (3,000 watts) et ainsi à doubler son rayonnement de diffusion.

### 3. HISTORIQUE ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE-ACTION

La recherche-action se déroule de janvier 1980 à mai 1980, elle s'inscrit dans une démarche entreprise depuis plusieurs mois. En octobre 1979, l'assemblée générale de la Radio mandate le comité de programmation (C.P.) pour qu'il forme un comité "ad hoc" dont la tâche serait de porter une réflexion sur l'accessibilité de la radio auprès des personnes qu'elle cherche à rejoindre, soit les travailleurs (euses), les chômeurs(euses) et les assistés(ées) sociaux (ales) de la ville de Jonquière.

Après quelques rencontres, on confie à l'équipe d'étudiants(es) le mandat d'apporter des données objectives sur les besoins et attentes des personnes touchées par la Radio Communautaire et sur l'impact de l'augmentation de puissance. Ce dernier objectif est délaissé au profit d'un diagnostic plus précis de la situation actuelle.

### 4. QUELQUES MOTS SUR LA METHODE

Nous devons à l'origine faire une recherche de type "sondage". Mais, suite à la présentation de notre projet aux instances (permanents, C.P.) il s'avéra que les attentes s'orientaient davantage vers un type d'enquête plus ouvert, moins rigide qu'un sondage.

Nous optons donc pour un autre type d'enquête appelée "enquête sur le terrain" qui permet grâce à un échantillon plus limité, d'aller plus en profondeur. Ce qui n'était pas possible avec un sondage qui recueille des données généralisables à une population très grande (ville de

Jonquière) mais qui sont superficielles.

Ainsi, nous passions d'une recherche ayant un caractère quantitatif à une recherche-action axée sur des éléments qualitatifs.

Concrètement cela voulait dire que nous allions être en contact direct avec d'une part, ceux qui sont à l'intérieur (C.A., C.P.) et d'autre part, ceux pour qui la radio existe (travailleurs(euses), chômeurs(euses)). Ainsi par le biais d'interviews de groupe, nous réalisions 2 objectifs:

- 1) recueillir des données objectives;
- 2) faire en sorte que les différentes personnes oeuvrant à la Radio et les groupes concernés par la programmation discutent des problèmes qu'ils identifient à CHOC-FM, des causes et des solutions possibles.

Quelques détails:

- Au total 63 personnes furent rejointes, regroupées en 2 catégories:
  - 1) Les gens étant directement en contact avec la Radio (C.A., permanents, C.P., bénévoles); (21 personnes en 8 groupes);
  - 2) les organismes syndicaux et populaires; (42 personnes en 12 groupes).
- Des questionnaires différents furent élaborés pour chacune des catégories.

## 5. LES RESULTATS

De par la méthode utilisée, nous posions déjà une intervention en suscitant une réflexion chez les différentes instances et groupes impliqués dans la Radio.

Le deuxième volet de cette intervention a été la rédaction d'un rapport reprenant l'ensemble des commentaires recueillis. Le document a été conçu dans la perspective de refléter l'image et les problèmes de la Radio et d'identifier des pistes de solutions.

Il serait trop long ici de reprendre les grandes

conclusions du rapport. Soulignons toutefois qu'une des recommandations centrales de l'équipe de travail sera mis en application dès l'automne (octobre 1980, à savoir, la convocation de l'ensemble des instances (permanents, C.P., bénévoles) par le Conseil d'administration, dans le but de faire un retour sur les activités de la dernière année et de déterminer le fonctionnement et les objectifs pour l'année qui débute.

## 6. QUELQUES COMMENTAIRES EN GUISE DE CONCLUSION

### Au plan méthodologique

Nous avons constaté lors de l'élaboration du plan d'intervention, le nombre limité d'ouvrages théoriques (méthodologiques) et de comptes rendus d'expériences traitant de "l'enquête sur le terrain". Cette constatation s'applique également aux ressources universitaires (professeurs) à ce niveau.

### De la part de l'équipe de travail

L'équipe concluait son travail ainsi: "La présente étude n'a pas été uniquement réalisée pour répondre aux exigences académiques auxquelles nous devons faire face en tant qu'étudiants. C'est à la Radio Communautaire que nous désirions d'abord être utiles et ce rapport, si incomplet soit-il, a été rendu possible par un travail qu'on peut qualifier de militant, de la part des cinq (5) membres de l'équipe. D'ailleurs, ce fut, pour la majorité d'entre eux, l'occasion de s'impliquer à d'autres niveaux dans la Radio Communautaire. (Extrait du rapport).

### Des instances décisionnelles de la Radio

A l'assemblée annuelle de la Radio Communautaire de Jonquière tenue le 23 mars dernier, la présidente du C.A. affirmait: "Cette enquête a permis de fournir aux instances de la Radio, de l'information sur les besoins et les attentes des gens visés par CHOC-FM, les raisons du peu de participation et comment CHOC est perçu en tant qu'outil d'animation, en tant qu'instrument de regroupement et face à l'augmentation de puissance. L'enquête nous a fourni un certain nombre d'informations sur les attentes des auditeurs quant à la programmation, les formules d'émission, l'horaire de diffusion". (Extrait du rapport du Conseil d'administration, assemblée annuelle du 23 mars 1981).

## UNE RECHERCHACTION EN HABITATION COOPERATIVE

### LE CADRE DE L'INTERVENTION

Michel BELLEY  
Université du Québec à Chicoutimi

On nous a présentés, Michel Belley, Paul Prévost, Roland Charbonneau; cela nous identifie comme individus, cependant, cela n'identifie pas l'équipe qui a travaillé. Je vous dirais que je suis financier, que Paul est économiste et que Roland Charbonneau est animateur social, probablement que l'on n'identifierait pas davantage l'équipe. Une équipe de travail, c'est un phénomène complexe qui a son individualité, qui est différente des gens qui la composent: elle est à la fois plus et à la fois moins que la somme de ses parties. La recherche-action est aussi un phénomène complexe, on devrait plutôt dire la recherchaction, puisqu'il ne s'agit pas d'une composition, ni d'une addition de recherches et d'actions, c'est plus complexe, c'est la symbiose de la recherche et de l'action. Je tenterai dans un premier temps, sans prétention, de camper le concept de la recherchaction. En fait, je post-rationnalise une action que l'on a faite, une démarche de recherche que l'on a faite, j'essaie de post-rationnaliser pour nous permettre, cet après-midi, en guise d'introduction de pré-rationnaliser.

La recherchaction: un phénomène complexe! Ça paraît évident, les prestations de ce matin nous ont mis sur cette trace, notre collègue Desroche s'est rendu jusqu'à trente-deux types pour réussir à cerner tout le phénomène, les autres collègues ont, par force détails circonstanciels, essayé de donner des exemples de recherchaction en tentant de camper le concept. Je ne réglerai pas le problème ici cet après-midi; cependant je vais faire un emprunt, presque un plagiat, aux systémistes dans le but, par cette approche, non pas de connaître le phénomène dans sa substance, mais de le connaître dans ses manifestations. Tout comme vous ne connaîtrez pas l'équipe devant vous dans sa substance, mais vous allez la connaître dans ses comportements.

RECHERCHE

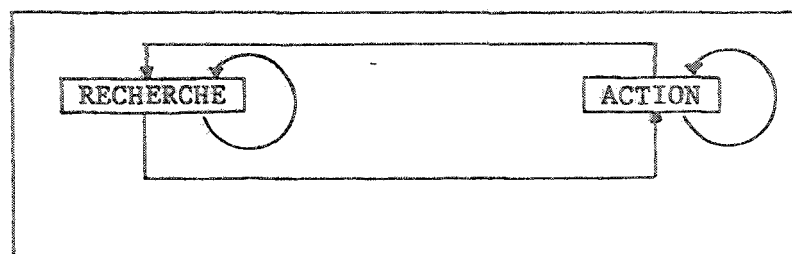
Le premier mot de notre système, celui de la recherche, renferme les activités qui sont généralement comprises dans

cette profession. Le niveau de résolution que nous choisissons ne nécessite pas que l'on entre davantage dans le concept. Nous dirons néanmoins que le sous-système, s'il n'est pourvu que d'une boucle de rétroaction positive, c'est-à-dire si c'est la recherche qui nourrit et contrôle la recherche, il ne peut se produire que deux éventualités: 1<sup>o</sup> le sous-système qui tourne en roue libre dégénère et se dirige de façon aléatoire, 2<sup>o</sup> éventuellement, le sous-système mourra faute d'énergie, à cause de l'inéluctable entropie. La première éventualité a l'avantage de permettre la découverte inopinée, cet accident que seul un processus aléatoire peut générer... par contre, c'est un processus qui coûte cher en ressources puisque, parmi les tentatives, peu peuvent être considérées comme des découvertes. Quant à l'entropie, les activités "éthériques" ne consommant que peu de "wattage", le processus peut vivre longtemps...



Le second mot, celui de l'action, sera considéré comme le premier, c'est-à-dire sur le plan de ses manifestations. En rétroaction positive comme seule rétroaction, l'action nourrissant l'action, on risque de passer rapidement à l'activisme... Par ailleurs, au contraire de la recherche, l'action consomme beaucoup d'énergie et, très tôt, possiblement, par entropie, l'action se fatigue et meurt. Tous savent que l'on s'use à travailler sur le terrain. Si ce n'est l'action, certainement les acteurs se fatiguent... Peut-être ne trouvent-ils pas toujours la relève pour continuer leur action.

Si on joint ces deux sous-systèmes par des boucles de rétroaction négatives, on se retrouve devant le système suivant:



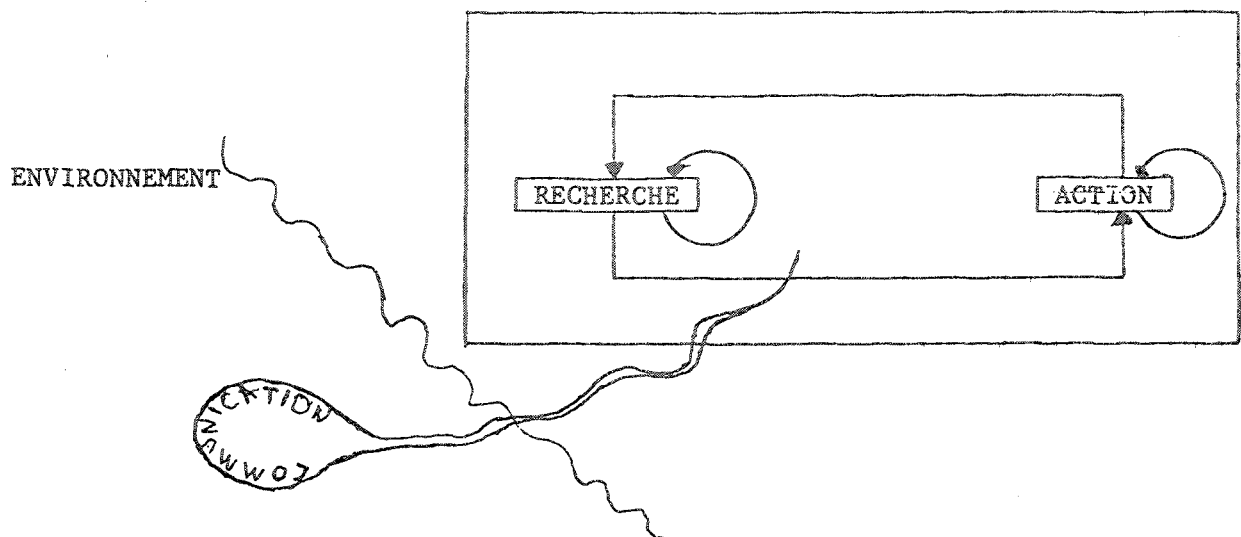


Nous l'avons vu, les deux sous-systèmes peuvent donner naissance, procéder à la naissance de phénomènes intéressants, cependant aléatoires et pas très créateurs; inéluctablement c'est la mort. En couplant ces deux phénomènes, en liant la recherche et l'action en dialogue, il se crée un lien systémique où la recherche nourrit l'action et l'action nourrit la recherche, de sorte que l'on a un équilibre, on a une machine qui finalement, a une espérance de vie, une espérance d'existence; les systémistes appellent ça, si je ne m'abuse, "l'homéostasie": c'est un système qui est tranquille.

Jusqu'à ce moment, nous sommes dans le domaine de la cybernétique... Nous sommes face à un système qui, par les boucles négatives, se gouverne.

Le danger de ce type de système c'est que lui aussi est un système fermé et il peut se produire le danger que l'homéostasie devienne très confortable et que l'homéostasie fasse que même ce propre système meure par entropie, qu'il soit fermé et génère toutes sortes de choses déconnectées de l'environnement. Pour éviter ce problème, il faut un apport d'énergie à notre système de recherche-action.

En plus que de se gouverner, pour se reproduire, pour être générateur, ça lui prend une autre dimension, ça lui prend un dialogue avec un environnement où il va puiser énergie, où il va puiser aussi une nouvelle forme. Ce dialogue avec l'environnement, c'est la communication.



SYSTEME DE RECHERCHE-ACTION

De temps en temps, au hasard d'une titillation quelconque, le système doit accoucher, doit générer un produit qui est une thèse, un papier, qui est une prestation à un colloque, laquelle communication permet d'aller dans l'environnement, de semer un peu de savoir qui a été acquis dans le processus, de féconder peut-être d'autres démarches de recherche et de reproduire, ailleurs, un nouveau processus.

Qui est l'acteur? Qui est le chercheur? Quelle est la forme de la communication? Ca devient accessoire à partir du moment où le processus se déroule; on voit aussi que les points de contrôle ne se placent pas tellement au niveau de l'identification de l'acteur ou du chercheur et du mode de transmission, mais plutôt à sa manifestation, au fait qu'il y ait présence d'acteurs, de chercheurs et de communication.

La validation de la démarche provient d'une tolérance et d'une acceptation de l'environnement. Si les graines qui sont semées à tout vent dans l'environnement comme disait Larousse, ne sont jamais fécondes, c'est un système qui va mourir à très court terme, si par contre ces graines sont fécondes, c'est un système qui se reproduit.

Ces boucles de recherche se reproduisent depuis un certain temps, mais en marge du système académique. Ce que l'on cherche ici et la raison pour laquelle on est venu parler de nos expériences de recherche, c'est un sein qui va nous permettre de nous reproduire de façon moins douloureuse. L'importance de ce concept vient du fait que c'est un processus vital. Or si les universitaires ne comprennent pas ce processus, c'est clair que le système universitaire lui-même va mourir par entropie.

C'est ce que l'on pose comme question: loin d'essayer de justifier la démarche de recherche, je questionne la démarche de recherche traditionnelle et fondamentale, c'est-à-dire que, plutôt que de me retrancher derrière une définition et une justification de mon rôle de chercheur, j'attaque le camp des chercheurs purs. C'est une situation différente et ça pose le problème de façon différente. On mettra à l'ordre du jour de nos agendas de l'année prochaine, peut-être, un colloque sur la recherche tout court où l'on pourra avoir des chercheurs sans étiquettes, ni bleue, ni rouge, ni noire.

C'est donc comme recherchacteur (et fier de l'être) que nous sommes intervenus dans l'habitation... voici la relation de cette intervention.

## UNE RECHERCHACTION EN HABITATION COOPERATIVE

### UN PEU D'HISTOIRE

Roland CHARBONNEAU  
Université du Québec à Chicoutimi

Pour tâcher de mieux comprendre le sens actuel de cette recherchaction (1), il faut procéder par ordre chronologique à un double historique:

- . d'abord celui de SALU-Saguenay Inc.(2),
- . ensuite celui de la recherchaction proprement dite.

### NAISSANCE DE SALU-SAGUENAY

SALU-Saguenay est né en mars-avril 1975 de la conjonction de trois éléments majeurs qui concourent alors à une grave situation problématique dans le domaine de l'habitation à Chicoutimi:

1<sup>o</sup> l'aménagement du pont Dubuc qui,

- a) implique le réaménagement routier,
- b) entraîne la démolition de maisons,
- c) nécessite le déménagement de la population à qui nul ne peut dire où elle pourra emménager;

2<sup>o</sup> la triple hausse simultanée,

- a) des taux d'intérêts (du loyer de... l'argent!),
- b) des salaires payés dans l'industrie de la construction,
- c) du coût des matériaux de construction,

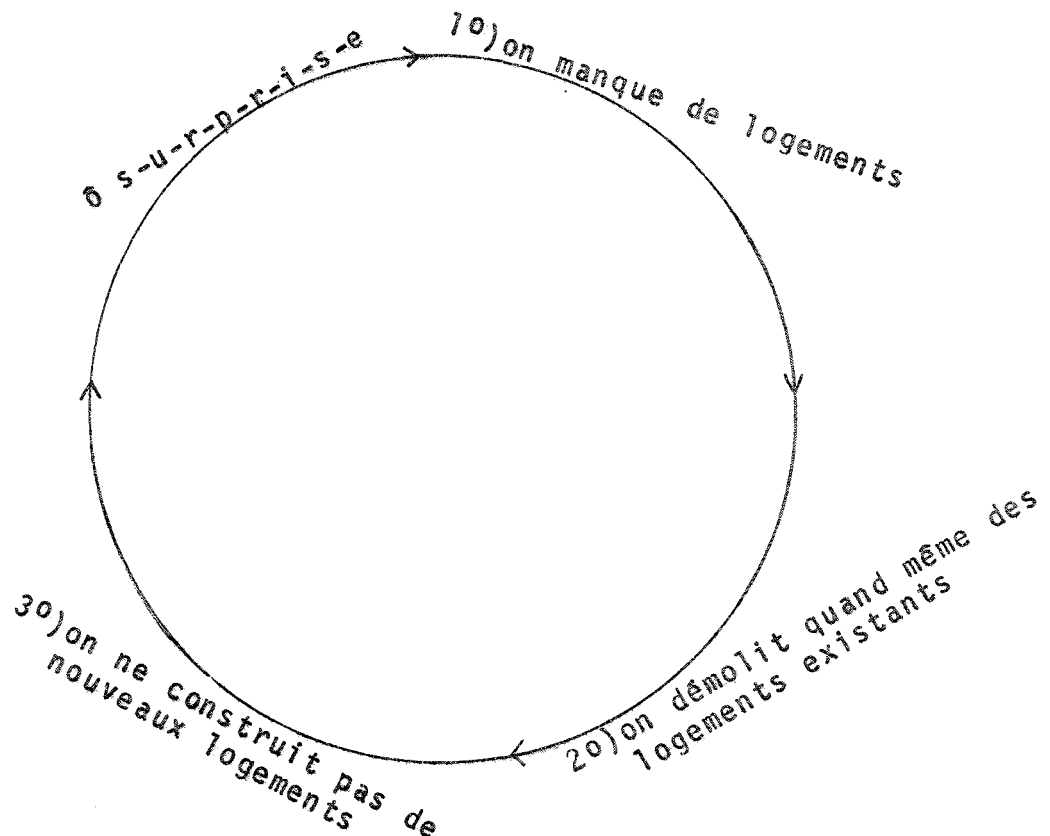
et l'impact direct de cette trinité inflationniste sur le gonflement concurrent du coût de construction de nouveaux logis ainsi que du prix des loyers existants;

3<sup>o</sup> la ville de Chicoutimi ne peut se prévaloir des subventions indispensables pour l'aménagement des infrastructures nécessaires à l'ouverture de nouvelles aires de construction domiciliaire: aqueduc, égouts, rues, pavage, trottoirs, etc.

Bref, si on systématise un peu la situation problématique:

- a) on aménage quelque chose: un pont et ses approches,  
on réaménage quelque chose d'autre: des rues,  
on déménage quelqu'un (où?): des familles du quartier  
du Bassin;
- b) le coût des loyers neufs est prohibitif et le prix des  
loyers existants le devient également;
- c) la ville n'a pas les moyens financiers de fournir des  
infrastructures nouvelles.

Donc:



Dit autrement, ce cercle vicieux ressemble comme deux gouttes d'eau à la loi de l'offre et de la demande dont ... "profite" si bien la population du quartier du Bassin pour vivre... sa 25ième heure en tournant en rond dans ... deux pieds carrés.

## Résultats:

1) compte tenu des rares loyers encore disponibles, on divise temporairement (ah oui!) en deux une famille de sept personnes en logeant chacune des deux moitiés de cette famille dans un logement de trois pièces et demie (3 et 4).

2) ô surprise, une bataille en règle contre la rénovation urbaine du style:

aménagement-réaménagement-déménagement-non-emménagement.

En voilà assez de la situation-problème; maintenant, place aux acteurs!

## LES ACTEURS

Un premier noyau de trois personnes spécialisées en urbanisme et architecture n'a aucune hésitation à refuser d'accepter une situation à la fois aussi grave et aussi ridiculement aggravée. Un bref inventaire des solutions possibles les amène à dégager trois conclusions majeures:

- 1) jamais le logement social de type HLM fourni par le secteur public (SCHL, SMQ, OMH) ne parviendra à bien résoudre le problème, compte tenu de l'ampleur des besoins;
- 2) jamais le logement fourni par le secteur privé n'y arrivera non plus, à cause des coûts et prix trop élevés;
- 3) seul le logement sans but lucratif et subventionné par les programmes gouvernementaux (SCHL, SHQ) peut constituer une possible solution, cependant cette formule n'a jamais encore été expérimentée au Saguenay-Lac St-Jean.

Après recherche pour de plus amples informations pertinentes à cette dernière formule, le trio d'initiateurs se sent prêt à proposer à d'autres personnes la création d'un groupe de travail qui se compose finalement de dix membres recrutés à titre personnel pour leur compétence et expérience: résidente de HLM, animateur social, travailleur social communautaire, urbaniste, architecte, ingénieur civil, avocat, comptable agréé, gérant des prêts...

Toutes les conditions sont maintenant réunies pour créer la ressource apte à intervenir.

#### LA RESSOURCE

Après une période de discussions et réflexions approfondies, le groupe de travail conclut:

- 1) qu'il est possible de procurer du logement sans but lucratif selon deux formules:
  - a) la société sans but lucratif qui risque fort de rencontrer les mêmes problèmes et de se retrouver dans une situation semblable à celle de l'entreprise privée pour louer et gérer ses logements à des prix "compétitifs";
  - b) la coopérative d'habitation locative, sans capitalisation qui, par l'autogestion, réduit les coûts au strict minimum donc le prix des loyers également;
- 2) que le temps est venu pour le groupe de se constituer en personne morale ayant une existence légale et juridique sous forme d'un Organisme Sans But Lucratif (un OSBL) incorporé au Québec en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies;
- 3) que le nom de cet OSBL sera la Société pour l'Amélioration du Logement Urbain au Saguenay Inc. (SALU Saguenay Inc.) et qu'il poursuivra les trois ordres d'objectifs suivants:
  - a) à court terme: aider les citoyens à faibles et moyens revenus à se procurer les ressources nécessaires pour combler leurs besoins en logement;
  - b) à moyen terme: aider les citoyens à développer des pratiques d'autogestion et d'autodétermination face à leur besoin de se loger;
  - c) à long terme: institutionnaliser ce nouveau mode d'organisation sociale pour faciliter son intégration dans un éco-système qui valorise la gestion participative de l'environnement.

Le moyen majeur privilégié par SALU pour la poursuite de ses objectifs, c'est la coopérative d'habitation locative sans capitalisation, à possession continue donc non spéculative, qui procure à ses locataires le triple statut de membres-copropriétaires-co-usagers.

#### LES RESULTATS

Depuis mars 1975 jusqu'au premier octobre 1981, SALU a contribué à produire:

TYPE D'ORG.	NOMBRE	LOGEMENTS	ACHAT	RESTAURATION	CONSTRUCTION	TOTAL
COOP.	8	381	\$1,487,300	\$554,000	\$5,201,000	\$7,242,000
OSBL	3	72	-	-	\$2,233,000	\$2,233,000
TOTAL	11	453	\$1,487,300	\$554,000	\$7,434,000	\$9,475,300

Au premier octobre 1981, SALU envisage de contribuer encore à produire cinq nouvelles coopératives totalisant 115 logements pour un coût total estimé à environ \$4½ millions, plus la rénovation d'une coopérative déjà existante de 111 logements à un coût global d'environ \$300,000.

#### NAISSANCE DE NOTRE RECHERCHACTION EN HABITATION COOPERATIVE

Attendu depuis une éternité et en retard de quelques générations, un sommet "Kébécois" sur la coopération se tient enfin à Montréal en février 1980. Mine de rien, plusieurs cheminements se font dans plusieurs directions entre divers

agents et intervenants en matière de coopération, entre autres:

- .de coopérative à gouvernement;
- .de gouvernement à coopérative;
- .de coopérative à coopérative;
- .de gouvernement à gouvernement.

Dans le domaine de l'habitation coopérative, le gouvernement du Québec compte plusieurs intervenants:

- la Société d'Habitation du Québec (la SHQ) dont le répondant à l'Assemblée nationale est le ministre des Affaires municipales;
- le ministère des Institutions financières et coopératives (le MIFC, depuis le décret #1094-81 du 18 juin 1981);
- la Société de Développement Coopératif - secteur Habitation (la SDC-H) dont répond le titulaire du MIFC;
- les "cordons de la bourse" autrement appelé le Conseil du Trésor (le CT), celui-là même qui requiert les fameux "CT" dont le processus bureaucratique-technocratique-mandarinateur implique pas moins de quatre-vingt-douze (92) signatures...;
- etc., etc., etc.

Bref(!), beaucoup d'instances, beaucoup beaucoup de monde, énormément de temps et très énormément beaucoup d'énergie et de patience. D'où, chicanes de juridictions, chasses gardées et impérieuse nécessité d'une coordination qui, en ce cas, finit par échoir au MIFC. Celui-ci compte d'ailleurs en sa structure, un sous-ministre associé responsable de tout le secteur coopératif québécois. En bonne tradition intra-ministérielle de querelles de juridictions-attributions-bénédictions, de cloisonnements étanches et de replis, une joyeuse lutte se prépare à Québec en matière d'habitation coopérative. A moins que...!

Et si pour l'occasion, on confiait un mandat,

- 1<sup>o</sup> à un organisme inter-universitaire,
- 2<sup>o</sup> de former un groupe inter-universitaire multi et inter-disciplinaire,
- 3<sup>o</sup> pour effectuer une étude complète sur la mise sur pied, le développement et la gestion des coopératives



d'habitation au Québec, étude dont les contenus serviraient de matériel de base pour un programme intégré de formation de tous les agents québécois du développement coopératif en matière d'habitation???

Finalement, cela parvient à se faire via le Centre Interuniversitaire de Recherche d'Information et d'Education en Coopération (le CIRIEC) qui, pour l'occasion propose à sa vingtaine de membres le projet de former une telle équipe. A l'automne 1980, cette équipe s'est effectivement formée de membres provenant de Rimouski (UQAR), Chicoutimi (UQAC), Sherbrooke (U de S) et Montréal (HEC), plus quelques personnes-ressources oeuvrant dans des Groupes de Ressources Techniques en Habitation (des GRT-H). Le groupe de (4 personnes) accepte de préparer l'avant-projet en faisant occuper une place centrale à la recherchaction basée notamment sur les expériences vécues au Saguenay-Lac St-Jean et à Montréal. La coordination générale du projet est également assumée par un des membres de l'équipe de Chicoutimi M. Paul Prévost, alors qu'un Comité de coordination est formé de MM. Prévost, Marcel Laflamme (Sherbrooke) et Claude Guérard (Montréal). L'administration du projet incombe au Centre de Gestion des Coopératives (le CGC) de l'école des Hautes Etudes Commerciales (les HEC) de Montréal.

L'avant-projet soumis par les sagamiens est parfois âprement discuté, plusieurs fois amendé et finalement complété suite à l'obtention négociée d'un consensus suffisant pour permettre aux co-équipiers d'aller de l'avant dans la répartition des tâches d'abord entre les sous-équipes et ensuite entre les membres de ces sous-équipes. Des rencontres d'étapes sont tour à tour organisées à Chicoutimi, Compton (Sherbrooke) et Montréal pour encadrer les travaux des membres, des sous-équipes, des équipes et de la grande équipe. Quelques conférences téléphoniques ont également été tenues. A chacune de ces occasions apparaissent inmanquablement des divergences d'idéologies et des valeurs sous-jacentes qui se confrontent, se nuancent et finissent toujours par s'accommoder juste assez pour que l'addition et la multiplication l'emportent sur la soustraction et la division. Finalement, le même processus, les mêmes difficultés et le même aboutissement s'appliquent à la première version ainsi qu'à la version définitive du rapport final.

Jamais l'objectif visé n'avait été d'en arriver à un modèle unique et encore moins à une théorie. Il nous avait simplement semblé que sur une section de continuum, quelque

part entre le simple processus et le beau modèle, il y avait peut-être place pour la mise en forme d'un processus-type de création-gestion-développement applicable concrètement à toute coopérative d'habitation qui verrait le jour au pays du Québec.

## LES RESULTATS

Après plus de dix mois de ce laborieux régime de travail, plus précisément le 15 juillet 1981, en pleine période de canicule pour tous et de vacances pour d'aucuns, l'équipe déposait quand même au MIFC à Québec, un volumineux rapport<sup>(3)</sup> de ce qu'elle croit être une recherche-action. En se basant principalement sur le savoir, le savoir-faire et le savoir-être de coopérateurs et de leurs personnes-ressources, le contenu de ce rapport tente de répondre adéquatement à la question suivante:

"Dans le domaine de l'habitation coopérative, pourquoi, qui doit FAIRE quoi avec qui, où, quand, comment et à quels coûts, afin qu'en matière de logement, les coopérateurs-trices qui le veulent vraiment, puissent réellement fonder, gérer et développer leurs propres ressources coopératives en fonction de leurs propres besoins et aspirations."

Conformément au mandat proposé, discuté et accepté, l'équipe du CIRIEC croit alors pouvoir dire et se dire: "mission accomplie"! Ouf... !!!

## EN GUISE D'EPILOGUE-PROLOGUE

Quelles sont les suites et autres résultats espérés?

D'abord la transformation par le MIFC des contenus de ce rapport en matériel pédagogique de base, accessible autant pour la formation d'agents du développement coopératif en habitation que pour les coopératrices et coopérateurs oeuvrant en ce domaine. Il nous semble que cette formation pourrait d'ailleurs prendre la forme de sessions intensives de groupes de tâches.

Ensuite la transformation des contenus du rapport pour les rendre disponibles au public en général sous la

forme d'un volume au format commode, accessible, utilisable et durable.

Enfin le traitement des données du rapport dans un cours de la Télé-Université, c'est-à-dire la mise sur pied d'un véritable mini-système multi-média qui, ouvertement, ferait travailler en superficie la télévision, l'imprimé et l'animation socio-pédagogique au bénéfice de TOUTES les parties intéressées.

En terme de planification stratégique, il est clair qu'en combinant dans l'espace et le temps 1) les sessions intensives de groupes de tâches avec 2) la parution d'un volume et avec 3) un cours de la Télé-Université, on obtiendrait certes un impact considérable, massif et soutenu, susceptible d'engendrer des effets substantiels, durables et mesurables. MAIS, pour vraisemblables que soient ces projets et espérances l'équipe est toutefois bien consciente qu'elle n'a aucun pouvoir pour les faire accéder au réel, risquant ainsi une fois de plus l'accusation courante de n'avoir oeuvré qu'au niveau du discours écrit, parlé et... visuel!

Pourtant... !!!



## UNE RECHERCHACTION EN HABITATION COOPERATIVE

Les intervenants

Paul PREVOST

Université du Québec à Chicoutimi

Dans cet exposé, j'aimerais concentrer l'attention sur le rôle des intervenants dans le cas SALU-SAGUENAY, leurs apparitions et leurs disparitions, sur l'évolution du pouvoir et, sur la place des universitaires dans cette recherchaction.

Le groupe de départ s'inscrit dans l'action de Multi-Média au milieu des années '70. A ce moment, la situation du logement est critique à Chicoutimi et le marché de l'habitation est stagnant. C'est alors que quatre ou cinq personnes, animateur à Multi-média, urbaniste à la ville de Chicoutimi, professeurs du Cégep en architecture... décident de cesser de palabrer et passent carrément à l'action. Donnant de leur temps libre, ils choisissent de développer l'habitation coopérative, en construisant des logements qu'ils remettront plus tard aux locataires après les avoir au préalable initiés à la coopération.

Le premier projet élaboré, ce premier groupe de bénévoles se rend à la SCHL pour obtenir du financement. La réaction du financier n'est pas négative, mais on demande au préalable au groupe d'élargir ses cadres pour recruter d'autres personnes-ressources bénévoles car le monde de la construction est complexe et l'expérience des initiateurs fort limitée. C'est ainsi que le groupe s'élargit pour comprendre maintenant ingénieur, avocat, contremaître en construction et universitaires (gestion et animation). Tout ce beau monde a mis ses expertises individuelles en commun et le premier projet s'est heureusement terminé: (40 logements).

Accablés sous une tâche plus compliquée et plus exigeante que prévu pour des bénévoles, certains membres du groupe laissent leur emploi pour devenir des employés permanents de SALU. Structurée autour d'un architecte, ancien professeur du Cégep de Chicoutimi et d'un animateur, ancien employé de Multi-média, la permanence de SALU variera en importance au gré des problèmes financiers et des relations entretenues avec les agences qui contrôlent le budget de SALU, soit la SCHL et la SHQ. Il fallait continuellement presser le citron car les programmes sont très fluides.

Graduellement, des coopératives se sont formées pour acquérir les logements, pour rénover ou encore pour commander des logements et des supports d'animation. C'est ainsi qu'un nouveau groupe d'intéressés, les coopérateurs, s'est joint à SALU et a intégré l'organisation. Du club des Dames de Ste-Anne au début, SALU graduellement devient dans les faits une sorte de coopérative de deuxième niveau, les bénévoles non coopérateurs du début restituant aux coopérateurs d'habitation un outil qu'ils avaient en définitive développé pour eux. Le groupe d'animateur et de personnes-ressources de base se retire donc en arrière pour faire place aux coopérateurs usagers, réservant leur énergie pour travailler sur des dossiers à demande selon leurs qualités. Nous sommes actuellement en plein dans ce processus, par exemple, après avoir occupé la présidence de SALU, j'ai quitté dernièrement le conseil d'administration pour faire de la place à un coopérateur.

C'est un peu comme ça que des intervenants sont apparus et disparus, ou sont en voie de disparition ou encore changent de rôle. C'est aussi comme ça que le pouvoir s'est graduellement déplacé du groupe de base vers un conseil d'administration où les coopérateurs occupent de plus en plus de place.

L'expérience des chercheurs universitaires dans ce dossier se calque un peu sur cette évolution. D'abord, ils ne se sont jamais présentés comme des chercheurs mais comme des intervenants au même titre que les autres intervenants. Au début, leur rôle fut plus effacé, mais ils ont petit à petit assumé une partie du leadership, pris des décisions et participé directement à la gestion de l'organisation. En se référant au concept de "recherche-action", on peut dire que les universitaires dans le dossier de SALU furent d'abord des acteurs et non des chercheurs. Ce n'est qu'à la demande du MCCIF qu'ils ont retrouvé leur rôle de chercheur. En effet, devant un problème d'habitation coopérative des plus complexes où les groupes-ressources - GRT, Mouvement Desjardins, SDC, etc... - se multipliaient, le ministère nous a donné le mandat de questionner le développement de l'habitation coopérative et de rationaliser sa gestion. C'est à ce moment seulement que nous avons, en association avec d'autres universitaires, d'autres GRT et les permanents de SALU, commencé à post-rationaliser et conceptualiser sur notre expérience. L'exercice ne fut pas vain et nous avons entrepris l'élaboration de modèles et de guide de développement et de gestion des coopératives d'habitation. Ce travail nous a permis de questionner systématiquement notre action et d'illustrer bien des problèmes passés inaperçus jusqu'alors.

Un autre accident de parcours a aussi contribué à accentuer notre réflexion et c'est le présent colloque. Même si nous avons une connaissance théorique du concept de recherche-action, en aucun temps avons-nous tenté de l'utiliser pour encadrer notre intervention chez SALU. C'est simple, nous étions dans le dossier comme acteurs, par conviction et le temps consacré était carrément prélevé sur nos loisirs. C'est à la demande des organisateurs de ce colloque que nous avons tenté une deuxième post-rationnalisation, méthodologique plutôt que conceptuelle, cette fois. Nous avons passé plusieurs après-midis à élucubrer sur notre cheminement et à questionner ses principales bifurcations. Une constante ressort: ce type de réflexion ne fut pas assez régulier ni assez fréquent. Nous avons omis de communiquer et nous nous sommes inscrits dans un système fermé. C'est ainsi que nous n'avons pas su partager nos expériences heureuses, ni appris des expériences d'autrui.

Ces deux accidents de parcours, soit la commandite du MCCIF et ce colloque, nous ont permis de nous inscrire dans un processus de recherche-action complet en initiant chez nous la phase recherche: i.e. développement et acquisition du savoir. C'est ainsi que dans un effort conscient pour contribuer systématiquement au développement de savoir cognitif, nous tentons présentement de développer certaines hypothèses sur la prise de décision dans les OSBL, et dans les Coopératives, et sur la planification stratégique dans les entreprises dites participatives.

Au niveau du savoir-faire, un groupe de bonne volonté, inexpérimenté, est devenu à une certaine époque le plus gros constructeur d'habitation du Saguenay, il a aussi appris à mettre des Coopératives d'habitation sur pied et à travailler en multidisciplinarité. Ce savoir-faire est colligé chez SALU et partagé par tous les sous-groupes, soit les bénévoles, les permanents et les coopérateurs.

Enfin, au niveau du savoir-être, c'est plus compliqué à évaluer, mais nous ne serons plus jamais les mêmes car avec les moyens du bord, tous et chacun ont assumé leurs responsabilités d'abord dans l'action puis récemment dans le discours.





## UN CAS DE RECHERCHE-ACTION EN PAYS TIERS-MONDE

Gilles COMTOIS  
Université du Québec à Chicoutimi

### INTRODUCTION

Lorsqu'on parle de recherche-action, on se trouve en présence de deux mondes:

1. celui de la production d'un discours scientifique, qui est essentiellement celui des "universitaires", des "professeurs" qui enseignent, et des "docteurs" qui doivent "produire" des documents de recherche. Et,
2. celui de la production d'un discours de légitimation par des groupes d'action, essentiellement des praticiens.

Personnellement, le plus enrichissant de ma recherche-action, et la plus grande partie de ma recherche-action ne s'est pas faite sous l'égide d'un discours scientifique; elle s'est plutôt faite comme un chercheur participant, et plutôt comme un praticien, mais pas essentiellement cependant, parce que souvent je me suis retrouvé au niveau de l'acteur lui-même.

Il y a évidemment plusieurs conceptions de la recherche-action, tant au niveau des définitions théoriques que des expériences qui s'en réclament. Mais "seule peut se réclamer d'une stratégie de recherche-action, une approche de recherche qui émerge de l'action, de la lutte, d'engagements sociaux ou politiques concrets, en vue d'un enrichissement, d'un développement, voire d'une réorientation de cette action", nous rappelle Dominicé de l'Université de Genève.

L'expérience à laquelle je vais me référer aujourd'hui, c'est précisément une de celles que j'ai vécues en tant que praticien, en tant que praticien-acteur, en tant que chercheur-participant.

D'autres expériences de recherche-action me retrouvent sous un autre aspect, avec un autre rôle. En effet, il y a eu un certain nombre d'autres expériences majeures où je me suis retrouvé dans un rôle de chercheur universitaire, particulièrement depuis septembre 1972. Comme par exemple:

- 1) en Nouvelle-Ecosse, à l'Université d'Antigonish,

à la façon du Mouvement d'Antigonish, avec les pêcheurs, mineurs et fermiers qui se sont organisés en coopératives et associations communautaires de 1972 à 1974;

- 2) au Niger, Afrique de l'Ouest, de janvier 1975 à août 1976 (19 mois), dans le contexte de projets socio-économiques;
- 3) à l'Université de Sherbrooke, via des stages de recherche dans les coopératives du Québec, (Cf. Diplôme en économie et formation coopérative). Cette expérience a été formalisée sous forme d'une dizaine de mémoires de recherche durant les périodes du printemps-été 1976, 1977 et 1979.

Mais en Ouganda, en Afrique de l'Est, de janvier 1955 à avril 1972, ce fut vraiment en tant que praticien d'abord et avant tout. Et c'est de cette expérience dont je veux vous parler.

#### PRESENTATION DU CAS:

Je me vois obligé de le faire sous forme schématique à cause du peu de temps alloué à cette communication, et en essayant de déboucher simplement sur un bref commentaire épistémologique du processus de recherche-action.

Le sommaire de ce schéma de l'expérience elle-même se présente comme suit:

1. Le contexte physique et sociologique;
2. Les groupes sociaux et groupes d'action;
3. Le groupe chercheur et les auxiliaires;
4. L'objet principal de l'action;
5. Les objectifs de l'intervention;
6. Le cadre opérationnel de l'action.

#### 1. LE CONTEXTE:

##### a) SOCIOLOGIQUE

- En Ouganda, donc Afrique de l'Est, et ex-colonie britannique. Pas l'Ouganda que la plupart des gens ont appris à connaître depuis Amin, et celle d'aujourd'hui avec Obote et l'instabilité de l'heure présente, mais le

plus beau pays de l'est et de l'ouest africain, celui dont Sir Winston Churchill disait en 1908: "Tout ce qu'on y trouve, même les gens, est différent de tout ce que l'on peut voir partout ailleurs dans toute l'Afrique...". "La perle de l'Afrique". Aujourd'hui l'Ouganda, après le passage d'Amin et de son armée, et surtout avec les luttes tribales qui sont les siennes, à ce moment-ci, n'arrive pas à reprendre son équilibre de vie... et son processus normal de développement. Donc, je parle de l'Ouganda d'avant 1972, plus précisément d'avant janvier 1971 (avant le coup d'état d'Amin). Il s'agit d'un pays en voie de développement, i.e. en période de changement, changements très rapides et changements en tout, que j'ai connu de 1955 à 1972.,

- i.e. - période pré-indépendance - 1955-1961
- période de l'indépendance - 1961-1966
- période post-indépendance - 1967-1972.

L'Ouganda, comme bien d'autres pays africains de l'est, comme le Kenya, la Tanzanie, le Malawi, était jusqu'à son indépendance une colonie anglaise, ou plutôt un protectorat dès 1894. Ce qui pour mon expérience de recherche-action a une importance primordiale, puisqu'elle n'aurait probablement pas eu lieu ou du moins pas sous cette forme-là si elle avait été colonie française, espagnole ou portugaise. A quoi cela tient-il? C'est que la politique et la culture anglo-saxonne ont laissé en place des structures administratives, sociales, culturelles, et... ce fut le régime de la décentralisation où on administrait par des structures parallèles qui "contrôlaient", si vous voulez, ce qui se passait dans le pays.

En résumé, les actions, interventions, étaient laissées aux organisations, groupes, communautés locales sous forme bénévole, avec toute leur initiative, et moyens d'action qu'ils avaient. Toute initiative était permise sans nécessité de recourir à une administration centralisée, ou même au système administratif quel qu'il soit. D'où les initiatives des organismes non gouvernementaux, des organismes d'églises, des organismes de bénévoles. Au fond, tout était entre leurs mains.

#### b) PHYSIQUE :

- une région (celle du Buganda - une province - la plus peuplée et la plus développée) à peu près égale à

celle de la région Saguenay-Lac St-Jean. Population totale: près de 2 millions (sur 10 millions en 1971) dont la capitale Kampala, était de 350,000 habitants en 1971.

Un commentaire explicatif.

L'Ouganda est essentiellement un "pays en développement", un développement en pays tiers-monde, ce qui veut dire - essentiellement - du développement régional mais à une autre échelle que celle qui nous est familière, et je m'explique en deux mots.

Le développement tiers-monde c'est - pour aller au plus court, et surtout pour aller du déjà connu au moins connu - une réplique du développement régional qui nous est familier, i.e. d'un développement dans un contexte "centre - périphérie", avec ses caractéristiques, et ses contraintes majeures, mais bien sûr à une autre échelle, une problématique de base identique. En effet, il s'agit de situations sectorielles à une échelle souvent de crise, i.e. avec des besoins, des cas d'urgence de forme aiguë, qui peuvent aller jusqu'à des situations où il peut s'agir en certains cas de vie ou de mort. Mais il n'en demeure pas moins que le phénomène majeur du développement en pays tiers-monde et celui du développement régional, i.e. de la région périphérique de chez nous, demeure analogiquement le même.

Il s'agit en effet d'un état de choses, dans lequel une région, en somme, alimente et fait croître proportionnellement un centre extérieur à cette région, alors que celui-ci demeure le maître des prises de décision importantes, le bénéficiaire des surplus financiers, le gourou vorace qui regroupe autour de lui les experts, les spécialistes, les centres de technologie avancée, etc.

D'où la priorité caractéristique d'un développement en pays tiers-monde authentique. Il faut renverser cet état de choses en redonnant au pays en développement l'autonomie, le bénéfice de ses richesses et de ses ressources, la capacité administrative, politique, économique et technologique de se développer, et cela d'une façon autonome, selon un modèle qui lui est personnel et qui le caractérise véritablement: il doit devenir le "maître de sa propre destinée".

Les ressources humaines, physiques et financières rendent toutefois le développement très précaire en raison de la pénurie qui les affecte. Cet état de choses rend ce processus très précaire, très lent, et particulièrement aujourd'hui à cause de la conjoncture actuelle d'une situation économique mondiale très difficile.

## 2. LES GROUPES D'ACTION:

### a) les communautés de base

Les communautés de base étaient regroupées selon leur propre initiative, intérêts et besoins, depuis l'équipe de football, au groupe musical, aux associations culturelles, religieuses, commerciales et politiques.

Dans cette province du Bouganda, on retrouve deux types de population, 1) l'une rurale, en grande majorité: les trois districts autour de la capitale, 2) l'autre urbaine: ce sont la capitale, Kampala, et quelques petits centres commerciaux regroupés autour de services sociaux et administratifs.

### b) les petits groupes de "leaders"

Dans toutes ces communautés, il y avait des leaders: des petits chefs traditionnels, de vrais leaders charismatiques, et des gens élus par leur organisation (représentatifs et délégués).

## 3. LE GROUPE CHERCHEURS: EQUIVALENT EN FAIT A UN PETIT GROUPE DE PRATICIENS A TEMPS PLEIN AVEC UN OBJECTIF DE RECHERCHE

D'abord, une période caractérisée par un sérieux apprentissage de l'approche communautaire. Au départ, en 1957, pratiquement trois ou quatre expatriés:

- 1) une écossaise, graduée de l'université de Glasgow;
- 2) une hollandaise, spécialiste en enseignement ménager et travail artisanal;
- 3) et moi-même;

plus deux ou trois autres à temps partiel. Toujours un certain nombre de Bagandas éduqués, souvent des professionnels (médecins, avocats, etc...), des professeurs d'écoles secondaires, et des ruraux

- fermiers ou gens de métiers - de niveau secondaire ou école technique.

De 1962 à 1967, on retrouve les auxilliaires du début, et en plus des professeurs étrangers de l'université de Makere (Kampala), en sociologie et en "Extra Mural Studies".

Enfin, de 1968 à 1972: l'équipe initiale du début, i.e. deux expatriés:

- 1) toujours l'écossaise, Joan Dilworth;
- 2) moi-même, et
- 3) des africains spécialistes de la recherche-action: Charles Kiyengo, Université de Londres, Immaculata, Namakula, Elizabeth Namaganda, et des professeurs de Makerere et des fonctionnaires du gouvernement; également des spécialistes "à court terme", d'organismes étrangers (e.g. économiste, ranch manager), etc.

#### 4. OBJET PRINCIPAL DE L'ACTION

Le développement dans son sens le plus global et le plus total du terme, dans sa dimension sociale, spirituelle, économique, culturelle, éducationnelle, etc... Il est bien évident que dans un pays du tiers-monde, surtout dans un contexte rural, les premiers besoins et problèmes sont ceux d'ordre socio-économique. C'est en fait celui qui a retenu davantage notre attention. L'aboutissement de ceci s'est illustré par des plans quinquennaux de développement socio-économique avec des étapes bien déterminées (objectifs et stratégies) de changement planifié, avec des programmes et des projets bien définis.

#### 5. OBJECTIFS DE L'INTERVENTION VIA LA RECHERCHE-ACTION

##### a) Pour les communautés de base:

- Contribuer à la solution de problèmes bien concrets auxquels les populations étaient confrontées; une action ayant des effets évidents sur la transformation d'une situation ou favorisant le progrès, l'avancement d'une action en cours.

b) Pour l'équipe de praticiens-chercheurs:

- Déterminer une stratégie de changement pour les communautés de base, à la fois fondée sur un changement planifié en vue d'un plan compréhensif d'action (développement intégré). Les populations de base y avaient une participation maximale et un rôle majeur dans le processus décisionnel, dans le sens de "maîtres de leur propre destinée", "self-reliance", et cela dans un contexte de développement communautaire "mutual help".

## 6. CADRE OPERATIONNEL (FORMAT D'OPERATION)

Il se présente selon le processus classique du développement communautaire, en procédant

- de l'action communautaire individuelle,
- à l'élaboration de projets,
- à l'élaboration de programmes,
- à l'élaboration de plans fabriqués d'objectifs généraux, de stratégies, d'actions, etc.

Le point de départ fut

- a) d'identifier les actions de développement qui ont un certain impact sur l'environnement ou sur le bien commun.
- b) d'identifier des communautés bien vivantes qui sont aux prises avec des problèmes évidents.

Donc le processus était

- identification de leaders
- formation du noyau de base
- étude du ou des problèmes
- prise de décision - action
- information de la communauté, etc.

Pour aboutir à l'élaboration du projet (dans le cas de projets majeurs), il fallait procéder par étapes, comme suit:

- 1) feuille d'identification de projet;
- 2) étude de plausibilité;
- 3) étude de faisabilité.

Le résultat a été d'environ 85 à 100 projets durant les années 1968-72.

- Style de projets dans le domaine socio-économique:

- 1) Association des clubs sociaux et Fédération provinciale de ces clubs;
- 2) Association des jeunes fermiers;
- 3) Coopératives d'épargne et de crédit et Fédération provinciale (Union);
- 4) Coopérative de bétail (ranch);
- 5) Usine de verres (contenants pour les laboratoires);
- 6) Entreprise de souliers (en gros), pour faire face à la multinationale canadienne Bata par exemple;
- 7) Porcherie (pour vente en gros);
- 8) Coopérative de transport (pour vente de poissons), ETC.

c) Commentaires sur la démarche de la recherche-action.

- 1 - La recherche-action n'est pas simplement une recherche, mais bien une action-recherche à but bien déterminé, à savoir la transformation d'une situation; c'est une réponse bien concrète à des besoins, à des intérêts bien identifiés, à des problèmes réels, le plus souvent sous forme de projets à caractère permanent.

En ce sens elle se distingue de la recherche traditionnelle, ne fût-elle que de la recherche appliquée.

- Dans ma thèse de maîtrise, qui a analysé longuement mon expérience de l'Ouganda, précisément selon un processus de recherche-action, i.e. comme une succession de spirales suivant une succession d'activités, je disais dans la préface (p. xxii et xxiii):

"Le vrai praticien est toujours un apprenant anxieux d'apprendre dans la recherche qu'il a à faire en vue d'être ou de demeurer efficace et productif; et son apprendre (c'est également pour cela qu'il change) s'identifie avec le résultat ou le produit lui-même de cette recherche-action..."

"Le praticien est souvent allergique au chercheur scientifique professionnel, surtout si le praticien appartient ou opère dans les pays en développement.



A cause du manque d'appui financier, de l'urgence de la situation, du manque de personnel qualifié, et d'autres facteurs, il conçoit la recherche scientifique traditionnelle comme non-réaliste, et inappropriée... Le praticien a du ressentiment contre la méthode de recherche traditionnelle parce qu'elle le coupe de son champ d'action et de l'action elle-même, où il peut réellement respirer et apprendre librement: il la voit comme un carcan..."

- 2 - Contrairement à la recherche traditionnelle, on ne s'improvise pas du jour au lendemain participant à une recherche-action.

Il faut "préparer le terrain": a) d'abord, en se préparant soi-même, soit comme chercheur soit comme praticien; b) et en réunissant les conditions préalables à une telle opération.

Pour préparer ce que j'appellerais une "infrastructure" d'opérateur à mon expérience de l'Ouganda, j'y ai mis 2 ans à préparer l'instrument, et à réunir ces conditions de pré-requis: soit la langue, les us et coutumes, les proverbes, les relations humaines, les adaptations au milieu de vie, etc. En d'autres mots, il me fallait:

- a) acquérir sur le plan personnel des attitudes et comportements favorables à la recherche-action, d'abord en prenant part à des entreprises collectives, et en me donnant le temps de réfléchir sur ces pratiques;
- b) réunir les conditions rendant possible dans le concret la mise en oeuvre d'une recherche-action. Dans le cas de communautés de bases, ou de populations à la base, il s'agit souvent d'un processus de développement communautaire.

Ce fut le travail de notre équipe du début (1955-1957) de vivre, le plus souvent, avec les gens dans les villages.

Il est bien évident que si la recherche-action demande une sérieuse période de préparation, c'est en fonction de la mise en place d'une action-recherche d'une certaine durée.

- 3 - Le problème qui fait l'objet de la recherche se retrouve dans la communauté, et non pas dans une hypothèse intéressant personnellement le spécialiste de la recherche. Le but à atteindre est une transformation des comportements, attitudes et habitudes des individus ou des

populations, et une modification des règles institutionnelles, etc... Et cela tout en refusant de recourir à un savoir préfabriqué ou abstrait constitué préalablement à l'action. Donc, pas de modèle passe-partout ou de livre de recettes... en recherche-action. Car la démarche recherche-action est par-dessus tout un apprentissage réel fonctionnant sur le principe "apprendre à apprendre".

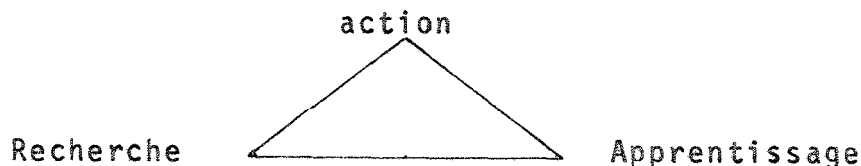
- 4 - La recherche-action se fait avec les gens du terrain (acteurs) et il est tout à fait souhaitable que ceux-ci participent au processus de recherche depuis le tout début.

L'une des visées ou objectifs de la recherche-action étant de transformer la situation, attitudes, habitudes, etc. des acteurs, il est impératif que ceux-ci prennent une part importante à la recherche elle-même, sinon on parlerait facilement de "manipulation..." D'autant plus que l'oeuvre étant collective, il s'agit bien d'un produit du groupe, d'une réflexion sur sa propre action. La recherche-action est également un apprentissage pour tous et donc elle débouche sur un savoir collectif, puisque le savoir est inclus dans la pratique quotidienne.

En cela, je me reporte aux principes mêmes de l'andragogie, qui précisément demandent à l'apprenant adulte de partir de son expérience personnelle, et de se considérer lui-même comme la première ressource dans un savoir à construire en commun. Donc il y a un lien essentiel entre l'action et le savoir, et c'est probablement l'aspect le plus permanent de la recherche-action. Le savoir qui en résulte est à la

fois perçus sous la dimension {  
-savoir = connaissances  
-savoir-faire = habiletés  
-savoir-être = attitudes et comportement

Il est devenu presque classique de se référer maintenant à ce triangle formé par l'action, la recherche et la formation ou l'apprentissage:



- = Une action qui en fait se formalise sous forme de projet;
- = Une recherche qui représente une étude, une étude systématique;
- = Un processus qui s'accompagne d'un apprentissage dont le résultat est un savoir, un savoir qui est loin d'être simplement théorique ou conceptuel.

En ce sens, la partie "recherche" ne se distingue vraiment pas, ne se sépare pas de l'aspect "action" ou du processus lui-même de changement, si bien que souvent on ne l'appréhende plus comme quelque chose qui vient se greffer à l'action de l'extérieur, mais plutôt comme une composante intrinsèque à l'action en cours.



## INTERVENTION DE RECHERCHE-ACTION A LA COOPERATIVE DES ARTISANS DE LA MER DE LA HAUTE COTE-NORD

Serge TREMBLAY  
Ginette VILLENEUVE  
Université du Québec à Chicoutimi

### INTRODUCTION

Invités à participer au colloque de la recherche-action tenu les 8-9 octobre 1981, en tant qu'étudiants à la maîtrise en gestion des PMO et intervenants à la Coopérative des artisans de la mer de la Haute Côte-Nord, nous vous faisons part de notre expérience vécue.

A cet effet, notre bref exposé se subdivise selon trois aspects, à savoir:

1. Le contexte de l'intervention.
2. Les méthodes d'approches.
3. Les expériences vécues.

### 1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

C'est dans le cadre d'un cours intitulé "Problèmes des PMO", dont l'objectif était d'analyser une organisation, d'en faire ressortir les déficiences, de découvrir les corrections à y apporter et de déterminer comment procéder à l'application de ces correctifs, que nous sommes intervenus à la Coopérative des artisans de la mer de la Haute Côte-Nord.

Notre mandat qui nous fut confié par CAMO 11 (Comité d'Adaptation de la Main-d'Oeuvre) prit la forme d'une intervention conseil auprès de la coopérative.

Cette association de pêcheurs qui regroupe une vingtaine de membres fut formée dans le but d'améliorer leur situation de pêcheurs-artisans et de résoudre leurs problèmes d'écoulement de produits. Cependant, face à des problèmes de financement et voulant profiter de leur saison de pêche été '80, il fut décidé d'ériger la coopérative immédiatement bénévolement et sous forme d'une corvée collective.

Lors de leur première année de fonctionnement, la coopérative connut plusieurs problèmes internes tels que la demande d'accréditation syndicale après trois semaines d'opération, relations de travail tendues, communications difficiles et problèmes de financement.

## 2. METHODES D'APPROCHES

Notre première forme d'intégration, à la Coopérative des artisans de la mer de la Haute Côte-Nord, fut celle d'entrevues avec les principaux pêcheurs-membres siégeant sur le Conseil d'administration et les employés de l'usine. Nous avons eu également accès à tous les documents internes de l'entreprise. Par la suite, nous avons effectué une visite aux Pêcheurs Unis du Québec à Montréal afin de vérifier et compléter certaines données.

Notre plan de travail suivi était basé selon l'approche systémique de P.B. Checkland dont les étapes principales sont les suivantes:

1. Phase d'analyse (environnement, organisation).
2. Phase d'ancrage (définition du système pertinent à résoudre).
3. Conceptualisation (élaboration d'un modèle tel que défini dans le point d'ancrage).
4. Phase de comparaison (moulage du modèle conceptuel à la réalité).
5. Implantation.
6. Contrôle.

A l'intérieur de cette démarche, il y eut bien sûr, plusieurs rencontres avec CAMO et le Conseil d'administration et la coopérative. Ceci nous permettait d'avoir:

- un suivi des rapports soumis,
- des discussions entre les parties,
- un processus d'auto-correction et de réajustement,
- l'acceptation des rapports d'étapes.

Suite à ces étapes, le diagnostic révéla que le principal problème était un système organisationnel déficient à l'intérieur de la coopérative.

Face à cela, il nous fut possible de procéder à l'implantation de solutions sous forme de plan de redressement avec un cheminement critique des opérations.

### 3. EXPERIENCES VECUES

Cette expérience "active" fut vécue en tant qu'étudiant chercheuracteur sans expérience. Les principales constatations peuvent s'exprimer comme suit:

3.1. L'utilisation de la méthode d'approche pour effectuer cette recherche soit l'approche systémique de P. B. Checkland, s'est avérée adéquate, efficace et fonctionnelle car la rigueur méthodologique de cette approche nous a permis, nous et les acteurs, de détecter et d'identifier des zones problématiques pertinentes. De plus, cette approche permet aux chercheurs de comprendre les processus (activités) affectant et influençant le comportement de l'organisation.

3.2. Cette recherche a permis à la coopérative de mettre en évidence l'état de sa situation actuelle et d'identifier les problèmes majeurs pour que celle-ci puisse saisir et éclairer son choix dans la ou les décisions à prendre, car ce sont les acteurs qui ont identifié leurs propres besoins. Les chercheurs agissaient comme "stimulateurs" et "initiateurs" à ce processus d'identification et de prise en charge.

3.3. Les rencontres fréquentes (15 rencontres en 4 mois) avec les personnes concernées (C.A.M.O., coopérateurs et Conseil d'administration) ont permis de vérifier si les recommandations étaient praticables et réalistes. De plus, ces contacts permettaient d'une part, de valider la démarche sa pertinence et son importance, et d'autre part, d'assurer la crédibilité et la diffusion des actions et des connaissances perçues.

3.4. L'élaboration du modèle conceptuel, soit un système d'organisation d'une coopérative artisanale de pêcheurs, a permis aux chercheurs de développer une expertise dans ce domaine car il fallut effectuer une recherche sur la théorie des structures organisationnelles des entreprises. Suite à cela et en fonction des variables particulières de la coopérative, les chercheurs ont élaboré un modèle adapté à la coopérative. Ce modèle fut opérationnalisé par la production d'un document de travail et analysé avec les personnes concernées, car ce document impliquait un élément de transformation d'une situation jugée incohérente et imposait un réaménagement ainsi qu'un déménagement important.

3.5. Lors de la phase d'implantation des moyens d'action, on (acteurs et chercheurs) a constaté qu'il y avait un manque de réalisme à l'effet que la solution proposée, soit le plan organisationnel, n'était pas dans le contexte de la petite entreprise artisanale. La cause à cela fut que les références servant de base à l'élaboration du modèle conceptuel étaient empruntées à la moyenne et grande entreprise et, de ce fait, ne furent pas assez adaptées à l'action. Cependant, les coopérateurs eux-mêmes ont pu adapter ce plan en fonction d'une pratique plus réaliste. Cela fut rendu possible par le fait que les acteurs étaient au courant des actions effectuées par les chercheurs et savaient comment faire fonctionner parfaitement le plan proposé. Le résultat de cette action par les acteurs fut le jumelage de deux fonctions, car les contraintes financières permettaient seulement un poste. C'est ainsi que les coopérateurs furent co-auteurs de leur propre recherche.

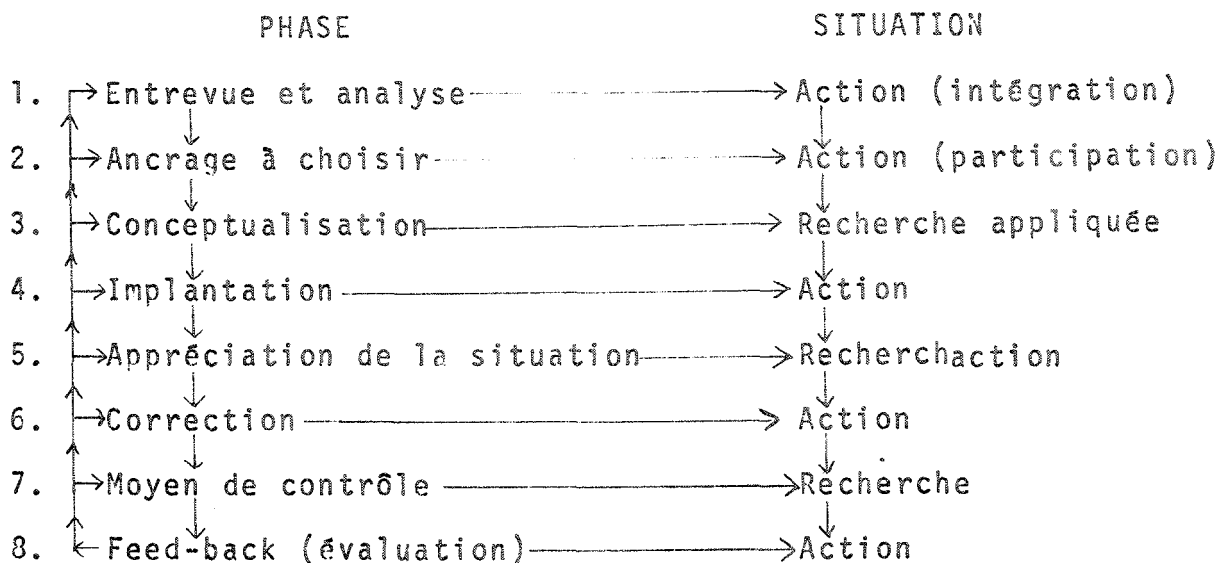
3.6. Lors de la phase d'analyse, il est très important pour les intervenants externes de pouvoir se placer au même niveau que les personnes rencontrées de façon à les rendre plus confiantes. Ceci permet aux chercheurs de s'intégrer dans l'organisation, d'obtenir une meilleure collecte des données et de rendre accessibles à tous les acteurs, les résultats de la démarche. Car, qui dit action, dit près de la base, ce qui implique un langage "efficient". De plus, nous ne nous étions pas étiquetés comme des chercheurs scientifiques de l'université mais plutôt comme des étudiants qui veulent apprendre en travaillant avec des personnes actives et expérimentées.

3.7. Cette recherche-action qui a duré 4 mois, un court laps de temps, a permis de réduire le temps consacré au "feed-back" dans le cycle normal d'une recherche-action pour ainsi favoriser l'accélération du processus de développement et d'apprentissage en mesurant mieux et plus rapidement les impacts économiques, humains et sociaux.

## CONCLUSION

Avec la méthode utilisée, impliquant plusieurs phases, il fut possible d'identifier lors de notre recherche-action chacune de ces phases en fonction de la recherche ou de l'action. Ainsi, on a le processus d'apprentissage suivant:





Ce processus fut fortement expliqué aux acteurs car il fallait créer une espèce de dynamique d'apprentissage. De plus, ce cheminement méthodologique permet d'une part, d'explorer avec les personnes concernées la mise en place d'une structure plus rationnelle permettant à l'organisation de fonctionner d'une façon efficace et d'autre part, d'assurer une continuité de l'organisation par une maîtrise des coopérateurs de la démarche effectuée.

De plus, cette démarche de recherchaction exige un fort degré de participation. Ainsi, cette expérience fait ressortir les types de participations suivantes:

#### 1. Participation informative:

Ce type de participation réfère à la notion d'explication. Exemple: Dans notre cas, les chercheurs expliquèrent l'approche utilisée et les acteurs expliquèrent leur situation lors de la phase d'analyse et d'entrevue.

#### 2. Participation appliquée:

Ce type de participation implique la notion d'explication et d'application. Exemple: Dans notre cas, l'implantation des solutions retenues fut de ce type car cette phase portait sur, par et pour les acteurs.

De la part des chercheurs, l'apprentissage fut de deux ordres:

#### 1. Apprentissage scientifique sur la méthode d'intervention:

Cet aspect réfère à la validité et à la fidélité de l'approche diagnostic et de ses variantes. Ainsi, l'apprentissage fut double car d'une part, il a permis aux intervenants externes de se confronter avec la méthode et son action résultante, d'autre part, par les rencontres avec les autres étudiants de la Maîtrise en gestion des PMO, il fut possible d'établir les variantes de la méthode selon l'établissement dans lequel ceux-ci agissaient en tant que chercheur, acteur et chercheuracteur. Au niveau de la coopérative, l'apprentissage fut orienté sur la méthode d'approche et ses phases.

## 2. Apprentissage scientifique opérationnel:

Cet aspect réfère à la recherche des concepts et des théories permettant une application pratique à la coopérative. Ainsi, l'élaboration d'un système d'organisation d'une coopérative de pêcheurs constitue le résultat entre la recherche théorique effectuée et l'intégration à la pratique par son opérationnalisation.

Ainsi, le résultat de cette recherche est résumé dans les éléments suivants:

1. Cette recherche fut effectuée dans l'action car elle portait sur des acteurs (C.A.M.O., coopérateurs et Conseil d'administration).
2. Cette intervention a permis à la coopérative d'atteindre un fonctionnement plus cohérent et rationnel.
3. Cette recherche fut demandée et assumée par les acteurs (C.A.M.O., coopérateurs et Conseil d'administration) eux-mêmes. Le suivi, les critiques par étapes ainsi que le mandat furent proposés par ces mêmes acteurs.
4. La participation des acteurs allait jusqu'à la prise de décision lors, par exemple, de l'acceptation des rapports d'étapes.
5. La recherche fut contrôlée de deux façons:
  - De la part de la coopérative, c'était le résultat qui dominait, donc le plan d'action fut privilégié car les transformations qu'il exigeait au niveau du réaménagement et du déménagement étaient prioritaires.
  - De la part académique, le contrôle s'effectua sous forme de rapports d'étapes selon l'état d'avancement des travaux.

6. La solution étant spécifique à un problème, cela a permis une généralisation applicable en fonction de certaines particularités. A cet effet, on réfère à deux types d'apprentissages. De plus, la réflexion scientifique a permis la création de nouveau savoir concernant la structure et les relations avec les activités réelles dans une coopérative.

7. Cette recherchection a tissé un lien organique avec le milieu, car l'expérience ainsi que celles de mes collègues a développé un climat de confiance avec le milieu.

8. La structure entourant cette recherchection ainsi que la méthode utilisée (approche systémique) a su conserver sa flexibilité en tenant compte de la fluidité des étapes.

9. Les chercheurs ont intégré dans la démarche une phase de consultation permettant une expérience d'aide à la décision dans le domaine de la gestion.

Suite à cette expérience, la maîtrise en gestion des PMO permet à l'étudiant de produire un mémoire de recherchection qui respectera sensiblement les phases énumérées dans ce cas. De plus, la méthode systémique est l'une des approches garantissant le résultat de la recherchection, car ces particularités correspondent très bien aux exigences des systèmes dits ouverts dans lesquels il existe des problèmes très complexes et non-structurés. Ainsi, cette expérience se terminera possiblement en mai 1982 et est à suivre...

L'ensemble de ces recherchections permettront de mieux saisir ce concept et de mieux définir ces limites. Ainsi, l'apprentissage sera accéléré car le meilleur moyen de faire avancer la science est d'intervenir sur le tas en tant que chercheur-acteur et chercheuracteur.



## PERIODE DE QUESTIONS

Animateur, Adam Lapointe

Q. Gilles Comtois

J'aimerais me poser une question: qu'est-ce qui ressort le plus de cette expérience? C'est le savoir découlant d'une action. Les gens ont changé dans leurs habiletés parce qu'ils ont appris à utiliser des instruments. Ils se sont penchés sur leur instrumentation, également sur leur savoir-être. Donc, il y a eu un changement qui signifie apprendre. Pour moi, apprendre à apprendre, ça été l'expérience de base. Comment les gens apprennent? Quel est le processus?

Q. Claude Bouchard à l'équipe des Escoumins

Quel est le suivi? Qu'est-ce qui a changé, à la suite de votre action?

R. Serge Tremblay

Il y a eu des déménagements de personnes. Le gérant était une source de conflits même s'il était le fondateur de la coopérative. Il y avait une zone problématique autour de la gérance. Avec nos recommandations, au fur et à mesure, il y a eu des répercussions. Actuellement les pêcheurs ont encore de la difficulté avec les objectifs de capture, ce qui affecte la rentabilité à l'usine. On n'avait pas prévu cela dans la recherche.

Q. Robert Larouche

Tout à l'heure, tu as dit que l'approche systémique a été adéquate aux problèmes de la coopérative. Je voudrais te retourner la balle en te demandant si les pêcheurs eux ont saisi ce qu'était l'approche systémique?

R. Serge Tremblay

Oui. On a expliqué en d'autres mots quelle était l'approche que nous utiliserions. On a été bien perçus par les pêcheurs. On s'est très bien adapté. On a intégré cette approche de diagnostic, nouvelle pour nous,

à l'intérieur de cette entreprise. Ca s'est bien passé.

Q. Robert Larouche

Est-ce que vous considérez qu'il y aura des débouchés dans le sens où il y aura formation de d'autres coopératives de pêcheurs?

R. Serge Tremblay

Actuellement, il n'y a pas de place aux Escoumins pour une autre coopérative. Peut-être l'expansion, mais ils doivent d'abord faire face à des problèmes internes. Ils ont eu beaucoup de demandes de la part des pêcheurs, mais l'usine ne peut absorber plus.

Q. Joseph Morose

Pensez-vous que les pêcheurs ont compris l'approche ou pourraient l'utiliser pour résoudre leurs problèmes?

R. Serge Tremblay

Oui. Nous avons proposé un plan organisationnel qui manquait de réalisme pour une petite entreprise artisanale. Nous avons proposé deux postes et eux ont fait un jumelage. Ils ont su adapter ces propositions à leurs besoins et à leurs contraintes financières. Cela démontrait qu'ils avaient compris notre démarche.

Q. Rodrigue St-Laurent

Depuis le matin, j'essaie de comprendre qu'est-ce que c'est la recherche-action! Est-ce que d'après les spécialistes ici présents, la recherche de M. Gallagher est une recherche appliquée ou une recherche-action? D'après moi, c'est une recherche appliquée.

R. Gilles Comtois

Peut-être aurait-il fallu commencer par s'entendre sur une définition. Chacun a un peu la sienne. Celle dont je vous parlais fait référence à un double objectif: la recherche doit se pencher sur les gens eux-mêmes, leurs problèmes et les actions envisagées, et d'autre part contribuer à l'accroissement du savoir. L'objectif du chercheur et de l'acteur doit viser d'abord la transformation d'une situation et secondairement pour le

chercheur l'acquisition d'un réel apprendre. L'expérience a démontré que cette définition pouvait s'appliquer.

R. Henri Desroche

La question qui vient d'être posée m'amène à revenir sur des commentaires que je n'ai pas eu le temps d'étoffer ce matin, compte tenu des différents témoignages que j'ai entendus.

Vous avez raison de différencier la recherche appliquée de la recherche-action. C'est pour cela que j'ai posé des questions après l'intervention de M. Gallagher. C'est surtout une recherche appliquée qui pourrait devenir, avec les feed-back des utilisateurs pour une reformulation de la technologie, une recherche-action.

C'est à partir du rôle de praticien, accentué dans la prestation de monsieur Comtois, que je voudrais introduire cette remarque et faire rebondir la discussion. Je disais, ce matin, que compte tenu de mon expérience limitée, il y a deux tendances dans la définition de la recherche-action.

- 1) Il y a celle qui la définit à partir du chercheur et de ses applications dans l'action
- 2) et celle qui peut la définir à partir de l'acteur et ses implications dans la recherche.

Or, la dominante, dans les contributions qui nous ont été fournies, appartient à la première tendance plutôt qu'à la seconde. Il y a peu de praticiens parmi nous.

Monsieur le vice-recteur disait ce matin, que ce colloque devrait ouvrir une certaine éventualité pour l'UQAC de se polariser sur la recherche-action. Ce serait dommage que cette polarisation soit unilatérale, qu'elle aménage seulement des entrées aux chercheurs dans des opérations d'actions. Il y a tout un autre public qui n'est pas représenté ici, qui est le public des acteurs, candidats à entrer dans une recherche... Le problème de praticien introduit un petit supplément de complexité. La plupart du temps les praticiens, délégués par des acteurs, sont les partenaires vis-à-vis la cohorte des chercheurs. C'est un problème spécial qui se pose à l'université. Il serait dommage qu'il soit escamoté dans ce colloque.

Si vous me laissez cinq minutes, je vais vous donner quelques exemples pour illustrer cela. A Toulouse, à une réunion sur la recherche-action, se présente un

syndicaliste. Un militant syndicaliste depuis 35 ans qui a suivi toute la courbe d'une carrière syndicale. C'est un homme qui, en 35 ans, a cumulé une expérience fantastique. Il m'amène chez lui et me montre toute sa documentation. Il me dit:

" On écrit beaucoup sur le syndicalisme. Moi j'ai vécu le syndicalisme de l'intérieur. J'ai un potentiel, de la documentation. Je veux traiter tout cela. Qu'est-ce que l'université peut faire pour moi?"

Il est évident que je ne pouvais pas l'envoyer prendre des cours à l'université, mais plutôt aménager une intervention universitaire, pour lui permettre, en éducation permanente, de faire des études en alternance avec son travail.

Je prends un autre cas: un prêtre ouvrier français qui est un praticien depuis 15 ans dans le nord-est brésilien. Il a fait tous les métiers. Il a une pratique sociale extraordinaire. Il arrive à Paris, dans mon bureau, et me dit:

" Je connais un peu d'économie. J'ai huit mois devant moi. Je veux réfléchir à ce que j'ai fait depuis 15 ans. J'ai besoin de faire le point; qu'est-ce que l'université peut faire pour moi?"

On s'est orienté dans une recherche-action sur un auteur, sur un texte de Roger Bastide. La recherche, c'était de restituer l'original français, texte perdu, par la critique interne de la version portugaise et la critique entière de l'oeuvre de Roger Bastide.

En contrepoint à l'exemple sur les serres dans le Nord: le problème de jardin maraîcher. Dans le Saül au Yatenga, il y a une zone désertique, famélique. Il y avait là, la nécessité d'une recherche-action afin d'enrayer l'exode. Cette recherche-action a été menée d'une façon purement endogène. Ce n'est pas un expert extérieur qui est venu proposer une solution, mais les paysans qui se sont mobilisés, qui ont réfléchi aux conditions hydrauliques du pays avec l'aide d'un praticien. Ils ont inventé un nouveau système de barrage pour retenir les eaux de pluie. La seule importation c'est un rouleau de fil de fer. Parallèlement à ce travail, les paysans du Yatenga avec un instituteur rural - qui n'était jamais allé à l'université - ont imaginé des jardins maraîchers pendant



la saison sèche avec les eaux de pluie. Ils ont inventé un dispositif qui s'appelle le 6S, c'est-à-dire, "Se Servir de la Saison Sèche en Savane au Saël". Sur des terres ils ont fait des forages et cultivé en coopérative. Ils ont résolu le problème de la famine et triplé leurs revenus par l'exportation des haricots. Tout ça, c'est une créativité endogène. Ils ont voulu produire eux-mêmes leurs recherches et la recherche-action correspondait à leurs besoins. Actuellement, on a un certain nombre de recherches-actions faites par les acteurs sociaux, dont cet instituteur rural. C'est la deuxième direction ou tendance que je viens d'illustrer.

Il y a des créativités endogènes partout, dans des acteurs sociaux adultes qui sont demandeurs d'assistance, de méthodes, d'appuis à l'université. Mais l'université n'a rien à leur offrir. Dans l'ensemble du monde, elle n'est pas attentive à cela parce qu'en particulier ça ne correspond pas au profil de carrière des universitaires qui sont surtout intéressés à aligner un ou deux bouquins qui leur permettront d'augmenter leur notoriété académique et internationale. Ces universitaires sont en relation avec des populations cibles surtout comme populations cobayes ou informatives mais non comme populations coopérant à la recherche et éventuellement signataires de cette recherche. Pardonnez-moi d'être passionné, mais ça fait 20 ans que je me bats sur ces créneaux-là. Je serais vraiment désolé qu'on parle de la recherche-action à sens unique comme un problème intéressant, comme un nouveau département pour universitaires en mal de créneaux nouveaux. Ça intéresse une population d'acteurs sociaux et parmi ceux-ci, les praticiens, les leaders. Ces gens-là ne sont pas demandeurs de cours mais d'un autre type de formation et en particulier d'une formation par le biais de la recherche-action. Ça intéresse les trois missions de l'université: 1) la formation en tant que système de formation nouvelle, innovatrice, alternative et en particulier pour les adultes, 2) la recherche parce que ça introduit un nouveau type de recherche et 3) le service à la collectivité parce que c'est le meilleur service qu'on puisse lui rendre. Il faudrait bien que l'Université du Québec à Chicoutimi ait cela à l'esprit et qu'on le transmette au vice-recteur à l'enseignement. Il faudrait que l'Université ménage un créneau, une porte une fenêtre ouverte pour ce type de demande. Ce n'est pas un mince problème; c'est là qu'on rentre dans les vrais problèmes de mutations de l'université.



## RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA SERRICULTURE NORDIQUE

George GALLAGHER  
Université du Québec à Chicoutimi

Ce dont j'ai à vous parler cet après-midi, c'est un peu de recherche et d'action dans le milieu nordique. A l'université on a un centre de recherche du Moyen-Nord qui se préoccupe du développement de ce territoire. Un des objectifs c'est d'essayer de faire de la culture maraîchère dans les endroits qu'on appelle "Terre de Caïn" parce qu'à la fois le climat et le sol sont tels qu'on ne peut pas faire de jardinage, de culture maraîchère à moins qu'on fasse des interventions humaines non conventionnelles. Il y a des raisons pourquoi on voudrait que le Nord adopte ces trucs. Depuis quelques temps, il y a des villages dans le Nord, pour l'exploitation des mines ou des ressources hydro-électriques, qui sont venus au monde dans un milieu difficile. Les gens ont amené au Nord quelques choses de leur culture, dont le jardinage. Alors si on est capable d'introduire le jardinage avec de nouvelles méthodes ça aidera la fixation des populations. Les femmes seront heureuses car elles auront quelque chose d'utile à faire. Les femmes ne penseront pas à divorcer. Comme nous sommes de bons chrétiens, on ne veut pas que le monde se divorce; on essaye de faire notre boulot de ce côté-là...

Je vais vous montrer comment on s'y prend pour faire de la culture où la terre et le climat sont ternes et où ce n'est pas possible avec les méthodes normales. Je vais commencer avec les premières diapositives; je vais vous montrer le système qu'on a développé ici à l'université.

On a développé un système où on n'a pas besoin de chauffer toute la serre. Pour ce faire, on a fabriqué des tunnels qu'on a chauffés et à l'intérieur desquels on a fait la culture. Le soleil est le seul système de chauffage nécessaire le jour. Par contre la nuit, il faut ajouter un abri, soit une très mince feuille d'aluminium sur plastique. Avec un coût de chauffage extrêmement modique durant la nuit, on peut garder une température convenable pour les plants. La serre n'est pas chauffée mais ça n'a pas d'importance car la nuit personne n'y va. Alors s'il fait, disons -40°C dehors, il fera -20°C à l'intérieur et +20°C dans les tunnels. Le chauffage ne demande pas plus qu'une chaufferette d'automobile. Autrement dit nous conservons tellement bien l'énergie que seule cette petite chaufferette

dans les pires froids d'hiver est nécessaire pour garder le climat propice aux plantes.

On a travaillé aussi avec des cultivateurs parce qu'après tout ce sont eux qui vont travailler avec ça et nous dire si on est en train de faire des recherches qui sont trop "tour d'ivoire". Le cultivateur participe avec nous à la recherche pour nous dire si oui ou non ça pourra satisfaire des besoins immédiats. Par la suite on a transplanté nos plants à la Baie James, au village de LG-4.

Plus tard des gens construiront eux-mêmes leurs serres à partir des techniques qu'on leur a apprises. Ils seront capables d'être auto-suffisants. Chaque famille pourrait avoir son potager ou faire un projet communautaire. Plus tard cela viendra sans doute plus commercial. Les serres serviront à produire tous les légumes nécessaires à la communauté.

QUESTIONS A GEORGES GALLAGHER

Animateur, Adam Lapointe

Q. Henri Desroche

Vous avez dit, à un moment donné, qu'on pourrait faire soit des lopins familiaux, soit des cultures communautaires, ce qui implique la participation des usagers. Vous nous avez décrit une recherche appliquée pour une population, mais vous ne nous avez pas parlé de la population qui est la réceptrice et l'utilisatrice. Comment elle a réagi à ça?

R. Je pense que j'ai mentionné au début que le taux de divorce était plus bas. Ce que j'ai voulu dire par ça, c'est qu'au nord il faut fixer des populations et si le monde est heureux, il a plus de chance de demeurer là-bas.

Q. Henri Desroche

Comment ont-ils réagi? Ce n'est pas eux qui ont demandé ça; c'est vous qui l'avez offert. Comment ça s'est passé?

R. Nous sommes allés à LG-2. Ils ont fait des annonces pour inviter les personnes intéressées à la serriculture à venir nous voir. Alors plusieurs se sont présentées dont des biologistes et le futur chef de chantier de LG-4. Ces rencontres ont été des plus fructueuses car les biologistes avaient déjà une formation. Le futur chef de LG-4, lui avait un intérêt, car dans son village Keyano il voulait partir les serres pour satisfaire la population. De toute façon lui-même était intéressé à la culture. Alors il nous a fait une invitation. Sur ce fait on est allé voir les autorités de S.E.B.J. pour notre projet. Ils se sont montrés intéressés et ont conclu un protocole d'entente. Ils ont donné toute la logistique (transport, logement, nourriture) et des montants pour défrayer les coûts. Le chef de chantier de LG-4 a décidé avec les personnes intéressées à la construction des serres selon nos plans. Alors la dernière serre que vous avez vue a été entièrement construite par les gens de là-bas.

Q. Henri Desroche

Est-ce qu'ils ont modifié vos techniques?

R. Oui, ils ont modifié les cultures. On n'avait sûrement pas suggéré le maïs... Deuxièmement en ce qui concerne les tunnels, ils ont trouvé un truc pour les automatiser. L'école a aussi décidé d'en faire une. Les enfants maintenant vont avoir un cours là-dessus.

Q. Henri Desroche

Au point de vue social, chacun est propriétaire de son tunnel? Propriétaire de la serre? Comment économiquement et socialement ça fonctionne?

R. Dans la structure, les maisons sont louées. Toutes les maisons appartiennent à la compagnie. Chaque individu décide pour lui-même s'il veut avoir un jardin ou 3 ou 4 peuvent décider de s'entraider. Normalement, c'est le chef de chantier sa famille ou son entourage qui vont construire. Là on est au début. Ce qui est prévu c'est un jardin communautaire, un parc où il sera possible d'aménager autant de serres qu'il y aura d'individus.

Q. Roland Charbonneau

Avant d'aller au Nord, comment aviez-vous associé les producteurs maraîchers d'ici aux travaux que vous faisiez?

R. C'était par nécessité. Car en tant que physicien on ne connaissait absolument rien en ce qui concerne la culture maraîchère, il fallait s'associer des producteurs. On les a intégrés à l'équipe. Le premier c'était un type dans le commerce, un professionnel de la culture maraîchère. Ainsi, ça nous a empêchés d'aller dans des lignes non rentables.

Q. Henri Desroche

Est-ce que les gens se sont organisés en coopérative pour acheter du plastique etc.?

R. Non. Non, le plastique ici on ne l'achète pas en coopérative.

Q. Robert Larouche

Vous avez parlé d'expérience dans les villages. Là-bas ce sont des familles de cadre. Est-ce que c'est accessible aux travailleurs?

R. Non pas dans le moment, car ce ne sont pas des populations permanentes.

Q. Henri Desroche

Est-ce qu'il y a commercialisation?

R. Non pas encore, ça se fera à travers le projet de Port-Cartier.





## LA RECHERCHE-ACTION: UN PROCESSUS HEURISTIQUE DE CONNAISSANCE ET DE CHANGEMENT (ETAT ACTUEL DE NOTRE REFLEXION)

Samuel AMEGAN  
Louis-Philippe BOUCHER  
Gilles A. BONNEAU  
Rodolphe GAGNON  
Jeanne-d'Arc GIRARD  
Joseph MOROSE  
André OUELLET  
Université du Québec à Chicoutimi

### INTRODUCTION

La nécessité de faire un bilan de la recherche-action du département des sciences de l'éducation pour le présent colloque nous a amenés à nous demander d'abord ce qu'est la recherche-action. Nous nous sommes vite rendus compte à partir de la littérature sur le sujet qu'il n'existe pas de consensus, c'est-à-dire qu'aucune définition ne reçoit l'adhésion de l'ensemble des auteurs. On y retrouve souvent un ensemble d'éléments assez disparates. De plus, on rapporte sous le vocable de recherche-action des expériences qui ne nous semblent pas avoir toujours les caractéristiques d'une recherche. Nous avons alors senti le besoin de préciser, à partir de l'idée que nous nous en faisons et de nos expériences personnelles de recherche, notre propre conception de la recherche-action. L'exercice fut fructueux, du moins, pour nous. C'est le fruit de cette réflexion que nous vous livrons aujourd'hui.

D'une façon plus précise, nous tentons, dans un premier temps, de dire ce que nous entendons par recherche-action, à savoir sa raison d'être, sa nature, sa méthodologie, ses apports et ses limites, et, dans un second temps, de voir dans quelle mesure certaines activités de recherche menées au cours de la dernière année au département des sciences de l'éducation correspondent à cette conception ou en quoi elles en divergent. Nous prévenons tout de suite l'auditeur qu'il y aura, dans la première partie un certain déséquilibre entre la théorie et l'action au profit de la première. Il est à espérer toutefois que cet équilibre sera rétabli dans la deuxième partie.

## PARTIE 1: ESSAI DE DEFINITION DE LA RECHERCHE-ACTION

### Sa raison d'être

Pourquoi faire de la recherche-action, nous sommes-nous demandés? Peut-elle se justifier par les buts qu'elle poursuit et les avantages qu'elle offre? Bien que ce soit une justification qui a son importance, elle ne nous semblait pas satisfaisante. En poussant plus avant notre réflexion, il nous est apparu que la recherche-action pouvait constituer non seulement un moyen utile mais nécessaire d'investigation lorsque nous voulons comprendre et transformer ce qu'il est convenu d'appeler les modes d'action collective, comme, par exemple, le fonctionnement d'une organisation scolaire, l'action pédagogique, la coopération, etc. C'est ce que nous voulons démontrer dans la première partie de cet exposé.

Selon Crozier et Friedberg (1977), les modes d'action collective ne sont pas des phénomènes naturels dans le sens qu'ils ne sont pas le résultat automatique du développement des interactions humaines et celui d'une sorte de dynamique spontanée qui porterait les hommes à s'unir, à se regrouper et à s'organiser. Ils ne constituent rien d'autre que des solutions toujours spécifiques que des acteurs relativement autonomes, avec leurs ressources et capacités particulières, ont créées, inventées, instituées pour résoudre des problèmes. Ils sont en quelque sorte des construits sociaux.

Dans la mesure même où elle n'est pas naturelle, l'action collective n'est pas gratuite. C'est une coopération d'individus en vue de résoudre des problèmes. Entre la structure "objective" d'un problème et sa solution s'intercale une médiation autonome, celle des construits d'action collective qui imposent leurs propres exigences et leur propre logique. En même temps qu'ils sont des instruments pour la solution de problèmes, ils imposent leurs contraintes.

Si les résultats de l'action collective sont différents ou contraires aux volontés des acteurs, ce n'est pas dû seulement aux propriétés intrinsèques du problème, mais "toujours à cause de la structuration sociale du champ de l'action" (Crozier et Friedberg, 1977, p. 16). La difficulté se situe au niveau de la médiation entre les fins poursuivies et les moyens utilisés pour les atteindre. Ce ne sont donc pas les objectifs et les motivations des individus qui sont en cause. Ceux-ci agissent "rationnellement" dans le cadre de

construits qui opèrent sans déterminer leurs comportements. De tels construits instituent ce qu'on peut appeler des jeux d'action structurés de façon plus ou moins formalisée et plus ou moins consciente.

Les acteurs d'un système ne peuvent être réduits à des fonctions abstraites et désincarnées. Ils disposent à l'intérieur de contraintes très lourdes que leur impose le système d'une marge de liberté qu'ils utilisent de façon stratégique dans leurs interactions avec les autres. L'existence de cette liberté défait les réglages les plus savants de sorte que les systèmes sociaux entièrement réglés ou contrôlés n'existent pas. La mobilisation par les acteurs de sources d'incertitudes pertinentes qu'ils contrôlent dans une structure de jeu donné pour leurs relations et tractations avec les autres constitue leur pouvoir. Les relations qu'un acteur ou un groupe entretient avec les autres sont toujours des relations de pouvoir dans la mesure même où il demeure acteur relativement autonome, au lieu d'être un simple moyen. Il ne peut le demeurer qu'en utilisant son autonomie. Selon cette conception, le pouvoir constitue un mécanisme central et inéluctable de régulation de stratégies divergentes.

Reconnaître le caractère construit de nos modes d'organisation ou d'action collective, c'est aussi reconnaître le caractère construit du changement. Celui-ci n'est pas naturel. Il y a toujours plusieurs façons de faire. Le changement ne peut alors se définir comme l'imposition d'un modèle à priori conçu au départ par des sages. Il ne peut se concevoir que comme un processus de création collective à travers lequel les membres d'une collectivité donnée apprennent ensemble, c'est-à-dire inventent et fixent de nouvelles façons de jouer le jeu social de la coopération et du conflit.

La transformation des modes d'action collective ne peut se faire que par une nouvelle structuration consciente du ou des champs d'action. Or, pour comprendre les problèmes et les difficultés de l'action collective, il ne suffit pas, selon Crozier et Friedberg (1977, p. 17), "de se limiter à une analyse de propriétés "intrinsèques" des problèmes à résoudre, il faut également procéder à une analyse de la structuration des champs d'action et s'interroger sur les mécanismes à travers lesquels elle opère et aussi s'opère". Ce qui implique, à notre avis, la participation active des acteurs au processus de recherche.

La recherche-action nous apparaît, par conséquent, le moyen d'investigation le plus en mesure d'amener les gens,

d'une part, à comprendre le rôle et la signification des modes d'action collective et, d'autre part, à inventer de nouvelles façons de jouer leur rôle social. C'est dans ce sens que nous disons qu'elle s'impose comme une sorte de nécessité découlant de la nature même de l'action collective en tant qu'objet d'étude. Il en va donc de la connaissance et de la transformation même de nos modes d'action collective. En d'autres mots, nous ne pensons pas qu'il est possible de parvenir à une connaissance adéquate de la dynamique de fonctionnement d'une classe ou d'une organisation scolaire et espérer à une transformation véritable de ce mode de fonctionnement sans une participation active de toutes les personnes concernées au processus de recherche.

#### Ses buts

La recherche-action a un double but. Elle vise, au moyen d'une démarche systématique et rigoureuse, d'une part, à transformer une situation ressentie comme insatisfaisante par un individu ou un groupe (souhaité par lui) et, d'autre part, à dégager de cette expérience des données de connaissance immédiatement ou éventuellement généralisables. La recherche-action vise donc non seulement à trouver des solutions immédiates à des problèmes concrets, mais cherche également à comprendre ou à expliquer le phénomène qui sous-tend la situation problématique. Ce qui doit conduire éventuellement à une théorisation du phénomène en question.

#### Sa nature

La recherche-action origine le plus souvent d'un individu ou d'un groupe à l'occasion de constatations de faits vécus posant des problèmes et demandant des solutions. Elle peut également originer de l'expertise d'un observateur ou d'un organisme extérieur, souvent expert, qui a détecté une situation-problème. Peu importe de qui elle origine, elle implique toujours la participation des personnes concernées par la situation problématique et la collaboration d'une(de) personne(s) formée(s) à la recherche, de façon à assurer une démarche rigoureuse.

L'objet de la recherche est défini sur la base d'une "négociation" entre le chercheur et les personnes directement concernées. Il peut alors se présenter des problèmes d'éthique, c'est-à-dire que l'objet de la recherche proposé au chercheur peut, par exemple, être contraire à ses valeurs

ou inversement peut ne pas entrer dans les orientations idéologiques des personnes concernées. Il faut alors que l'orientation de la recherche soit prise en fonction d'un système de valeurs acceptables aux deux parties. A défaut d'une telle entente entre les partenaires possibles, la recherche ne peut avoir lieu.

Dans une recherche-action, toutes les personnes impliquées jouent un rôle dynamique. Il n'y a pas d'un côté un chercheur expert et de l'autre des profanes. Chacun est co-chercheur à son niveau, c'est-à-dire apporte sa contribution particulière. La recherche-action est en somme, une oeuvre collective entre le chercheur et les partenaires sociaux. Elle s'effectue non pour eux ou par eux, mais avec eux. Les personnes impliquées participent à chacune des étapes de la recherche compte tenu des compétences respectives de chacun. Le chercheur peut, par exemple, apporter une contribution plus importante sur le plan de la démarche et des instruments de recherche, alors que les personnes du milieu peuvent le faire au plan de la définition du problème ou de l'élaboration des solutions de rechange.

Le chercheur est amené à s'engager non seulement intellectuellement mais également affectivement et socialement, c'est-à-dire avec ses valeurs, ses idéologies, ses croyances et tout son être. Il a, par conséquent, à se situer et à prendre position et, parfois même, à s'impliquer dans l'action. Le chercheur ne peut donc prétendre à la neutralité: y prétendre serait un leurre. Il est important qu'il en soit conscient et qu'il expose clairement ses prémisses de départ lors de la présentation des résultats de la recherche.

De par le fait que la recherche-action a pour but de contribuer à la solution de problèmes auxquels sont confrontés les intéressés, cela implique qu'une(des) action(s) soit (soient) élaborée(s) et actualisée(s). L'action et la théorie doivent s'imbriquer dans une sorte de dialectique continue, c'est-à-dire l'une et l'autre doivent s'appuyer tour à tour. La théorie guidant l'action et l'action permettant de réajuster la théorie. C'est dans cette dynamique que des apprentissages significatifs deviennent possibles et que peuvent se réaliser des découvertes importantes.

Sa méthodologie

Bien que la recherche-action n'ait pas une méthodologie

qui lui soit propre, de par la nature des problèmes qu'elle aborde généralement et les buts qu'elle poursuit, une approche de conception systémique lui convient davantage que tout autre. De plus, étant donné que les problèmes qu'elle étudie relèvent du domaine de l'activité humaine et qu'elle vise à transformer cette réalité, il ne suffit pas d'analyser un problème, il faut également analyser la situation dans laquelle le problème est perçu. En d'autres mots, il s'avère nécessaire de l'aborder dans un esprit de système ouvert. La méthodologie des "systèmes souples" (soft systems) développée par Peter Checkland peut, à notre avis, répondre en bonne partie aux besoins de la recherche-action. Cette méthodologie permet d'aborder des situations-problèmes mal définies ou peu structurées en favorisant l'émergence de modèles conceptuels qui permettent d'intégrer plusieurs points de vue et ainsi évitent d'imposer trop rapidement des solutions qui pourraient s'avérer inadéquates.

Ce qui est particulier à la recherche-action, c'est qu'elle ne procède généralement pas d'un plan d'expérimentation immuable. Des changements ou ajustements peuvent être apportés en cours de route, si besoin est, à la lumière du feedback obtenu à chacune des étapes de la recherche. La recherche-action n'exclut pas pour autant l'utilisation des autres méthodes de recherche, dont la méthode scientifique classique avec contrôle de variables à un moment ou l'autre du processus de recherche comme, par exemple, pour définir ou analyser la situation problématique, évaluer la pertinence des solutions proposées ou expérimentées.

L'essentiel dans une recherche-action, c'est d'adopter une méthode de recherche qui convienne bien à l'objet étudié et qui facilite la découverte de solutions adéquates aux problèmes posés tout en assurant la rigueur scientifique nécessaire pour l'atteinte des objectifs de recherche poursuivis.

### Ses apports

Les apports de la recherche-action sont nombreux et variés. Nous nous limiterons à énumérer brièvement ceux qui nous apparaissent les plus importants.

1) Les solutions expérimentées face à la situation-problème ont plus de chance d'être adéquates et de perdurer.

2) La transformation de la réalité sociale s'accompagne d'une transformation personnelle chez les personnes impliquées. Celles-ci prennent conscience de façon plus aiguë de leur situation et de leur rapport avec les autres.

3) Elle permet d'accéder à un ordre de connaissance plus englobant, c'est-à-dire que les phénomènes sont abordés dans leur ensemble en relation avec l'environnement (système ouvert) non seulement sur un plan intellectuel, mais également sur un plan affectif et social.

4) Etant donné que l'action et la théorie sont étroitement imbriquées dans une sorte de dialectique, la distance entre la théorie et la pratique tend à se réduire.

5) La dynamique qu'elle crée entre l'action et la théorisation lui confère un potentiel heuristique important.

6) En permettant la participation des gens concernés à la résolution de leurs problèmes, elle favorise la prise en main de l'évolution de leur situation.

#### Ses limites

De par le fait que la recherche-action vise avant tout à améliorer des situations-problèmes, les solutions ne peuvent être, jusqu'à un certain point, que spécifiques. Ce n'est souvent qu'après avoir effectué un certain nombre de recherches du même genre concernant un objet donné que l'élaboration de modèles théoriques devient possible et par le fait même applicables à d'autres situations. Son potentiel de généralisation demeure donc limité, du moins à court terme.

Bien que le fait de vivre dans le milieu observé constitue une situation très avantageuse pour la saisir de l'intérieur, cela comporte un certain danger. Le chercheur peut-il conserver un sens critique suffisamment éveillé et se garder de projeter ses propres analyses à l'ensemble? Il vaut mieux, selon Ardoino, "reconnaître et admettre cette subjectivité en essayant d'en déterminer le poids et d'en limiter les effets" que de tenter de la liquider, car elle peut comporter d'énormes avantages. Le fait, par exemple, que le chercheur s'implique dans la situation où le système qu'il étudie lui permet d'avoir une vue plus complète et approfondie de la réalité étudiée, il risque moins de construire de faux modèles et de fausses explications. Ce à quoi conduit souvent le réductionisme scientifique. Il reste toutefois à savoir comment limiter les effets indus d'une subjectivité qui

pourrait devenir trop envahissante.

La difficulté de concilier les exigences de l'action et celles de la démarche rigoureuse peut, dans certains cas, affecter la qualité scientifique de la recherche. Cette lacune peut, toutefois, être largement compensée par la richesse des données recueillies et des autres effets produits.

## PARTIE 2: DEUX ILLUSTRATIONS DE RECHERCHE-ACTION

Dans cette seconde partie, nous voulons voir à l'aide de deux recherches qui ont cours présentement dans notre département dans quelle mesure elles correspondent à la conception que nous nous faisons de la recherche-action telle qu'exposée dans la première partie et en quoi elles s'en distinguent. Ce qui devrait nous permettre de faire ressortir à la fois les apports de ce type de recherche et les aspects pouvant être améliorés par leur(s) auteur(s).

Le choix de ces recherches a été fait principalement en fonction de leur origine. Nous voulions présenter un cas dont l'initiative est attribuable aux gens du milieu scolaire et un autre dont les chercheurs sont les instigateurs de façon à faire voir l'importance de ce facteur dans la mise en place d'un processus de recherche-action.

Le premier cas est celui de l'école St-Joachim. Cette recherche qui est en cours depuis mars dernier a pour but de comprendre et transformer, s'il y a lieu, la réalité scolaire du milieu et les modes d'intervention auprès des jeunes. Bien qu'elle ait parcouru un certain nombre d'étapes, elle est loin d'être complétée. Le second cas est celui du projet Opération Humanisation (OH) dont l'un des volets est de déclencher dans des écoles secondaires un processus de développement organisationnel qui soit assumé par les agents d'éducation concernés. Ce volet est en voie d'être complété.

### UNE RECHERCHE-ACTION A L'ECOLE ST-JOACHIM (CHICOUTIMI) Gilles BONNEAU

Depuis le mois de mars 1981, je suis associé avec la direction et les intervenants d'une école dans ce qu'il convient de considérer comme une recherche-action. Mon propos ici est de présenter sommairement les aspects principaux de la démarche effectuée jusqu'à maintenant. Vous reconnaîtrez sans doute dans cette brève présentation quelques-unes des



caractéristiques de la recherche-action soulignées dans la première partie de ce texte: Essai de définition de la recherche-action.

## 1. Problématique et requête

L'Ecole St-Joachim est un milieu chargé de scolariser des jeunes que je qualifierai ici d'une manière simplifiante de délinquants ou prédélinquants. Environ la moitié d'entre eux sont des internes du Centre d'accueil St-Georges, alors que l'autre moitié provient d'écoles secondaires qui pour diverses raisons n'en veulent plus. L'Ecole existe depuis plus de dix (10) ans et comprend un personnel au nombre quelque peu variant et se situant autour de 25 individus.

Au moment où le directeur et les membres du Comité des représentants des enseignants (le CRE) m'ont demandé de m'associer à eux, le problème était essentiellement le suivant: - les changements de stratégie ou de méthode effectués au cours des dernières années ne sont pas satisfaisants ou n'affectent pas l'ensemble du milieu; - la clientèle est de plus en plus difficile; - manque d'une vision claire et commune de ce qu'on fait; - sentiment de ne plus savoir où l'on va, etc...

La requête qui m'a été adressée se formulait ainsi: travailler avec eux dans une démarche dont le but serait d'en arriver à comprendre et transformer s'il y a lieu la réalité scolaire du milieu et les modes d'intervention auprès des jeunes. D'une manière plus spécifique, on me demandait de faire un portrait de l'école, de son fonctionnement et d'identifier des pistes de changement.

## 2. Clarification des mandats et implications des co-chercheurs

Il y a eu une sorte de négociation au départ: quelques rencontres avec la direction et les membres du CRE ont permis de clarifier un peu plus les rôles et mandats: le CRE continue son effort d'identifier certaines difficultés, joue un rôle d'interlocuteur privilégié par rapport au rôle dont on me charge: faire une analyse la plus complète possible du milieu et de son fonctionnement actuel et présenter le fruit de mon travail à l'ensemble du personnel. En ce qui a trait à mon activité dans le milieu, j'ai posé deux conditions principales: (1) que tout le personnel de l'école soit informé de la spécificité et des limites de mon implication; (2) que je puisse rencontrer différents intervenants et jeunes pour recueillir des données et leurs vues sur différentes questions.

Toutes les personnes du milieu ont été impliquées dans cette première étape de définition de problèmes: les uns d'une manière directe à l'occasion d'entretiens que j'ai eu avec eux, les autres en acceptant le processus et les règles établies, et tous en participant à deux rencontres collectives. Le co-chercheur de l'extérieur a donc pu procéder et présenter son rapport.

### 3. Emergence théorique

Au terme de la première étape le milieu disposait d'un outil de travail présentant trois (3) caractéristiques:

- a) Un outil original. Commandé par la complexité des matériaux (données factuelles, problèmes et sous-problèmes propres au milieu, points de vue et questionnements), l'outil se devait être à la mesure du milieu en cause. Un instrument issu d'un livre ou exporté d'un autre milieu aurait sans doute présenté une allure impérialisante et aurait signifié vraisemblablement quelques relations forcées.
- b) Un outil systématique. L'outil élaboré réside dans une grille d'analyse de milieu. Il permet de situer les différents éléments et dimensions de l'école dans leurs perspectives respectives et dans leurs interrelations ou interactions. De ce point de vue, la grille a pu permettre une "nouvelle structuration consciente du ou des champ(s) d'action". Présentée par ailleurs d'une manière stratégique, le milieu, c'est-à-dire l'ensemble des co-chercheurs, peut s'en servir soit de façon globale ou soit de façon ponctuelle.
- c) Un instrument théorique. Bien qu'issue d'un milieu singulier et d'un mouvement original, la grille élaborée peut faire l'objet d'une théorisation et devenir applicable à d'autres milieux d'intervention, scolaires ou non. (Elle pourrait par exemple servir à "photographier" une institution universitaire).

### 4. Etapes ultérieures

Suite à cette première étape globale de définition de problèmes et d'instrumentation, le groupe de recherche a convenu de passer à deux autres opérations: identifier et élaborer des changements et réaliser les transformations souhaitées.

Depuis le début de septembre, un comité de l'Ecole St-Joachim - composé du directeur, de trois (3) enseignants, d'une psychologue, d'un conseiller en orientation et de moi-même - a été reconnu par l'assemblée générale du personnel pour élaborer et concrétiser, dans un ensemble articulé, des changements ou des transformations utiles à un meilleur fonctionnement et à une intervention éventuellement plus adéquate auprès de la clientèle. Avant même le début de l'étape actuelle, les enseignants avaient convenu de modifier l'allure physique de l'école et avaient posé des gestes visant à rendre l'environnement plus stimulant à la fois pour les jeunes et pour eux-mêmes. Les autres changements dont tous semblent convenir concerneront les objectifs généraux et spécifiques du milieu, la structure de fonctionnement et de responsabilités, la rationalisation des activités et quelques mécanismes d'accueil et d'interventions différentielles.

## 5. Prospective

S'agissant d'une recherche en cours, il est difficile à ce stade-ci d'identifier d'une manière satisfaisante les limites de la démarche entreprise. Les événements à venir et un recul subséquent permettront sans doute un examen des lacunes et des forces du cheminement. En ce qui a trait à la portée à moyen et à long terme, il est difficile de se prononcer; car comme chacun le sait, la réalité sociale concrète a davantage l'allure d'une rivière sinueuse que celle d'une mare d'eau que seul le vent vient troubler. Toutefois, il semble que le milieu St-Joachim ne peut plus être comme avant, que la détermination, le dynamisme et un plus grand souci de cohérence habitent l'Ecole d'un nouvel élan.

LE PROJET OPERATION HUMANISATION (OH)  
Louis-Philippe BOUCHER, Joseph MOROSE

Suite à la réforme scolaire introduisant les écoles polyvalentes, de nombreuses critiques ont été formulées à l'endroit de ces institutions. Ces critiques venaient de toute part, aussi bien des parents, des médias d'information, des enseignants que du public en général. Toute le monde semblait souhaiter un changement pour une plus grande humanisation de ces institutions. C'est pour répondre à ces besoins qu'une équipe de professeurs de l'Université du Québec

à Chicoutimi et de l'université de Montréal décidèrent d'élaborer le présent projet. Celui-ci comporte deux objectifs généraux complémentaires, à savoir:

- 1) Favoriser, au moyen de l'analyse institutionnelle, le déclenchement d'un processus de développement organisationnel qui soit assumé par les agents d'éducation impliqués au niveau des écoles secondaires participantes.
- 2) Mieux saisir la dynamique de l'école secondaire polyvalente au Québec, c'est-à-dire dégager les principes généraux, structuraux et fonctionnels pouvant s'appliquer à toute institution d'enseignement secondaire.

Nous nous attardons ici plus particulièrement au premier volet qui nous apparaît davantage apparenté à la recherche-action que le second. Bien que ce dernier soit une suite logique du premier et ne peut à ce titre s'en dissocier complètement, il relève plus de la théorisation que de l'action.

Le premier volet repose sur une hypothèse de base, à savoir qu'une organisation scolaire a, pourvu qu'on lui fournisse un diagnostic sur son mode de fonctionnement, les capacités et les ressources nécessaires pour se prendre en main et assurer son propre développement. Pour favoriser cette volonté d'amélioration du fonctionnement des écoles secondaires, nous avons adopté et mis de l'avant un processus comportant quatre grandes étapes: 1) Diagnostic, 2) Planification, 3) Action, et 4) Evaluation. Précisons d'abord succinctement en quoi consiste chacune de ces étapes. Par la suite, nous verrons comment elles ont été réalisées sur le terrain.

La première, dite étape du diagnostic, consiste en premier lieu à s'assurer qu'il existe un besoin réel ou une motivation certaine de changement. En second lieu, après la mise au point d'une stratégie d'évaluation, on procède au diagnostic proprement dit. La seconde étape, phase dite de planification consiste à élaborer une stratégie de changement: choix du ou des objectif(s) à atteindre, préparation des activités ou moyens à mettre en place, échéancier, etc. Puis par la suite, on passe à la troisième étape, soit celle de l'action. Il s'agit d'exécuter le plan élaboré lors de l'étape antérieure. Une fois le plan d'action réalisé, on tente de voir dans quelle mesure les objectifs visés ont été atteints. C'est l'étape de l'évaluation.

Il avait été déterminé que la première et quatrième

étapes seraient sous la responsabilité première des membres de l'équipe de recherche et que la deuxième et troisième sous celle des agents du milieu scolaire.

De façon à obtenir l'adhésion volontaire des personnes concernées et, par le fait même, s'assurer de leur motivation au changement et de leur désir d'amélioration du fonctionnement de leur institution scolaire, nous avons rencontré les divers personnels et quelques parents membres du comité d'école de chaque institution d'enseignement secondaire qui en manifestait le désir. Cette rencontre consistait en une présentation des objectifs du projet suivie d'une discussion des implications d'un tel projet. Par la suite, les personnes présentes étaient invitées à se prononcer sur l'opportunité de participer à un tel projet.

Leur adhésion au projet impliquait la formation d'un comité dit "d'implantation". Ce dernier avait deux fonctions essentielles: 1) coordonner l'opération cueillette des données; 2) assurer la responsabilité du suivi à donner suite au rapport de l'analyse institutionnelle (diagnostic). Ce comité était constitué de représentants des différents groupes d'acteurs constitutifs d'une école secondaire: élèves, enseignants, parents, professionnels non enseignants et administrateurs.

Pour obtenir une lecture systématique, rigoureuse et globale du fonctionnement d'une institution d'enseignement secondaire, il importait de disposer d'instruments de mesure scientifiquement valides. Deux types d'information nous apparaissaient particulièrement importantes: 1) des données sur les perceptions et les attentes qu'ont les divers groupes d'acteurs (élèves, enseignants, parents, professionnels non enseignants et les administrateurs) concernant le fonctionnement de leur école; 2) des données factuelles sur diverses dimensions de l'école (structure administrative, mécanismes de décision, histoire, etc.).

Une fois la cueillette des données effectuée, l'équipe de recherche s'est chargée de les faire traiter et d'en retourner les résultats à chacune des dix écoles participantes. Tel que convenu, il était de leur responsabilité d'exploiter ces informations sur leur fonctionnement en fonction de leur volonté ou capacité respective de changement. Il avait été entendu que les membres de l'équipe de recherche n'interviendraient que sur demande.

A la demande de quelques écoles, un stage de formation en développement organisationnel fut organisé. Il avait pour

but de les former à élaborer et mettre en application leur propre plan et stratégie de changement.

Enfin, une équipe spéciale a été constituée en vue d'évaluer l'impact de l'analyse institutionnelle comme moyen de développement organisationnel.

Bien que nous voulions au départ réaliser une recherche de type action, nous nous rendons compte suite à notre réflexion sur ce qu'est la recherche-action que, bien qu'elle s'y apparente sur plusieurs aspects, elle s'en écarte sur un certain nombre d'autres. Ce sont les principaux éléments de cette analyse critique que nous voulons dégager brièvement dans les paragraphes qui suivent.

Le projet Opération Humanisation avait pour but d'améliorer le fonctionnement de l'école secondaire. A ce titre, il respecte une des caractéristiques de la recherche-action. Les agents concernés ont été amenés à participer activement avec les chercheurs au processus de recherche. Ils y ont été, en effet, associés dès le départ. Dans un premier temps, tout le personnel de chacune des institutions participantes a été invité à adhérer volontairement au projet. Par la suite, ils ont participé activement aux étapes suivantes: 1) mise au point des questionnaires, 2) cueillette des données, 3) diffusion des résultats du diagnostic, 4) élaboration et mise en application d'un plan d'action.

Par ces aspects, le présent projet rencontre les caractéristiques d'une recherche-action, mais il s'en écarte par certains autres. C'est ce que nous verrons maintenant.

Bien que les divers groupes d'agents aient été associés dès le départ au processus de recherche, ils n'ont pas fait partie à part entière de l'équipe de recherche proprement dite. Les chercheurs ont été les maîtres d'oeuvre de la démarche de recherche, alors que les agents du milieu scolaire n'ont participé vraiment qu'au niveau de son opérationnalisation. Ce qui n'était pas de nature à favoriser l'implication de tous les groupes d'agents. Nous nous en rendons compte.

Une autre lacune, c'est que, de par le fait que les chercheurs étaient les premiers responsables de la première et la quatrième étapes (diagnostic et évaluation) et les agents du milieu de la deuxième et troisième étapes (planification et action), la démarche de recherche s'est déroulée comme des étapes détachées qui pourtant se voulaient

une séquence logique. Bien que cette répartition des responsabilités nous apparaissait pleinement justifiée sur le plan théorique, elle a eu pour effet de limiter les interactions entre chercheurs et les agents du milieu et, par conséquent, la dynamique qui fait de la recherche-action l'élément clé du changement. La participation des agents du milieu à chacune des étapes de la recherche nous apparaît donc une exigence fondamentale de toute recherche qui vise le changement.

Un autre point qui nous apparaît avoir fait quelque peu défaut est celui de l'interaction étroite entre la théorie et l'action. Nous nous rendons compte que sur ce plan notre projet fut conçu dans une optique traditionnelle, c'est-à-dire une démarche de recherche est élaborée dans un premier temps et appliquée dans un second temps. Puis à partir des résultats obtenus, on procède à une nouvelle théorisation. Nous croyons que nous aurions eu avantage à développer une meilleure dialectique entre la théorie et l'action.

Ajoutons, en guise de conclusion, que nous fondant sur la présente expérience de recherche, il nous semble que la conception que nous faisons de la recherche-action telle que présentée dans la première partie de ce texte s'avère relativement juste et est de nature à améliorer nos pratiques de recherche.





## PERIODE DE QUESTIONS

Animateur: Jean-Guy Hudon

Q. Yves Vaillancourt à Gilles Bonneau

Je trouverais intéressant d'avoir plus de précisions sur les personnes avec lesquelles les contacts ont été établis à l'école St-Joachim, sur les sortes de contacts, leurs fréquences, le dosage intervenants pédagogiques et administratifs.

R. Gilles Bonneau

L'école St-Joachim comprend environ vingt-cinq intervenants, une trentaine avec les professionnels gravitant dans le milieu. Les informateurs ayant participé au ramassage des données ont été majoritairement des intervenants adultes travaillant auprès des jeunes. J'ai cependant rencontré cinq jeunes et fait de l'observation dans les groupes. La direction et les enseignants forment un tout horizontal. J'ai échangé assez souvent avec le directeur pour saisir certaines significations de dossier, certains phénomènes de travail.

Q. Yves Vaillancourt à un porte-parole du département des sciences de l'éducation

Est-ce que le type de recherche-action tel que pratiqué, au cours des dernières années, par le groupe "La maîtresse d'école" est représenté d'une manière ou d'une autre dans votre département? Est-ce qu'il y a chez vous des réflexions collectives sur la signification de cette forme de recherche-action? Je serais intéressé à connaître votre évaluation critique.

R. Gilles Bonneau

Au département des sciences de l'éducation, il n'y a pas eu de réflexion systématique sur le phénomène et peut-être encore moins d'engagement qui irait dans le même sens. Cela a fait l'objet d'échanges informels entre professeurs et non pas d'activités sur ce qu'on pourrait appeler une critique du système scolaire.

Q. Gilles Bourque à Louis-Philippe Boucher

J'aurais une question à poser concernant la partie d'exposé qui avait trait aux buts de la recherche-action. Vous avez signalé que vous avez fait de la recherche sur la base d'une négociation entre partenaires sociaux. J'aimerais savoir si on a affaire à une participation hiérarchisée ou non?

R. Louis-Philippe Boucher

On a parlé de co-chercheurs. Implicitement, ça indique qu'il s'agit de personnes qui essaient d'aborder l'étude de ce problème et d'y trouver des solutions. J'ai ajouté aussi que les personnes ne pouvaient pas y contribuer tous de la même façon. Cependant, chaque personne impliquée dans ce type de recherche peut apporter sa contribution à son niveau. Au niveau des instruments de recherche et de la démarche, le ou les chercheurs qui ont une formation plus poussée dans ce sens, peuvent apporter une contribution plus importante. Par contre, au niveau de la définition du problème et des solutions possibles, je crois qu'à ce moment-là les acteurs ont une contribution plus grande. Chacun a son importance dans le processus de recherche.

Q. Gilles Bourque

Peut-on parler de participation différenciée?

R. Louis-Philippe Boucher

Si vous voulez.

Q. Jean Désy aux trois intervenants

La participation étudiante dans ce processus de recherche-action, ça se traduit comment? Est-ce qu'il y a une maturité suffisante de la part des étudiants pour comprendre votre démarche et même pour se l'approprier? En fait ils sont les premiers objets de la recherche. Ce sont eux qu'on vise dans le changement. Jusqu'où peuvent-ils s'impliquer dans la démarche?

R. Louis-Philippe Boucher

Dans l'opération OH, les étudiants étaient considérés comme agents participants à la recherche, au même titre

que les autres groupes, à savoir les enseignants, les parents, les administrateurs, les professionnels non-enseignants. Il n'y a pas eu de statut privilégié pour les étudiants, parce que l'approche utilisée, systémique, ramassait le point de vue d'ensemble des différents groupes d'agents et les impliquait dans un processus de changement. C'est ce qui s'est passé, mais actuellement on est à un niveau d'analyse critique.

R. Gilles Bonneau

Par rapport à l'école St-Joachim, la problématique est une problématique d'intervenants qui ont à travailler avec les jeunes. Je suis intervenu avec les demandeurs. Sans doute, les jeunes de l'école St-Joachim ont un certain nombre de problèmes qu'ils pourraient exprimer à savoir qu'ils sont écoeurés de l'école, qu'ils veulent s'en sauver, etc. Ce sont deux groupes différents. La problématique choisie est celle d'intervenants qui ne savent plus quoi faire avec ces jeunes en difficultés.

Q. Serge Tremblay à Joseph Morose

Dans des conditions semblables, face à une même expérience, réutiliseriez-vous la méthode systémique? Sur le plan scientifique, au niveau du savoir, qu'est-ce que vous avez retiré?

R. Joseph Morose

La question est vaste mais la réponse sera courte. Comme la recherche n'est pas finie, je ne peux pas tirer des conclusions définitives. Cependant, il est certain que si on recommençait on se servirait de l'apprentissage réalisé pour éviter les lacunes signalées tout à l'heure. Concernant la compréhension de ce qui se passe dans les écoles, l'expérience nous dit qu'il aurait fallu qu'on vive plus longtemps au sein de l'institution avant même de commencer la recherche. D'autre part, il y a des éléments sur lesquels nous n'avons aucune prise, dont la période de négociations.

Ce n'est pas facile, même avec de la bonne volonté, d'avoir un langage compréhensible. Nous ne nous étions pas suffisamment concertés pour savoir quel registre de langage utilisé dans la rédaction du rapport. Et ce qui nous paraît fort simple est pourtant très compliqué à d'autres niveaux. Nous savons maintenant quelles sont

les lacunes et les erreurs, et dans une autre recherche on essaierait de les éviter.

Concernant le deuxième volet de votre question, la théorisation, pour l'instant nous ne sommes pas en mesure de dire ce que ça va donner de façon précise. Mais ça ouvre des perspectives très intéressantes pour comprendre la dynamique des écoles secondaires. Les groupes d'intervenants ont des aspirations très différentes. Alors, il faut se demander quelle action aurait le plus de chance de faire l'unanimité autour de tout ce monde pour harmoniser les rapports. L'utilisation de l'approche systémique nous a permis de mieux faire ressortir toute cette dynamique qui se joue dans les phénomènes constatés.

R. Gilles Bonneau

Il est certain que ce modèle d'analyse peut faire l'objet d'une théorisation, mais je ne crois pas vraiment que dans le cadre d'une recherche-action on puisse prendre un modèle existant et l'appliquer tel quel parce que, comme dit le vieux sage, "on ne se baigne jamais dans la même rivière". On compose toujours avec des réalités différentes.

Pour moi, un des traits distinctifs de la recherche-action par rapport à la recherche de type laboratoire, c'est que dans la recherche-action les co-chercheurs ne sont pas interchangeables. Si c'était quelqu'un d'autre que moi et d'autres intervenants que ceux de St-Joachim, ce ne serait pas la même recherche. Alors que dans une recherche traditionnelle, - enquête, statistiques -, on peut penser, à la limite, que le chercheur pourrait être n'importe qui et faire le même boulot. Il est possible que ce que l'on ramasse puisse servir dans un autre cadre, mais pas intégralement transposable.

C. Roland Charbonneau

J'aimerais rendre un bref témoignage envers l'équipe du département des sciences de l'éducation qui ont fait, autour du concept de recherche-action, et présenté par Monsieur Boucher, un effort de réflexion constituant un des morceaux choisis des Actes du colloque.

Q. Roland Charbonneau à Joseph Morose et Louis-Philippe Boucher

Au niveau de l'hypothèse, si on fournit les outils,

- notamment un portrait dont les traits sont clairs - les principales parties prenantes de l'école sont capables d'amener des changements ou des solutions aux problèmes rencontrés. Or, hier et aujourd'hui dans les efforts de clarification du concept de recherche-action, une des caractéristiques c'est que les deux parties veulent s'impliquer dans un changement. Votre hypothèse était: peuvent-ils? Mais il me semble qu'il manquait un volet: veulent-ils même s'ils peuvent?

R. Louis-Philippe Boucher

C'est une bonne question. Je voudrais rappeler l'origine de la problématique du projet. Le projet est né d'un besoin formulé par le milieu. Mais c'est l'équipe de recherche qui a structuré le projet et l'a présenté aux écoles. Je me rends bien compte maintenant, qu'au départ le vouloir n'était pas assuré, bien qu'un vote ait été pris dans l'ensemble du personnel à partir de la présentation du projet. Est-ce que c'était ressenti aussi viscéralement par tous les groupes d'agents? C'est une préoccupation qu'on devrait avoir dans l'avenir, dans ce type de demande.



## L'ACTIF D'UN DISCOURS SUR LA RECHERCHE

Ghislain BOURQUE

Université du Québec à Chicoutimi

Le présent article suppose deux ordres d'information:

- l'une où la recherche-action commande une circonscription globale. Et c'est l'exposé de la situation actuelle en Arts et Lettres.
- l'autre où la recherche-action pose ses conditions selon une envergure plus locale. Et c'est l'exposé de la situation particulière d'une recherche effectuée sur l'enseignement du conte, dans le cadre des activités du P.P.M.F. (Programme de Perfectionnement des Maîtres en Français).

Partant de là, il reste à souligner qu'à l'introduction supposée provisoire de ce bref propos se trouve intégrée l'articulation devenue permanente d'une entrée en matière.

### A - LES CONDITIONS DE LA RECHERCHE-ACTION EN ARTS ET LETTRES

#### 1- En Arts

Traduite en "Intervention", la recherche-action en arts mobilise deux types d'activités:

##### a) une activité de provocation

où l'art prend des allures diverses, relevant tantôt de la "performance", tantôt du "happening", tantôt de la "manifestation publique". Le tout systématiquement organisé de manière à dénoncer un état suranné ou d'un secteur spécifique à l'art, ou d'une dimension plus intégrée au système social. Qu'on se rappelle à cet effet l'aventure, en première moitié de siècle, des dadaïstes et des surréalistes. Selon cette procédure on remarque qu'immanquablement l'action revendique une agression méthodique appliquée à l'environnement. Et ce, de quelque architecture que se compose cet environnement (qu'elle soit humaine, matérielle, conceptuelle, etc.)

##### b) une activité d'intégration

où l'art prend des mesures incitatrices, relevant tantôt du "sociologique", tantôt

de "l'environnemental", tantôt de la "didactique".  
Autorisant à l'intervention requise le loisir d'opérer  
sur l'environnement des manoeuvres diverses: intégration,  
investissement, immersion, fusionnement. Loin d'une  
agression, l'action posée par cette voie de recherche  
remplira et complètera un travail déjà amorcé dans et  
par le milieu.

## 2- En Lettres

De ce secteur l'action portée par la recherche  
suppose des expériences de deux sortes:

- l'une, liée au domaine linguistique, et qui  
recoupe des besoins d'ordre "correctif".
- l'autre, liée au domaine pédagogique, et qui  
recoupe des besoins d'ordre "perfectif".

A cela ajoutons que pour chacune des deux modalités,  
l'élaboration de matériel didactique se fonde comme principale  
priorité.

### a) Domaine du linguistique:

Conformée à un besoin inscrit  
à même le milieu universitaire, l'action supposée par une  
telle recherche vise "le redressement linguistique des  
étudiants dont la langue écrite présente de sérieuses  
lacunes".

Réalisée en deux phases principales, l'une informative  
et l'autre productive, cette recherche permettra la mise  
au point "d'un instrument pédagogique devant orienter et  
soutenir l'action corrective des étudiants".

### b) Domaine du pédagogique:

Informée de besoins ressentis  
en milieu scolaire, l'action posée par de telles  
recherches visent à la fois "la découverte et  
l'application de solutions concrètes à des problèmes  
pratiques d'enseignement et d'apprentissage". Aussi,  
convie-t-elle les principaux agents à oeuvrer dans le  
quotidien pédagogique, ainsi qu'à instaurer, dans les  
rapports entretenus entre système scolaire et système  
universitaire, un lien dynamique soutenu.  
Nécessité prioritaire, s'impose la présence d'une  
interaction contrôlée.



## B - RECHERCHE-ACTION ET INSTITUTION

Visant une recherche, le fondement de cette communication tentera d'en faire paraître le corollaire obligé: l'action. Signalons toutefois que l'obligation tient de quelques conditions, et que c'est dans l'ordre d'un lieu et d'un matériau spécifiques que se profileront: -

- d'une part une recherche légitimant l'action.  
Selon les principes de pondération et d'objectivation théoriques.  
D'où la nécessité d'un support articulé.
- d'autre part une action relançant la recherche.  
Selon cette fois des principes de modifications pratiques.  
D'où la nécessité d'une démarche flexible.

Précisons que dans la situation actuelle, et puisque localisée en institution scolaire, la recherche ici en cause court deux risques majeurs:

- 1- l'un qui, pour se recommander des mécanismes dominants ou de l'apprentissage ou du savoir, mériterait le nom de "récupération".
- 2- l'autre qui, pour trouver caution dans une critique aveugle prendrait vocable du côté de la "réaction".

Deux risques qui, la riposte engagée, méritent d'être stratégiquement contrés. Dès lors s'imposent deux principes méthodologiques:

- 1- Celui de l'élucidation théorique. Accueillant toutes données impliquant la légitimité de l'approche.
- 2- Celui de la solidarité pratique. Privilégiant les intersections partagées entre les intervenants.

Et que donc, dans l'intention de contourner le double écueil de la récupération et de la réaction, la recherche pose une alternative engagée. Soit ce lieu d'où la pratique, pour imposer son efficace, revendique l'épreuve de la subversion.

Compte tenu maintenant de l'offre à l'exposé mentionnons, pour la clarté de l'échange, que la recherche pointée ici s'est donnée un objectif général. A savoir: introduire au second cycle du primaire les conditions matérielles autorisant un véritable "exercice littéraire". Non pas dans le sens où ces conditions répondraient du simple cumul d'éléments techniques, mais dans la mesure où ces conditions

matérielles répondraient de la saisie de matériaux spécifiques. Ce qui en plus clair commanderait pour l'exercice littéraire un abordage concerté du conte, ainsi que sa relation obligée avec de multiples traits distinctifs accordés au récit.

En conséquence de quoi, et à la faveur d'une telle position, des retombées idéologiques, plutôt que devant être évitées, méritent d'être exploitées. D'un trait convenons, quitte à en négocier ultérieurement le dédale, que cédant à la tentation matérialiste, l'approche aura pour principale visée un débusquement systématique de l'idéalisme. En effet, la saisie de matériaux spécifiques entrave la prolifération de deux dogmes, soit: l'expression et la représentation; sous le couvert de trois principes échus aux conditions de travail:

- l'identification (s'assimiler)
- la récréation (s'amuser)
- la distraction (se changer les idées)

Aussi, contrer par une recherche, l'attitude qui favorise l'idéalisme, ce sera en même temps accorder à toute démarche une position commandant d'une part un refoulement systématique du mécanisme de reconnaissance, et d'autre part une stratégie ouverture dans le domaine de la connaissance.

A ceci encore faut-il greffer quelques retombées obligées. A savoir que dans l'ordre de la subversion le voisinage des matériaux favorisera l'ex-centrement du sujet (localement: l'élève), légitimant pour la condition de ce dernier un rapport dialectique convenu. En ce sens que, de l'un à l'autre (soit du sujet aux matériaux et des matériaux au sujet) toute négociation entreprise édifiera des enjeux de transformation, et pour le sujet, et pour les matériaux.

Ainsi orientée, et puisant dans ces quelques prémisses la légitimité ordonnée à son "action", l'approche marquera trois temps:

- 1- Techniques de résumé de texte: - formation d'une mémoire  
(4ième année) - constitution d'un réservoir
- 2- Variations sur les "variants": - préhension d'éléments non-transportables  
(5ième année) intégrés au récit.
- 3- Disposition des "invariants": - préhension d'éléments transportables  
(6ième année) intégrés au récit.

C'est à la faveur de ces divers matériaux que s'édifiera une pratique alternée de compréhension et de production, selon le double principe de la découverte et de l'investissement.

## ETUDE DE CAS: ACTION CORRECTIVE DU FRANCAIS

Yves SAINT-GELAIS  
Université du Québec à Chicoutimi

### 1. PREAMBULE

Cette recherche est née d'une prise de conscience: la langue écrite des étudiants universitaires est apparue dans un tel état de détérioration que, pour certains d'entre eux, la réussite des études se trouvait sérieusement compromise.

L'intervention de l'Université, qui était, sinon réclamée formellement, du moins vivement souhaitée par ceux-là même qui assument la formation des étudiants, s'est finalement manifestée par l'adoption d'une ligne de conduite sur la qualité du français dans les travaux écrits. Outre l'obligation faite aux professeurs de prévoir un pourcentage de pénalité pour les déficiences linguistiques, cette résolution (adoptée par le Conseil d'administration au mois de juin 1979) autorise les directeurs de programme à imposer un cours de français correctif aux étudiants qui présentent, sur ce point, les plus sérieuses lacunes.

C'est de ce cours que nous avons hérité et qu'il nous a été demandé d'assurer en élaborant, sur les plans du contenu et de la méthodologie, un enseignement correctif du français écrit valable en milieu universitaire. Pour ce faire, une recherche ponctuelle a été réalisée et nous en présentons maintenant le cheminement heuristique. Quelques remarques générales suivront en guise de conclusion.

### 2. DESCRIPTION DU PROJET

Ce projet, intitulé action corrective du français, s'est déroulé en deux phases que nous désignons par les qualificatifs informative et performative.

Durant la phase informative, ont été précisés les besoins spécifiques des effectifs étudiants en matière de français correctif. Besoins qui, ne le cachons pas, du point de vue de l'observateur qui doit momentanément coiffer le bonnet du grammairien normatiste, s'identifient aux manquements aux règles de l'Usage sur les divers plans de la structure linguistique.

Pour obtenir ces renseignements, nous avons procédé à l'étude de la langue écrite chez les étudiants de l'UQAC. Un test comprenant une dictée, une composition sur un sujet imposé et un questionnaire grammatical a été administré à près de deux cents (200) témoins représentant les quatre champs d'études suivants: arts et lettres, sciences économiques et administratives, sciences humaines, sciences pures et appliquées. Ainsi, huit groupes-témoins (deux classes par champ d'études, l'une de première année universitaire, l'autre, de troisième) ont été choisis pour former l'échantillon de notre enquête. Sans entrer dans le détail de l'analyse des données, nous mentionnerons néanmoins quelques observations significatives que nous avons tirées:

1- l'année de scolarité n'a pas été un facteur déterminant dans l'évaluation de la compétence linguistique (d'étudiants universitaires, bien entendu): ce sont des groupes de première (en linguistique et en comptabilité) qui se classent bon premier et bon dernier.

2- l'interprétation de l'élément "champ d'études" doit être, par contre, plus nuancée: ce facteur n'a pas été sans effet sur les résultats obtenus qui favorisent (légèrement) les étudiants en sciences "sèches".

3- les fautes relevées ont porté sur tous les plans de la structure linguistique: orthographe, accord grammatical, vocabulaire, syntaxe et ponctuation, de sorte que s'est vu confirmer le postulat qui, à vrai dire, sous-tendait notre démarche, à savoir: un usager faible sur un plan de la langue, l'est sur tous les autres. C'est ce dernier point, précisons-le, qui nous a indiqué l'orientation générale du programme d'enseignement correctif auquel devraient se soumettre éventuellement les étudiants désireux de pallier leurs déficiences linguistiques et, par conséquent, d'améliorer leur performance en français écrit.

D'ailleurs, un échange de vues avec quelques directeurs de module a renforcé l'idée directrice de ce programme de redressement: l'effort de correction devrait porter sur des points précis de la langue commune (orthographe d'usage, ponctuation, accord des déterminants, participes et adjectifs, accord du verbe, emploi du mot juste, etc.) et non sur la spécificité technique ou le raffinement taxonomique de la langue savante.

Nous signalerons, en terminant cette partie, que cette recherche-action a été, au fait, précédée d'une étude du même genre, mais restreinte à une trentaine d'étudiants du programme d'enseignement en enfance inadaptée. A y regarder

de près, les conclusions de ce premier coup de sonde, quoique moins étayées, se sont avérées tout à fait comparables.

La phase performative a servi à mettre au point l'instrument pédagogique devant orienter et soutenir l'action corrective des étudiants.

Cet instrument a pris la forme d'un document comprenant:

1- l'ensemble ordonné, c'est-à-dire structuré selon a) la nature des difficultés observées, b) la stratification même des faits de langage, depuis les éléments externes et conventionnels de l'orthographe jusqu'aux valeurs internes et intentionnelles du vocabulaire et de la syntaxe, des solutions aux problèmes linguistiques des étudiants;

2- quatre séries d'exercices gradués, correspondant au plan du contenu et divisées en tranches hebdomadaires de façon à assurer progressivement la maîtrise des mécanismes et des règles présidant à l'usage "correct" du français écrit.

L'élaboration du document en question s'est faite à la lumière des résultats de notre étude. Mais les étapes successives de sa réalisation (le colligé organique des faits, la cueillette des exemples servant à leur illustration, la mise au point d'exercices pertinents) ont requis le dépouillement systématique d'ouvrages et de travaux théoriques et pratiques ainsi que le constant recours à la réflexion abstraite sur la portée des éléments à retenir.

Cette recherche, sous la forme didactique qu'elle a prise, résistera-t-elle, en fin de compte, à la confrontation brutale et inéluctable avec la dure réalité des faits? Pour le moment, cette question est sans réponse. Seules les conditions remplies d'une praxie effective nous permettront d'en vérifier les fondements, leur solidarité rationnelle, leur cohérence méthodologique.

### 3. REMARQUES

10 Si le projet de recherche que l'on vient de présenter sommairement pouvait s'inscrire sous l'une des formes de la recherche-action, il conviendrait de la situer dans la trajectoire de la relation chercheur-acteur. Cette recherche, réalisée sur et pour des étudiants universitaires, a été entreprise en vue d'améliorer leur pratique de la langue écrite. Même si elle n'émane pas des acteurs eux-mêmes,

cette recherche a d'abord été conçue pour eux, puis elle s'est déroulée avec la participation des acteurs, soit comme témoins, soumis au test d'évaluation, soit comme intervenants, appelés à faire des observations critiques sur le cours lui-même (lequel se donnait parallèlement à la recherche).

20 Par la fonction pédagogique qu'il remplit au sein de la communauté universitaire, le professeur-chercheur est aussi, ne l'oublions pas, un véritable acteur, ayant pour tâche explicite la transmission du savoir, d'un savoir qui, en fin de compte, entraîne la révision méthodologique d'une pratique enseignante est, à toutes fins utiles, une recherche portant sur l'action même de son auteur.

30 Telle que définie au cours du présent colloque, la recherche-action vise le changement social et requiert de celui qui s'y adonne et s'y engage pleinement l'intention ferme d'agir sur le développement socio-culturel, socio-politique ou socio-économique d'un milieu donné. Dans cette optique, la recherche-action ne nous apparaît pas tout à fait compatible - ce qui ne veut pas dire qu'elle soit incompatible - avec l'orientation des recherches linguistiques qui se réclament des travaux de Ferdinand de Saussure et de Noam Chomsky. Pour les linguistes d'obédience structuraliste et générativiste, la langue est une entité abstraite, (plutôt) indépendante des sujets qui la parlent et des conditions sociales dans lesquelles s'exerce l'usage de la parole. Réalité "désincarnée", la langue est étudiée en elle-même et pour elle-même.

Ainsi, la linguistique a été et est encore essentiellement une science d'observation, vouée à la description hautement formalisée des mécanismes "psycho-physiologiques" qui président au fonctionnement d'un phénomène, auquel le linguiste n'a accès qu'une fois qu'il a été effectivement réalisé. L'idée qu'il est possible d'agir sur la langue et d'infléchir le cours naturel de son évolution est une utopie que la grammaire d'une certaine école (celle des puristes) continue malheureusement à perpétuer.

Jusqu'à maintenant, l'intervention directe des linguistes auprès des usagers n'a guère été possible - en langue parlée et en langue écrite - que pour appuyer l'action thérapeutique de l'orthophoniste, l'action corrective des orthoépistes et l'action pédagogique des instituteurs. Il est vrai, toutefois, que depuis peu un courant nouveau se manifeste dans des travaux qui font une large place aux facteurs psychologiques et sociologiques de la communication. Mais il est trop tôt

pour affirmer que les branches très vivantes de la sociolinguistique et la psycholinguistique annoncent la linguistique de l'avenir, même si les découvertes en ces domaines (voir les études de William Labov sur l'anglais non-standard) risquent de bouleverser bien des idées reçues.





## PERIODE DE QUESTIONS

Animateur, Jean-Guy Hudon

Q. Rita Roy à Gilles Bourque

J'ai cru noter, dans votre exposé, une très forte crainte de la récupération des fruits de la recherche. Je voudrais vous demander, si la façon de nous présenter votre recherche, dans des termes si fermés, si peu accessibles à la population, est-ce que ce serait un truc très favorable à la non-récupération des fruits de la recherche?

R. Gilles Bourque

Personnellement je ne m'attendais pas à une question de cet ordre-là. Le discours supporte et accompagne la recherche. Vous avez en partie raison. Un discours n'est pas fermé; il n'est fermé que par le fait qu'un certain nombre de ses éléments n'ont pas nécessairement cours dans un milieu donné. Je ne crois pas que la musique classique soit bourgeoise; ce qui est bourgeois c'est qu'on ne l'enseigne pas aux gens. C'est dans cette optique-là que je travaille. Le discours que je tiens sur ma recherche n'est pas élitique mais marginal dans le sens où ceux qui tiennent un autre type de discours ne peuvent pas le récupérer. C'est à ce titre-là que je tiens à ce que la recherche et le discours qui l'accompagne soient le plus possible concertés et spécifiques. Maintenant, ça peut poser des problèmes d'interprétation. Je crois que ça nécessite une collaboration encore plus suivie entre le chercheur et l'acteur. Je tente de légitimer par un discours, une recherche informative.

Q. Roland Charbonneau

Monsieur le président, je m'appelle Roland Charbonneau, je ne me sers pas de mes alias aujourd'hui. J'aimerais poser une question à chacun des deux intervenants.

A Ghislain Bourque

A la fin de ton exposé, tu dis: "Ce n'est pas parce que c'est une recherche-action en arts que c'est une recherche-action vagabonde et que les gens ne savent pas

ce qu'ils cherchent." Or, il me semble que dans le domaine de l'art, ça réfère à des créateurs, donc à des concepteurs, à des innovateurs. Qu'est-ce que ce monde-là sait par rapport à ce qu'ils veulent trouver?

A Yves St-Gelais

Le titre de la recherche appliquée et applicable comporte peut-être quelques éléments de la recherche-action. Le titre même, le redressement, nous indique qu'on se situe au niveau des conséquences. Or, dans la recherche-action, même si tu es honnête et ne prétends pas que c'est une recherche-action à tout prix, il y a un souci de voir les deux parties contribuer à la solution du problème. Est-ce que c'est prévu que dans la recherche tu te rends ou remontes au niveau des causes, car il s'agit presque d'analphabètes fonctionnels? J'aimerais ça comprendre, car c'est presque un mystère...

R. Yves St-Gelais

On n'a pas prévu encore de suites à cette recherche. Il est évident que le cours n'est qu'un palliatif. Si le feu est à la maison, on l'éteint. On observe, chez les étudiants qui suivent ce cours, une amélioration qui répond à des critères. Mais encore là, la langue c'est un phénomène complexe. D'un point de vue objectif et linguistique, il n'y a pas de niveau de langue supérieur à un autre, les niveaux de langue ont des fonctions. Le problème naît d'un emploi particulier de la langue, soit la langue écrite, qui ne semblait pas satisfaire aux exigences des professeurs d'université et même risquait, dans certains cas, de compromettre le succès dans un processus de formation universitaire. Je considère la question comme une invitation à poursuivre la recherche en remontant aux causes, qui sont évidemment d'ordre structural. On essaie de déculpabiliser les étudiants en leur disant que la langue française est un code et qu'entre la langue française écrite aujourd'hui et la langue parlée il y a un écart tel que la langue écrite correspond à la langue parlée du XIII<sup>e</sup> siècle. On essaie, par une réflexion théorique et appliquée à l'analyse du français écrit, de leur donner des instruments pour qu'ils puissent atteindre un comportement linguistique satisfaisant pour des étudiants de niveau universitaire.

R. Gilles Bourque

Quant à la première question qui concerne la pratique en

arts, je vais essayer de défendre le point de vue de ce secteur. On parle de participation vagabonde compte tenu qu'il y a une certaine pratique qui est effective dans le domaine des arts mais qui subit un aveuglement. Je dirais que cet aveuglement est provoqué par le mythe de la création. Ce mythe de la création est entretenu par l'inspiration. Vous savez qu'à un moment ou l'autre on est tous investi du travail des muses.



## BILAN DE LA RECHERCHE-ACTION AU DEPARTEMENT DES SCIENCES RELIGIEUSES

Raymond GIRARD,  
Université du Québec à Chicoutimi

### BREF HISTORIQUE DE MISE EN PLACE

Au département des sciences religieuses, la recherche-action a été intégrée sans difficultés, en ce sens qu'elle est d'abord sortie du milieu comme de sa source la plus naturelle, en ce sens aussi qu'elle s'est imposée comme un impératif dans les actions à entreprendre, à la fois comme membres de cette communauté régionale et comme professionnels.

Ce sont les effets mêmes ou les résultats contestés d'un certain type d'intervention pastorale qui ont ramené à l'attention des différents partenaires le sujet de notre recherche, à savoir: "l'action pastorale". Chacun sait déjà qu'avant les années 60, la formation religieuse a développé trop fortement peut-être des liens de dépendance, des attitudes de surconsommation en nette dissociation avec les instances de croissance personnelle. Ce fut à ce moment une prise de conscience collective, aiguë, quasiment un "précipité" pour utiliser un terme familier aux chimistes, un goût de réagir et de se prendre en charge. Ce fut l'héritage de notre jeune département: des partenaires disposés, intéressés, déterminés. Nous n'avons eu qu'à prendre le pas. Pour nous, il n'a pas été question de descendre d'une tour d'ivoire. C'était déjà une chose faite, car nous étions partie prenante dans le milieu. Nous n'avons eu qu'à ajouter une dimension à notre champ de recherche.

La recherche-action n'est donc pas une activité nouvelle ou récente au département des sciences religieuses. Elle est née pour ainsi dire avec le département. Dès qu'une répartition de subventions à la recherche vit le jour dans notre jeune université, notre département s'est appliqué à se mettre convenablement dans la course, avec bien peu de succès cependant, peut-être en raison du manque d'expérience à monter des dossiers éminents, mais peut-être aussi pour des raisons rattachées au type même de recherche en question.

Cette situation de fait nous a placés chaque année devant l'amère déception du vide. Lorsque le nouveau doyen du 2<sup>e</sup> cycle a saisi l'occasion de sa promotion pour rencontrer les

assemblées départementales, en septembre 1980, il a été fortement invité à réviser les barèmes d'évaluation de certains projets de recherche en raison de leurs caractères tout particuliers et irréductibles aux critères des sciences exactes. Une demande explicite lui fut alors adressée de changer les règles du jeu, en vue d'intégrer dans les normes la notion de recherche-action. De plus, comme département, nous avons participé au dossier CEIR. Présentement, nous misons beaucoup sur les retombées de ce colloque pour assurer à la recherche-action ses titres de crédit à l'Université du Québec à Chicoutimi.

#### LES CONSENSUS MAJEURS ET IMPLICITES AUTOUR DESQUELS GRAVITE CE TYPE DE RECHERCHE AU DEPARTEMENT

Bien que la recherche-action soit en force chez-nous, je ne veux pas vous laisser croire cependant que nous sommes des chercheurs chevronnés. En sciences religieuses, nous avons plutôt l'impression de faire oeuvre de défricheur. Toutefois, au point où nous en sommes, nous croyons pouvoir dégager certains consensus que je vous décrirai de façon très simple.

#### L'ACTION, UNE REALITE DYNAMIQUE

La recherche-action chez nos chercheurs du département est axée sur l'action comme objet de recherche, l'action pastorale en tant qu'action. C'est en posant l'action qu'apparaissent les différents spécimens qui constituent l'objet de notre exploration. Sans cette action posée, il n'y a pas à proprement parler d'objet de recherche dans ce champ précis de notre investigation.

Il s'agit d'une "action-sujet" posée par des acteurs, les partenaires de cette action, d'une action en mouvement, évoluant avec des sujets et pour des sujets. Les acteurs constituent une composante majeure de cette action toujours variable en quelque sorte parce qu'elle s'enrichit de la composante personnelle. Cette caractéristique importante distingue "l'action-sujet" du comportement entendu au sens mécaniste du mot. L'action comprend toujours ses acteurs. Elle ne peut être organisée en totalité et ne peut jamais être reprise telle qu'elle a été prévue.

De plus, il est bien clair dans notre esprit qu'il s'agit d'une action posée par des partenaires du milieu, dans le sens de l'auto-développement, de la prise en charge.

## LES INTERVENANTS: DES EXPERIMENTATEURS-SUJETS

Par cette expression, nous entendons souligner et garder bien conscient le fait que dans ce modèle de recherche, chacun des partenaires est traité comme participant à part entière. Comme dans le dialogue "participé" utilisé en psychologie humaniste, chacun des acteurs est invité à donner sa pleine mesure dans le développement de la connaissance. C'est une association qui s'impose par la nature même de ce type de recherche.

## LA METHODE DE RECHERCHE: UN PROCESSUS DE CROISSANCE QUI S'ACTUALISE

Nous sommes conscients que la méthode, dans la recherche-action, recouvre un processus de croissance personnelle et collective qui s'actualise, un processus encore difficile à saisir et qui rend la systématisation difficile tout en la situant en-dehors des catégories connues.

Cependant, la recherche-action appliquée en sciences religieuses vise elle aussi des objectifs de changement de situation appuyés sur une compréhension progressive et dynamique de la situation à changer, jusqu'à ce que cette compréhension soit suffisante pour justifier des décisions lucides et engager des efforts prometteurs de changement.

Chez nous comme ailleurs, la méthode intervient dans l'exploration de la réalité, dans l'élaboration de la connaissance. Un modèle d'action, dans l'ordonnance des phases successives du déroulement de l'action, dans l'observation systématique des résultats, dans l'évaluation et l'interprétation des résultats. Autant d'aspects qui rendent possible l'accès à la connaissance.

## FACE A CERTAINS IMPERATIFS DE FOND

L'avenir dans la pratique de la recherche-action au département nous réserve des défis impératifs auxquels nous nous sentons déjà confrontés. Je veux parler de tout ce qui a trait à la systématisation en regard d'un développement scientifique de la connaissance. D'un côté, la nature dynamique de l'objet de recherche, l'action en mouvement, invite à une exploration d'un type holistique; d'un autre côté, l'accès à la connaissance scientifique exige un

déploiement systématique des avenues d'exploration. Mais un aspect n'exclut pas nécessairement l'autre. Le problème à relever c'est d'éviter de réduire l'un des deux aspects par l'autre. Probablement que chaque chercheur se sent confronté à ce même défi.

#### PROJETS ACTUELS EN VOIE DE REALISATION

Nous pouvons regrouper nos projets en recherche-action autour de deux pôles, suivant que l'action explorée et vécue appartient au champ pastoral ou au champ enseignement religieux.

Les projets que nous pouvons caractériser comme recherche-action sont les suivants. Je me limiterai à une brève description des projets alors que deux collègues vous feront part d'une analyse de cas tout comme l'ont fait ceux qui nous ont précédés.

Dans le champ pastoral, quatre projets sont en voie de réalisation.

##### 1- Animation des C.P.P.

Une recherche-action sur la réappropriation, par la base, de l'animation pastorale du milieu. Cette recherche animée et vécue par des groupes de chrétiens engagés vise la prise en charge, par des laïcs, de l'animation de la vie chrétienne en paroisse. Ce projet en est à sa phase d'expérimentation d'un modèle d'action qu'il s'est donné et que nous retrouvons dans une publication régionale provisoire.

Personne ressource de l'université: M. Jean-Guy Girard.

##### 2- Expérience de coéducation de la foi des jeunes au primaire

Ce projet est né de la volonté ferme de certains parents, de professeurs et de quelques CEC de s'habiller à la coéducation de la foi des jeunes en milieu familial. La recherche en est à une troisième phase d'expérimentation.

Ce projet a donné naissance à un instrument de quelque 350 pages maintenant répandu à plusieurs exemplaires



dans le milieu régional et dans quelques autres diocèses. Présentement, ce mouvement issu de la base fait boule de neige.

Personne ressource de l'université: M. Raymond Girard.

3- Le sacrement de la réconciliation redécouvert par la communauté chrétienne

M. Robert Dufour vous présentera l'analyse de ce cas.

Personnes ressources de l'université: M. Simon Dufour  
J.-G. Girard  
Camil Ménard  
Gaétan Thibeault.

4- Ateliers d'évangélisation dans la zone pastorale du Bas-Saguenay (La Baie)

Mon collègue Simon Dufour vous fera lui-même la présentation de ce projet. Personne ressource de l'université: M. Simon Dufour.

Dans le champ "enseignement religieux", un seul projet.

Une approche expérientielle dans la catéchèse du primaire

Ce projet est le résultat de la volonté commune de professeurs du primaire désireux de se donner une démarche catéchétique de type expérientiel ainsi que des instruments didactiques à la mesure de cette démarche.

L'opération est en cours depuis déjà quelques années. Les efforts d'une telle recherche ont déjà été concrétisés dans l'élaboration d'un modèle opérationnel de type expérientiel, dans la composition de quatre (4) manuels scolaires destinés aux quatre (4) premières années du primaire, dans la création d'environ quatre-vingts (80) instruments didactiques. Tous ces instruments ont fait l'objet d'une première expérimentation et d'une publication régionale provisoire. Le MEQ ainsi que l'OCQ se sont montrés intéressés à l'opération.

Les responsables de ce mouvement ont manifesté leur intention de coordonner leurs efforts à l'expérience de coéducation de la foi décrite plus haut. Nous entrevoyons déjà la création de nouveaux instruments dans le sens de cette collaboration.

Personne ressource de l'université: M. Raymond Girard.

#### LES RETOMBEES DE CE TYPE DE RECHERCHE

##### En termes d'effets concrets

Il nous apparaît difficile d'évaluer les effets concrets, directs et indirects de ce type de recherche en sciences religieuses. En chacun des projets cependant, nous avons des données certaines nous révélant, selon diverses modalités, des changements progressifs de situations dans le sens des motivations de départ et des attentes visées. Les retombées sont diverses. En plus d'une autogénèse de la motivation, nous relevons des effets concrets de prise en charge, en termes de rencontres, d'adhérents, de cohésion de groupe, de projets et de décisions collectives, de publications. Nous constatons en chacun des groupes un fonctionnement systémique de la recherche-action.

##### En termes de connaissances

En sciences religieuses tout comme dans les autres champs de recherche, la poursuite d'une efficacité maximale de l'action spécifique reste liée à la connaissance de cette action: son contenu, sa structure, ses composantes, son déroulement, ses conditions d'exercice, son évolution dans le temps, etc. La pratique de la recherche-action nous a progressivement menés vers une certaine connaissance de ces différentes dimensions de l'action pastorale et de l'intervention pédagogique. En pastorale comme en enseignement religieux, nous sommes parvenus à la connaissance d'un modèle théorique de type expérientiel de l'agir individuel et collectif. Nous avons la certitude que ce modèle provisoire s'enrichira proportionnellement à la pratique de la recherche-action.

Plus fondamentalement, l'approche expérientielle favorisée dans les différents projets nous confronte à des questions de

fond qui sollicitent une étude approfondie des rapports entre dimension religieuse et croissance. La connaissance de l'induit spécifique de la démarche religieuse dans la croissance personnelle et collective demeure une question majeure pour nos groupes de recherche. Présentement, nous avons une piste assez intéressante dans la fonction de transcendance dans la croissance personnelle.

En termes d'habiletés

Finalement, nous avons constaté que la recherche-action est le lieu d'apprentissage d'un certain nombre d'habiletés reliées à la pratique même de la recherche-action. C'est l'apprentissage d'un savoir-faire et d'un savoir-vivre ainsi que des attitudes reliées à ces deux apprentissages. C'est un fait constaté que la recherche-action marque chez nous des effets positifs sur la formation des partenaires de l'action.

#### CONCLUSION

La recherche-action ne peut se prêter à l'étude de toutes les questions appartenant au champ religieux. Cependant, la pertinence de ce type de recherche dans le champ religieux n'est plus à démontrer. C'est dans l'action en mouvement que se réconcilient les données les plus justes sur l'action. C'est par et dans l'action que les situations évoluent, et parce qu'elles évoluent, elles changent aussi de signification pour les acteurs.

Bien que truffé de difficultés, ce type de recherche nous apparaît un instrument de première valeur et en ce sens, nous entendons en accentuer l'utilisation en essayant toutefois d'accéder à une certaine virtuosité. Nous essaierons également de dépasser, si possible, le stade du bénévolat et de la pauvreté, en améliorant la présentation technique de nos dossiers.



## LE SAPICC<sup>(1)</sup>, UN PROJET DE RECHERCHE-ACTION EN SCIENCES RELIGIEUSES

Simon DUFOUR  
Université du Québec à Chicoutimi

Parler d'un projet de recherche-action en sciences religieuses peut sembler curieux à plusieurs, en particulier à ceux qui sont peu familiers avec l'évolution des sciences religieuses au cours des vingt (20) dernières années dans le contexte québécois, qui rejoint en cela une vague de fond de toute la civilisation occidentale.

Depuis quelques années j'ai participé à divers groupes de chrétiens progressistes et des groupes populaires tels que des syndicats et des coopératives... Mon intérêt fondamental porte sur le processus d'accès à l'autonomie au plan individuel et collectif... Ma spécialisation en sciences religieuses me fait aborder l'expérience religieuse chrétienne sous l'angle d'une voie de personnalisation libératrice. Je cherche également à mieux comprendre l'impact de ce type d'expérience religieuse dans le processus de prise en charge collective, dans ses divers paramètres: culturel, politique, économique. Concrètement, comment une expérience religieuse libératrice peut aider à bâtir une économie autocentrée à partir d'une situation de sous-développement économique masquée derrière une idéologie qui fait croire à une majorité de la population régionale que la croissance des multinationales sert notre développement: en fait cela ne fait qu'accentuer les racines structurelles d'une dépendance économique qui empêche l'émergence d'une économie qui nous appartienne, c'est-à-dire qui soit autocentrée.

Je commencerai par trois (3) remarques essentielles pour situer la pertinence de mon propos. Ces remarques constituent pour moi des acquis de recherches:

- 1) La nécessité de dépasser les problématiques freudienne et marxiste pour lesquelles toute expérience religieuse porte des traces d'aliénation, et corrélativement, la reconnaissance du fait qu'il existe des types d'expérience religieuse qui sont éléments constitutifs de l'infrastructure sociale<sup>(2)</sup> comme l'a montré le sociologue latino-américain Enrique Dussell, en même temps que principe générateur de la structure du caractère social des individus, comme l'a fait voir Eric Fromm.

2) L'observation méthodique de la dimension religieuse de la vie humaine exige une typologie très diversifiée, qu'il est difficile de ranger dans un gabarit conceptuel monolithique, sans risquer de réduire la réalité. En effet, l'approche de l'expérience religieuse nous met en présence de traditions religieuses extrêmement diverses (Hindouïsme, christianisme, etc.) et à l'intérieur d'une même tradition religieuse, des courants très variés dont je veux signaler les extrêmes: je me réfère ici à la tradition chrétienne que je connais bien:

a) Des expériences d'une foi religieuse de type sacré, créant une structure de caractère souvent intégriste, fortement réactionnaire à tout changement social et allié naturel des partisans du "statu quo".

Ex: Mgr Lefebvre dans le catholicisme, le courant social de la Moral Majority aux USA qui a porté Reagan au pouvoir, (Les émissions de Rex Humbard sont une belle illustration de ce type d'expérience religieuse verticale, intimiste, individualiste).

b) Des expériences d'une foi religieuse de type prophétique-libératrice qui sont le ferment dynamique d'un processus de changement social.

Ex: Tout le courant latino-américain des communautés de base et de la théologie de la libération. La force de ce courant a déjoué les calculs de la CIA au Nicaragua et permis un changement social... Aussi les groupes de chrétiens progressistes au Québec. On peut signaler aussi le mouvement "Solidarité" en Pologne. Vincent Cosmao a bien thématiqué cette nouvelle pratique de la foi chrétienne en relation avec la problématique du développement des peuples.

3) Je postule également la possibilité d'un discours scientifique dans le domaine religieux. Cela implique la nécessité de reconnaître la spécificité de ce champ d'observation et celle d'élaborer des outils conceptuels adaptés à l'objet étudié et à

l'angle de recherche. Ces outils conceptuels sont différents de ceux des autres disciplines scientifiques, mais ils permettent d'élaborer un discours rigoureux sur la réalité sociale du phénomène religieux...

Ces postulats étant posés, je crois pouvoir affirmer que la recherche que je conduis depuis quatre (4) ans avec un groupe de Ville de la Baie est un processus de recherche-action au sens de OFFREDI, c'est-à-dire "lorsque la connaissance scientifique est mobilisée en projets qui, dès lors, peuvent donner lieu à des objectifs et des stratégies d'acteurs".(3)

J'évoquerai brièvement en quoi consiste ce projet, le processus mis en branle, et certains acquis actuels qui se dégagent de ce processus de recherche-action.

#### 1. QUELQUES DONNEES RELATIVES AU PROJET SAPICC

Le point de départ de la recherche vient de l'interrogation que se posaient un groupe de professeurs, de parents et d'animateurs de pastorale sur la pertinence d'une démarche de profession de la foi en 6ième année, c'est-à-dire à la fin de l'élémentaire.

Un groupe de recherche comprenant des acteurs et un chercheur a été formé avec mandat d'étudier la question et de proposer des aménagements nouveaux. Après avoir regardé la situation, le groupe a défini comme objectif de retarder la démarche jusqu'à la fin du secondaire, et de favoriser un processus qui permettrait aux jeunes de faire un choix personnel libre face à la foi chrétienne et à l'appartenance au groupe social religieux, tout en leur assurant le plus possible les conditions d'un choix lucide, par-delà les préjugés et les contrefaçons de l'expérience religieuse chrétienne.

Il s'agit en somme de tenir compte de la nouvelle situation au Québec et de changer une organisation de confessionnalité religieuse fondée sur la situation de chrétienté. Il faut travailler à aménager un processus d'éducation religieuse qui ne soit pas encadrement social d'abord, mais voie de personnalisation en relation avec les étapes de la croissance humaine.

Phénoménologiquement, ce processus de recherche-action est commencé depuis quatre (4) ans dans la zone pastorale de

Ville de la Baie. Il implique douze (12) acteurs dans l'équipe de recherche qui ont travaillé près de 400 heures en équipe. Il a touché près de 500 étudiants actuellement. Il a l'appui officiel des responsables diocésains de l'animation pastorale et a reçu un accueil très favorable lors d'une rencontre provinciale des directeurs diocésains d'office d'éducation du Québec, à laquelle le groupe a été invité récemment.

Cela implique une réorganisation du processus pédagogique de "traditio" à travers lequel s'opèrent l'identité personnelle chrétienne, l'appartenance dynamique au groupe Eglise, et l'engagement militant dans la prise en charge du devenir social. Nous avons donc opté pour développer une expérience de foi prophético-libératrice avec une pédagogie appropriée.

Le groupe actuel de recherche comprend un (1) conseiller pédagogique, un (1) conseiller en Education chrétienne, un (1) théologien, quatre (4) animateurs de pastorale, trois (3) professeurs d'enseignement religieux...

## 2. ELEMENTS DU PROCESSUS DE RECHERCHE

- 1- Analyse des mécanismes sous-jacents à la séquence actuelle du processus d'initiation qui ressortit davantage à un christianisme de position qu'à un christianisme de mouvement, conséquence historique de l'inculturation grecque du mouvement spirituel judéo-chrétien. Cela semble provenir aussi de la perte du dynamisme prophétique du christianisme, due à son inféodation au pouvoir constantinien, ce que Cosmao appelle la perversion du christianisme en chrétienté. (4)
- 2- Elaboration d'un cadre théologique permettant d'historiciser, c'est-à-dire d'opérationnaliser le devenir croyant à travers des objectifs et des stratégies d'apprentissage, qui permettaient d'éviter les aliénations mises en lumière par la psychologie.
- 3- Inventaire des divers apprentissages essentiels au processus essentiel du devenir croyant à travers lequel se génère l'identité chrétienne, fondement d'une appartenance ecclésiale dynamique et militante.
- 4- Choix d'une pédagogie conforme aux objectifs visés, intégrant le cognitif, l'affectif et le comportemental.



afin de développer une expérience religieuse qui ne soit pas schizoïde, mais permettant d'intégrer une présence dynamique à l'ensemble du réel. Il faut une pédagogie permettant d'atteindre le niveau du "self" du courant de psychologie des profondeurs, comme lieu d'intégration de l'expérience religieuse, pour éviter les réductions possibles à l'idéologique, au moralisme, au sentimentalisme.

- 5- Elaboration d'un processus global et organique des divers apprentissages, en coordonnant l'action des divers intervenants, et en respectant les programmes des divers niveaux du secondaire.
- 6- Opérationnalisation du processus à travers des rencontres d'information, la production d'outils de travail, d'efforts de concertation des divers acteurs impliqués dans l'ensemble de la démarche.
- 7- Ré-ajustement constant du cadre théorique élaboré à partir de la pratique concrète, en relation avec la dialectique intra-ecclésiale entre les deux (2) courants évoqués ci-haut: une foi de type sacré et une foi de type libérateur.

### 3. ELEMENTS QUI SE DEGAGENT ACTUELLEMENT DE CE PROCESSUS DE RECHERCHE-ACTION

- 1- La fécondité de la rencontre d'un chercheur universitaire et d'un groupe de personnes d'un milieu qui cherchent à conduire une action sociale concrète. J'en signale trois (3) aspects:
  - confrontation de l'approche théorique aux réalités concrètes impliquées dans une action sociale et vérification de la fonctionnalité du cadre théorique, de même que son ajustement à partir des impératifs de l'action. Cela se fait en particulier par l'expertise des praticiens-acteurs.
  - l'apport du chercheur permet d'approfondir certaines façons de percevoir la réalité, et favorise plus de cohérence globale dans le projet d'action.
  - cela favorise aussi l'élaboration d'outils

conceptuels ajustés à un projet d'animation pastorale.

- cela amorce aussi un nouveau type de rapport entre les détenteurs de savoir par profession, et la dynamique sociale d'un groupe d'acteurs qui réfléchissent une pratique située.
- 2- Le projet amorce une solidarisation d'un groupe d'intervenants dans le milieu, que la division des tâches dans le système scolaire actuel et le style de gestion isole et atomise... Il crée des interrelations dynamiques par-delà la spécificité des tâches: CEC, Conseiller pédagogique, enseignants, animateurs de pastorale.
- 3- La recherche-action amorce aussi la dialectique de rencontre entre des groupes sociaux (famille, école, paroisse) qui avaient tendance à se situer dans des trajectoires parallèles. Cette dialectique crée un tissu social nouveau qui peut constituer un rapport de force important en face de centres décisionnels peu préoccupés de la base. Cela s'est manifesté au printemps dernier lorsque certains technocrates ont cherché à couper arbitrairement dans les services sans tenir compte des besoins du milieu.
- 4- La réflexion-action sur la dimension religieuse de l'éducation, contribue à faire naître le processus d'élaboration d'un projet éducatif organique dans le milieu de la Baie.
- 5- Le groupe de recherche-action SAPICC a réussi à élaborer un savoir cohérent, pertinent à sa pratique sociale. Cela rend plus organique l'ensemble de ses démarches et crée un influx de dynamismes dans des rouages fonctionnels qui ont tendance à être affectés par le poids d'inertie inhérent aux structures instituées, dès qu'elles se déconnectent des forces sociales qui jouent le rôle d'instituant. Cela s'applique en particulier à certaines instances de la structure ecclésiale et à la pédagogie d'initiation qu'elle favorise. Mais cela est aussi vrai de plusieurs institutions de la dynamique sociale québécoise, dans lesquelles j'ai milité.
- 6- La recherche-action peut favoriser une reconnexion de diverses disciplines scientifiques, autour de chantiers d'action qui intègrent les diverses composantes du réel que les spécialisations dans le

champ de la connaissance ont tendance à isoler. La recherche-action peut être matrice épistémologique établissant des connexions fécondes entre divers chercheurs.

#### 4. DIFFICULTES

- 1- Equilibre entre l'exigence de distanciation et d'approfondissement inhérent à la recherche, et les impératifs d'action.
- 2- Intégrer à mesure les impondérables d'un processus d'action, tels que les réactions d'un milieu humain à l'"input" d'une nouveauté au plan de l'expérience religieuse.
- 3- Garder ensemble dans un processus de recherche-action des chercheurs-acteurs qui relèvent au plan du travail, d'institutions qui n'ont aucun lien entre elles.



## LE SACREMENT DE LA RECONCILIATION REDECOUVERT PAR LA COMMUNAUTE CHRETIENNE

Robert DUFOUR  
Université du Québec à Chicoutimi

Notre expérience veut être une prise de conscience de deux prêtres qui depuis quinze (15) ans constatent avec leurs paroissiens un transfert de valeur au plan du sacrement de pénitence.

Nous nous rendions compte et tous les chrétiens aussi qu'il y avait une baisse au plan de la pratique de ce sacrement; ce qui était important et essentiel auparavant, c'est-à-dire se confesser avant de communier, perdait du poids et devenait même pour la plupart des pratiquants et des semi-pratiquants un moyen négligeable.

De plus, bon nombre de chrétiens ne savent plus trop quoi penser à ce sujet et questionnent moins les pasteurs pour savoir comment se comporter. Ceux-ci, à leur tour, deviennent moins clairs dans leurs orientations.

Les personnes impliquées sentent une sorte d'écrasement inacceptable d'une situation plus ou moins claire. Il y a d'un côté le poids des normes établies par l'Eglise du Concile de Trente et de l'autre l'inspiration d'une mentalité nouvelle, suite à Vatican II, qui semble de plus en plus s'installer.

Notre recherche nous a permis de rencontrer des gens et d'écouter leurs réactions sur ce qu'ils vivaient face au sacrement de pénitence. Les premières constatations furent de remarquer une sorte de difficulté à trouver un lieu favorable pour vivre ce sacrement. Dans la Commission diocésaine de recherche pastorale<sup>(1)</sup> qui est un peu la base de la prise de conscience par les fidèles des réalités pénibles de l'Eglise, les gens mentionnent la confession traditionnelle dont ils souhaitent une modification rituelle, avouant leur préférence pour des célébrations communautaires.

A cette exigence de lieu s'ajoute le mal à l'aise ressenti dans la conception de péché. Il y a aussi la difficulté qu'ont les personnes à trouver un prêtre, signe véritable d'accueil, sans oublier la souffrance des irréguliers qui interrogent bon nombre de chrétiens jusqu'à entendre dans un groupe de paroissiens que c'est "une injustice dans l'Eglise".

Nous pouvions intuitionner des points de force que nous résumons ainsi:

- besoin d'un endroit favorable à la rencontre
- prêtres mieux disposés à accueillir
- prêtres mieux préparés à avoir une attention plus spéciale pour les irréguliers

#### PROCESSUS D'INTERACTION

Il nous apparaissait nécessaire d'approfondir ces points et de les vérifier plus à fond dans la population en premier lieu avec des entrevues; ensuite grâce à une expérience établie en sciences religieuses, nous avons bâti un test d'attitudes que nous avons vérifié auprès de 50 personnes, puis présenté auprès de 327 personnes. Par ce moyen, nous pouvions dire davantage les causes conscientes de la désaffection de ce sacrement.

Dès le pré-test, quelques orientations se dessinaient et nous permettaient d'apporter une certaine ligne de pensée. Les points forts se dégagèrent: le péché, le péché mortel, le refus d'absolution, l'échelle de péchés, le refus d'accès au pardon.

C'est avec le test général que nous avons eu la confirmation, non pas intuitive mais que nous pouvons lire dans la réflexion de Vaillancourt "Vers un renouveau de la théologie sacramentaire", après avoir vérifié auprès des 327 personnes. Les gens voulaient s'exprimer sur ce sujet, sentaient le besoin de le faire et cherchaient un moyen pour y arriver. Nous avions des préoccupations, nous avons établi une façon de recueillir ce que les gens vivaient et nous en sommes arrivés à des conclusions intéressantes pour permettre une nouvelle orientation de la pratique de ce sacrement.

#### COMMUNAUTE PORTEUSE D'UNE VOLONTE DE SE PRENDRE EN MAIN

La façon avec laquelle les chrétiens contactés se sont exprimés montre qu'ils désirent davantage faire partie d'un monde sauvé et non pas simplement être des individus qui doivent faire leur salut. La conception individualiste axée

sur le développement de la conscience privée, spécifiquement celle du péché et surtout du péché mortel ne cadre plus avec le besoin contemporain de vivre sa foi dans une pratique religieuse plus épanouissante.

D'un vide individuel dans la culpabilité qu'on a cherché à lui montrer, le catholique, pratiquant ou non, nous dit clairement que c'est par la manifestation communautaire qu'il cherche à se rapprocher de Dieu.

Pour lui, la célébration communautaire et la prise de conscience deviennent des pôles d'attraction favorables à combler le vide exprimé par la conception individualiste du sacrement de pénitence.

On pourrait dire que les chrétiens se sont déjà pris en main en réagissant globalement à cette situation. Ils ne se confessent plus et ils communient. Une autre étape qui nous semble importante c'est leur désir d'améliorer cette situation en présentant des points où l'élément positif peut être relié, comme les célébrations et examens communautaires où les paroles du confesseur mettent en lien les personnes. Les gens sont portés à entrer dans ce jeu et à y aller jusqu'au bout.

#### CONNAISSANCE DE SA PROPRE SITUATION

La meilleure prise de conscience critique qu'a faite le groupe de personnes impliquées vient de la connaissance acquise par les résultats de la recherche entreprise, que nous avons analysés ensemble. Cette étape cognitive ou prise de conscience s'est répandue, car depuis un an nous avons voulu éveiller la conscience des autres chrétiens moins sensibilisés, non seulement par nos propres moyens mais par le biais d'une stratégie plus orchestrée, via le Conseil Presbytéral. En effet, nous avons partagé le fruit de notre travail avec les prêtres et agents pastoraux de toutes les zones diocésaines dans le cadre d'une journée-réflexion sur le nouveau rituel du sacrement du pardon.

Egalement dans un perfectionnement du professeur de catéchèse au plan des sacrements dans quelques Commissions scolaires nous avons réfléchi sur ce vécu avec eux pour davantage sensibiliser ces multiplicateurs à une nouvelle orientation pastorale. D'autres groupes souhaitent connaître le résultat de notre recherche dans le milieu.

## OBJET DE L'INTERVENTION

La découverte que fit la communauté, c'est de constater qu'il ya des points négatifs qui marquent avec force le rejet de ce sacrement. Cette connaissance reflète d'autant plus la conclusion qu'elle n'est pas identifiée à tel ou tel groupe mais à tous les chrétiens qui sont globalement unanimes, jeunes, adultes, troisième âge, femmes ou hommes. En effet, dans tous les groupes ce sont les mêmes points qui obtiennent la cote négative: le péché, le péché mortel et le refus soit d'absolution soit d'accès au pardon.

L'autre connaissance ce sont les points positifs que donne la même communauté de croyants. Ils rejettent des aspects, mais ils favorisent de façon aussi marquante des points où doivent porter les efforts. C'est dire que l'état de la question est clairement établi. Il ne reste qu'à déterminer la stratégie pour prendre en main notre propre cheminement chrétien, non pas les pasteurs d'un bord et les fidèles de l'autre, mais bien ensemble comme membres à part entière d'une seule et même communauté.

Plus les résultats de la recherche sont connus plus de gens ont le goût de mettre la main à la pâte et de devenir artisans d'une nouvelle sacramentalisation souhaitée. Comme la formation des catholiques sur ce sacrement s'est étalée pendant plusieurs siècles, surtout à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, il ne faut pas se surprendre que la nouvelle mentalité prenne quelques années à s'établir. Comment tout cela tournera? Nous souhaitons que ce soit en faveur d'une Eglise plutôt communautaire. Déjà un groupe de prêtre ont voulu se donner la chance de commencer un travail de conversion, ce qui donne encore plus de poids aux orientations pastorales suggérées en dernière analyse.



## PERIODE DE QUESTIONS

Animateur Yves St-Gelais

Q. Roland Charbonneau

Ma question comporte deux volets et le premier s'adresse à n'importe lequel des trois conférenciers sachant qu'ils sont tous les trois parties prenantes à l'objet de ma question, soit les conditions concrètes dans lesquelles on est placé pour essayer d'en faire une. Or, ce qui suscite ma question c'est l'exposé de Monsieur Raymond Girard quand il dit: "On est arrivé comme département, à un minimum de consensus". C'est énorme.

J'aimerais savoir, en deux mots, comment vous êtes arrivé à réussir ce coup-là; - ce qui vous a permis de faire de la recherche-action et de venir nous en parler aujourd'hui-.

Le deuxième volet de ma question s'adresse plus spécifiquement à Monsieur Simon Dufour. Quand Monsieur Simon Dufour dit: "C'est très difficile d'exécuter une recherche-action quand il y a une demi-douzaine d'organismes de niveau local ou régional qui n'ont pas de canaux de communication formels d'établis." Bien sûr, cela pose des difficultés. Ce que j'aimerais que monsieur Dufour évoque brièvement, c'est aussi le formidable potentiel que ces organisations-là libèrent.

R. Simon Dufour

Je pense que la possibilité de rencontre entre les différents intervenants de Ville de la Baie vient d'abord du fait que les gens se connaissaient et avaient appartenu à des réseaux de chrétiens progressistes. La situation fait qu'on relève chacun de différentes institutions mais que dans le concret nos interventions ont une certaine pertinence par rapport à une pratique sociale déterminée. C'est moi qui ai pris l'initiative de les rassembler mais il y avait déjà un certain consensus et des motivations communes. Malgré les difficultés rencontrées on a réussi à rester ensemble et à libérer un potentiel. Je trouve ça intéressant; ça fait quatre ans que ça marche et

dernièrement on a été convoqué à une table provinciale pour présenter notre expérience.

R. Raymond Girard

On n'est pas parti avec une pensée toute faite de la recherche-action parce qu'il n'y en a pas encore. C'est évident. Non plus, on n'a pas fait de synthèse là-dessus, même s'il y a un consensus qui se dégage. Mais étant ce que nous sommes, nous portons des engagements. Hier, Monsieur Fernand Gauthier disait que c'est à l'occasion d'échanges informels qu'on a réussi à dégager un consensus implicite. On partage la même vision de la personne humaine.

R. Simon Dufour

J'aimerais ajouter un dernier élément qui favorise ce consensus implicite. La dimension religieuse, depuis une vingtaine d'années au Québec, a subi des contrecoups importants de sorte qu'une minorité de monde a retrouvé une certaine espérance là-dedans, de manière épanouissante et dynamique. Ça a créé automatiquement des interrelations. A mesure que l'encadrement social s'est effondré ont émergé des connivences.

\* \* \*

TROISIEME VOLET



TABLE RONDE D'INTERVENANTS ACTIFS DANS LA RECHERCHE-ACTION  
AU QUÉBEC: SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS ET BRIEFS EXPOSÉS.

Rodolphe GAGNON, animateur  
Université du Québec à Chicoutimi

Sans vouloir commencer par une boutade, je dirais que mon statut comme animateur est défini de façon formelle, mais mon rôle est assez inconnu pour la balance de la journée. En d'autres termes, si j'utilise un jargon universitaire, je dirais, mon statut c'est d'instituer, mon rôle c'est l'instituante.

Au cours de l'après-midi, il y aura deux parties dont d'abord cette table ronde où il s'agit d'intervenants actifs dans la recherche-action, au Québec. Je signale la présence de Monsieur Gilles Lemieux. Comme il y a un département ou une discipline qui n'a pas eu la chance de pouvoir faire porter le message ou toute l'attention nécessaire, alors Monsieur Lemieux est parmi nous.

Ce qui serait intéressant pour débiter cette table ronde, c'est que les intervenants nous informent non seulement de ce qu'ils font dans la recherche-action, mais qu'ils essaient également de façonner des liens avec ce qui a été exprimé à partir des pratiques de recherche-action ici à l'UQAC. Une fois cette première partie faite, il y en aura une deuxième où on parlera surtout de prospectives et d'orientations sur la recherche-action.



## TABLE RONDE

Gilles LEMIEUX,  
Université du Québec à Chicoutimi

A la suite des exposés dans diverses disciplines en rapport avec certaines expériences de recherche appliquée se raccrochant plus ou moins aux critères définissant la recherche-action, j'ai observé d'abord une situation différentielle respective en termes d'appui financier, puisqu'il faut parler d'argent pour pouvoir réaliser ces actions. Certaines disciplines sont peut-être plus favorisées que d'autres pour exercer leurs actions, leurs recherches, et répondre ainsi aux groupes demandeurs. Nous avons eu hier après-midi, une présentation fort intéressante, d'une découverte par le groupe même, d'une recherche-action en coopération de l'habitat. Donc, cet exemple dont je me sers, a démontré évidemment que certains montants d'argent avaient largement permis aux intervenants de fonctionner. C'était à prime abord un projet mettant en cause des sommes d'argent qu'on canalisait. Quand on se lance dans la construction de bâtiments, il y a de l'action. On joue avec des variables qui ont des impacts immédiats et importants sur une société ou un groupe.

D'autres disciplines cependant, comme les sciences humaines, se retrouvent dans une situation tout à fait différente au niveau d'un appui financier concret pour leur permettre leurs soi-disant recherches-actions. Jean Désy faisait mention hier de la réponse d'un groupe de chercheurs à un groupe de citoyens qui demandent de l'éclairage, de l'aide sur l'autoroute 70. Ce n'est pas le ministère des Transports qui va offrir un montant de quelques milliers de dollars pour aider ce groupe à étudier la problématique de l'autoroute 70; c'était un groupe de dominés qui demandait de l'aide, ce qui impliquait du bénévolat. Ce que le chercheur a comme matériel de départ, ce sont des besoins de la population, des problèmes sociaux, des problématiques d'aménagement. On ne se trouve pas tout de suite dans du concret, comme la mise sur pied d'un groupe de citoyens qui doivent former une coopérative d'habitation. Alors voilà cette première remarque en rapport avec la situation différentielle respective aux disciplines en termes d'appui financier.

La deuxième remarque me vient de Monsieur Belley, lorsqu'hier on lui a demandé, quel était finalement l'appui moral que son équipe avait eu de l'Université du Québec à

Chicoutimi. Il a répondu que le plus bel appui qu'ils avaient reçu de l'Université, c'était de la non-ingérence dans leur projet. C'est déjà un appui très positif, car on a permis à ces gens-là d'utiliser gratuitement les services de l'université. Quant à cet appui de non-ingérence, encore une fois, permettez-moi de dire qu'il y a des différences au niveau des disciplines. Certaines disciplines, c'est un peu le corollaire de la première remarque, n'ont aucun appui financier au départ et un appui de non-ingérence devrait se transformer en non-indifférence. Pour certaines disciplines, les critères servant d'appui aux subventions de recherche, au niveau des objectifs, pourraient être révisés et inclure la possibilité d'accepter certains projets qui s'identifient directement comme étant des projets de recherche-action.

La troisième et dernière remarque, c'est que je me suis rendu compte hier, que ce qu'on avait proposé comme alternative à ce deuxième axe de développement à l'Université du Québec à Chicoutimi, c'est-à-dire l'étude du milieu régional, avec une insertion plus directe dans la problématique du milieu socio-économique, au sein d'un organisme peut-être similaire au CRMN, c'est-à-dire le CEIR (ou ce qu'on appelle maintenant le GEIR -groupe d'étude et d'intervention régionales-) ne pouvait peut-être pas fonctionner dans une même structure que celle qui soutient le centre de recherche du Moyen-Nord -CRMN-. J'entends par structure tout le cadre organisationnel qui 1) regroupe les chercheurs et leurs préoccupations dans un domaine donné, 2) permet d'orienter leurs recherches, 3) d'obtenir des bilans, 4) de faire le point pour des demandes de subvention, etc. Je me demande si ça peut fonctionner dans le cas de la recherche-action. La recherche-action c'est une recherche qui se fait sur une période de temps beaucoup plus longue, qui peut demeurer à l'état embryonnaire longtemps et qui n'a pas ses réactions immédiates de résultats positifs dans un milieu donné. Je me demande si dans le cas de la recherche-action, la structure du CRMN transposée dans un GEIR ne risquerait pas de causer la "structurite aiguë". Constamment, on doit rendre des comptes dans un cadre bien précis de recherche-action. Je me demande si le GEIR ne devrait pas avoir, dès le départ, un mécanisme pour recevoir les groupes populaires qui demandent une recherche-action et ceci, pour éviter que le GEIR ne se transforme en un organe qui ne serve que les intérêts des chercheurs, de leur pedigree et de leur curriculum. Je me demande si le GEIR ne devrait pas avoir cette porte ouverte afin de recevoir ces groupes au sein même de l'institution de recherche.



## TABLE RONDE

Hugues DIONNE,  
Université du Québec à Rimouski

Hugues Dionne, de "Rimouski" pour vrai. Je suis professeur de sociologie et l'an dernier j'étais directeur du groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'est du Québec -GRIDEQ-. On essaie, depuis un certain temps, comme vous autres, de faire de la recherche-action. Avant, on appelait ça de la recherche-intervention, maintenant on parle de recherche-action. On a un certain nombre d'expériences en termes de recherche-action sur lesquelles on pourra revenir dont celle de Carleton. Je voudrais d'abord réagir sur les différentes observations et expériences pratiques qui ont été racontées ici.

Un premier "feeling" que j'ai, c'est qu'il ne faut pas oublier que la recherche-action se fait dans un cadre universitaire. On parle de recherche universitaire et de l'action du milieu. Il y a tout le rapport université vs milieu qui est interrogé. Dans ce sens, on est peut-être porté à définir comme recherche-action, une recherche pertinente et utilisable pour le milieu en fonction d'une communauté locale ou régionale. On donne alors un peu d'extension au terme de recherche-action, c'est-à-dire qu'aussitôt qu'on fait quelque chose pour le milieu, on parle de recherche-action. Je n'essaierai pas de définir comme tel la recherche-action, car ce n'est pas une recherche d'exclusivité. Il peut y avoir une recherche appliquée, fondamentale, voire une recherche d'expérience, une recherche thérapeutique qui est de type recherche-action. Je voudrais donner quelques points de repère que nous essayons d'utiliser, par rapport à notre démarche.

Un premier pôle qu'il faut interroger c'est le groupe social auquel on s'adresse. Il y a plusieurs expériences où le milieu est beaucoup trop homogène dans la façon dont on le voit. Le milieu est constitué de groupes sociaux, de groupes d'intérêts.

Les questions à se poser dans le cadre de la recherche-action: c'est au service de qui je me rends disponible? A quel intérêt je veux répondre? Quelle est mon option de départ? A qui je veux rendre service dans le cadre de la recherche? C'est déjà un premier pas, dans le sens où, il peut y avoir plusieurs recherches-actions qui s'adressent à des groupes sociaux et dont l'efficacité peut être

soit de gauche ou de droite. La recherche-action, pour moi, s'adresse à un groupe en marche, en action. Le point d'origine, c'est le groupe constitué, mobilisé autour d'un projet dans lequel on s'insère pour faciliter une démarche. Il peut fort bien arriver aussi qu'on soit obligé de constituer le groupe, mais c'est un autre type de recherche-action. Si on prend l'exemple de Carleton, le groupe était déjà mobilisé et la démarche s'est concrétisée autour de ce groupe. Par la suite, le groupe est devenu une coopérative de recherche-action.

L'autre élément que j'aimerais apporter c'est le côté AVEC. M. Desroche, ce serait intéressant qu'on puisse reprendre ça, en termes de recherche-action; le chercheur doit être en lien organique avec le milieu. Ça veut dire qu'au point de départ, le chercheur est obligé de porter le projet social du groupe.

Je ne pense pas qu'on puisse encore parler des intellectuels sans racines, sans péchés idéologiques. Au départ, il faut définir la position idéologique dans laquelle on se situe par rapport au groupe. Si on choisit de travailler avec un groupe populaire, à côté d'une chambre de commerce, il y a là une option de départ qui implique le chercheur. Pour nous, l'expérience de recherche-action nous a fait prendre conscience de notre subjectivité. C'est peut-être ça l'objectivité, la subjectivité consciente. La recherche-action nous a permis de dévoiler nos options de départ, de dire pourquoi on acceptait telle demande par rapport à un groupe plutôt que l'autre.

La recherche ne se fait pas exclusivement à l'Université et l'action par le milieu. J'aimerais garder au niveau du groupe, une force de recherche; le groupe est un chercheur collectif. Le chercheur est un facilitateur dans le sens qu'il accompagne la recherche du groupe. On a l'impression à l'Université, d'avoir la prétention du monopole de la recherche mais les groupes en action font presque naturellement de la recherche; nous on se solidarise à une recherche qui est souvent en cours. Face à la distance critique, je ne pense pas qu'effectivement l'Université soit en danger à ce niveau; il y a encore beaucoup d'expérimentations à réaliser. Il ne faut donc pas trop dichotomiser les deux: recherche et action.

Un dernier aspect: la recherche-action doit se faire à partir de l'action et en vue de l'action. Dans le milieu universitaire, on est souvent mal pris avec ça. L'action doit être la tête chercheuse de la démarche. L'action définit la recherche à faire. L'action avec tout ce qu'elle

comprend (conjoncture ,mobilisations, imprévus) rend difficile la planification systématique d'une recherche. Ce qui nous amène à ce moment-là, à un certain nombre de problèmes, surtout au niveau du produit.

Dans les Universités on est habitué aux rapports plus ou moins pesants, en ce sens que le seul lieu de contrôle de la recherche c'est au niveau de l'écrit. C'est moins le processus qui est important que le produit fini. Or, une des choses qu'on nous oblige à faire dans une démarche de recherche-action, c'est de tout réfléchir la diffusion du savoir acquis. Ce n'est pas nécessairement un rapport écrit qui est le plus ajusté par rapport à la dynamique de l'action.

La recherche-action nous oblige à un nouveau produit. Pour donner l'exemple de Carleton, on avait prévu, au point de départ, faire faire un mémoire individuel. Mais dans la dynamique de l'action, le groupe s'est aperçu de la nécessité de la concertation avec d'autres acteurs sociaux, de la nécessité de mettre sur pied un sommet économique régional. Il a voulu défendre que le produit fini, pour terminer le certificat, était la mise sur pied d'un sommet économique. Alors peut-on homologuer cette démarche? Evidemment la première réaction de l'Université a été de dire: "c'est impossible". L'Université était portée à paniquer parce qu'il n'y avait plus de moyen de contrôle de la démarche. Et elle nous a obligés -ce qui fut utile par la suite- à produire le rapport de cette démarche. Les gens ont donc produit un volumineux rapport sur ce sommet. L'autre élément, c'est qu'ils ont voulu le faire collectivement donc une deuxième résistance, à l'Université, comme conséquence d'un produit de recherche-action par rapport à une évaluation de groupe. Ça a réussi à passer, mais sous l'étiquette d'expérience pilote. Donc il faudrait penser un nouveau produit en fonction de la perspective recherche-action.

L'autre difficulté, c'est le problème de la reconnaissance de cette démarche. L'Université est un lieu cloisonné, fonctionnarisé. Par rapport à l'expérience de Carleton, on était à la fois enseignant, dans le cadre d'un certificat et à la fois chercheur dans le cadre du service à la collectivité. Le problème c'est que lorsqu'un groupe nous demande un service de ce type-là, si on n'est pas capable de l'insérer dans un programme, on ne fait pas d'enseignement. Si on n'est pas capable d'avoir de subvention ou d'organiser la recherche selon les critères classiques, à ce moment on vous relègue au service à la

collectivité. Comment réorganiser la recherche-action pour qu'elle soit reconnue?

Les gens qui font de la recherche-action sont obligés de la faire en dehors de leurs tâches normales. Enfin, j'ai trouvé intéressant que le colloque nous permette d'avoir des échanges et prendre conscience de la similarité de nos difficultés.

## TABLE RONDE

Gérald FORTIN  
INRS-Urbanisation, Montréal

Malheureusement, je ne peux pas me qualifier de chercheur qui fait de la recherche-action. Il faut dire qu'il n'y a pas grand monde qui depuis hier, m'a convaincu que c'était de la recherche-action. J'ai vu par ailleurs, des choses très intéressantes parfois nouvelles, parfois anciennes qui auraient besoin d'être reconnues. Comme on n'a pas de reconnaissance, on essaie d'avoir un chapeau qui va s'appeler recherche-action. Voici donc quelques éléments de réflexion à partir des interventions présentées lors de ce colloque.

Il faut d'abord distinguer entre consultation et recherche-action. Si on aide un groupe sur une période de deux ou trois jours, on ne fait pas de la recherche; on leur amène des connaissances qui viennent des autres recherches. On peut ainsi aider le groupe dans son action. J'appelle ça de la consultation ou de l'intervention.

J'ai vu aussi des praticiens de l'apprentissage, qui ont fait leur premier stage comme cliniciens. Ils ont pu faire à cette occasion une recherche, mais c'était un processus d'apprentissage. Ce qu'on apprend à ce moment-là c'est pas de devenir "chercheur-action" mais praticien. C'est très valable, intéressant, mais ce n'est pas de la recherche-action.

J'ai vu aussi des nouvelles pédagogies d'adultes, de nouvelles façons de recevoir des groupes ou individus qui ont besoin de réponses ad hoc. Enfin j'ai vu un peu de recherche-action.

Le problème que ça me pose, c'est qu'il ne faudrait pas que tout ce qui est intéressant à l'Université et ne rentre pas dans une case, qu'on mette ça sous le chapeau recherche-action. La consultation, par exemple, ça pourrait entrer dans le service à la collectivité et même dans l'enseignement. La formation clinique elle est déjà là; il s'agit de l'appeler par son nom. La pédagogie adulte nouvelle, c'est une chose à inventer. Le problème soulevé il est plus vaste que celui de la recherche-action; c'est le problème de la relation entre l'Université et le milieu, et ça peut prendre des formes multiples dont la recherche-action. Il faut regarder ce lien dans toute sa complexité, sous toutes ses formes, et trouver, à l'Université, le moyen d'appeler les choses par leur nom.



## TABLE RONDE

Yves VAILLANCOURT

Université du Québec à Montréal

Je vais commencer par donner deux exemples, l'un fictif et l'autre emprunté à une conversation que j'ai eue tout à l'heure, pour lancer quelques interrogations.

Le premier exemple, fictif mais possible étant donné la variété de ressources dans nos universités et les projets de recherche contradictoires qui peuvent y être menés. Ne pourrait-il pas arriver qu'une même institution, à partir de deux de ses départements distincts, soit impliquée dans deux projets de recherche-action contradictoires dans une même entreprise. On pourrait penser à une entreprise où quatre-vingts employés intéressés à se syndiquer font appel à un professeur-chercheur des sciences humaines. Il arrive que des collectifs de travailleurs aient des besoins de recherche-action et réfèrent à une ressource universitaire. Par exemple, dans la même entreprise, il se pourrait que le Conseil d'administration se tournant vers un autre département de la même université demande de l'aide pour un projet de recherche-action ramassant des données utiles pour faire face à une même situation. Il se pourrait que dans une entreprise de quatre-vingts employés voulant se syndiquer, les travailleurs favorisent une démarche de recherche-action, utile pour passer à travers les dédales de la syndicalisation. Par contre, les employeurs de cette même entreprise sentent le besoin d'avoir une connaissance des moyens utilisés par d'autres employeurs dans d'autres entreprises de même taille pour empêcher la syndicalisation. Ca c'est le premier exemple.

Un deuxième exemple nous introduit à d'autres questions. Il a été évoqué, tout à l'heure lors d'une conversation: "Serait-il possible qu'un professeur d'un département de sciences économiques et administratives fasse une recherche-action sur la question de la gestion participative, comme moyen à introduire à l'intérieur d'une entreprise donnée? Serait-il possible que des syndicats collaborent à un tel projet?".

J'ai répondu: "Ca dépend si vous pouvez trouver parmi les syndicats locaux de la région, une sympathie par rapport à l'hypothèse sous-jacente à votre projet possible de recherche-action." La question est intéressante parce

qu'elle est concrète: "Le syndicat accepterait-il, même s'il sait que la partie employeur sera appelée à participer d'une manière ou l'autre à la recherche-action?" Ca mérite une discussion. Dans une entreprise donnée, est-ce que le groupe concerné c'est l'ensemble de l'entreprise ou si ça se divise en deux groupes aux intérêts opposés, les employés et puis les employeurs. J'imagine que les deux possibilités peuvent exister. Un syndicat pourrait refuser s'il n'a pas confiance en l'hypothèse de départ tandis qu'un autre plus ouvert à cette hypothèse pourrait avoir confiance. Un patron pourrait aussi se méfier, car il verrait la participation des travailleurs à la gestion comme quelque chose de menaçant pour lui. Au fond ça renvoie au degré de politisation de l'entreprise donnée, à la façon dont les partenaires sociaux voient leurs intérêts.

Avec ce que j'ai entendu depuis hier, je commence à me faire une petite idée de ce que n'est pas la recherche-action et de ce qu'elle peut être. J'ai une définition un peu plus large que celle circulant dans certains milieux, et plus étroite que celle découlant des éléments reliés à des projets de recherche-action présentés ici. Les éléments intéressants à mettre en relief, une fois qu'on a des cas concrets en tête comme c'est le cas depuis hier, seraient pour moi les suivants:

- 1) La pertinence et l'implication sociale de l'activité de recherche versus un type d'implication qui serait plus individuelle. A la limite un dentiste peut faire de la recherche sur une intervention clinique avec un individu, ou tu peux avoir un rapport entre un intervenant social et un individu qui a des problèmes socio-affectifs. La recherche-action renvoie à des actions, des interventions collectives qui sont susceptibles d'alléger ou d'éliminer des problèmes sociaux vécus par un groupe dans la société.
- 2) Un autre élément. On a parlé de deux pôles, le rapport entre l'action qui est du côté du pôle recherche et l'action qui est du côté du pôle qui intervient. Je commence à mieux voir l'interaction d'intériorité entre le pôle recherche et le pôle groupe d'intervention. La recherche-action n'est pas compatible avec un rapport d'extériorité i.e. qu'il y a au moins une intériorité partielle. Le pôle recherche est dedans jusqu'à un certain point. Il peut y avoir des variétés d'interactions dépendamment de l'insertion et de la connaissance du



groupe par le chercheur. Il y a plus qu'un rapport de commandite entre le chercheur et le groupe concerné. Le chercheur ou les chercheurs doivent être de l'intérieur. Ça renvoie peut-être à la question des deux trajectoires qui a été évoquée hier par M. Desroche. Il y a la trajectoire où les chercheurs s'introduisent dans les groupes d'intervention et il y a l'autre où les personnes d'action prennent un recul pour faire du travail de recherche-action. De ce côté, ça a du bon sens, à condition que le statut du groupe comme groupe d'action ne soit pas perdu de vue. Il pourrait y avoir des recherches-actions qui transforment des groupes d'interventions en groupes de chercheurs. Jusqu'à quel point la deuxième trajectoire risque-t-elle de contaminer des gens d'action pour les transformer en chercheurs, ou de faire dévier le groupe de la dimension action? C'est pas un danger qu'on voit énormément.

De notre côté, il ne faut pas "bâdrer" tout le monde dans l'organisme avec nos préoccupations de chercheurs. Il est déjà bon d'avoir à l'intérieur de l'organisme 5 à 10% d'intervenants qui s'intéressent davantage à la dimension recherche.

- 3) Le chercheur-action est situé quelque part dans les rapports sociaux lorsqu'il intervient dans un projet de recherche-action et je pense qu'il serait bon qu'il en soit conscient même si ce n'est pas une obligation. L'idéologie de départ est souvent le facteur à partir duquel se construit ou non la relation de confiance entre le pôle chercheur et le pôle acteur à l'intérieur d'un groupe donné.
- 4) Au bout de la ligne, ma définition de la recherche-action est compatible avec des interventions de recherche-action qui vont dans le sens autant des intérêts des classes dominées ou populaires que dans le sens d'un statu quo qui privilégie des rapports avec des partenaires sociaux du côté des élites économiques et politiques. Moi, si j'aime plus une recherche-action qui va dans le sens d'une promotion des intérêts des classes populaires, je ne me sens pas obligé de définir le concept de recherche-action d'une manière qui fait uniquement mon affaire. Je préfère me garder plus extensif, quitte à me battre sur le terrain de l'Université pour que nos institutions

favorisent des recherches-actions qui aident certains acteurs plus que d'autres, soit les classes populaires, leurs organisations et leurs projets.

Si vous me permettez quelques remarques additionnelles en rapport avec ce qui a été débattu ici depuis hier, voici en vrac quelques thèmes et sous-titres. J'aurais aimé voir plus concrètement une analyse de la conjoncture régionale derrière les propos. Il est difficile pour des gens de l'extérieur de saisir la pertinence d'un certain nombre de projets de recherche-action quand on ne voit pas la conjoncture régionale au plan économique, politique, idéologique. Si l'Université avance plus, ça va prendre de quoi à ce niveau-là. A ce moment-là, ça fait voir qu'au niveau régional il y a des acteurs qui ont des intérêts non homogènes. J'aimerais qu'on s'attarde sur le concept de changement social, qui n'est pas un élément essentiel pour définir la recherche-action même si la sorte de recherche-action à laquelle je crois implique cet élément-là. Il y en a qui ont parlé du changement, mais dans des sens variés. Pour certains c'est plus structurel, pour d'autres le changement c'est modifier la réalité d'un problème donné. Sur le concept de praxie j'aurais eu des choses à dire. La recherche-action renvoie au concept de praxie. Praxie est plus que pratique. C'est un rapport théorie-pratique dans lequel l'élément réflexion systémique et collective sur la pratique fait partie de la pratique, où le retour sur la pratique n'est pas là.

## TABLE RONDE

Fernand GAUTHIER  
Université de Montréal

Avant de vous faire part de mes commentaires relatifs aux bilans et études de cas qui nous ont été présentés depuis deux jours, j'aimerais porter à votre attention un cas qui m'est venu à l'esprit en écoutant Monsieur Gérald Fortin parler d'une quasi-absence de réelles situations de recherche-action. On peut facilement affirmer qu'il n'y a pas beaucoup de recherches-actions qui s'effectuent dans les universités; par ailleurs, je crois pour ma part qu'il y a surtout beaucoup d'occasions manquées d'effectuer ce type de recherche.

Pour illustrer ce que je viens de dire, je voudrais mentionner un fait qui se vit actuellement dans la région au nord de Montréal. Il s'agit d'un regroupement dynamique de plus de cinq cents familles qui vivent sur un territoire exproprié, à l'extérieur du périmètre de l'aéroport de Mirabel; ce groupe, depuis douze ans, s'est solidarisé face aux problèmes qu'il a dû affronter depuis l'expropriation. Ces gens veulent maintenant remettre en ordre leur territoire qui s'est délabré. La gestion du territoire par le fédéral n'a fait qu'accentuer cette dégradation du territoire: des chemins fermés, des granges qui brûlent et qui ne sont pas reconstruites, des villages où des services importants ne sont plus assurés. Ce regroupement veut une relance de son développement socio-économique. Les gens du territoire ont été abondamment mesurés et analysés depuis douze ans par les universitaires; ils ont lu ces rapports savants et en ont parfois utilisé certains éléments. Au cours des années, ils ont aussi souvent pris l'initiative de consulter certains universitaires sur des questions relevant de leur expertise. Tout récemment, après avoir établi les principaux paramètres d'un plan de relance pour leur région, ils en sont arrivés à dégager leurs besoins de recherche pour le développement et la mise en oeuvre de ce plan; ils ont maintenant besoin d'enclencher une démarche de recherche en concertation avec une équipe d'universitaires qui auraient des expertises en droit (baux à long terme, diverses formes de tenures des sols), en administration (organisation de groupes fonciers agricoles) et en économie rurale. Depuis quelques mois, ils ont acheminé des demandes claires auprès de divers organismes universitaires pour explorer les moyens de mettre sur pied une telle équipe de recherche. Ils se sont surtout adressés à ces secteurs qui s'annoncent comme étant les portes

d'entrée de tels projets à l'Université (par exemple, la faculté d'éducation permanente de l'université de Montréal). A date, quand on a répondu à leur lettre, on leur laisse entendre qu'on ne peut même pas explorer cette demande vue la situation financière difficile des universités, l'absence de ressources disponibles, etc... Il s'agit pourtant d'une demande circonstanciée qui invite l'université à développer des savoirs dans un champ déterminé par une collectivité qui a su s'organiser. A mon avis, il s'agit d'un cas typique d'occasion manquée en recherche-action. L'université ne sait pas encore comment répondre à ce type de demande.

Tel qu'on m'y invite, je vous donne maintenant quelques réactions et commentaires suite aux exposés-bilans de six départements de l'UQAC. J'ai regroupé ces remarques en sept points:

1. La recherche-action intégrée à l'horaire universitaire

La recherche-action n'est pas une pratique habituelle des universités, mais elle n'est pas non plus une pratique habituelle des collectivités, même lorsque celles-ci veulent prendre en charge leur devenir collectif. Personne ne peut prévoir, dans un calendrier, le moment où un regroupement de la population jugera pertinent de reconnaître et de théoriser ses pratiques. Il y a donc nécessairement une intégration difficile entre la recherche-action et des activités départementales de recherche ou de formation qui sont soumises à des échéances pré-établies. Le cas de SALU Saguenay qui a été relaté est riche en leçons sur ce point comme sur bien d'autres: il permet d'illustrer certaines limites à cette intégration. Le calendrier et l'horaire habituels de l'université n'est pas celui de la recherche-action.

2. Si on ne situe pas le processus de la recherche-action dans un calendrier par étapes, est-ce que cela signifie qu'on en est réduit uniquement à l'imprévisible et à l'indicible? Comment peut-on planifier, organiser la recherche-action? Il me semble que, pour savoir soi-même et pour dire à d'autres où on en est rendu dans une recherche-action, on pourrait penser en termes de phases de la recherche plutôt qu'en termes d'étapes séquentielles. En ce qui me concerne, je trouve utile de catégoriser le continuum d'une recherche-action selon quatre phases: une phase délimitative, une phase descriptive, une phase appréciative et une phase décisionnelle. Ces quatre phases peuvent être récurrentes comme elles peuvent aussi parfois se dérouler

en parallèle. Le processus de recherche-action est catégorisable sans qu'il soit besoin d'y planifier le temps d'une manière séquentielle.

3. Il m'apparaît important, suite aux exposés et débats des deux derniers jours, d'aménager des lieux et des conjonctures qui permettent aux universitaires impliqués dans la recherche-action de se rencontrer pour faire le point sur les activités en cours, et ceci en interaction avec des chercheurs critiques face à cette approche. On pourrait, dans ces lieux, faire une appréciation des recherches effectuées en employant peut-être les ensembles de critères dont j'ai fait état hier (cf. Quelques conditions pratiques...). Il y a encore beaucoup de travail à faire pour mieux déterminer comment évaluer la recherche-action: il me semble qu'une piste à approfondir serait celle qui a été ouverte (surtout aux Etats-Unis) par ceux qui, en recherche évaluative développent des pratiques de méta-évaluation. Certains de ces chercheurs prennent en considération un ensemble de critères qui sont à la fois scientifiques et pratiques. Ces critères n'ont pas entre eux un ordre de priorité immuable. Ainsi, on pourrait imaginer divers agencements du même ensemble de critères (scientifiques et pratiques) qui soient pertinents aux diverses phases que peut traverser une recherche-action: le poids relatif attribué à chaque critère pourrait varier selon l'allure et l'histoire propre de chaque recherche.
4. La question des méthodes employées dans les recherches-actions relatées a été peu souvent explicitée. Il me semble important que ce débat soit fait à découvert, surtout dans une conjoncture où on annonce que des réglementations sont à l'étude pour situer ce mode de recherche. C'est seulement par un débat plus ouvert sur les méthodes (méthodes contrôlantes de type expérimental vs méthodes naturalistes qui invitent à la contamination) qu'on saura mieux comment structurer et surtout comment ne pas encarcanner la recherche-action.
5. Si on parle d'éléments de méthode en recherche, un élément fondamental consiste à poser la question de recherche et à en bien déterminer l'objet. Si je fais la distinction entre l'entité qui fait l'objet de la question et les caractéristiques de celles-ci qui sont examinées, je remarque qu'il y a une entité privilégiée à travers plusieurs des recherches-actions dont on a fait état ici. Cette entité est composite, elle n'est

pas homogène comme un individu, une étoile ou une plante. J'ai cru percevoir que cette entité commune à plusieurs recherches serait l'interaction -d'un - groupe - social - à - son - environnement et ce seraient diverses caractéristiques de cette interaction qui auraient été l'objet d'étude dans les recherches rapportées. Je ne puis développer davantage pour le moment, mais il me semble important que ce type de délimitation de la recherche soit discuté et critiqué plutôt que simplement pris pour acquis.

6. Probablement à cause de nos structures de fonctionnement habituel à l'université, les bilans et études de cas présentés furent souvent dominés par l'éclairage d'une discipline ou d'un champ d'étude particuliers. Mais je ne puis comprendre comment le problème perçu et la question de recherche posée dans autant de recherches-actions puissent être si fortement mono-disciplinaires. L'interaction d'universitaires et de groupes qui analysent des secteurs de leur vie collective pour se les approprier n'est pas déterminée par une réflexion interne à un champ d'étude. Il me semble que la recherche-action a comme caractéristique de permettre un renouvellement des champs de connaissance; je ne crois donc pas qu'il faille réduire ou empêcher cet éclatement des fondements épistémologiques disciplinaires, mais plutôt tenter de développer les conditions qui permettraient de l'absorber.
7. L'Université du Québec à Chicoutimi a pris l'initiative d'organiser un événement qui a permis une première réflexion critique publique sur le thème de la recherche-action. En posant ce geste, elle a rendu service à l'ensemble des chercheurs qui défrichent le terrain de ces pratiques. J'ose espérer qu'elle continuera, avec d'autres institutions universitaires, à faciliter une poursuite des débats sur ce thème. C'est à l'occasion de tels événements qu'on peut éclairer certaines pratiques propres à la fonction sociale de l'université, et qu'on voit mieux comment celles-ci s'intègrent à ses missions de recherche et de formation.

## TABLE RONDE

Henri DESROCHE

Ecole des Hautes études en sciences sociales, Paris

Une des dernières communications nous a parlé de l'éventualité d'une recherche-action sur le sacrement de pénitence. Peut-être suis-je impressionné par le fait que cette communication a été la dernière, j'ai donc envie d'inscrire mes ultimas dictas sous le signe de la confession et du sacrement de pénitence. Je voudrais 1) faire mon propre examen de conscience 2) votre propre confession 3) notre commun ferme propos.

J'aimerais revenir sur l'interrogation qui a été faite à propos de la matrice que j'avais proposée sur les trois types de recherche SUR, PAR et POUR, en s'interrogeant sur la place d'AVEC. L'AVEC est une dimension transversale qui croise les trois autres. C'est un peu compliqué parce que l'AVEC est bilatéral: on se demande si on traite des chercheurs avec les acteurs ou les acteurs avec les chercheurs. Je pense que dans la recherche SUR ça exige malgré tout un AVEC de pénétration. Lorsque j'ai fait une recherche SUR, par exemple, la secte des Shakers, je ne suis pas Shaker, je ne faisais pas une recherche POUR les Shakers, par les Shakers - car il ne restait plus que trois ou quatre octogénaires-. J'ai donc dû pendant deux ans cultiver un AVEC de pénétration, j'ai vécu AVEC, à travers leur héritage culturel, technologique, documentaire, théologique, historique, etc. C'est un premier AVEC. Deuxièmement, il y a un AVEC dans la recherche POUR qui est un AVEC de destination. Quand j'ai fait une recherche pour l'UNESCO sur les 900 leaders d'éducation, des travailleurs qui depuis douze ans ont bénéficié de bourses d'études de l'UNESCO, je n'ai pas fait PAR mais SUR et POUR. Donc j'ai eu un AVEC de destination, à la fois pour les anciens et futurs bénéficiaires. S'agissant de la recherche PAR c'est-à-dire avec l'implication des acteurs dans la recherche et des chercheurs dans l'action, c'est un AVEC de coopération avec des coefficients variables. Je m'engage à améliorer ma matrice et de tenir ainsi compte de cette remarque.

Le deuxième point de ma confession. Lorsque j'ai récapitulé la deuxième table que j'avais proposée, c'est-à-dire les quatre types qui partent des auteurs et les quatre types qui partent des acteurs, je me suis aperçu que j'avais toujours travaillé dans la recherche-action à partir de l'auteur que je suis. Si je pondère mes travaux en termes de

recherche-action, il y a beaucoup de travaux d'un auteur sur un ou des auteurs, un certain nombre d'un auteur sur un ou des acteurs, il y en a un ou deux d'un auteur se coalisant avec un acteur et en chantier un auteur qui est en train de devenir acteur. Les trois autres cases sont vierges. Je m'aperçois que si je dois remplir les cases, elles le seront non pas par des recherches où je serai le signataire mais par des recherches pour lesquelles j'ai été assistant, des recherches individuelles ou collectives auprès de groupes comme celui de Carleton, dont Hugues Dionne a fait allusion.

C'était vraiment une recherche-action cette chose-là, car les acteurs étaient candidats à devenir co-auteurs d'une recherche et tellement candidats qu'ils sont devenus des auteurs exclusifs.

Votre confession, je n'ai pas à avouer pour vous, d'autant plus que Gérard Fortin vient de le faire. Je crois qu'il a raison, mais je serais moins sévère parce que nous avons écouté au galop une série d'expériences miniaturisées.

C'est cas par cas qu'il faudrait étudier et j'escompte sur les Actes du colloque pour le faire à tête reposée. De ce que j'ai vu à Caracas et lu dans le symposium francophonique, je vois que la recherche-action est un peu une auberge espagnole: on y met des choses qui relèvent de la consultation, d'un apprentissage clinique, d'un praticien, d'une innovation pédagogique, etc. En somme, un pâté d'alouettes pour un cheval. Mais je pense que la présentation des projets postule une formalisation en termes recherche-action. Je crois que c'est très beau d'avoir déployé cet éventail derrière lequel on sent une somme énorme de travail, à la rencontre de cette interaction entre la recherche et l'action. Mon impression aussi c'est qu'au moins trois projets sur quatre postulent une formalisation plus rigoureuse. Je me place devant les situations dans lesquelles je me suis trouvé quand j'apporte une recherche-action pour obtenir un diplôme; les collègues du jury jugent sur des critères de scientificité classique. Alors il est évident que la formalisation, si on veut avoir une homologation, doit être plus raffinée.

J'ai éprouvé, en vivant ces deux jours, l'impression inverse de celle que j'ai vécue à Caracas. Ici il y avait une majorité d'auteurs universitaires en proie à la recherche-action et à Caracas une majorité d'acteurs sociaux et une minorité d'universitaires, si bien qu'il sera intéressant de pondérer et comparer les deux actes de colloque.



Comme nous l'avons dit, nous sommes aux premiers balbutiements, aux premiers défrichages mais prometteurs tout de même. C'est le cas de toute épistémologie nouvelle: il faut qu'elle lutte pour conquérir sa place au soleil. On a bien dit autrefois que les avions ne pouvaient pas voler parce qu'ils étaient plus lourds que l'air. Il y a trop de conjonctures qui militent pour l'ajustement, le raffinement, la précision épistémologique et méthodologique de la recherche-action. Je partage ce qui a été dit: on n'a peu parlé de méthodologie et d'épistémologie. Ce sera pour une autre fois. Donc je crois que notre colloque est un peu biaisé par le fait de sa composition. J'aurais aimé avoir une trentaine d'acteurs sociaux, qui ne sont pas de l'université, pour engager un dialogue comme celui que nous avons eu à Rimouski.

La troisième remarque, c'est que j'ai rarement vu, sauf exception, comment les acteurs sociaux, partenaires à une recherche-action, étaient auto-organisés. Je pense que la rencontre doit être paritaire et qu'en dehors de l'université, pour faire de la recherche-action, il faut que les partenaires soient organisés, qu'ils se rencontrent comme un syndicat avec une chambre patronale pour faire une convention collective. Partout où il y a dans le monde des groupes coopératifs de recherche-action, ils se constituent premièrement en personne morale, en association à but non lucratif avec toute l'infrastructure que cela nécessite (lettres patentes, boîte aux lettres, téléphone, etc.). Vous savez qu'on ne nous a pas attendu pour faire de la recherche-action à l'école primaire. Les classes Freinet sont des coopératives scolaires que j'ai vu fonctionner. C'est extraordinaire: une vingtaine de jeunes ont tenu en haleine, pendant quatre heures, une quarantaine d'adultes à faire marcher leur C.A., à prévoir leur programme de cours, à planifier leurs voyages, à administrer leurs finances, à se lire des poèmes qu'ils avaient écrits et imprimés. Ils avaient une personne morale et c'est très important. Demain, on va recevoir en post-colloque, une dizaine de collègues d'Alma qui veulent faire un groupe de recherche-action et c'est une proposition que je ferai. Je ne sais pas si au Québec ça marche, mais ailleurs, comme à Madagascar, ils ont constitué des unités de travail sur une base auto-gérée et c'est cette base autonome qui négocie avec les personnes ressources de l'université.

Mon ferme propos. J'ai écouté attentivement les prestations qui nous ont été livrées sur six départements de l'UQAC. En post-scriptum, je voudrais vous livrer ce que ça me suggère en me référant à des recherches-actions

auxquelles j'ai été mêlé. Est-ce que toutes les recherches-actions doivent déboucher sur le marché de l'écriture, de l'édition? Je m'aperçois que les meilleures recherches-actions que j'ai faites n'ont pas débouché sur le marché de l'écriture mais de l'action, de l'organisation. Je prends le cas-évoqué par les sciences humaines- où j'ai été associé à une recherche-action pour la mise sur pied d'un doctorat en praxéologie du développement. Ce qui manque, ce sont des bons praticiens supérieurs, du développement interdisciplinaire. Alors, le ministère de la Formation professionnelle en France nous a demandé de passer une convention pour ce qu'il appelle une étude-action justement sur cette éventualité.

En sciences économiques, ça m'a rappelé les opérations très concrètes de recherche-action que nous avons conduites pour monter des collèges coopératifs. La plupart du temps ça a très mal fini, puisque j'ai essayé trois fois depuis 1962, au Sénégal, au nord-est brésilien et en Tunisie. Les trois partenaires officiels que j'ai eus ont fini en prison ou en exil. Ça me rend rêveur parce qu'avec tous ces gens-là, on a fait de la recherche-action à la fois pour mobiliser des acteurs sociaux, pour les impliquer dans des recherches élucidantes.

En sciences fondamentales, j'ai beaucoup apprécié la prestation sur les cultures du nord et ça m'évoque une opération parallèle, l'opération Namgari.

Sur les sciences de l'éducation, j'ai dit aussi au passage que j'aurais aimé les mettre en rapport avec d'autres opérations de recherche-action, soit à titre individuel pour les écoles rurales de pays moins avancés, soit dans la formation d'adolescents ruraux (maisons familiales). Il y a là des opérations très avancées où les universitaires forment des acteurs pour qu'ils se suffisent à eux-mêmes et se passent des universitaires.

L'opération des sciences religieuses m'a rappelé des recherches-actions dont l'une a été un échec et l'autre continue à se poursuivre. Celle de l'échec, c'était la fabrication théorique et pratique d'un département de sciences humaines des religions à l'université de Sherbrooke, et l'autre une opération géante de reconversion d'un couvent dominicain désaffecté en un centre culturel en sciences humaines des religions. L'opération se poursuit.

J'ai écouté d'une oreille attentive et un peu inquiète l'intervention des arts et lettres, surtout quand j'ai cru comprendre -j'ai sans doute mal compris- que la linguistique

était peu propice à la recherche-action, parce que la langue est une chose fixée et que l'action ne peut changer le cours des astres. Je pense que là ça demanderait une discussion. Nous avons un groupe qui s'occupe des langages, le groupe Métaphore à Nice. C'est un groupe très dynamique dont je pourrai vous communiquer l'adresse. Il y a un autre groupe, Division nationale d'alphabétisation et de linguistique appliquée, qui vient de gagner un prix de l'UNESCO, où nous travaillons sur les problèmes d'alphabétisation en langues vernaculaires.

Je vais terminer par la question du langage. Dans nos projets de recherche-action, ça se termine, comme l'a évoqué Hugues Dionne, par la prestation d'un document écrit, dans un certain style comme l'Université le demande. Et là c'est un très grand problème parce que le langage de l'homme d'action n'est pas celui du chercheur scientifique. L'obliger à s'exprimer en langue scientifique, c'est comme si vous, francophones, on vous obligeait à vous exprimer en anglais pour avoir des postes. Il y a une question de déphasage. A plusieurs reprises on s'est heurté à ça. Le problème du langage du document écrit dans lequel l'expression scientifique d'une expérience vient s'incorporer, ce problème du langage reste ouvert. J'espère que les universités s'ouvriront à ce dernier problème.

## ECHANGES

Animateur, Rodolphe Gagnon

Q. Pathé Baye

J'aimerais qu'on m'éclaircisse sur un point. Je ne vois pas pourquoi cette nouvelle méthodologie de recherche serait l'apanage exclusif du milieu universitaire. Le processus, la boucle, action changement action, peut aussi bien être usiné dans le milieu universitaire que dans le milieu rural où le paysan à un moment donné se conscientise sur un problème après une réflexion, ce qui pour moi constitue une phase de recherche, car il entreprend une action en vue d'un changement. Est-ce que la recherche-action peut avoir un caractère exotérique, c'est-à-dire être accessible à la masse, à un paysan. Je suis étudiant, et après deux jours, je ne suis pas plus avancé qu'au début du colloque.

R. Hugues Dionne

Je ne voulais pas, au contraire, laisser la recherche-action à l'université, mais surtout indiquer les difficultés naturelles de l'université à faire de la recherche-action. L'exemple que je prenais, le groupe de Carleton, c'étaient des gens du milieu, intéressés à être scolarisés. Pourquoi ne se seraient-ils pas scolarisés s'ils avaient la possibilité de le faire à travers leur recherche? Effectivement, il y avait un programme qui permettait une scolarisation même si la recherche-action est difficilement "académisable". A la suite de ça, ces gens-là se sont détachés de l'université pour partir leur propre organisme de recherche-action. On était là comme consultants. L'Université n'est pas nécessairement la mieux placée pour faire de la recherche-action. En somme, je suis d'accord avec ce que tu dis.

Commentaire. Jean Désy

C'est pour répondre à M. Desroche sur le caractère du colloque qui lui semble fermé en termes de clientèle. Ça a d'abord été conçu pour les universitaires. C'était volontairement qu'on a exclu des acteurs sociaux parce qu'on amorce des éléments de réflexion, de systématisation entre nous. Donc, on ne voulait pas introduire des gens de l'extérieur dans nos réflexions. C'était un choix délibéré. Peut-être que dans un an ou deux on ouvrira, très volontiers, ce débat aux acteurs sociaux.

C. Roland Charbonneau

Je voudrais faire une brève réflexion sur la façon de laisser des traces, autre que de façon écrite, au terme d'une recherche-action. Si je me réfère à la présentation qu'on a faite avec les collègues, je n'ai pas d'objections à ce qui tienne lieu de rapport de recherche-action soit la dizaine de coopératives, briques et mortier. Mais il me semble que ce n'est qu'une partie de ce qu'a pu produire une recherche-action. Il y a la coopérative comme personne morale et les coopérateurs(trices) qui vivent dedans. Mon deuxième point ce serait au sujet des groupes constitués. Beaucoup d'intervenants ont mentionné l'importance que le groupe soit formellement organisé avec un statut légal. Je suis d'accord avec ça. Mais dans un cheminement de cet ordre-là, il faut tenir compte qu'on ne peut pas toujours attendre d'avoir l'âge du grand-père du bon Dieu pour procéder à une recherche-action. Il faut tenir compte des circonstances. Si on s'entendait sur les huit caractéristiques d'une recherche-action et qu'il y en avait une qui n'y est pas, eh bien moi dans mon propre bilan, je me dirai que j'ai fait les 7/8 d'une recherche-action.

C. Fernand Gauthier

L'objectif de la production écrite en science, c'est de communiquer et de rendre compréhensible les résultats d'une recherche. A ce propos, il y a une anecdote, rapportée par McLuhan dans un de ses livres, où il fait référence à un philosophe pré-socratique qui vivait le début de l'écriture et mettait en garde ses disciples face à cette écriture naissante en disant: "Un jour les gens liront des textes et s'imagineront comprendre." Face à ça, Socrate n'aurait jamais pu avoir de P.H.D. et je suis certain qu'il n'aurait jamais changé sa façon de faire.

C. Placide Blackburn

C'est un peu par accident que je suis ici, parce que j'ai déjà été chargé de cours à l'université. Je vais introduire un biais d'intervenant parce que je suis intervenu pendant une quinzaine d'années auprès des familles. J'étais très content d'entendre dire de M. Fortin qu'il n'y avait pas ou peu de recherche-action, parce que je commençais à me poser de sérieuses questions sur la recherche. Il me semble que la recherche est une explication de phénomènes qui est

vérifiée, contrôlée et qu'on peut généraliser. Je n'ai entendu personne dire qu'il pouvait généraliser les connaissances acquises lors de la recherche, de sorte qu'on a relaté des interventions. Ce sont des interventions que vous avez faites. J'ai cru comprendre que la recherche-action c'était une action qui dégagait des connaissances qu'on pouvait généraliser. J'en suis arrivé à me dire, je caricature, que la recherche-action, c'est de l'intervention faite par un professeur d'université et menant à la rédaction d'un long rapport.

C. Yves Vaillancourt

Peut-être que la question que ça pose c'est la place de la dimension recherche dans l'intervention, les conditions à réunir pour que les interventions sociales existent et soient pertinentes. Il ya une expression de Graham Shee, que je trouve intéressante, sur les intellectuels: "Tout le monde fait du travail intellectuel, mais ce ne sont pas tous qui ont la fonction d'intellectuel ". Dans des établissements caractérisés par la dimension intervention, c'est le cas des C.S.S., si vous regardez le problème à partir des praticiens qui sont les intervenants, c'est sûr que la dimension réflexion recherche est une composante du travail d'intervention mais pas vécue de la même manière que peuvent la vivre deux ou trois personnes d'un service de recherche, hypothétiquement, à l'intérieur d'un C.S.S. Il me semble que dans les projets de recherche-action présentés ici, si on voulait les mesurer de façon rigide à partir d'une série de douze critères, y en a pas beaucoup qu'on pourrait retenir. Mais si on les prend comme des activités qui, une fois renforcées, peuvent devenir des points d'appui intéressants pour qu'une pratique collective de recherche-action se développe à partir de l'UQAC, à ce moment cet exercice de deux jours m'apparaît très pertinent. Les chercheurs l'ont présenté plus comme un tremplin qu'un point d'arrivée.

C. Gérald Fortin

Je suis d'accord avec M. Vaillancourt. C'est un point de départ intéressant pour une véritable recherche-action. Mais c'est aussi intéressant si on reconnaît ce qu'il y a là-dedans d'intervention et qui n'est pas nécessairement de la recherche. Pour l'insertion de l'université dans le milieu ça peut prendre différentes formes, dont la recherche-action, mais il faudrait que le fameux service à la collectivité commence à y penser.

C. Yves Vaillancourt

Sur ce point, je suis d'accord avec M. Fortin. Ce qui manque peut-être à l'UQAC pour que les perspectives de recherche-action aient une place distincte c'est d'avoir l'équivalent d'un comité des services à la collectivité à l'intérieur de l'université. Je sais qu'à l'UQAM le problème est vécu autrement parce que ce service encourage des projets qui sont à la frontière de l'éducation et de la recherche. C'est important que les universités fassent de la place pour ça, car ces projets peuvent donner naissance par la suite à d'autres projets d'enseignement et de recherche peut-être mieux articulés.

C. Gilles Lemieux

J'ai de la difficulté à avaler ce qu'on a dit sur les universitaires. Je ne crois pas qu'on soit juste un petit groupe d'universitaires conscientisés. Je pense qu'un universitaire qui pendant huit ans fait partie en tant que membre d'une association régionale qui se préoccupe de l'aménagement concret d'un territoire conflictuel au niveau des intérêts -le Mont-Valin- ce chercheur, dans le processus d'implication, a dû jouer plusieurs rôles. Tantôt on le prend pour un représentant officiel de l'UQAC, pour un citoyen alerté, un géographe, un chercheur. Il a été appelé à fournir plusieurs centaines d'heures de travail et ce de concert avec différents intervenants. Ce chercheur a dû mettre de l'eau dans son vin, évoluer avec les gens du milieu dans ce dossier et écrire une foule de rapports dans un langage accessible. Je viens de vous décrire ce que je viens de vivre depuis huit ans. C'est une intervention en certaines occasions, mais en d'autres de la recherche-action. Le Comité de concertation retransformé en Comité de consensus du Mont-Valin, a dû se prendre en main et fournir des rapports écrits par les gens du milieu et les chercheurs. A la fin, il y a eu des documents écrits et un plan d'aménagement non pas signés par les chercheurs mais par l'ensemble des participants du comité. Je ne pense pas que c'est rien que de l'intervention et seulement en tant que chercheurs universitaires que moi et d'autres avons participé à cette expérience.

Q. Thomas-Louis Tremblay

C'est à M. Fortin que j'aimerais m'adresser. A la dernière mission, j'ai accepté d'aller en Haute-Volta. Là, j'ai eu la leçon de ma vie. Lors d'une assemblée

en brousse, on m'a demandé de dire d'où je venais et pendant une douzaine de minutes, je l'ai expliqué à une cinquantaine d'africains en leur disant que c'était de l'Amérique, au nord des Etats-Unis et en remontant on arrivait au Saguenay-Lac-St-Jean, et plus loin le Nord. J'étais heureux de penser qu'au moins 50 africains savaient maintenant où était le Saguenay. Après l'assemblée, le président, un vieux paysan m'a dit: "Veux-tu me dire par rapport à la Mecque où est ton pays?" J'ai resté surpris. "La Mecque où est-elle située?" Il m'a dit: "Par là". En deux minutes j'ai su où était la Mecque et lui a su où était chez nous. Avec nos méthodes scientifiques précises et en 12 minutes je n'avais pas réussi à situer mon pays. Il'y aurait-il pas une petite recherche-action à faire là-dessus?

R. Henri Desroche

L'anecdote montre bien la dualité des langages. On se heurte tout le monde à ça. Il y a des systèmes de repérage, de mensuration, de poids et mesure, de culture qui sont différents. Le pays de l'homme d'action et le pays de l'homme de la recherche sont deux pays qui n'ont pas les mêmes systèmes de mesure. C'est là qu'il est difficile de trouver un langage pour les faire communiquer.



## PROSPECTIVES ET ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION A L'UQAC ET DANS LES UNIVERSITES QUEBECOISES

Paul PREVOST  
Université du Québec à Chicoutimi

Je pense que l'exercice en cours oblige au préalable à un retour sur les objectifs de départ du colloque. Permettez-moi donc de répéter mon collègue Jean Désy qui soulignait que ce colloque constitue les premiers balbutiements d'une réflexion sur la recherche-action et sur son opérationnalisation dans un cadre universitaire comme le nôtre. Il est donc normal d'assister, à travers les différentes présentations, à un choc d'idées qui s'explique par l'imprécision même du concept de recherche-action. Bien sûr, chaque exposé s'est ancré à des lieux communs. Les conférenciers, par exemple, sont tous engagés dans une ou des actions et se sentent par conséquent plus ou moins marginaux dans l'université. C'est un tissu bien mince. Toutefois, ces expériences ne sont pas sans intérêt ou signification pour une université qui s'est donnée officiellement des objectifs d'implication dans le milieu. Ces participations de professeurs à des activités régionales précises permettent certainement à celles-ci de mieux s'investir et de contribuer à la réalisation de ses objectifs. De là à conclure cependant que tout ceci est de la recherche-action, il y a une marge et j'abonderais à ce moment avec Gérard Fortin qui notait, il y a quelques minutes, qu'il avait entendu toutes sortes de choses intéressantes, des interventions, des consultations, des processus d'apprentissage, de la pédagogie nouvelle pour adultes et un peu de recherche-action et, que tout ça c'était bon. Ainsi, sans vouloir éliminer ou minimiser certaines interventions des conférenciers, on pourrait, à la lumière des réflexions de Gérard Fortin, d'abord essayer de les classer sous un vocable plus général, peut-être le service à la collectivité, pour ensuite tenter de définir un concept de recherche-action plus précis. Ainsi, nous pourrions garder toute la richesse des discussions pour développer, à la fois, par tous les moyens, la mission régionale de l'université et ce filon qu'est la recherche-action.

Donc, en gardant à l'esprit ces commentaires généraux, je crois que demain matin, nous devons commencer par élaborer un concept de recherche-action plus clair et moins

englobant que celui que nous avons implicitement retenu pour préparer ce colloque et qu'ensuite nous devrons classer tout ce matériel. Toutes les réflexions, informations recueillies ici représentent suffisamment de questions, d'éléments pour alimenter nos recherches tout l'hiver. Les pistes sont certainement nombreuses et fort intéressantes.

D'un autre côté, les chercheurs qui ont participé à ce colloque veulent non seulement définir la recherche-action mais aussi sortir du maquis dans lequel ils se sont retranchés pour éviter d'être pointés du doigt. Ils veulent que l'université, dans ses règles, des règles les plus souples possibles, reconnaisse leur action comme un mode de recherche. La non-ingérence dans leur travail, c'est une reconnaissance minimale. La reconnaissance de ce type de recherche devrait se matérialiser aussi par un support aussi matériel que moral car, comme le soulignait le collègue Gilles Lemieux, certains projets s'auto-financent, d'autres pas. Il faut donc que l'Université trouve aussi des moyens de supporter ces derniers projets. Fernand Gauthier a présenté dans son allocution toute une panoplie de modalités qui pourraient inspirer nos administrateurs afin d'opérationnaliser la recherche-action à l'UQAC. On pourrait par exemple, élaborer un protocole qui permettrait d'une part d'appuyer et encadrer la recherche-action sans l'étouffer, et d'autre part, de réinvestir systématiquement les savoirs générés.

Ce réinvestissement des savoirs est peut-être le noeud du problème. Dans le processus de la recherche-action, quand les gens sont sur le terrain, il y a un investissement de savoir dans les échanges et les actions partagés par les acteurs et les chercheurs. Il y a des leçons à tirer de toute recherche-action et je pense qu'on doit se questionner sur les possibilités de généraliser et théoriser sur les récurrences retracées dans ces interventions. Il faudrait qu'en définissant le concept de recherche-action et en précisant les modalités de son institutionnalisation, on prenne aussi le temps d'étudier les moyens de dégager et communiquer les nouveaux savoirs générés. C'est le propre de l'université de contribuer à l'acquisition et à l'augmentation des savoirs et de les communiquer pour une utilisation ultérieure dans les cours et la recherche. La recherche-action à l'université ne peut se soustraire à ces responsabilités.

Voilà tout un programme et nul doute que les responsables du colloque auront du travail jusqu'au mois de mai 1982. Après, on verra....!

## PROSPECTIVES ET ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION

Gérald FORTIN  
INRS-Urbanisation, Montréal

Je voudrais d'abord apporter une clarification sur le mot consultation. Lorsque j'ai employé le mot consultation, c'était dans le sens de consultation d'un expert, d'un chercheur qui a son bagage de connaissances et connaît des groupes. A ce moment-là, la consultation ne demande pas une recherche nouvelle. Par ailleurs, il y a la consultation faite par un clinicien qui se présente davantage dans le champ de l'administration -par exemple, des petites entreprises en difficultés-, ce qui suppose une recherche afin de poser un diagnostic. On pourrait peut-être appeler ça une recherche-action. D'ailleurs je me demande aussi si toute recherche-action n'est pas une sorte de clinique. Mais, c'est peut-être inverser le problème.

J'ai été très heureux de participer à ces deux jours. J'ai appris beaucoup de choses et en particulier j'ai découvert une sorte de désir d'implication des professeurs avec le milieu. Ça me semble très positif, caractéristique des petites universités, intéressant et important. Ce désir d'implication force l'Université et ses composantes à la fois administratives, professorales et étudiantes à clarifier la relation entre l'Université et le milieu dans ses multiples formes. J'ai entendu parler pour la première fois cet après-midi du GEIR -j'aimerais en connaître plus-, un regroupement de professeurs qui font de l'intervention, de la recherche-action. Ça me semble une initiative intéressante.

Pour revenir à la proposition de M. Vaillancourt, il faudrait que ce soit accompagné du service à la collectivité, d'un organisme filtrant, analysant et classifiant les demandes. Par ailleurs, j'aimerais que cette réflexion se continue avec une double ouverture -je ne sais pas si c'est possible- une ouverture avec les groupes concernés et mentionnés au niveau régional et une ouverture avec les autres universités. Vous n'êtes pas les seuls à faire de la recherche-action. Il y en a à l'université Laval, à l'université de Montréal, à l'université de Sherbrooke, à l'UQAM, à l'UQTR et à l'UQAR. Ce serait important que ces universitaires qui fonctionnent dans des contextes très divers, puissent avec nous continuer cette réflexion amorcée, si l'Université du Québec à Chicoutimi veut assumer le leadership. Pour finir, j'aimerais que cette réflexion sur

la recherche-action s'accompagne d'une réflexion méthodologique en fonction des outils spécifiques de la recherche-action. Est-ce qu'un questionnaire c'est vraiment utile? Est-ce que l'observation participante est utile? Qu'est-ce que ça veut dire? Cette observation participante, -vieille technique sociologique et anthropologique mise de côté et reprise parfois- a toujours causé des problèmes énormes aux sociologues. Ils ont beaucoup parlé de leurs difficultés à faire l'observation participante. Cela soulève la dialectique du chercheur et du militant: quelqu'un qui est dans le groupe et en même temps s'en distancie. Le chercheur observe en étant acteur. Dans la recherche-action le chercheur devient auteur, et même dans un diagnostic clinique d'une entreprise. C'est un élément étranger qui catalyse les réactions. Il y a donc à creuser un aspect méthodologique par rapport à cette technique, qui semble privilégiée en recherche-action.

La deuxième réflexion que je voudrais voir creuser en même temps, c'est une réflexion théorique. La recherche-action pose plus de problèmes à la théorie que la recherche fondamentale, car les théories ne réussissent jamais à épuiser la réalité très mouvante d'une nation. Lorsqu'on fait de la recherche fondamentale on peut isoler nos variables, mais dans l'action on ne peut pas mettre de côté nos variables. La recherche-action est en fonction d'un changement social. J'en ai vu très peu dans ce qu'on nous a présenté. On veut changer des choses mais on ne voit pas les postulats théoriques qui pourraient faire que quelque chose change. La recherche-action ça suppose qu'on n'arrive pas nécessairement à l'avance avec un cadre théorique mais qu'on ait au moins des hypothèses qu'on pourra vérifier.

Il va falloir qu'on réfléchisse sur la méthodologie de la recherche-action, sur la recherche-action en tant que relation vs milieu et facteur de changement social.

## PROSPECTIVES ET ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION

Michel DUMAS

Fonds FCAC pour l'aide et le soutien à la recherche, Québec

Il me fait plaisir de participer, à titre de représentant du Fonds FCAC, à ce colloque sur la recherche-action et je vous remercie sincèrement de nous y avoir invités. Le Fonds tient, dans toute la mesure du possible, à être présent dans le milieu de la recherche et à établir des contacts personnels avec les chercheurs. Ceci ne peut que contribuer à assurer une meilleure connaissance des conditions dans lesquelles s'effectue la recherche, en ce qui nous concerne, et à fournir aux chercheurs un supplément d'informations sur nos objectifs, notre mandat et les caractéristiques de nos divers programmes de subventions. Nous sommes particulièrement intéressés à suivre de près les initiatives visant à situer des activités de recherche dans leur propre domaine scientifique et leur environnement social, le Fonds FCAC ayant la double préoccupation de soutenir la recherche fondamentale et de favoriser l'interaction entre les activités scientifiques et l'évolution socio-économique du Québec.

Ce colloque nous fournit donc l'occasion de mieux comprendre la problématique de la recherche-action et les problèmes reliés à l'insertion de ces activités de recherche dans deux milieux différents, soit les secteurs académique et social. J'ai l'intention, dans ce bref exposé, de préciser la position du Fonds FCAC par rapport à cette forme de recherche et les échanges qui suivront les interventions me permettront, je l'espère, de répondre de façon précise à certaines de vos interrogations.

Je n'ai malheureusement pas pu assister à toutes les communications. Cependant, j'étais présent à l'atelier précédent où des intervenants ont fait la synthèse de l'ensemble des délibérations. Ceci a confirmé, de façon générale, l'opinion que je me suis faite au cours des années sur cette nouvelle approche scientifique que l'on qualifie de recherche-action.

Monsieur Gérald Fortin vient de mentionner que, de son point de vue, il semblait y avoir plus d'action que de recherche dans la description des activités présentées dans le cadre du colloque. A le prendre au mot, comme le mandat

du Fonds FCAC consiste à soutenir la recherche scientifique, je pourrais en déduire que nous sommes peu concernés. Toutefois, je n'en suis pas vraiment convaincu et je préfère examiner avec vous dans quelle mesure et comment nous pouvons contribuer à soutenir la part de recherche comprise dans vos activités.

Je vais donc rappeler brièvement le mandat du Fonds FCAC, en partant du principe que la majorité d'entre vous êtes familiers avec nos programmes de subventions. J'insisterai particulièrement sur nos principes et notre mode d'évaluation. Je vous ferai ensuite part de ma conception de la recherche-action, que vous pourrez corriger si je m'égare, à partir de votre expérience dans ce domaine, pour ensuite voir comment peuvent s'articuler nos actions respectives.

Le Fonds FCAC a pour objectif de soutenir financièrement des activités de recherche, qu'elles soient fondamentales ou appliquées, libres ou orientées. Nous apportons notre appui à des équipes et à des centres de recherche ainsi qu'à d'autres activités reliées directement à la recherche, telles la publication de revues et d'ouvrages scientifiques et la mise en opération d'organismes de services à la recherche. Il convient d'ajouter que nous accordons une attention particulière à la formation de jeunes chercheurs et que le Fonds administre également un programme de bourses d'études et de perfectionnement.

Comme nous disposons de ressources limitées, les recherches que nous subventionnons doivent apporter une contribution à l'avancement des connaissances scientifiques. Des projets peuvent être orientés vers l'action dans le milieu socio-économique, ce que nous souhaitons et favorisons, mais nous ne disposons pas des enveloppes budgétaires requises pour financer ce qu'il est convenu d'appeler le "développement", selon une terminologie reconnue internationalement. Les sommes requises pour procéder au développement tant technique que social, qu'il s'agisse de l'adaptation de prototypes ou de la mise en place de programmes d'aide sociale, dépassent largement le budget dont nous disposons et cette responsabilité appartient à d'autres intervenants (je reviendrai plus loin sur cette question).

Dans le cadre de notre mandat, nous sommes ouverts à toutes les théories ou écoles de pensée et, afin de procéder à un choix judicieux des projets de recherche, nous nous appuyons sur le mode d'évaluation par les pairs, ces derniers étant les plus aptes à appliquer avec

discernement les critères d'évaluation, selon les caractéristiques propres à leurs domaines de spécialisation. Leurs recommandations sont le reflet du consensus établi dans leurs champs de recherche respectifs. La science étant en évolution constante, leurs commentaires font parfois ressortir certaines ambiguïtés qui ne découlent pas du processus d'évaluation en lui-même, mais plutôt de l'état de la reconnaissance de certaines approches par les chercheurs appartenant à la même discipline, lesquels sont habituellement familiers, voire favorables, aux approches en question. Nos critères d'évaluation sont reconnus et acceptés par l'ensemble de la communauté scientifique et nous croyons qu'il ne nous appartient pas de fournir aux évaluateurs des interprétations "technocratiques" de ces critères.

Pour ma part, il me semble que la recherche-action s'apparente à la recherche appliquée et qu'elle a tendance à favoriser des modèles empiriques ou systémiques que l'on rencontre dans plusieurs disciplines scientifiques, qu'il s'agisse de sciences naturelles ou de sciences humaines. Elle se distingue toutefois du modèle expérimental traditionnel qui, ceci étant dit de façon simplifiée, s'étend sur un continuum partant de la recherche en laboratoire sur des phénomènes mesurables, pour passer ensuite à la mise au point de prototypes et à l'adaptation de ces prototypes à des situations concrètes. Ce modèle, qui convient davantage aux sciences naturelles et qui est d'ailleurs maintenant dépassé même dans certains secteurs, ne s'applique pas aussi facilement aux sciences humaines qui ont accordé à la dimension épistémologique une importance particulière qu'il convient de développer et de préciser davantage dans plusieurs domaines.

Toutefois, il me semble que la distinction ne se situe pas simplement au niveau des considérations sur le sens des connaissances. On pourrait dire, en effet que la recherche-action est plus une recherche impliquée qu'une recherche appliquée, de sorte que les chercheurs qui ont adopté cette approche ne remettent pas simplement en question des modèles scientifiques, mais cherchent aussi à concilier leur démarche scientifique avec leur implication dans le milieu socio-économique. La question est peut-être moins cruciale pour les chercheurs dans le domaine des sciences naturelles qui ont plus de possibilités de participer à l'évolution sociale par le développement technologique. Ces derniers oeuvrent de plus généralement dans des domaines lucratifs et ont assez facilement recours à des contrats et des commandites. Dans le champ des sciences humaines, et

lorsque l'on aborde par exemple des problèmes touchant les classes défavorisées, l'action dans le milieu prend souvent l'allure du bénévolat et, faute d'intervenants dans ce domaine (il s'agit là d'une hypothèse), je me demande s'il n'y a pas une certaine tendance à chapeauter du terme "recherche" des activités qui, dans d'autres secteurs, sont clairement identifiées comme étant du développement subventionné au moyen de contrats et de commandites.

Il ne s'agit pas ici d'une affirmation, mais d'une interrogation de ma part destinée à alimenter la discussion. J'ajouterais, dans le même esprit, que si cette situation peut engendrer certaines difficultés de compréhension au niveau des organismes subventionnaires, il semble bien, d'après ce que j'ai entendu ici aujourd'hui, qu'il existe également des ambiguïtés au niveau de l'université et que les spécialistes de la recherche-action ont encore beaucoup à faire pour se définir par rapport au milieu et la carrière universitaire.

En ce qui a trait au Fonds FCAC, il nous importe d'établir une distinction aussi nette que possible entre ce qui est de la recherche et ce qui est de la non-recherche (développement) dans les projets de recherche-action. Nous ne portons pas de jugement de valeur sur la non-recherche, qui est fort valable en soi, et nous sommes même intéressés à appuyer des projets susceptibles de déborder du secteur purement académique et d'avoir un impact sur le mieux-être de la société. Toutefois, comme je l'ai mentionné précédemment, le mandat et les ressources financières du Fonds nous obligent à concentrer notre action sur les recherches qui contribuent à l'avancement des connaissances scientifiques. Ceci implique qu'il doive exister d'autres organismes ou ministères sectoriels qui prennent en charge le développement et les interventions sociales.

La position du Fonds se situe donc au niveau de la gestion publique et de la répartition des mandats entre les différentes instances publiques ou para-publiques. Il est évident que le découpage des responsabilités, en ce qui a trait à la redistribution des fonds publics, et la structure des mécanismes de subventions a un certain impact sur l'évolution des disciplines scientifiques, tout comme le contexte social général, comme le démontrent la plupart des études en histoire et en sociopolitique des sciences. C'est à dire que les chercheurs doivent s'ajuster aux possibilités qui leur sont offertes concrètement. Toutefois, l'administration n'est pas immuable, tout comme la science, et le Fonds FCAC s'est doté d'une structure impliquant des chercheurs et des agents de développement socio-économique à



tous les niveaux de décision, afin de s'adapter le mieux et le plus rapidement possible à l'évolution scientifique.

Nous sommes cependant tenus de respecter les consensus établis dans le secteur scientifique lui-même et, à titre de première suggestion, nous vous encourageons à poursuivre vos démarches de sensibilisation du milieu universitaire à votre approche scientifique. Il s'agit d'une étape que toute science nouvelle se doit de franchir et la reconnaissance de vos activités scientifiques par vos pairs se répercutera nécessairement dans l'évaluation des projets.

Il est également important de bien comprendre que, si les organismes subventionnaires constituent un système ayant sa propre logique, il n'est pas demandé aux chercheurs de modifier leur démarche scientifique et sociale en fonction de ce système administratif. Il faut toutefois distinguer, dans un projet où sont interreliées des activités scientifiques et des actions sociales, la part qui relève de la responsabilité de diverses instances subventionnaires en fonction de leurs objectifs propres. A titre de seconde suggestion, je vous propose d'identifier les divers intervenants publics ou privés intéressés par vos activités, d'indiquer à chacun d'entre eux la part de vos projets qui répond à leurs objectifs respectifs et de chercher à obtenir des crédits correspondant à l'importance de vos activités pour chacun de ces organismes subventionnaires. Au Fonds FCAC, par exemple, il faudrait insister sur la contribution du projet à l'avancement des connaissances, théoriques ou méthodologiques, sur la formation de chercheurs de même que sur le retour de ces connaissances dans le circuit scientifique via les publications, en particulier. De cette manière, il serait possible de quantifier l'aide financière requise en fonction du mandat du Fonds. D'autres instances, comme le ministère des Affaires sociales, pourraient être intéressées à fournir leur quote-part dans la mesure où le projet favorise la mise en place de programmes d'aide sociale. Il serait peut-être pertinent de démontrer comment l'interrelation avec le milieu enrichit la démarche scientifique, ce qui constitue, je crois, l'une des caractéristiques de la recherche-action, mais je pense qu'il faudrait éviter de confondre l'évaluation des résultats scientifiques avec celle des effets sociaux.

En somme, il est demandé, dans le cadre des programmes du Fonds FCAC de bien situer les projets par rapport aux autres recherches entreprises dans le même domaine; d'indiquer un point de départ, des jalons et des objectifs sur le plan scientifique; d'exposer, de développer et de critiquer les

diverses méthodologies ou modèles d'analyse. Ceci n'empêche pas la sollicitation d'autres organismes subventionnaires directement intéressés par les interventions dans le milieu. Le Fonds FCAC a déjà contribué à ce genre de concertation dans l'un de ses programmes et d'autres actions sont prévues en ce sens dans le cadre d'un futur volet d'"Opérations de recherche thématique", lequel sera décrit dans la brochure explicative qui sera publiée incessamment.

En terminant, j'espère que cette courte intervention aura contribué à votre réflexion sur la place de la recherche-action à l'UQAC et dans les universités québécoises. Je répondrai avec plaisir à toutes questions portant sur le Fonds FCAC, ou suscitées par mon exposé.

## PROSPECTIVES ET ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION

Guy COLLIN

Université du Québec à Chicoutimi

Permettez-moi, tout d'abord, de prendre quelques précautions oratoires afin, non pas d'atténuer l'impact de mon propos, mais bien plutôt pour en situer le cadre et la portée. Le thème "la recherche-action" n'est pas pour moi un thème familier. Pour ceux qui ne me connaissent pas, j'ai été formé dans un domaine des sciences fondamentales, où la méthode analytique et où la séparation des variables, sont poussées à l'extrême. S'il y a donc une chose que je peux affirmer c'est bien que je n'ai pas été formé à l'école de la recherche-action.

Ce sera donc un exposé très partiel que je vous livrerai. Peut-être vous paraîtra-t-il à certains égards en dehors du sujet. En tout cas ce n'est ni à titre de praticien, encore moins de théoricien de la recherche-action, mais bien plutôt avec l'expérience acquise dans un laboratoire dit de recherche "classique" que je m'adresse à vous aujourd'hui. Bien sûr, n'attendez pas de moi que je m'insère dans les diverses conceptions de la recherche-action: je ne ferai tout au plus que relever ici et là des énoncés qui me paraissent sujets à des remarques pertinentes et qui présentent des liens avec la recherche classique.

La première impression que j'ai pu saisir à la lecture des textes que l'on peut trouver dans la "revue internationale d'action communautaire"(1) concerne l'opposition qui semble exister entre divers intervenants (patrons, états, entreprises,...) et les commettants de la recherche-action. Cela ne surprend pas nécessairement. On y affirme, aussi parfois, que cette lutte est dirigée contre l'establishment scientifique "dont les expertises sont au service de l'entreprise et en servent les intérêts"(2).

L'establishment scientifique, sous-entendu les chercheurs du domaine de la recherche fondamentale et appliquée, bien nantis de moyens financiers, n'a pas une idée très bonne de la recherche-action: c'est du moins ce que l'on discerne souvent chez les tenants de la recherche-action. Ce soi-disant rejet des tenants de la recherche-action par les chercheurs traditionnels ne doit pas constituer un alibi pour ces chercheurs, alibi qui les entraînerait à s'enfermer dans un ghetto où il serait plus facile de s'affirmer en martyrs que de faire la preuve devant la société que la

recherche-action peut être d'un secours irremplaçable dans sa promotion. Il faut rappeler ici qu'il n'y a que peu de temps, tout au plus 40 ans, que la recherche fondamentale a réussi à démontrer à la société, qu'elle pouvait lui apporter quelque chose dans sa quête d'un meilleur niveau de vie. Au Canada, les conseils subventionnaires n'ont, eux, que tout juste vingt ans! C'est dire le peu d'avance de ce que l'on appelle ici et là l'establishment scientifique sur les tenants de la recherche-action. Les chercheurs "traditionnels" ou classiques ont eu, eux aussi, à faire la preuve devant la société que leur activité intellectuelle créatrice pouvait avoir, avait la plupart du temps, des retombées largement positives sur l'avenir de cette société. Ils ont réussi à faire passer ce message, et encore une fois la naissance des organismes subventionnaires a concrétisé leurs efforts. Il faut ajouter que le crédit que la société accorde à cet établissement scientifique est non seulement limité mais encore est-il constamment remis en cause. Cet établissement assez bien organisé, faut-il le dire, résiste avec plus ou moins de bonheur aux coupures de ressources. Ce qu'il faut retenir c'est qu'il ne détient pas un privilège immuable et qu'il lui faut, lui aussi, justifier sa présence.

En deuxième lieu, je voudrais porter mon attention sur les liens "privilégiés" qui existent entre les différents pouvoirs et la recherche. Je ne voudrais pas ici défendre l'establishment scientifique encore moins prétendre que son expertise n'est pas au service des intérêts de ces patrons, de ces entreprises.... Bien fou celui qui pourrait croire que la liberté académique et l'indépendance d'esprit se traduit par une absence de liens étroits entre les diverses formes de recherche fondamentale, appliquée, ... et les pouvoirs. En ce qui concerne la recherche-action, est-elle susceptible d'être plus pure, et d'avoir, elle, cette possibilité d'atteindre une liberté académique, une indépendance telle que la critique y atteindrait un état de sublimation jamais atteint par d'autres types de recherche? Ce n'est guère certain.

La nécessité qu'a toute activité de recherche de se trouver des bailleurs de fonds, entraîne à court terme des compromissions qui tout en étant acceptables (je le souhaite) n'en constituent pas moins des possibilités d'entraves à une totale liberté académique. Il n'est pas besoin de jouer au devin, ni de faire beaucoup d'analyses pour en arriver à prétendre que toute activité de recherche, susceptible d'apporter de nouveaux moyens, de suggérer de nouveaux comportements, ne peut que secréter des réappropriations du savoir, des oppositions, ... etc. Je ne voudrais pas poursuivre plus avant l'analyse, et tomber dans le dogmatisme

politique. Je laisse à chacun le soin de se faire une idée.

En recherche-action, la différence entre être chercheur et être militant peut devenir très subtile... Je n'insisterai pas sur cette possibilité, si ce n'est seulement pour mentionner que ce danger trop souvent ignoré en sciences fondamentales a déjà conduit, par le passé, à des activités dramatiques: pour êtres purs, on n'en est pas moins des êtres humains!

On s'inquiète aussi du fait que les chercheurs traditionnels ont su faire mousser leur publicité, et par là leur promotion, en instituant des périodiques scientifiques dont ils sont les seuls lecteurs! Ainsi la carrière universitaire est-elle savamment orchestrée par cette course à la publication! Encore une fois les commettants de la recherche-action deviendraient les perdants dans la justification d'une activité essentielle pour la société. Ce dernier énoncé est curieux. En effet, on conteste ici un système qui, s'il est partiellement injuste pour ceux qui ne font pas de recherche fondamentale, constitue un outil indispensable au développement de la science.

Dans le cas des commettants de la recherche-action, il y aurait lieu de s'inquiéter si la publication (terme pris au sens large) ne constituait pas un outil de diffusion. Plusieurs chercheurs font part, dans ce document, de n'avoir pas assez de sources bibliographiques susceptibles d'alimenter leur activité de recherche. Il est donc pertinent pour les "chercheurs-action" de combler cette lacune en publicisant à leur tour, leurs expériences, leurs réussites, leurs échecs, afin que d'autres, à leur suite, partent d'expériences réalisées et ne réinventent ce qui, dans dix ans, équivaldra à réinventer la vis sans fin. La cadence de publications, plus encore la forme, certainement le contenu, seront différents de ce que l'on observe en recherche classique; mais la diffusion de ces "recherches-actions" doit exister et rejoindre les chercheurs concernés au moment où elle rejoint les groupes concernés. Il incombe bien évidemment aux commettants de la recherche-action de définir "leurs canons" comme l'ont fait avant eux, et pas nécessairement de la meilleure façon, les chercheurs appelés ici traditionnels.

Une autre affirmation très souvent rencontrée concerne le mode d'investigation de la recherche-action que l'on se plaît à décrire comme étant fondamentalement différent de celui de la recherche fondamentale! C'est à y regarder de près! La recherche fondamentale procède selon la méthode

cartésienne ou analytique, et où la séparation des variables est poussée à l'extrême. A l'opposé, le cadre de la recherche-action se complaît à la méthode systémique. Les paramètres ne sont pas tous facilement quantifiables, parfois même sont-ils difficilement identifiables. En fait il faudrait admettre qu'entre ces deux situations extrêmes, il existe de nombreuses variantes. Pour s'en convaincre, il n'est que de regarder ce qui se passe en sciences biologiques, en géographie, en sciences économiques, et surtout en médecine. Il existe donc un spectre continu de mode d'investigations entre les deux modèles cités plus haut. Il faut aussi ajouter que même les chercheurs classiques, ont de plus en plus recours aux modèles systémiques.

En conclusion, que puis-je retenir? Dire que la recherche fondamentale et la recherche-action sont deux soeurs qui se ressemblent beaucoup? Cela me semble trivial. Ajouter que la recherche-action doit jouer un rôle dans le développement du genre humain en quête d'un meilleur devenir, me semble beaucoup plus intéressant. J'ajouterai même que la recherche-action est susceptible d'apporter une contribution pour laquelle la recherche classique n'a ni les moyens, ni les ressources. Elle a donc, cette recherche-action, un avenir prometteur devant elle, à la condition qu'elle définisse ses propres lois.

Pour moi, la recherche est l'activité intellectuelle créatrice et j'ajouterai, culturelle. A l'intérieur de cette définition, la recherche-action devrait être capable de se situer, de se définir. A l'intérieur de la mission universitaire qui est "l'enseignement et la recherche", la recherche-action doit pouvoir se développer sans contraintes.

En terminant, permettez-moi d'être plus circonstanciel. M. Girard, directeur du département des sciences religieuses m'a rappelé ce matin qu'il m'avait, l'an passé, invité à revoir les critères qui servent à l'évaluation des projets de recherche pour tenir compte du domaine de la recherche-action. Cette invitation à modifier la grille d'évaluation, a été également renouvelée à diverses reprises, par les quelques professeurs qui siègent à la Commission des études. Nous avons, concrètement parlant, réussi à préciser le rôle politique de la Sous-Commission des études avancées et de la recherche, où il me semble que les exigences de la recherche-action devraient trouver une meilleure place. Le Conseil des études s'intéresse de plus en plus à ce nouveau concept véhiculé par le terme recherche-action à tel point qu'il a délégué, mandaté un agent de recherche attaché à la direction des services à la recherche pour lui faire un exposé sur les activités de ce colloque.

En revenant à mes préoccupations les plus fondamentales et les plus immédiates, nous devons produire sous peu une politique de développement de la recherche à l'UQAC. Soyez certains que la recherche-action nous préoccupe et qu'elle y trouvera sa place. J'ajoute du même souffle que nous aurons besoin des intervenants en recherche-action pour nous aider à en préciser les contours, les méthodes, les objets, les modes d'évaluation, ... afin qu'elle obtienne un droit de cité comparable à d'autres types de recherche.

Personnellement, et sur le peu de mes connaissances, je crois que la société a autant besoin de l'activité de recherche-action que de l'activité de recherche classique. Il incombe aux commettants de la recherche-action d'en faire la preuve non seulement en réussissant de belles "actions" mais aussi en la publicisant, et en allant chercher d'ardents défenseurs bien placés dans les rouages de cette société.

Je crois pour ma part, et n'y voyez pas là une affirmation gratuite, que la recherche classique a besoin de la recherche-action pour atteindre ses buts. Je souhaite donc que la petite soeur recherche-action devienne le partenaire au moins égal du grand frère qu'est la recherche classique.





## PROSPECTIVES ET ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION

Yolande COTE

Conseil québécois de la recherche sociale, Québec

Mon nom est Yolande Côté et je suis secrétaire générale du Conseil québécois de la recherche sociale, organisme subventionnaire rattaché au ministère des Affaires sociales. C'est un organisme dont le mandat sectoriel, par rapport à la recherche, porte sur le domaine général des affaires sociales et par extension dans le domaine du développement social en autant que le sujet abordé n'est pas complètement étranger au champ d'intérêt du ministère. Notre organisme est modeste en termes de budget. L'année dernière nous disposions d'un budget de \$1,000,000. Tout cet argent a été mis à la disposition des chercheurs dans le domaine de la recherche sociale, ce qui nous place parmi les premiers organismes subventionnaires dans la recherche sociale au Québec.

Je me situerai comme mandataire d'un organisme subventionnaire, donc je parlerai du côté du payeur, pour reprendre l'expression de Monsieur Dumas et non pas en tant que chercheur, bien sûr. Au Conseil québécois de la recherche sociale, par rapport à la recherche-action, étant donné que nous avons souvent été confrontés à ce problème, nous avons fait un énoncé de neutralité, qui sera encore plus explicite dans notre prochaine brochure, pour l'année financière 82-83. Quant à nous, la portée fondamentale, appliquée ou recherche-action, des demandes de subventions, n'est d'aucune façon un critère d'évaluation en autant que les règles propres à chacune de ces approches soient maîtrisées et respectées. Dans la brochure, on dit aussi que la méthodologie inductive ou déductive n'est pas un critère d'évaluation, il faut qu'elle soit cependant appropriée et maîtrisée. Une approche quantitative, qualitative ou éclectique n'est pas non plus un critère d'évaluation comme l'appartenance disciplinaire des chercheurs ou l'appartenance multidisciplinaire d'une équipe. Il nous est apparu que d'avoir un jugement de pré-requis en faveur, par hypothèse, de la multidisciplinarité ne donne pas toujours les résultats escomptés. Alors, par rapport à tous ces éléments, il y a un jugement d'opportunité qui est placé, et nous encourageons explicitement la diversification des approches.

Un autre des efforts que nous avons fait et qui pourra intéresser la recherche-action, c'est d'explicitier nos règlements de façon à tenir compte des différentes phases ou formes de développement des milieux de recherche. Comme vous le savez, le milieu universitaire est le milieu le plus organisé en termes d'infrastructure de recherche et de personnel et dans certaines disciplines c'est même le seul qui a pu survivre aux multiples aléas de la pratique sociale. C'est pourquoi notre brochure fait de modestes efforts, en décrivant, au bénéfice des gens qui ont moins l'habitude de présenter une demande, quels sont les termes d'un devis méthodologique selon une approche quantitative ou qualitative. Notre brochure donne aussi quelques références de relation d'aide pour les chercheurs.

Nous présentons deux types de programmes qui pourraient aider les personnes travaillant dans le domaine de la recherche-action. Des subventions de formulation qui sont limitées à \$3,000., mais qui doivent être demandées par des milieux à priori universitaires, par exemple par une constituante régionale, ou par tout organisme para-public à mission sociale pour acheter des ressources scientifiques ou professionnelles à titre de consultation, en vue de l'élaboration d'un projet conjoint ou non. On offre aussi un programme de développement d'équipe qui est ouvert au milieu non-universitaire mais à la condition que le milieu soit stable en termes d'activités de recherche et que l'activité subventionnée dépasse notre subvention. Etant donné les difficultés de survivre en recherche, bien souvent lorsque les subventions s'arrêtent, tout s'arrête.

Troisièmement, on a fait, en plus d'un énoncé de neutralité et des efforts d'explicitation des règlements, un effort quant au contenu afin de clarifier les règles du jeu, par exemple, la pertinence et les non-critères d'évaluation. Pour une première fois cette année, et à la suite des pressions du milieu et en particulier des organismes communautaires, nous présentons sept domaines orientés de recherche qui ne jouiront pas d'une présomption lors de l'évaluation, mais qui susciteront des initiatives dans chacun d'entre eux. Je vous les nomme:

- les conséquences du chômage;
- l'organisation des services sociaux et des services de santé;
- la dynamique familiale et la socialisation de l'enfant;
- l'institutionnalisation, la professionnalisation et les ressources alternatives;
- la recherche évaluative;

- l'épidémiologie sociale
- et un nouveau point sur lequel je voudrais insister:
- les nouveaux domaines d'exploration méthodique.

On souhaite par ce domaine, ouvert à l'initiative, susciter, tant au niveau des objets de recherche, des populations, des problématiques que des méthodes, des théorisations en termes de méthodologie d'approche, d'évaluation critique et de façon générale une certaine audace dans l'exploration d'un nouveau domaine de recherche.

Je voudrais aussi dire que, chez nous, nos comités d'évaluation sont constitués de pairs, pas tous des universitaires cependant. La règle d'évaluation par les pairs fait que les évaluateurs participent ou non à une même culture scientifique ou à une même idéologie par rapport à la science. Ce sont, bien sûr, des choses qui changent mais il est bien important que les demandeurs jouent le jeu, qui est celui de l'évolution du système scientifique lui-même. Une demande de recherche-action dans un comité conservateur peut rencontrer des difficultés, mais elles seront d'autant moindres, que le dossier est explicité et défendu de façon convaincante. Je voudrais vous mettre en garde contre le type de raisonnement suivant: "notre sujet est tellement important que ce serait écoeurant que vous le refusiez", ou: "on est tellement bons que vous devriez nous faire confiance". Quel que soit le mérite qu'on s'attribue, il y a le fardeau de la preuve qui est inhérent à toute procédure de concours de subvention.

On a fait aussi une démarche descriptive par rapport à la recherche dans les organismes sociaux et communautaires et je peux vous donner deux conclusions: le taux de refus n'est pas plus grand chez les non-universitaires, mais la disproportion, la plus évidente, se situe au niveau de la régionalisation. Les demandes qui viennent des régions du Québec, autres que Montréal et Québec, sont beaucoup plus refusées. A ce moment-là, soit qu'on vous donne un coup de pouce, ou qu'il y ait une concertation régionale afin d'en arriver à un déblocage au niveau des huit autres régions du Québec, où la recherche, de notre point de vue, est pratiquement inexistante.

Notre comité en est arrivé à certaines voies d'avenir et si l'occasion se présente, durant la période d'échanges, ça me fera plaisir de les résumer. Merci.

## ECHANGES

Animateur, Rodolphe Gagnon

Q. Fernand Gauthier à Michel Dumas

J'ai une question concernant le F.C.A.C.. Lorsque Monsieur Dumas dit que: "le F.C.A.C. finance dans la recherche-action, l'aspect recherche.", j'ai de la difficulté à voir comment découper ça dans l'ensemble du processus. Personnellement, je considère la recherche-action comme poursuivant un ensemble intégré de critères d'ordre pratique et scientifique. Il est certain que l'image ou le filtre que vous allez porter sur l'objet ou la production - qu'elle soit écrite ou communiquée - sera le résultat d'une pratique et d'une démarche scientifique. Vous aurez sûrement un bébé difforme à considérer au bout de la ligne.

R. Michel Dumas

Oui, j'avoue que c'est beaucoup plus facile à dire qu'à faire. Ce que je voulais dire à ce moment-là, c'est qu'en apportant une aide à la recherche on n'a pas l'intention de modifier les processus de recherche. En reconnaissant, d'un autre côté, que la recherche-action comporte une part de recherche, à la limite même du fondamental et de l'appliqué, on nous demande d'en faire une estimation mais en décrivant les processus en entier. Il ne faut pas oublier, au bout de ligne, que c'est un organisme subventionnaire dont l'objectif est très pragmatique. Il faut arriver à comptabiliser la part de recherche fondamentale ou appliquée dans le projet. C'est l'objectif ultime. Ce qui ne passe pas la rampe finalement c'est un projet qui coûterait disons \$50,000, alors que la recherche appliquée en coûterait \$10,000 selon les évaluateurs. Maintenant ce n'est pas aussi clair que ça. Il peut y avoir pour des raisons de mauvaise compréhension de toute la démarche, c'est pourquoi je parlais d'épistémologie, une décision totalement négative. Il y aurait un effort à fournir pour faire ressortir dans la démarche de recherche-action la partie de recherche appliquée qui est finalement du ressort des organismes subventionnaires.

Q. Joseph Morose à Michel Dumas

Je m'adresse à Monsieur Dumas sur la même veine. A propos du concept recherche-action, je suis un peu gêné. C'est comme si dans fer à cheval on considérait fer et ensuite cheval. A la fin, je me demande qu'est-ce qu'on aurait?

R. Michel Dumas

Idéalement, on pourrait imaginer un lieu ou une forme de concertation qui impliquerait différents agents payeurs ou subventionnaires intéressés à divers titres. A titre d'agent subventionnaire au niveau de la recherche fondamentale, on est intéressé au niveau des résultats pratiques. Il faudrait réussir à s'entendre sous forme de négociations, pour accorder à une recherche la totalité des fonds requis, sans avoir à découper la réalité ou la passer au scalpel. On pense, on réfléchit, on essaie de mettre sur pied des modes d'évaluation ou des modes de concertation de ce type-là. C'était à cela que je me référais tout à l'heure en parlant d'action concertée qui est appliquée à se développer, à s'ajuster. Rien n'empêche qu'il faut faire un effort, dans les programmes réguliers de subvention à la recherche, pour faire ressortir rationnellement sur papier l'apport au progrès des connaissances dans la recherche. Ce retour sur la démarche scientifique au domaine même des connaissances peut s'exprimer aussi par des publications, même si la recherche-action va se réaliser dans les produits sociaux. C'est une idée que j'émets ici.

R. Yolande Côté

Chez nous, il y a un programme qui s'appelle l'expérimentation sociale. Il permet de payer l'établissement d'un nouveau programme, d'un nouveau mode de traitement ou d'intervention au niveau des praticiens comme des chercheurs. Dans le cadre de ce programme-là, qui est coûteux et qui est généralement pluri-annuel, on paie la totalité de la facture. Bien sûr, on va le choisir avec précaution, car il coûte cher. Vous avez raison, lorsque ce n'est plus de l'expérimentation sociale dans le sens qu'on essaie quelque chose de nouveau, mais de l'intervention, de l'animation ou de la sensibilisation on ne paie plus. Dans ce cadre-là, le problème c'est que les autres organismes - je peux vous mentionner Centraide - n'acceptent plus de subventionner la recherche dans

les organismes d'intervention sociale, d'autant plus que les organismes sont très serrés financièrement. Il y a certainement possibilité, du moins chez nous au ministère, d'établir une meilleure complémentarité entre les subventions de fonctionnement et les subventions de recherche qui puissent permettre la recherche-action.

C. Marc-André Morency

Je suis personnellement très heureux de voir le résultat d'une action qui avait été entreprise au comité de la recherche du département des sciences humaines, il y a un peu plus d'un an. Je pense que ça nous permet à l'UQAC de faire le point sur une situation qui à maints égards reste confuse. C'est la première fois qu'on se parle entre nous de ce thème-là. Il m'apparaît important de souligner que ce colloque a été fait non pas uniquement pour se parler mais pour avoir des suites.

Il faut clarifier la notion des protocoles méthodologiques de la recherche-action. Je pense que ça doit être fait, jusqu'à un certain point, par un séminaire entre les chercheurs. Et ce, de façon rapide pour répondre en même temps à certaines exigences de conjoncture. Il y a une politique qui est en voie d'élaboration, il faut être capable de l'alimenter. La consultation que le doyen compte faire, il faut être en mesure de lui répondre le plus rapidement possible. On pourrait inviter, à l'intérieur d'un séminaire, certains pairs qui siègent sur des comités et qui ont à évaluer la recherche-action au niveau provincial. C'est une suggestion que je fais, afin que le colloque se poursuive.

A N N E X E S





## ALLOCUTION DE CLOTURE

Jean DESY

Université du Québec à Chicoutimi

Je me fais le porte-parole du comité organisateur en donnant une appréciation globale très positive de l'événement, par rapport aux attentes et aux objectifs de départ. Ce colloque a donc permis une connaissance mutuelle des projets de recherche-action, des discours qui les véhiculent, des stratégies d'intervention, des limites et des enjeux sous-jacents à ces projets. Il y a eu un début d'articulation de différents lieux de savoir scientifique sur des problématiques vivantes à caractère social, par le biais d'intervenants externes qui ont répondu et agi par un effet de miroir, de réflexion qui nous a été fort salutaire. Nous leur en sommes reconnaissants. Il y a également eu une clarification des concepts et des pratiques dans différentes disciplines relativement à la recherche-action, y compris la démystification de ce terme.

On a pu également percevoir une sensibilisation nouvelle et un intérêt soutenu d'une très grande majorité de participants. Je pense pouvoir déceler un intérêt qui ne s'est pas démenti depuis deux jours. Donc, la majorité des participants, dont beaucoup d'étudiants, a été attentive à cette modalité de recherche porteuse de changements sociaux et pédagogiques.

Pour une des rares fois chez nous, depuis la création de l'Université du Québec à Chicoutimi, nous nous sommes penchés sur des vrais problèmes de développement de la recherche dans une perspective de changement progressiste, et ensemble, soit six départements sur sept. C'est un vaste espoir d'avenir. Le bilan de ce colloque devra se concentrer, dans les prochains jours, sur le contenu, les perspectives d'agir en commun et la structuration des stratégies comme le mentionnait M. Guy Collin. Le G.E.I.R. dont on parlait modestement, ce groupe d'étude et d'intervention régionales va s'en préoccuper en concertation, nous le souhaitons, avec tous les chercheurs universitaires québécois de même qu'AVEC, PAR, POUR et SUR les acteurs qui feront appel à nos services.

Je dis donc merci à tous ceux et celles qui ont participé activement à cet événement. Merci au service de l'audio-visuel de l'UQAC, au secrétariat du département des sciences humaines pour son appui logistique, au comité technique et aux animateurs-modérateurs qui ont rendu possible la réalisation du colloque. Je souhaite donc à tous une bonne année de réflexion, de recherche et d'action.



ANNEXE I  
NOTES ET REFERENCES

PREMIER VOLET

LA RECHERCHE COOPERATIVE COMME RECHERCHE-ACTION

Henri DESROCHE

1. R. BASTIDE, Anthropologie appliquée. Paris, Payot, 1971, et "Sociologies" (au pluriel) des Missions protestantes", in Les Missions protestantes et l'Histoire. Montpellier, 1971, pp. 47-62. Commentaire empathique in G. BELLONCLE, "Le métier exercé: "Anthropologue praticien" ", ASSCOD 56, 1981, pp. 94-98.
2. M. MAUSS. "Place de la sociologie appliquée", Oeuvres. Ed. de Minuit, t. 3, p. 232 et ss.
3. Cf. H.D. "La Recherche et l'Action. Vers une nouvelle sociologie?" ASSCOD 48, 1979, pp. 107-120.
4. P.H. CHOMBART de LAUWE. La Culture et le Pouvoir. 1976.
5. M. CROZIER. L'Acteur et le Système. 1977.
6. A. TOURAINE. La Voix et le Regard. 1978.
7. R. BOUDON. La Logique du Social. 1979.
8. A. M.M'BOW. "Le rôle des universités dans les pays en développement". Discours d'Uppsala (Suède) (28 sept.1977) in ASSCOD 43, 1978, pp. 39-53.
9. Cf. supr. notes 3-7. Sur les GCRA, cf. H.D. Apprentissage II. Education permanente et créativités solidaires. Paris Ed. Ouvrières, 1977.
10. Analogie avec la thèse (ou l'hypothèse) de Durkheim sur le suicide. "Dans l'ordre de la vie, rien n'est bon sans mesure. Il en est ainsi des phénomènes sociaux. Une individualisation excessive conduit au suicide, une individualisation insuffisante produit les mêmes effets."
11. Cf. H. GOUTHIER. La jeunesse d'Auguste Comte et la naissance du positivisme. Paris, Vrin, 1936, t. II, p. 200 et ss. "Philosophies et gravitation".
12. Cf. H.D. "Vers une nouvelle sociologie". Loc.jam.cit.
13. A. TOURAINE. Pour la sociologie. Paris, 1974, p. 53.
14. Sur la "sociologie du flic", cf. J.P SARTRE. Critique de la raison dialectique. "il se peut qu'il (le sociologue) essaie de s'intégrer au groupe mais cette intégration est provisoire; il sait qu'il se dégagera, qu'il consignera

ses observations dans l'objectivité; bref, il ressemble à ces flics que le cinéma nous propose souvent pour modèles et qui gagnent la confiance d'un gang pour mieux pouvoir la donner (...)" (pp.51-55). A l'inverse, une sociologie du gang s'implique tellement dans la subjectivité de ce groupe-ghetto que sa prétendue objectivité s'exprime dans un discours de légitimation.

15. Cf. supr. note 1.
16. CHAPIN. Experimental Designs in sociological reserach, Westport, Greenwood, 1974, 197 p. (1<sup>e</sup> éd. 1955).
17. H. INFELD. Cooperatives communautaires et sociologie expérimentale. Paris, 1956.
18. H.D. et J.P. DECONCHY. Les "logies" et les "urgies". Document ronéot.
19. M. DAVID. L'individuel et le collectif dans la formation des travailleurs. Paris, 1977.
20. Cf. Nell EURICH. Science in Utopia. A mighty design. Harvard, 1967. On sait par ailleurs que, par Condorcet et son Fragment sur l'Atlantide; l'utopie baconienne ressource l'inspiration d'un fondateur de la sociologie H. de SAINT-SIMON. Cf. H.D. "Saint-Simon et l'utopie d'une science sociale en action", in ASSCOD 27, 1970, pp. 29-51.
21. Cf. supr.
22. A.D. de SERTILLANGES. "Le libre-arbitre chez Bergson et Saint Thomas d'Aquin" in La Vie Intellectuelle, 25 avril 1937, pp. 252-267.
23. Cf. supr. note 1.
24. EVANS-PRITCHARD. Ses conférences d'introduction à l'anthropologie.
25. Cf. en ce sens plusieurs études de G. LERBET rassemblées dans son récent ouvrage.
26. Forum excipant d'expériences ou/et de réflexions sur la recherche-action en quatre pays francophones Québec, France, Suisse, Belgique.
27. H.D. Apprentissage en Sciences Sociales et Education Permanente. Paris, 1971. Préface de Roland BARTHES.
28. H.D. "Au fil du désir. D'une sociologie de l'utopie à une sociologie de l'espérance", in L'Autre et l'Ailleurs. Hommage à Roger Bastide. Paris, 1976, pp. 233-247.
29. A Paris, en octobre 1982, sur le thème Adult Education and Social Mobilization avec un atelier topique sur la

"Participatory Research" particulièrement cultivée par la revue Convergence, publiée au secrétariat de l'ICAE à Toronto.

30. De l'Education coopérative aux coopératives d'éducation. GAFRA et Université de Nantes. 1981, 180 p.
31. Domination ou partage? Paris, UNESCO, 1980.

#### LES CONDITIONS PRATIQUES DE LA RECHERCHE-ACTION

Fernand GAUTHIER

1. Cette définition s'inspire d'une définition de "Participation Action Research" élaborée par: WORKING GROUP ON PARTICIPATION, "A critical framework for participatory approaches to environmental changes" Workshop at the 9th Annual Environmental Design Research Association Center for human environment, City University of New York, April 1978.
2. Quelques références sur ces bilans:  
CONSEIL DES UNIVERSITES, Avis du Conseil des Universités au Ministre de l'éducation concernant la mission de "services à la collectivité" de l'université, Québec, C.U. juin 1977.  
CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, Commission de l'enseignement supérieur. L'état et les besoins de l'éducation: pour un renouveau de la fonction sociale de l'université, CSE, juin 1979.  
COMMISSION D'ETUDE SUR LES UNIVERSITES, Rapport du comité de coordination, Editeur officiel du Québec, 1979.
3. STUFFLEBEAM, D.L. et al., Educational evaluation and decision-making; F.E. PEACOCK Itasca, Illinois, 1971.  
STUFFLEBEAM, D.L., "Meta-evaluation: an overview" in Evaluation and the Health Professions, Vol. 1, no. 1, Spring 1978.
4. Cette piste s'inspire de trois tableaux schématiques ayant pour thème:  
Rationalistic and naturalistic treatment of trustworthiness, par E.G. Guba, Indiana University et Y.S. LINCOLN, University of Kansas, March 1981.
5. Inspiré d'une discussion sur ce thème avec Pierre Angers, lors d'un séminaire de recherche au C.D.E.S., 14 août 1981.

## QUELQUES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA RECHERCHE MILITANTE

Yves VAILLANCOURT

1. Même si les réflexions qui suivent n'engagent que ma responsabilité, j'aimerais toutefois signaler que, pour les articuler, j'ai grandement bénéficié de nombreuses heures de discussion avec des personnes comme Benoît Lévesque du département des sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski, Robert Mayer de l'Ecole de service social de l'université de Montréal et Ernst Jouthe du département de travail social de l'UQAM.

## DEUXIEME VOLET

### LA RECHERCHE-ACTION AU DEPARTEMENT DES SCIENCES HUMAINES : UN PREMIER BILAN

Jean DESY

1. La recherche-action, ses enjeux, ses pratiques, RIAC
2. Le comité coordonnateur du colloque en a d'ailleurs (RIAC) suggéré l'utilisation à tous les départements impliqués, dans un souci d'uniformité méthodologique minimale.
3. Mont Valin, esquisse d'aménagement. Centre de Recherche du Moyen-Nord. UQAC, mars 1974, 161 pages.
4. Pour un centre écologique au mont Valin. CRMN, UQAC, rapport 7801, juin 1978, 97 pages.
5. Parc du mont Valin. Rapport du comité du consensus sur la proposition du MLCP. Chicoutimi, juillet 1980, 19 pages plus annexes.
6. L'Aménagement des monts Valin Inc.
7. Le désenclavement de la Minganie. Madeleine Plourde et Julien Côté, Module de Géographie, UQAC, 1979, 89 pages.
8. "L'Archipel de Mingan: un espace mi-nordique entre l'exploitation et la conservation". Jules Dufour, C.G.Q. vol. 23, no 60, déc. 79, p. 451-480.
9. "Nous sommes agriculteurs et voulons le rester". Comité pour la protection des terres agricoles. Jonquières, déc. 1978, 30 pages plus annexes.
10. L'autoroute 70: nécessité ou chimère? Comité de protection du patrimoine, Chicoutimi, déc. 1979, 55 pages.

11. L'autoroute 70: un projet déroutant. Comité d'Environnement d'Alma. Alma, mars 1980, 39 pages.
12. "L'autoroute 70 (Alma-La Baie)" CMHS. Chicoutimi, 28 avril 1981, 15 pages.
13. "Perception des espaces verts dans la conurbation du Haut-Saguenay". Gilles Lemieux, PROTEE, vol. VIII, n° 2, été 80, p. 57 à 71.
14. L'aménagement des berges, ravins et monts urbains dans la conurbation du Haut-Saguenay: vers un espace plus fonctionnel. Jules Dufour et Gilles-H. Lemieux, C.G.Q., Vol. 22, n° 57, déc. 78, p. 421 à 435.
15. Cf. Inventaire des projets de recherche du D.S.H., op. cit., p. 45.

LA RECHERCHE-ACTION: UN PROCESSUS HEURISTIQUE DE CONNAISSANCE ET DE CHANGEMENT
---

Samuel AMEGAN, Louis-Philippe BOUCHER, Gilles-A. BONNEAU,  
 Rodolphe GAGNON, Jeanne d'Arc GIRARD, Joseph MOROSE,  
 André OUELLET

#### BIBLIOGRAPHIE

- ARDOINO, J. Management ou Commandement, EPI. 1970.
- ARDOINO, J. (éd.). Psychologie sociale et nouvelles approches pédagogiques, EPI, 1974.
- BARBIER, René. "Implication, Animation et Recherche-action dans les Sciences humaines" dans Connexions, psychologie et Sciences humaines, No 13, 1975, pp. 103-123.
- CERI-OCDE. Gestion de l'innovation dans l'enseignement, texte polycopié, 1973.
- CHECKLAND, P.B. "Science and the Systems paradigm" dans International Journal of General Systems, Vol. 3, 1976, pp. 127-134.
- CROZIER ET FRIEDBERG. L'acteur et le système, Editions du Seuil, Paris, 1977.
- FRANCK, R. "Recherche-Action, ou Connaissance pour l'action? Quelques points de repère et trois positions de principes", dans Revue Internationale d'action communautaire, 5/45, printemps 1981, pp. 160-165.
- GRELL, P. et WERY, A. "Problématiques de la recherche-action" dans Revue Internationale d'action communautaire, printemps 1981, pp. 123-130.

MARMOZ, L. "La Recherche et l'intervention" dans Les Sciences de l'éducation, 4/78, pp. 43-63.

RAPOPORT, R.N. "Les trois dilemmes de la recherche-action", Human Relations, vol. 23, n° 6, pp. 499-513.

#### LE SAPICC, UN PROJET DE RECHERCHE-ACTION EN SCIENCES RELIGIEUSES

Simon DUFOUR

1. Service d'Animation pour une Initiation Chrétienne Concertée.
2. Contrairement à la théorie marxiste qui situe la religion uniquement dans la superstructure idéologique de la structure sociale.
3. C. OFFREDI, La recherche-action: l'intellectuel et son rapport à l'action, Revue Internationale d'Action Communautaire, 5/45, p. 35.
4. Cosmao V. Changer le monde, une tâche pour l'Eglise.

#### LE SACREMENT DE LA RECONCILIATION REDECOUVERT PAR LA COMMUNAUTE CHRETIENNE

Robert DUFOUR

1. Commission de recherche pastorale, créée dans le Diocèse de Chicoutimi en 1975 où plus de 6000 personnes ont répondu en présentant 517 rapports. De cette CDRP est né le volume Mission et Coresponsabilité.

#### PROSPECTIVE ET ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE-ACTION

Guy COLLIN

- La recherche-action, ses enjeux, ses pratiques, Revue Internationale d'action communautaire, # 5/45, printemps 81, 202p.
1. L. Desnoyers et D. Mergler, voir a) page II.

La Revue Internationale d'action communautaire publia en 1981 un numéro sur la recherche-action. Cet ouvrage s'avèra une référence fort pertinente pour les intervenants du colloque. M. Henri Desroche a dégagé dans en appendice (réf. p. 19) les points de convergences et de divergences de ce collectif francophone



## UNE RECHERCHACTION EN HABITATION COOPERATIVE

### UN PEU D'HISTOIRE

Roland CHARBONNEAU

1. Si l'on veut signifier ici que l'idée est inséparable de l'action comme la théorie de la pratique, comme l'abstrait du concret alors pour que le mot rende bien l'idée nous ne voyons pas d'autre façon que de l'écrire ainsi d'un seul bloc: recherchaction.
2. On peut retracer une information plus complète dans: "Document d'Information sur l'Organisme S.A.L.U. Saguenay Inc," Chicoutimi, non-daté, 36 pages.
3. Op. cit., p. 4.
4. Tout le monde aura compris qu'il s'agit là en effet d'un simple problème arithmétique de division-multiplication: si une famille de 7 personnes a besoin d'un logement de 7 pièces d'une part, et que, d'autre part nous disposons présentement de 2 logements de  $3\frac{1}{2}$  pièces chacun, en divisant par 2 la famille de 7 personnes et en multipliant par 2 les  $3\frac{1}{2}$  pièces de chacun des 2 logements, la ressource de 7 pièces rencontrera le besoin des 7 personnes. Ouais...
5. CIRIEC, Développement et Gestion des Coopératives d'Habitation, Montréal, Juillet 1981, 427 pages; plus Annexes documentaires et Statistiques.



## ANNEXE II

### LISTE ALPHABETIQUE DES PARTICIPANTS AU COLLOQUE

ABEL, Jean-Paul  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

AMEGAN, Samuel  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

ARCHIBALD, Majella  
Etudiant  
Sc. humaines  
UQAC

BAYE, Pathe  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

BEAUCHESNE, Pierre  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

BEAULIEU, Rémi  
Chargé de recherche  
UQAC

BELLEY, Michel  
Professeur  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

BERGERON, Gilles  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

BLACKBURN, Placide  
Directeur des services  
professionnels  
Centre des services sociaux  
Chicoutimi

BLUTEAU, Françoise  
Etudiante  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

BOUCHARD, Claude  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

BOUCHARD, Denise  
Bibliothécaire  
UQAC

BOURQUE, Ghislain  
Professeur  
Arts et lettres  
UQAC

CHALIN, Gilles H.  
Etudiant,  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

CHARBONNEAU, Roland  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

CHAREST, Suzanne  
Etudiante  
Sc. humaines  
UQAC

CLOUTIER, Yvon  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

COLLIN, Guy  
Doyen des études supérieures  
et de la recherche  
UQAC

COMTOIS, Gilles  
Professeur  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

COUTURE, Lucienne  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

COTE, Yolande  
Secrétaire générale  
Conseil québécois de la  
recherche en Sc. sociales  
Québec

DELAUNIERE, Michel  
Animateur socio-culturel  
UQAC

DENOMME, Jean-Marc  
Vice-recteur à l'enseignement  
et à la recherche  
UQAC

DESBIENS, Jeanine  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

DESROCHE, Henri  
Directeur du Collège  
coopératif de Paris  
Ecole des Hautes études  
en sciences sociales  
Paris

DESY, Jean  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

DIONNE, Hugues  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

DOYON, Denise  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

DUFOUR, Robert  
Représentant des étudiants  
Sc. religieuses  
UQAC

DUFOUR, Simon  
Professeur  
Sc. religieuses  
UQAC

DUMAS, Michel  
Directeur du Soutien à la  
recherche et à la diffusion  
FCAC  
Québec

DUTIL, Brenda  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

FILIATREAU, Lise  
Etudiante  
Sc. de l'éducation  
UQAC

FORTIN, Gérald  
Professeur  
INRS-Urbanisation  
Montréal

FORTIN, Michel  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

GAGNON, Christiane  
Agente de recherche  
UQAC

GAGNON, Renaud  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

GAGNON, Rodolphe  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

GALLAGHER, George  
Professeur  
Sc. pures  
UQAC

GAUTHIER, Fernand  
Professeur et chercheur  
à la Faculté d'éducation  
permanente  
Université de Montréal

GIGUERE, Rita  
Agente de recherche  
UQAR

GIRARD, Jeannette  
Etudiante  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

GIRARD, Jeanne-D'Arc  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

GIRARD, Raymond  
Directeur du département  
des sc. religieuses  
UQAC

GRAVEL, Chantal  
Etudiante  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

GRAVEL, Mario  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

GUILBEAULT, Francine  
Etudiante  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

KLEIN, Juan Luis  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

LAPOINTE, Adam,  
Directeur des sc. économiques  
et administratives  
UQAC

LAROUCHE, Daniel  
Agent de recherche  
UQAC

LAROUCHE, Norbert  
Etudiant  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

LEBLANC-BOUCHARD, Johanne  
Etudiante  
Etude des sociétés  
régionales

LEMIEUX, Gilles-H.  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

MALTAIS, Lucie  
Coordinatrice  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

MARTIN, Daniel  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

MENARD, Odile  
Etudiante  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

MORENCY, Marc-André  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

MOUNIVONGS, Khamlay  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

NEGRETE, Jorge  
Etudiant  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

OUELLET, André  
Professeur  
Sc. de l'éducation  
UQAC

PERRON, Christian  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

PLAMONDON, Marc  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

POMERLEAU, Marc  
Agent de liaison  
UQAC

POTVIN, Denis  
Etudiant  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

PRESTON, Germaine  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

PREVOST, Paul  
Professeur  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

RINGUETTE, Martin  
Service de la recherche  
Réseau UQ

ROY, Hélène  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

ROY, Marcel  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

ROY, Rita  
Agente de recherche  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

SEGUIN, Marie-Thérèse  
Professeur  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

SIMARD, Pierre-H.  
Professeur  
Sc. économiques et  
administratives,  
UQAC

SIMARD, Vincent  
Professeur  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

SIMARD-VASIL, Normande  
Etudiante  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

ST-GELAIS, Yves  
Professeur  
Arts et lettres  
UQAC

ST-LAURENT, Rodrigue  
Directeur  
Sc. pures  
UQAC

ST-ONGE, Jacques  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

TREMBLAY, Danielle  
Etudiante  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

TREMBLAY, Jean-Eudes  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

TREMBLAY, Marielle  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

TREMBLAY, Monique  
Professeur  
Sc. humaines  
UQAC

TREMBLAY, Thomas-Louis  
Etudiant  
UCI

TREMBLAY, Pierrette  
Etudiante  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

TREMBLAY, Serge  
Etudiant  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

TROTTIER, Denis  
Etudiant  
Etude des sociétés  
régionales  
UQAC

VAILLANCOURT, Yves  
Professeur  
Service social  
UQAM

VILLENEUVE, Ginette  
Etudiante  
Sc. économiques et  
administratives  
UQAC

**DATE DE RETOUR**

Apporter ce volume avant ou  
après la date indiquée.



X0034479 7